REVUE DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

NUMÉRO SPÉCIAL

Les Actes du Colloque International :

« La Cour constitutionnelle et son rôle dans l'édification de la nouvelle Algérie »

Les 06 et 07 Avril 2021
Hôtel El Aurassi – Alger

Revue semestrielle spécialisée

N° 17 - 2021

REVUE

DU

CONSEIL CONSTITUTIONNEL

NUMÉRO SPÉCIAL

Les Actes du Colloque International :

« La Cour constitutionnelle et son rôle dans l'édification de la nouvelle Algérie »

Les 06 et 07 Avril 2021,
Hôtel El Aurassi – Alger

Revue semestrielle spécialisée

N° 17- 2021

Le Conseil constitutionnel organise

Le Colloque International :
« La Cour constitutionnelle et son rôle dans l'édification de la nouvelle Algérie».

عبد المجيد تبون رئيس الجمهورية

Les 06 et 07 Avril 2021,
***Hôtel El Aurassi** – Alger*

Revue du Conseil constitutionnel

Revue semestrielle publiée par
Le Conseil constitutionnel algérien

Adresse :**Conseil constitutionnel**
Boulevard du 11 décembre 1960 – El Biar - Alger

Tél :021.79.01.19
Fax :021.92.81.62

Courrier électronique : revue-cc@conseil-constitutionnel.dz
Site internet :www.conseil-constitutionnel.dz

Dépôt légal N°:3878 - 2103

ISSN 2253 - 0940

Revue du Conseil constitutionnel

Revue semestrielle publiée par le Conseil constitutionnel algérien

Président d'honneur

M. **Kamel FENNICHE**, Président du Conseil constitutionnel

Responsable de rédaction

M. **Aimed Eddine OUADI**, Directeur Général du Centre d'études et de recherches constitutionnelles

Responsable de publication

M. **Mohamed DIF**, Secrétaire Général du Conseil constitutionnel

Comité scientifique

Coordinateur du comité scientifique

Mme. **Salima MOUSSERATI**, Membre du Conseil constitutionnel

Membres du Comité scientifique

Lazhari BOUZID, Idriss BOUKRA, Bachir YELLES CHAOUCHE, Cherif KAIS, Souad GHOUTHI, Abdelkader LEBKIRAT, Karim KHALFANE, Yamina HOUHOU, Wafa CHIAOUI, Souhila BOUKHEMISSE, Chawki YAICHE TEMEM, Mohammed Bachir MASMOUDI, Khaled HASSANI, Lyes SAM

Comité de rédaction et de traduction

Tarik ABADA, Abdelhamid ROUGAB, Rabah MOUMEN, Mohammed Hadi ACHOUI, Ahmed Ibrahim BOUKHARI, Samia HAMADI, Meriem BEN ABDALLAH, Asma BELILITA, Youcef ABSI

Secrétariat de rédaction

Abdeslem BOUKAÂBENE, Farah BOUTRIK

Les conditions de publication dans la Revue

La Revue publie les recherches scientifiques originales en Sciences juridiques sous forme d'articles.

1. L'article doit être écrit dans l'une des langues suivantes : arabe, français ou anglais.
2. L'article ne doit pas avoir été déjà publié dans une autre revue.
3. L'article ne doit pas être extrait d'une thèse universitaire ou d'un livre déjà publié.
4. Le nombre de pages de l'article ne doit pas être inférieur à 05 pages ou dépasser 25 pages.
5. Les articles sont envoyés en format papier et en version électronique dans un disque compact (CD).
6. Les articles en langue arabe sont écrits en police (Traditional Arabic), taille 14. Seuls les titres sont mis en gras.(les notes de bas de page en taille 12).
7. Les articles en langues étrangères sont écrits en police (Time New Roman), taille 12. Seuls les titres sont mis en gras.(les notes de bas de page en taille 10).
8. Il est mentionné en tête d'article le nom de l'auteur, son grade et son institution d'origine.
9. Les articles sont soumis à l'évaluation des membres du Comité scientifique de la revue.
10. Les articles soumis au Comité de rédaction de la revue ne sont pas restitués qu'ils aient été publiés ou non.
11. Le classement des articles publiés n'est fondé que sur des considérations purement techniques.
12. Toute publication ultérieure des articles publiés dans la revue nécessite l'obtention de l'autorisation du directeur de publication de la revue.

Les opinions personnelles exprimées dans les articles publiés dans la Revue du Conseil constitutionnel ne reflètent pas l'avis du Conseil constitutionnel. Elles n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs

- **Préface**

Par **M. Kamel FENNICHE**, Président du Conseil constitutionnel._**P13**

I- Session d'ouverture

- Allocution d'ouverture de **M. Kamel FENNICHE**, Président du Conseil constitutionnel. **(en langue arabe)** _____ **P17**
- Allocution de **Mme Blerta ALIKO**, Représentante Résidente du Programme des Nations-Unies pour le développement. _____ **P15**

II- Première Session:

- La Cour constitutionnelle partenaire dans la promotion de la pratique démocratique.

Modérateur : **M. Salim DIB**, ancien Président de chambre à la Cour Suprême

- La régulation du fonctionnement des institutions constitutionnelles par le Juge constitutionnel. **M. Kamel FENNICHE**, Président du Conseil constitutionnel. **(en langue arabe)** _____ **P25**
- La Cour constitutionnelle et son rôle dans l'édification de l'État de droit et du droit – une étude comparative – **Pr. Cherif KAIS, Université Mouloud Mammeri-Tizi Ouzou (en langue arabe)** ____ **P43**

III- Deuxième session:

- Les compétences de la Cour constitutionnelle dans le domaine électoral, le règlement des différends entre les pouvoirs et l'interprétation de la Constitution.

Modérateur : **M. Mohamed HABCHI**, Vice-président du Conseil constitutionnel.

- Les compétences de la Cour constitutionnelle en matière électorale, **Mme. Chadia RAHAB**, membre du Conseil constitutionnel.

(en langue arabe) _____ **P71**

- Les compétences de la Cour constitutionnelle en matière électorale. **Pr. Ammar ABBAS**, Université de Mascara.**(en langue arabe)_ P101**

- Les compétences de la Cour constitutionnelle en matière de règlement des différends entre les institutions et l'interprétation de la Constitution, **Pr. Francis DELPÉRÉE**, Professeur émérite de l'Université catholique de Louvain, Sénateur._____ **P19**

IV- Troisième session:

- Le rôle de la Cour constitutionnelle dans le domaine du contrôle de constitutionnalité.

Modérateur : **M. Mohamed Rédha OUSSAHLA**, membre du Conseil constitutionnel.

- Les compétences de la Cour constitutionnelle en matière de contrôle a priori de constitutionnalité. **M. Abdennour GRAOUI**, membre du Conseil constitutionnel. **(en langue arabe) _____ P145**

- Les compétences de la Cour constitutionnelle en matière de contrôle de constitutionnalité et de conformité. **Pr Djamel ROUAB**, Université Djilali Bounaama, khemis Meliana. **(en langue arabe)__ P167**

- Les compétences de la Cour constitutionnelle en matière de recours en exception d'inconstitutionnalité **Dr. Samia SEMRI**, Université Alger 1. **(en langue arabe) _____ P189**

V-Quatrième session:

- La Cour constitutionnelle : nouvelles compétences et défis d'exécution.

Modérateur : **Mme.Khadidja ABBAD,** membre du Conseil constitutionnel.

- Le rôle de Cour constitutionnelle dans le règlement des différends entre les institutions de l'Etat et dans l'interprétation de la Constitution **Dr. Mouloud BEN NACEF**, Université Alger 1.

(en langue arabe) _____ P221

VI- Session de clôture :

- Le rapport général des travaux du colloque.

- **M. Aimed-Eddine OUADI**, Rapporteur Général du Colloque, Directeur Général du Centre d'Études et de Recherches Constitutionnelles. **(en langue arabe)** _____**P251**

- Allocution de **Mme. Blerta ALIKO**, Représentante Résidente du Programme des Nations Unies pour le développement. _____ **P33**

- Allocution de clôture **M. Kamel FENNICHE**, Président du Conseil constitutionnel. **(en langue arabe)** _____ **P261**

VII. Modèles de la jurisprudence du Conseil constitutionnel

- Dispositions législatives déclarées non conformes à la Constitution et les motifs de leur invalidation. _____ **P37**

Préface

M. Kamel FENNICHE

Président du Conseil constitutionnel

Le Conseil constitutionnel, en partenariat avec le Programme des Nations-Unies pour le développement, a organisé les 6 et 7 avril de l'année en cours un colloque international sur le thème de : « La Cour constitutionnelle et son rôle dans l'édification de la nouvelle Algérie ». A travers cet événement, le Conseil constitutionnel entendait contribuer à enrichir le débat constitutionnel et juridique constructif sur le rôle que la Cour constitutionnelle serait amenée à jouer dans l'édification d'un Etat de droit et des institutions et la promotion des droits et libertés fondamentaux du citoyen au sein d'une Algérie nouvelle, stable et prospère.

Les travaux du colloque se sont articulés, durant deux jours, autour de quatre sessions réparties respectivement comme suit : la Cour constitutionnelle comme partenaire dans la consolidation de la pratique démocratique, ses compétences dans le domaine électoral, du règlement des différends entre les pouvoirs et de l'interprétation de la Constitution, son rôle en matière de contrôle de constitutionnalité et enfin les nouvelles compétences de la Cour constitutionnelle et les défis d'exécution et de concrétisation.

Répondant aux objectifs de ce colloque international, les quatre sessions ont connu de riches exposés par des professeurs et experts aussi bien algériens qu'étrangers sur différentes thématiques dont le rôle de la Cour constitutionnelle dans la régulation du fonctionnement des institutions constitutionnelles, son rôle dans la consécration de l'État de droit et la consolidation de la pratique démocratique, ses compétences en matière électorale, son rôle dans le règlement des différends et l'interprétation de la

Constitution, et dans le contrôle de constitutionnalité dans ses aspects a priori, a posteriori, abstrait et concret.

Les réformes constitutionnelles introduites par la récente révision constitutionnelle initiée par le Président de la République, **Monsieur Abdelmadjid TEBBOUNE**, et approuvée par le peuple à l'occasion du referendum du 1er novembre 2020, constituent une avancée considérable dans l'édification de l'Etat de droit en instituant notamment la Cour constitutionnelle, dotée de prérogatives nouvelles et étendues. Dans cet esprit, le colloque international a constitué une occasion pour l'échange et le débat objectif et fructueux entre experts et professeurs de droit constitutionnel, notamment à la lumière d'expériences constitutionnelles comparées pionnières de pays africains et européens en matière de justice constitutionnelle.

Eu égard à l'importance du rôle que joue le Conseil constitutionnel dans la diffusion de la culture constitutionnelle et la culture du débat juridique, nous estimons que la publication des travaux du colloque international dans un numéro spécial de la Revue du Conseil constitutionnel contribue à la généralisation du profit à tirer par nos chers lecteurs, professeurs, chercheurs et étudiants.

Allocution de la Représentante Résidente du PNUD en Algérie

Mme. Blerta ALIKO

Monsieur le Président

Mesdames et Messieurs les membres du Conseil constitutionnel,

Cher(e)s collègues et partenaires

Cher(e)s invités

Permettez-moi, au nom du Programme des Nations-Unies pour le Développement, de vous faire part de l'honneur qui m'est fait en me joignant à vous pour ce débat sur le rôle de la future Cour constitutionnelle dans l'architecture institutionnelle algérienne.

Nous engageons aujourd'hui une réflexion importante sur l'un des aspects centraux de la restructuration de l'ordre constitutionnel qui a été opérée en novembre dernier.

Loin de se limiter à un simple changement d'appellation, la transformation du Conseil en Cour constitutionnelle porte d'importantes implications. Les conséquences de cette transformation se manifestent tant au niveau de la position institutionnelle de la Cour qu'au niveau de l'étendue de ses attributions.

La Constitution, après le référendum de novembre 2020, charge, en effet, la Cour de se prononcer sur toute éventualité de conflits de compétences pouvant survenir entre les pouvoirs constitués. Elle en fait

également l'interprète exclusif de la Constitution. Aux termes de la Constitution, la Cour peut, en effet, être saisie par les principaux pouvoirs, pour se prononcer sur la signification d'une ou de plusieurs dispositions constitutionnelles.

Le texte constitutionnel souligne clairement l'extension significative des attributions de la Cour en la qualifiant « d'organe régulateur du fonctionnement des institutions et de l'activité des pouvoirs publics ».

A toutes ces attributions, s'ajoute les compétences, peut-être plus traditionnelles mais tout aussi décisives, de contrôle de constitutionnalité. L'ensemble de l'arsenal normatif applicable en Algérie est soumis au contrôle du juge constitutionnel, que ce contrôle soit à priori ou à posteriori.

Le juge constitutionnel est ainsi, en définitive, garant de la Constitution et de l'équilibre institutionnel. Mais il est également, et cela est de première importance, garant des droits et libertés.

Ce rôle, la juridiction constitutionnelle l'assure essentiellement à travers le mécanisme de l'exception d'inconstitutionnalité.

L'introduction de ce type de recours, qui permet au citoyen de contester toute disposition législative ou règlementaire attentatoire à ses droits, opère une profonde transformation dans l'ordre constitutionnel algérien. Le mécanisme de l'exception d'inconstitutionnalité est non seulement une garantie des plus effectives en matière de protection des droits et des libertés mais il ouvre également le contentieux constitutionnel et l'accès à la Cour aux citoyens.

Il faut, toutefois, noter que l'extension des attributions de la Cour et leur multiplicité ne vont pas sans défis. Les travaux que nous entamons aujourd'hui nous permettront d'envisager les perspectives qu'ouvrent le rehaussement institutionnel de la juridiction constitutionnelle mais également les enjeux et les défis qui s'y rattachent.

Les quatre sessions programmés dans cette conférence permettront d'envisager le rôle de la future Cour dans l'ensemble de ses manifestations ; institutionnelles, normatives et organisationnelles.

Je ne doute pas que nos échanges, avec le concours de nos experts algériens et nos invités d'Afrique du Sud, de Belgique, du Bénin et de France, seront de la plus grande utilité alors que les travaux préparatoires pour la nouvelle loi organique sur la Cour constitutionnelle ont déjà débuté.

Permettez-moi, pour conclure, d'insister sur l'importance que le PNUD accorde au partenariat avec la juridiction constitutionnelle et de réitérer notre plein engagement pour le voir, sans cesse, se consolider et se développer.

Avant de vous souhaiter d'excellents travaux, je voudrais remercier nos conférenciers parmi les membres du Conseil constitutionnel et les Professeurs d'université qui nous ont honorés de leur participation. Mes plus vifs remerciements vont également à nos experts internationaux qui sont, aujourd'hui, parmi nous malgré les difficultés de la conjoncture.

Merci pour votre attention.

LE REGLEMENT PAR LA COUR CONSTITUTIONNELLE DES DIFFERENDS INSTITUTIONNELS.

Francis DELPEREE

Professeur émérite de l'Université catholique de Louvain

Sénateur honoraire

LE JUGE-ARBITRE CONSTITUTIONNEL

Le juge constitutionnel est d'ordinaire investi de trois fonctions[1].

La première fonction est partagée de manière indistincte par tous les juges constitutionnels. Elle figure dans leur ADN. Cette fonction, c'est celle du contrôle de la loi. Le juge constitutionnel confronte la loi à la Constitution. Il fait respecter la hiérarchie qui existe entre ces normes. Selon une formule classique, la loi votée « n'exprime la volonté générale que dans le respect de la Constitution » (CCF, n°85_197 DC, 23 août 1985, Loi sur l'évolution de la Nouvelle Calédonie).

Une deuxième fonction, tout aussi importante, est exercée par le juge constitutionnel. Il est le défenseur des droits de l'homme et du citoyen. Ces droits sont consacrés dans un chapitre particulier de la Constitution. Ou ils sont inscrits dans une déclaration ou un préambule dont les dispositions sont assimilées à celles de la Constitution. Parfois même, ils sont inscrits dans des documents internationaux auxquels la Constitution se réfère. Cette fonction prend un relief particulier dans les États où le citoyen intervient, de manière directe ou indirecte, dans le procès constitutionnel.

[1] -F. DELPEREE, « Cour suprême, Cour d'arbitrage ou Cour constitutionnelle ? », in Les Cahiers du droit, 1985, volume 26, n° 1, La réforme des institutions fédérales canadiennes.

Troisième fonction, toute différente. Il ne s'agit plus de contrôler la qualité de la loi. Il s'agit de vérifier les conditions dans lesquelles ceux qui font la loi ont été choisis. C'est le contentieux des élections. Avec un ensemble de questions — de fait et de droit, de procédure ou de fond — que l'élection (et les mécanismes apparentés) peuvent susciter. C'est une fonction absorbante. C'est une fonction délicate à raison de ses répercussions politiques.

Ceci est connu. Pas besoin d'ajouter que le Conseil constitutionnel, la Cour constitutionnelle de demain, exerce concurremment ces trois fonctions. Il est renvoyé notamment aux articles 190 et 191 de la Constitution.

Il me revient d'évoquer une quatrième fonction. Il s'agit de la fonction arbitrale.

Cette fonction n'est pas attribuée à toutes les cours constitutionnelles. Elle n'est exercée que par certaines d'entre elles. Il est, en effet, « des » constitutions qui considèrent que le juge constitutionnel est un arbitre habilité à trancher les conflits de tous ordres qui peuvent surgir entre les institutions ou les autorités de l'État.

La Constitution de 2020 s'inscrit résolument dans cette perspective. Elle utilise, au mot près, une formule qui est inscrite dans plusieurs constitutions de l'Afrique francophone. La Cour est désormais « l'organe régulateur du fonctionnement des institutions et de l'activité des pouvoirs publics » (art. 185, alinéa 2). Elle veille aussi, ce qui n'est pas négligeable, à préserver « les équilibres fondamentaux des pouvoirs et des institutions » (art. 221).

L'arbitre ! Il faut souligner d'emblée le caractère polysémique de l'expression. Dans la langue française, le mot reçoit, en effet, deux sens différents, peut-être même contradictoires. L'arbitre peut présenter deux visages : actif et passif.

L'arbitre actif intervient surtout dans le monde des affaires[2]. Il est à la manœuvre. Il se livre aux investigations nécessaires. Il commande une expertise. Il instruit le dossier. Il examine les prétentions des parties. Au cours d'une audience, il entend l'exposé de leurs prétentions et de leurs argumentations. Il cherche à rapprocher les points de vue et à enregistrer une solution conciliatrice. En fin de compte, il rend une sentence contraignante.

L'arbitre passif intervient surtout dans le monde du sport[3]. Que fait l'arbitre à l'occasion d'un match de football ? L'homme en noir se fait discret. Ce n'est pas lui qui joue. Il ne touche pas la balle. Il doit rester sourd aux cris du public. Il doit résister aux réclamations des joueurs et de leur entraîneur. Il a pour seule fonction de faire appliquer le règlement. Il constate que la balle est sortie du terrain. Il relève qu'un joueur se trouve hors-jeu. Il siffle les fautes. Il montre un carton jaune ou un carton rouge. Il enregistre les buts.

Vous devinez ma question. Le juge constitutionnel peut-il ou doit-il être un arbitre actif ? Peut-il ou doit-il être un arbitre passif ? Peut-il ou doit-il être l'un et l'autre en fonction des circonstances et des situations ?

Ce n'est pas qu'une question théorique. C'est aussi une question politique. Il faut le reconnaître sans détour. Le juge constitutionnel est pris,

[2] - A et B se disputent. Plutôt que de s'adresser à leur juge naturel — celui que leur assigne la Constitution —, A et B vont se mettre d'accord pour désigner une ou plusieurs personnes. Elles leur demandent d'examiner l'objet de leur différend eu égard aux règles de droit en vigueur. Elles recourent à une forme de « justice alternative ». Le plus souvent, elles agissent ainsi dans un souci de célérité et d'efficacité.

[3] - Quelle est la situation de base ? Il y a deux équipes. Elles partagent un même idéal sportif. Elles figurent dans la même division. Mais elles sont en en compétition. Toutes deux veulent remporter le match, et peut-être le championnat. L'arbitre est désigné par la fédération sportive, selon un ordre et un calendrier prédéterminés. Les clubs et les joueurs n'interviennent ni de près ni de loin dans ce type de désignation.

ici, entre le marteau et l'enclume. Il en fait trop, il se montre trop énergique et il va aussitôt être contesté par un ensemble d'autorités publiques : gare au « gouvernement des juges ». Il est trop timide et il va, cette fois, être montré du doigt par les citoyens : il est à la solde du pouvoir ou des pouvoirs.

Comment s'y prendre dans ce contexte délicat ? Comment s'avancer sur ce terrain miné [4]? Que faire ? Ou ne pas faire ?

Pour répondre à cette question que je qualifierais volontiers de stratégique, je distinguerai trois domaines dans lesquels la fonction arbitrale du juge constitutionnel peut et même doit se déployer.

Le premier domaine, le plus général, c'est celui des fondements de l'État (I). Le deuxième domaine, le plus spécialisé, c'est celui des structures de l'État (II). Quant au troisième domaine, le plus concret, c'est celui des modes de fonctionnement de l'État (III)[5].

Chapitre Ier. — Les fondements de l'État.

Partons du plus général, à savoir les fondements de l'État. Excuserez-vous ma franchise ? J'ai lu et relu la Constitution de 2020. Elle contient une disposition qui est surprenante à bien des égards. Cette disposition, c'est celle de l'article 221.

A. — Le texte.

Que dit l'article 221 ? Il confère à la Cour constitutionnelle une prérogative particulière dans le cadre de la procédure de révision de la Constitution.

[4] - Sur ce terrain, les juges constitutionnels, pris individuellement ou collectivement feront preuve d'un sens déontologique particulièrement développé. Même s'ils doivent trancher des controverses dont les aspects politiques, ne sont pas absents, ils ne se laisseront pas guider par des préoccupations du même ordre.

[5] - Je chercherai des réponses à ces questions dans les textes et les pratiques des juridictions constitutionnelles telles qu'elles fonctionnent à l'ouest du continent européen.

La Cour est saisie par le Président de la République. Elle est invitée se prononcer, sur une question de première importance. La révision constitutionnelle en projet ne porte-t-elle pas atteinte — je cite — « aux principes généraux régissant la société algérienne, aux droits et libertés de l'homme et du citoyen » ou n'affecte-t-elle pas (je cite encore) « les équilibres fondamentaux des pouvoirs et des institutions ».

La Cour remet un avis motivé. Si elle estime qu'aucun de ces principes n'est atteint, et si le texte a été adopté à la majorité des trois quarts dans les deux chambres, le Président peut promulguer la loi portant révision constitutionnelle sans la soumettre à référendum.

B. — Les questions.

L'article 221 ne peut manquer de surprendre. A trois points de vue.

Première surprise. Voici la Cour constitutionnelle qui est associée, de manière incidente, au travail de révision de la Constitution. La voici amenée à donner un avis sur la validité, quant au fond, de la réforme envisagée.

Vue de l'étranger, la procédure est singulière. L'on considère généralement que le juge constitutionnel contrôle « la loi » — j'insiste : la loi — au regard de la Constitution. Par contre, il ne lui revient pas de contrôler la Constitution elle-même[6]. Ni avant, ni après[7]. Dans un rapport qu'elle a rédigé sur la « procédure d'amendement constitutionnel » (CDL-

[6] - F. DELPEREE, « Faut-il contrôler la Constitution ? », in Mélanges en hommage à Henry Roussillon. Le pouvoir, mythes et réalité, Presses de l'Université de Toulouse 1 Capitole, 2014, t. II, p. 843. Il est parfois suggéré de procéder à un contrôle a posteriori des dispositions constitutionnelles. L'examen est « beaucoup plus répandu », note la Commission de Venise. Et de citer des textes, comme en Autriche ou en Allemagne, qui organisent de telles vérifications. Selon la Commission, il ne faut pas y voir une « règle générale ». Encore moins, une exigence de l'État de droit.

[7] - Le Conseil constitutionnel français a rappelé ce précepte dans sa décision (n° 2003-469 DC) du 26 mars 2003.

AD, 2010, 001), la Commission de Venise a relevé, voici dix ans, que seuls « quelques pays » permettaient au juge constitutionnel de s'investir dans le processus d'amendement. Avec cette précision : la vérification ne porte généralement que sur la forme ou la procédure. Pas sur le fond.

Deuxième surprise. Voici la Cour constitutionnelle qui est invitée à remettre un avis. Quels seront ses critères d'appréciation ? Ils seront de deux ordres. Il faut, d'une part, avoir égard aux principes qui régissent la société algérienne[8]. Il faut tenir compte, d'autre part, des « équilibres fondamentaux des pouvoirs et des institutions ».

Les expressions utilisées sont suggestives. Elles n'en restent pas moins très générales. Elles sont indéterminées. Elles concernent tour à tour la société, les pouvoirs et les institutions. Il n'est pas aisé d'en tracer les contours exacts.

Troisième surprise. L'article 221 n'est pas seul. Il doit peut-être être lu de concours avec l'article 223 qui énumère, lui, de manière limitative, dix principes intangibles[9].

Question. Est-ce que les équilibres fondamentaux de l'article 221 renvoient, même implicitement, aux dispositions intangibles de l'article 223 ? Est-ce qu'ils doivent, au contraire, former une catégorie à part ? Ce qui signifierait qu'il y aurait dans la Constitution, d'une part, des principes intangibles (par exemple, le principe républicain) et, d'autre part, des principes fondamentaux (par exemple, le principe de la représentation

[8] - « Société algérienne »… Pas « État » ou « République » ni « société politique ».

[9] - L'article 288 de la Constitution du Portugal impose quinze « limites matérielles de la révision », parmi lesquelles se trouvent l'indépendance nationale et l'unité de l'État ou les droits et libertés et les garanties des citoyens. La Loi fondamentale de la République fédérale d'Allemagne interdit, à l'article 79-3 « toute modification (…) qui toucherait à l'organisation de la Fédération en Länder, à la législation ou aux principes énoncés aux articles 1 à 20 », ces derniers énumérant dans un titre premier les droits fondamentaux. En France, la « forme républicaine du gouvernement » ne peut être supprimée.

nationale), les uns et les autres placés sous le contrôle de la Cour constitutionnelle?

Autre question. Est-ce que les principes généraux régissant la société algérienne ne devraient pas être cherchés dans les articles 9 et 10 de la Constitution, voire dans son préambule ?

C. — Les réponses.

Je n'ai de conseil à ne donner à personne. Mais je me dis que la loi en préparation devra lever ces interrogations. Si elle ne le fait pas, elle laissera au juge constitutionnel une marge d'appréciation considérable, pour ne pas dire excessive, et ce à un moment où l'État procèdera à cette opération essentielle qu'est la révision de sa Constitution. Si elle le fait, elle pourra guider la démarche de la Cour et la maintenir dans de justes limites.

Chapitre II. — Les structures de l'État.

Deuxième domaine. C'est celui des structures de l'État. J'ai lu et j'ai relu les Constitutions des États européens. Je constate, ce n'est pas original, qu'au XXe siècle, les premières cours constitutionnelles sont nées dans des États fédéraux. Ce n'est pas étonnant. Un État fédéral ne peut pas vivre sans juridiction constitutionnelle. Il ne peut pas vivre sans arbitre.

A. — L'État fédéral.

Un État fédéral — comme l'Allemagne, l'Autriche ou la Belgique — est un État « plurilégislatif ». Il y a place, au sein de cet État, pour plusieurs législateurs — l'un est fédéral, les autres sont fédérés. Tous font la loi, mais dans des domaines différents.

Une conséquence simple en résulte. La Constitution fédérale a établi des règles qui sont celles du partage du pouvoir législatif. La Constitution a aussi établi un juge constitutionnel — en Allemagne, l'on parle à juste titre d'une « Cour constitutionnelle fédérale » —. Elle lui donne pour tâche primordiale de veiller à ce que l'État fédéral, les régions, les Länder… respectent les normes du partage des compétences. Ce n'est pas pour rien

que, dans la Belgique fédérale, la Cour constitutionnelle avait reçu, pour appellation primitive, celle de « Cour d'arbitrage »[10].

Dans ce contexte, le juge constitutionnel va développer des jurisprudences sophistiquées à haute teneur juridique, si je peux employer cette expression. Il va rendre des décisions dans lesquelles il se gardera de marquer des préférences trop nettes pour l'un ou l'autre niveau de pouvoir.

B. — L'État unitaire

L'on me dira que la question n'intéresse pas l'Algérie qui, dès l'article 1er de sa Constitution, se présente comme une république « une et indivisible ».

Il n'en reste pas moins que « l'unité du territoire national » est l'un des principes intangibles de l'article 223. Si l'on pratique une lecture combinée des articles 221 et 223, un avis motivé de la Cour constitutionnelle pourrait être donné à ce sujet.

C. — L'État décentralisé.

La Constitution de l'Algérie organise aussi un régime de décentralisation au profit des collectivités territoriales que sont les communes et des wilayas (art. 16 et 17).

Question. Qui établit le régime juridique de ces collectivités décentralisées ? Réponse. Le législateur. L'on ne saurait exclure que des recours soient introduits contre les dispositions d'une loi qui organise de telles collectivités, au motif, par exemple, que ces dispositions ne respecteraient pas à suffisance les règles d'égalité entre ces collectivités ou porteraient par trop atteinte à l'autonomie locale.

[10] - G. R0SOUX, «La Cour constitutionnelle de Belgique : un arbitre au cœur du fédéralisme belge», Fédéralisme Régionalisme, 2017, vol. 17, Les juridictions constitutionnelles suprêmes dans les États fédéraux : créatures et créateurs de fédéralisme.

Chapitre III. — Les modes de fonctionnement de l'État.

J'en viens à un troisième ordre de considérations. La Cour constitutionnelle est dit-on, « l'organe régulateur du fonctionnement des institutions et de l'activité des pouvoirs publics ».

Il s'agit là d'une formule stéréotypée. Elle figure dans bon nombre de constitutions africaines[11]. Elle ne figure pas dans les constitutions européennes. Certains juges constitutionnels l'ont, cependant, utilisée pour qualifier la fonction ou l'une des fonctions dont ils étaient investis. Ainsi, dès 1962, le Conseil constitutionnel français s'est lui-même qualifié d'«organe régulateur de l'activité des pouvoirs publics»[12]. La doctrine n'a pas manqué d'accréditer cette formule[13].

Qu'est-ce qui se cache derrière cette appellation générique ? Trois choses, en somme. La séparation des pouvoirs, la collaboration des pouvoirs et, le plus délicat, la concurrence entre les pouvoirs.

A. — La séparation des pouvoirs.

C'est une observation de bon sens. Si l'on veut éviter que des conflits naissent, au sein de l'État, entre des pouvoirs ou entre des institutions, il faut utiliser une recette simple. Il faut séparer ces autorités. Il faut leur assigner des domaines particuliers d'intervention. Il faut les cantonner dans un champ de responsabilités préalablement délimité.

Le juge constitutionnel est chargé de protéger les domaines ainsi circonscrits — réservés, pour utiliser le langage habituel —[14]. Il devient « le

[11] - N. MEDE, "La fonction de régulation des juridictions constitutionnelles en Afrique francophone », Annuaire international de justice constitutionnelle, 2007, p. 45-66.

[12] - Décision n° 62-20 DC du 6 novembre 1962 : « Il résulte de l'esprit de la Constitution (que le) Conseil constitutionnel est un organe régulateur de l'activité des pouvoirs publics ».

[13]- E. ZOLLER, « Le constitutionnalisme français », Revue de droit Henri Capitant, 2018.

[14] - La Constitution impose la séparation des pouvoirs, au titre de son article XX.

gardien privilégié » de la séparation des pouvoirs[15]. Il sanctionne « toute immixtion, non prévue par la Constitution, d'un pouvoir dans l'exercice des fonctions d'un autre »[16].

Trois exemples.

- Je lis la Constitution de la Belgique. Elle me dit que l'enseignement est une matière réservée aux collectivités fédérées. Elle ajoute que, dans chaque communauté, cette matière doit être réglée par une disposition législative et pas par un acte de l'Exécutif. La Cour constitutionnelle préserve de manière ferme cette attribution expresse de compétences. XX

- Je lis la Constitution du Luxembourg. Elle me dit que l'organisation des ministères est de la responsabilité du Grand-Duc et de son gouvernement, et pas du législateur. Des dispositions réglementaires doivent intervenir en ce domaine. La Cour constitutionnelle a pour tâche de préserver cette attribution particulière de compétences[17].

- Je lis la Constitution française. Le célèbre article 34 établit une réserve de compétence en faveur du pouvoir législatif. Le Conseil constitutionnel ne manque pas de rappeler qu'il y a là un noyau irréductible de compétences ; le législateur ne peut s'en défaire sans commettre d'inconstitutionnalité.

Les juges constitutionnels pratiquent ici des analyses dont le caractère juridique est très poussé. Ils élaborent une jurisprudence qui

[15] - M. VERPEAUX, P. de MONTALIVET, A. ROBLOT-TROIZIER et A. VIDAL-NAQUET, Droit constitutionnel. Les grandes décisions de la jurisprudence, Paris, PUF, 2010, p. 117.
[16]- Ibidem.
[17] - F. DELPEREE, « La Maison du Grand-Duc », Revue luxembourgeoise de droit public, 2021.

présente des traits comparables dans plusieurs États européens[18]. Des digues sont installées pour canaliser les flots et éviter des débordements de pouvoir.

B. — La collaboration des pouvoirs.

Deuxième observation de bon sens. Un État ne peut fonctionner de manière harmonieuse si les pouvoirs publics demeurent, chacun, confinés dans un domaine particulier de compétences. Il faut, comme disait Montesquieu, que les pouvoirs « aillent de concert ».

Le juge constitutionnel peut-il faire œuvre utile à ce sujet[19] ? La réponse sera sans doute nuancée. Le juge constitutionnel n'est pas à même de forcer les pouvoirs à collaborer. Il peut s'attacher, par contre, à lever les obstacles qui s'opposeraient à une telle collaboration.

- Je prends un exemple. Il touche à l'élaboration de la loi. Point besoin d'y insister. La loi est le fruit d'un processus complexe qui se décompose en une infinité d'opérations — cela va de l'établissement de l'ordre du jour de l'assemblée jusqu'à la publication de la loi au Journal officiel, en passant par le travail en commission ou la navette parlementaire. A chaque étape, des grains de sable peuvent se glisser dans cette mécanique de précision. Si l'on n'y prend garde, ils peuvent paralyser l'ensemble du système.

- Quels sont ces grains de sable ? Je pense à des retards, des négligences, des blocages, de la flibuste. Je pense aussi à des

[18] - Autre question d'organisation. Le juge est institué. Il faut éviter que ces compétences juridictionnelles ne soient entravées ou annihilées par des interventions législatives. Dans sa décision du 22 juillet 1980, le Conseil constitutionnel français rappelle, par exemple, qu'il n'appartient ni au législateur ni au Gouvernement de censurer les décisions des juridictions, d'adresser à celles-ci des injonctions et de se substituer à elles dans le jugement des litiges relevant de leur compétence.

[19]- « Les Cours constitutionnelles (…) représentent le chaînon manquant qui empêche la prépondérance d'un pouvoir sur un autre - et à ce titre donc un instrument unique de réalisation et de garantie de l'État de droit » (S. WEIL).

événements qui peuvent affecter les personnes autant que les institutions : la maladie, l'épidémie, les calamités, la mort. Je pense encore à des événements internationaux qui peuvent perturber la vie du pays ou de la région.

- Que peut faire le juge constitutionnel ? Il n'est pas maître des événements. Mais il peut chercher à déjouer les manœuvres des autorités publiques qui témoigneraient d'un manque flagrant de loyauté institutionnelle. Il peut dénoncer les comportements d'une personne ou d'une autorité qui rendrait impossible ou qui compliquerait l'exercice par une autre autorité de ses responsabilités. Il peut préserver ce que l'on appelle l'équilibre des pouvoirs.

  Dans une décision (BVerfGE 10, 4,18) du 14 juillet 1959, la Cour constitutionnelle allemande s'est prononcée sur la question de savoir quel était le temps de parole qu'un ministre pouvait utiliser à l'occasion des débats au Bundestag. A première vue, ce droit est permanent et illimité. La Cour va néanmoins restreint le droit de parole des ministres au Bundestag. Pas d'abus de droit, a-t-elle dit (Mißbrauchverbot).

  A l'inverse, plusieurs constitutions instaurent un droit de contrôle à l'encontre des règlements d'assemblée. Il faut éviter, cette fois, que l'assemblée ne profite de la prérogative qui lui revient d'arrêter ses propres règles de fonctionnement pour empiéter sur les responsabilités du gouvernement ou pour rendre sa tâche excessivement difficile.

Il va sans dire que l'interventionnisme dont le juge constitutionnel peut témoigner en l'occurrence entreprend très largement sur l'action politique qui, en principe, ne lui revient pas. Il ne saurait agir en ce domaine qu'en faisant preuve d'une extrême prudence.

C. — La concurrence entre les pouvoirs.

Plus complexe encore est la situation de la concurrence entre les pouvoirs publics. L'un et l'autre veulent intervenir. Pas pour collaborer mais

pour pousser ses avantages. Des autorités publiques entrent en concurrence. L'un au détriment de l'autre. L'autre au détriment de l'un.

La cohabitation d'un président élu au suffrage universel et d'un gouvernement responsable devant une assemblée composée elle aussi de membres élus pose des problèmes de fonctionnement qui sont bien connus.

- Le droit public fera œuvre utile s'il est en mesure d'identifier ces conflits et d'esquisser in tempore non supsecto la manière de les résoudre. Sous le contrôle du juge constitutionnel.

  Le droit algérien est sur ce point discret. Il évoque l'hypothèse de conflits entre pouvoirs, entre institutions, entre autorités publiques. Mais il ne prend pas la peine de les énumérer ou de les identifier. Avec cette double question.

- Première question. C'est la question de fond. Peut-on se satisfaire de cette imprécision ? Ne faut-il pas identifier ces conflits et ces concurrences ? Ne faut-il pas indiquer quelles solutions pourront être apportées à ces difficultés ?

- Deuxième question. C'est la question de procédure. Une loi peut-elle remplir cet office ? Peut-elle combler les lacunes et les silences de la Constitution ? Ou la Constitution doit-elle elle-même envisager les hypothèses dans lesquelles la Cour constitutionnelle pourra intervenir ?

*

Au terme de cette intervention, je vous dois des excuses.

Je me suis exprimé comme expert mais aussi comme ami. Je me suis exprimé comme professeur mais aussi comme sénateur honoraire. J'ai laissé parler le cœur autant que l'esprit.

Vais-je aggraver mon cas ? Je conclus sur une dernière observation. Lors de mes séjours dans les pays du Maghreb, j'ai souvent assisté à cette scène de vie qui se produit dans le bled. Un petit âne pérégrine le long de la

route. Accompagné d'un fellah. Il porte sur le dos d'impressionnants ballots de foin. Il avance à pas mesurés. De temps à autre, il s'arrête pour reprendre son souffle. Puis, à coup de bâton, il reprend la route.

J'ai envie de dire. Attention. C'est très bien de confier de nouvelles attributions à la Cour constitutionnelle ! Mais ne surchargeons pas la bête !

La Cour constitutionnelle n'est pas investie d'une mission éminente qui serait de gouverner, même en sous-main, un pays. Elle ne saurait se substituer aux autorités politiques — qu'elles soient gouvernementales ou parlementaires —. De manière plus modeste, elle peur siffler les fautes et remettre, quand il le faut, le processus politique sur les rails

La Cour constitutionnelle n'est pas le deus ex machina sur les épaules duquel reposerait tout le fonctionnement harmonieux de l'État. Comme je le dis souvent, elle peut mettre un peu d'huile dans les rouages d'une mécanique complexe. Il ne lui appartient pas de conduire la locomotive.

Je vais peut-être choquer certains en disant cela. Mais ne demandons pas à la Cour constitutionnelle plus qu'elle ne peut donner. Elle n'est pas le sauveur de la Nation.

En lui demandant trop,

- l'on risque de la compromettre dans des débats politiques qui la dépassent.
- l'on risque aussi de porter préjudice aux autres missions dont la Cour est investie.
- L'on risque de décevoir à terme la population.

Il n'est pas facile d'être arbitre…

Allocution de clôture de la Représentante Résidente du PNUD en Algérie

Mme. Blerta ALIKO

Monsieur le Président

Mesdames et Messieurs les membres du Conseil constitutionnel,

Excellences,

Cher(e)s collègues et partenaires

Cher(e)s invités

Les travaux des deux derniers jours ont été des plus fructueux et les débats très riches. J'en remercie vivement l'ensemble des contributeurs.

Nos discussions nous ont permis d'aborder la question du rôle de la future Cour constitutionnelle dans toutes ses dimensions.

Ces réflexions et ces échanges qui ont mis l'accent sur le rôle de la juridiction constitutionnelle de garant de la Constitution, des droits et des libertés, d'arbitre institutionnel et de juge électoral ainsi que sur les enjeux qui y sont attachés, seront de la plus grande utilité alors que la transformation du Conseil en Cour sera effective dans les prochains mois.

Le rehaussement institutionnel et l'élargissement des attributions de la Cour lui donnent une position axiale dans l'ordre constitutionnel algérien et consolide son rôle dans l'édification de l'état de droit.

C'est de cela que le partenariat avec le Conseil constitutionnel prend toute sa signification pour le PNUD. Je l'ai évoqué pendant le mot

d'ouverture et je le souligne de nouveau : c'est un partenariat crucial pour notre organisation. L'objectif que le Conseil et le PNUD ont arrêté pour leur collaboration est la diffusion de la culture constitutionnelle et faire en sorte que les garanties constitutionnelles mises à la disposition des citoyens, à l'instar de l'exception d'inconstitutionnalité, soient pleinement opérationnalisées.

En vue de la réalisation de cet objectif, le PNUD s'appuie une longue expérience sur les questions constitutionnelles ainsi que sur un réseau d'experts de premier plan.

Je saisis cette occasion pour renouveler mes remerciements à l'ensemble de nos conférenciers nationaux et internationaux pour leurs interventions éclairantes. Je remercie également les participants pour la qualité des débats.

Mes derniers remerciements vont à l'évidence à nos partenaires du Conseil constitutionnel, son Président, ses membres ainsi que l'ensemble de ses cadres avec qui nous avons eu le plaisir d'étroitement travailler en vue de la préparation de cet évènement et que j'assure du plein engagement du PNUD pour consolider ce partenariat et pour l'inscrire dans la durée.

Merci pour votre écoute.

VII. Modèles de la jurisprudence du Conseil constitutionnel

- Dispositions législatives déclarées non conformes à la Constitution et les motifs de leur invalidation.

Dispositions législatives déclarées non conformes à la Constitution et les motifs fondant le prononcé.

Nous poursuivons, dans ce numéro spécial de la Revue du Conseil constitutionnel, la publication des textes et dispositions législatifs déclarés non conformes ou partiellement conformes à la Constitution, ou conformes sous le bénéfice des réserves évoquées, en mentionnant les motifs et les principes constitutionnels sur lesquels le Conseil avait fondé son appréciation.

Le présent numéro reprend la synthèse de deux avis rendus par le Conseil constitutionnel, le premier en 2011, relatif au contrôle de la conformité de la loi organique fixant les modalités d'élargissement de la représentation des femmes dans les assemblées élues à la Constitution, le second en 2012, relatif au contrôle de la conformité de la loi organique relative aux partis politiques à la Constitution.

Texte objet de saisine	Objet du texte ou de la disposition non conforme à la Constitution, partiellement conforme, ou conforme sous réserve.	Motifs du prononcé	Principes constitutionnels fondant le prononcé
Loi organique fixant les modalités d'élargissement de la représentation des femmes dans les assemblées élues. **(Avis n° 05 /A.CC /11)**	Le libellé de la loi organique, objet de saisine, est ainsi rédigé : « Loi organique fixant les modalités d'élargissement de la représentation des femmes dans les assemblées élues », sans faire référence à l'expression « les chances »	Le Conseil constitutionnel a reformulé le libellé et l'article 1er de la loi organique, objet de saisine, en considérant que l'article 31 bis de la Constitution pris en application de la loi organique, objet de saisine, stipule que l'Etat œuvre à la promotion des droits politiques de la femme en augmentant **ses**	

Loi organique fixant les modalités d'élargissement de la représentation des femmes dans les assemblées élues. **(Avis n° 05 /A.CC /11)**	L'article 1er de la loi organique, objet de saisine a repris la même expression.	**chances** d'accès à la représentation dans les assemblées élues. Puisque les dispositions de la loi organique, objet de saisine, se sont conformées à l'esprit de l'article 31 bis susvisé, en prévoyant des taux garantissant les chances de la femme pour une participation effective à la vie politique, l'inobservance de la lettre de l'article susvisé constitue une omission qu'il y a lieu de corriger au libellé et à l'article 1er de la loi organique, objet de saisine.	
	Le législateur a prévu aux alinéas 1 et 2 de l'article 2 de la loi organique, objet de saisine, que toute liste de candidats indépendants ou présentée par un ou plusieurs partis politiques doit comporter des femmes dont le nombre ne doit pas être inférieur aux taux différenciés qu'il a défini proportionnellement au nombre de sièges à pourvoir. Il a prévu également à l'article 3 de la loi organique, objet de saisine, que la	Le Conseil constitutionnel a déclaré les alinéas 1 et 2 de l'article 2 et l'article 3 de la loi organique, objet de saisine, conformes à la Constitution sous le bénéfice de la réserve qu'il a évoqué. Il a considéré qu'en disposant que l'Etat œuvre à la promotion des droits politiques de la femme en augmentant ses chances d'accès à la représentation dans les assemblées élues , le Constituant ne vise pas la seule inscription de la femme sur les listes électorales, ce qui ne constitue pas, en lui-	

Loi organique fixant les modalités d'élargissement de la représentation des femmes dans les assemblées élues. **(Avis n° 05 /A.CC /11)**	répartition des sièges s'effectue au *prorata* du nombre de voix obtenues, et que les proportions fixées à l'article 2 sont obligatoirement réservées aux candidates femmes selon leur classement nominatif dans les listes.	même, une garantie suffisante pour sa représentation effective dans les assemblées élues ; Par conséquent, l'obligation de prévoir dans les listes électorales des indépendants et dans celles présentées par un ou plusieurs partis politiques, un nombre de femmes qui ne doit pas être inférieur aux taux fixés par le législateur, ne permet pas d'élargir les chances d'accès de la femme à la représentation au sein des assemblées élues, au regard du mode de scrutin retenu par le législateur, sauf si le classement dans ces listes est adéquat et que les modalités de répartition des sièges revêtent un caractère non discriminatoire à l'égard de la femme ; par conséquent, le Conseil constitutionnel a déclaré les articles 2 et 3 de la loi organique, objet de saisine, conformes à la Constitution sous le bénéfice de cette réserve .	
	L'alinéa 3 de l'article 2 de la loi organique, objet de saisine, prévoit dans ses	Le Conseil constitutionnel a déclaré cet alinéa conforme à la	

Loi organique fixant les modalités d'élargissement de la représentation des femmes dans les assemblées élues. **(Avis n° 05 /A.CC /11)**	dispositions, certaines APC et omet d'en prévoir d'autres.	Constitution sous le bénéfice de la réserve qu'il a évoqué. Le Conseil a considéré qu'en application de l'article 29 de la Constitution, la loi ne peut prévoir une discrimination entre les citoyens au regard du principe d'égalité devant la loi. Les dispositions de l'alinéa 3 ont évité de fixer un taux pour les femmes sur les listes électorales dans les APC qui ne sont pas chefs-lieux de daïras et au sein des communes dont le nombre d'habitants est inférieur à 20.000 personnes. Si l'intention du législateur n'est pas d'exclure la femme de son droit de représentation au sein des assemblées élues dans ces APC, mais d'éviter que les listes électorales ne soient rejetées si elles ne comportent pas un nombre suffisant de femmes en raison de contraintes socio-culturelles ; que, dans ce cas et sous le bénéfice de cette réserve, les dispositions de cet alinéa sont conformes à la Constitution.	**Principe d'égalité**

Loi organique fixant les modalités d'élargissement de la représentation des femmes dans les assemblées élues. **(Avis n° 05 /A.CC /11)**	Le législateur a prévu à l'article 8 de la loi organique, objet cde saisine, que le Gouvernement présente devant le Parlement un rapport d'évaluation de l'application de la présente loi organique, après chaque élection des assemblées populaires communales, de Wilayas et au Parlement.	Le Conseil constitutionnel a déclaré cet article non conforme à la Constitution au motif que le législateur aurait institué, à son profit, un instrument de contrôle de l'action du Gouvernement , en obligeant ce dernier à présenter devant le Parlement, un rapport d'évaluation de l'application de la loi organique, objet de saisine, déférée au Conseil constitutionnel pour examen, après chaque élection des assemblées populaires communales, de wilaya et du Parlement. Le principe de la séparation des pouvoirs exige que chaque pouvoir doit inscrire son action dans les limites strictes que lui définit la Constitution. L'article 99 de la Constitution confère au Parlement le droit de contrôler l'action du Gouvernement. Le Constituant définit, à titre limitatif, aux articles 80, 84, 133 et 134, les instruments d'exercice de ce contrôle. Par conséquent, en prévoyant un instrument de contrôle de l'action du	

		Gouvernement, en dehors de ceux prévus aux articles susvisés, le législateur aura outrepassé son domaine de compétence.	**La répartition des domaines de compétences**
Loi organique relative aux partis politiques (Avis n° 01 /A.CC /12)	Le législateur a prévu à l'article 8 de la loi organique, objet de saisine que le parti politique ne peut fonder sa création sur une base religieuse, linguistique, raciale, de sexe, corporatiste, **professionnelle** ou régionaliste, conformément aux dispositions de la Constitution. Il ne peut recourir à la propagande partisane portant sur les éléments mentionnés ci-dessus.	Le Conseil constitutionnel a déclaré cet article non conforme à la Constitution, en considérant qu'en insérant le terme « professionnelle» aux côtés des autres fondements sur lesquels il est interdit de créer un parti politique, prévus à titre exclusif, à l'article 42 de la Constitution, le législateur aura élargi les bases sur lesquelles un parti politique ne peut être fondé, et par conséquent, il aura outrepassé la volonté du Constituant. D'autre part, le Conseil constitutionnel a considéré que le législateur a inséré à l'article 8 de la loi organique, objet de saisine, des dispositions de la Constitution en reprenant textuellement les alinéas 3 et 4 de l'article 42 de la Constitution, à l'exception du terme « professionnelle », ce qui ne saurait constituer un acte de légiférer, mais une simple reprise de dispositions relevant	

Loi organique relative aux partis politiques (Avis n° 01 /A.CC /12)		du domaine de compétence d'un texte différent aux plans des procédures d'élaboration, d'adoption et de modification prévues par la Constitution ; par conséquent, le législateur aura méconnu le principe constitutionnel de la répartition des compétences.	**La répartition des domaines de compétences**
	Le 1er tiret de l'article 18 de la loi organique, objet de saisine, prévoit la condition de la nationalité algérienne **d'origine** pour les membres fondateurs d'un parti politique.	Le Conseil constitutionnel a déclaré ce tiret partiellement conforme à la Constitution, il l'a reformulé en supprimant le terme « **d'origine** ». Le Conseil a considéré qu'en exigeant du membre fondateur d'un parti politique, la nationalité algérienne d'origine, le législateur aura repris une disposition sur laquelle le Conseil constitutionnel s'est déjà prononcé en concluant à la non-conformité de cette condition à la Constitution, dans son avis n° 01 /A.O/LO/CC du 6 mars 1997 relatif au contrôle de la conformité de l'ordonnance portant loi organique relative aux partis politiques à la Constitution. Le	

Loi organique relative aux partis politiques (Avis n° 01 /A.CC /12)		Conseil a rappelé que ses avis et décisions sont définitifs, ne sont susceptibles d'aucun recours et continuent de produire leurs effets aussi durablement que les motifs qui fondent leur dispositif n'auront pas disparu et tant que les dispositions de la Constitution n'auront pas été révisées.	**Les droits et libertés consacrés par la Constitution**
	Le législateur a exigé dans le dernier tiret de l'article 20 de la loi organique, objet de saisine, un certificat de résidence pour les membres fondateurs, à joindre au dossier de déclaration de constitution d'un parti politique qui sera déposé auprès du ministère chargé de l'intérieur.	Le Conseil constitutionnel a déclaré ce tiret conforme à la Constitution sous le bénéfice de la réserve qu'il a évoqué. Le Conseil a considéré que la condition de résider sur le territoire national exigé du membre fondateur du parti politique s'oppose aux dispositions de l'article 44 de la Constitution qui affirme que tout citoyen jouissant de ses droits civils et politiques a le droit de choisir librement le lieu de sa résidence. En s'abstenant de lier au territoire, le libre choix du lieu de résidence, le Constituant visait à permettre à tout citoyen d'exercer l'une des libertés fondamentales consacrée par la Constitution, celle du	

Loi organique relative aux partis politiques (Avis n° 01 /A.CC /12)		libre choix de son lieu de résidence à l'intérieur ou à l'extérieur du territoire national. Par conséquent, si l'intention du législateur, en exigeant du fondateur du parti politique de fournir un certificat de résidence, n'est pas d'exiger de lui la résidence sur le territoire national, mais de demander ce document comme pièce administrative du dossier, que dans ce cas, et sous le bénéfice de cette réserve, le dernier tiret de l'article 20 de la loi organique, objet de saisine, est conforme à la Constitution.	
	Le législateur a prévu au tiret 4 de l'article 73 de la loi organique, objet de saisine, la déchéance des élus du parti dissous par voie judiciaire, de leur mandat électif.	Le Conseil constitutionnel a déclaré ce tiret non conforme à la Constitution, expliquant que le législateur a lié la déchéance de l'élu de son mandat à la dissolution du parti, alors que la déchéance des élus aux assemblées nationales et locales de leur mandat électif ne s'opère que suivant les conditions et les procédures fixées à l'article 107 de la Constitution et la loi organique relative au	

Loi organique relative aux partis politiques (Avis n° 01 /A.CC /12)		régime électoral. Le Conseil a considéré que l'article 10 de la Constitution prévoit que la représentation du peuple n'a d'autres limites que celles fixées par la Constitution et la loi électorale, en conséquence, la déchéance des élus de leur mandat électif ne saurait être liée à leur appartenance partisane. Il y a lieu par conséquent, de déclarer ce tiret non conforme à la Constitution.	

À suivre …

مجلة
المجلس الدستوري

عـــدد خـــاص
أشغال الملتقى الدولي حـول:

المحكمـــة الدّستوريـــة ودورهـــا في بنـــاء الجـــزائـــر الجديدة

يومي 06 و07 أفريل 2021

بفندق الأوراسي، الجزائر

مجـلة نصف سنوية متخصصة

العـدد 17- 2021

ينظم المجلس الدستوري

الملتقى الدّولي حول :

" المحكمة الدّستورية ودورها في بناء الجزائر الجديدة"

عبد المجيد تبون رئيس الجمهورية

يومي 06 و07 أفريل 2021

بفندق الأوراسي، الجزائر

مجلة المجلس الدستوري

مجلة نصف سنوية متخصّصة تصدر عن المجلس الدستوري الجزائري

العنوان : المجلس الدستوري

نهج 11 ديسمبر 1960، الأبيار - الجزائر

الهاتف : 021. 79 01 19

الفاكس : 021. 92.81 62

البريد الإلكتروني : revue–cc@conseil–constitutionnel.dz

الموقع الإلكتروني : www.conseil-constitutionnel.dz

رقم الإيـداع القانوني 3878 - 2013

Issn 2253 - 0940

مجلة المجلس الدستوري

مجلة نصف سنوية متخصّصة تصدر عن المجلس الدستوري الجزائري

الرئيس الشرفي للمجلة

السيّد كمال فنيش، رئيس المجلس الدستوري

مدير التحرير

السيد عماد الدين وادي، المدير العام لمركز الدراسات والبحوث الدستورية

المشرف على النشر

السيد محمد ضيف، الأمين العام للمجلس الدستوري

- **اللجنة العلمية للمجلة**

منسقة اللجنة العلمية

السيدة سليمة مسراتي، عضو المجلس الدستوري

أعضاء اللجنة العلمية

لزهاري بوزيد، إدريس بوكرا، بشير يلس شاوش، شريف كايس، سعاد غوثي، عبد القادر لبقيرات، كريم خلفان، يمينة حوحو، وفاء شيعاوي، سهيلة بوخميس، شوقي يعيش تمام، محمد بشير مصمودي، خالد حساني، إلياس صام

لجنة التحرير والترجمة

طارق عبادة، عبد الحميد روقاب، رابح مومن، محمد الهادي عشوي، أحمد إبراهيم بوخاري، سامية حمادي، مريم بن عبد الله، أسماء بليليطة، يوسف عبسي

أمانة التحرير

- عبد السلام بوكعبن، فراح بوطريق

شروط النشر بالمجلة :

تنشر المجلة البحوث العلمية الأصيلة في العلوم القانونية

1. يجب أن يكون البحث مكتوبًا بإحدى اللغات : العربية، الإنجليزية، الفرنسية
2. ألاّ يكون المقال قد نشر في مجلة أخرى
3. ألاّ يكون البحث مستخرجا من أطروحة جامعية أو كتاب سبق نشره
4. ألاّ يقل عدد صفحات المقال عن 5 صفحات و لا يتجاوز 25 صفحة
5. ترسل البحوث في نسخة ورقية و نسخة إلكترونية في قرص مضغوط
6. المقالات باللغة العربية تكتب باستعمال خط (Traditional Arabic) مقاس حجم 14 يستعمل الخط العريض فقط في العناوين
7. المقالات باللغة الأجنبية تكتب باستعمال خط (Time New Roman) مقاس حجم 12 يستعمل الخط العريض فقط في العناوين
8. يشار في بداية المقال إلى الاسم الكامل للمؤلف، الدرجة العلمية و مؤسسة الانتماء
9. تخضع المقالات لتقييم من أعضاء اللجنة العلمية للمجلة
10. نسخة المقال التي تسلم لإدارة المجلة لا ترد، نشرت أو لم تنشر
11. ترتيب المقالات المنشورة يكون بناء على اعتبارات فنية، ولا يخضع لمعايير أخرى
12. لا يجوز إعادة نشر المقالات المنشورة في المجلة إلا بتصريح مكتوب من مدير المجلة

الآراء الواردة في المقالات المنشورة في هذه المجلة
لا تعبّر عن رأي المجلس الدستوري ولا تلزم إلاّ كتابها

- **افتتاحية العدد الخاص** _____ **ص 13**

I- الجلسة الافتتاحية :

- الكلمة الافتتاحية لمعالي السيد **كمال فنيش**، رئيس المجلس الدستوري _____ **ص17**
- كلمة السيدة **بليرتا أليكو Blerta ALIKO**، الممثلة المقيمة لبرنامج الأمم المتحدة الإنمائي في الجزائر. **(باللغة الفرنسية).** _____ **ص 15**

II- الجلسة الأولى: المحكمة الدّستورية : المرافق لتعزيز الممارسة الدّيمقراطية.
رئيس الجلسة: السيّد **ذيب سليم**، رئيس غرفة سابق بالمحكمة العليا.

- ضبط سير المؤسسات الدستورية من قبل القاضي الدّستوري. لمعالي السيد **كمال فنيش**، رئيس المجلس الدستوري _____ **ص25**
- المحكمة الدّستورية ودورها في تكريس دولة الحق والقانون - دراسة مقارنة -. **أ.د.الشريف كايس**، جامعة مولود معمري، تيزي وزو. _____**ص43**

III- الجلسة الثانية: اختصاصات المحكمة الدّستورية في المجال الانتخابي، فض النزاعات بين السّلطات وتفسير الدّستور. **رئيس الجلسة:** السّيد **محمد حبشي**، نائب رئيس المجلس الدّستوري .

- اختصاصات المحكمة الدّستورية في المجال الانتخابي. السّيدة **شادية رحاب**، عضو المجلس الدستوري. _____ **ص71**
- اختصاصات المحكمة الدّستورية في المجال الانتخابي. **أ.د. عمار عباس**، جامعة معسكر. _____ **ص101**

• اختصاصات المحكمة الدّستورية في مجال فض النزاعات بين المؤسسات وتفسير الدّستور. **Pr. Francis DELPÉRÉE**، أستاذ فخري بالجامعة الكاثوليكية بلوفان، عضو فخري بمجلس الشيوخ البلجيكي. **(باللغة الفرنسية).** _____ **ص19**

IV- الجلسة الثالثة: دور المحكمة الدّستورية في مجال رقابة الدّستورية.
رئيس الجلسة: السّيد **محمد رضا أوسهلة**، عضو المجلس الدستوري .

• اختصاصات المحكمة الدّستورية في مجال الرقابة القبلية. السّيد **عبد النور قراوي**، عضو المجلس الدّستوري. _____ **ص145**

• اختصاصات المحكمة الدّستورية في مجال رقابة الدّستورية ورقابة المطابقة. **أ.د. جمال رواب**، جامعة الشهيد جيلالي بونعامة، خميس مليانة. _____ **ص167**

• اختصاصات المحكمة الدّستورية في مجال الدّفع بعدم الدّستورية. **د. سامية سمري**، جامعة الجزائر 1. _____ **ص189**

V- الجلسة الرابعة: المحكمة الدّستورية: الاختصاصات الجديدة وتحديات التّنفيذ
رئيس الجلسة: السّيدة **خديجة عباد**، عضو المجلس الدّستوري .

• دور المحكمة الدّستورية في مجال فض النّزاعات بين مؤسسات الدولة وتفسير الدّستور. **د.مولود بن ناصف**، جامعة الجزائر 1. _____ **ص221**

VI- الجلسة الختامية:

تلاوة التقرير العام للملتقى. السّيد **عماد الدين وادي**، المقرر العام للملتقى، المدير العام لمركز الدراسات والبحوث الدّستورية. _____ **ص251**

• كلمة السّيدة بليرتا أليكو **Blerta ALIKO**، الممثلة المقيمة لبرنامج الأمم المتحدة الإنمائي في الجزائر. **(باللغة الفرنسية).** _____ **ص33**

- الكلمة الختامية لمعالي السيد **كمال فنيش**، رئيس المجلس الدستوري _____ص**261**

VII - نمـــــــــــاذج من اجتهـــــــــادات الـمجلس الدستـــــــــــــوري

- الأحكام التشريعية المصرح بعدم مطابقتهـــا للدستور والأسباب المؤسســـة للمنطـــوق _____ص**267**

الافتتاحية:

معالي السيد كمال فنيش

رئيس المجلس الدستـوري

نظم المجلس الدستوري بالتعاون مع برنامج الأمم المتحدة الإنمائي يومي 6 و7 أفريل من السنة الجارية ملتقى دوليا حول موضوع: **"المحكمة الدستورية ودورها في بناء الجزائر الجديدة"**. وكانت هذه مناسبة أراد من خلالها المجلس الدستوري المشاركة في دفع النقاش الدستوري والقانوني البناء حول الدور الذي يمكن أن تلعبه المحكمة الدستورية في إرساء دعائم دولة القانون والمؤسسات والارتقاء بالحقوق والحريات الأساسية للمواطن في ظل جزائر جديدة مستقرة ومزدهرة.

وعلى مدار يومين من الزمن، تخللت أشغال هذا الملتقى الدولي أربع جلسات خصصت الأولى منها لدور المحكمة الدستورية كمرافق لتعزيز الممارسة الديمقراطية، والجلسة الثانية لاختصاصاتها في المجال الانتخابي وفض النزاعات بين السلطات وتفسير الدستور، والجلسة الثالثة لدورها في مجال رقابة الدستورية، أما الجلسة الرابعة والأخيرة فقد تم تخصيصها للاختصاصات الجديدة للمحكمة الدستورية وتحديات تنفيذها وتجسيدها على أرض الواقع.

تماشيا مع الأهداف المرجوة من هذا الملتقى الدولي، عرفت الجلسات الأربع عروضا مستفيضة وقيمة من قبل أساتذة وخبراء جزائريين وأجانب انصبت حول مواضيع مختلفة على غرار دور المحكمة الدستورية في ضبط سير المؤسسات الدستورية،

وفي تكريس دولة الحق والقانون وتعزيز الممارسة الديمقراطية، واختصاصات المحكمة الدستورية في المجال الانتخابي، ودورها في فض النزاعات وتفسير الدستور، وفي دستورية القوانين بصورتيها القبلية والبعدية، والمجردة والملموسة.

تعتبر الإصلاحات الدستورية التي جاء بها التعديل الدستوري الذي بادر به رئيس الجمهورية، السيد **عبد المجيد تبون،** وزكاه الشعب في استفتاء الفاتح نوفمبر 2020، خطوة جبارة لإرساء دعائم دولة القانون لاسيما باستحداث محكمة دستورية بصلاحيات جديدة وواسعة ومهمة. وعلى هذا الأساس كان موضوع هذا الملتقى الدولي سانحة للتبادل والنقاش الموضوعي والمثمر بين الخبراء والأساتذة في القانون الدستوري، لاسيما على ضوء التجارب الدستورية المقارنة الرائدة لدول إفريقية وأوروبية في مجال العدالة الدستورية.

ونظرا لأهمية الدور الذي يلعبه المجلس الدستوري في نشر الثقافة الدستورية وثقافة النقاش القانوني، ارتأينا نشر أشغال هذا الملتقى الدولي ضمن عدد خاص من مجلة المجلس الدستوري نضعه تحت تصرف قرائنا الأعزاء من أساتذة وباحثين وطلبة وذلك حرصا منا على تعميم الفائدة.

I- الـــجـــلســـــة الافتتاحيـــــــــة

- الكلمة الافتتاحية لمعالي السيد **كمـــــال فنيـــش**، رئيس المجلس الدستوري.
- كلمة السيدة **بليرتا أليكو Blerta Aliko**، الممثلة المقيمة لبرنامج الأمم المتحـــدة الإنمـــائي في الجزائـــر. **_____ (باللغة الفرنسية)**

الكلمة الافتتاحية لمعالي لرئيس المجلس الدستوري السيد **كمال فنيش** بمناسبة الملتقى الدولي حول "**المحكمة الدستورية ودورها في بناء الجزائر الجديدة**"

-6 و7 أفريل 2021-

بسم الله والحمد لله والصّلاة والسّلام على رسول الله،

السّيد بوعلام بوعلام، مستشار السّيد رئيس الجمهورية،
زميلاتي زملائي الأعزاء أعضاء المجلس الدّستوري،
السّيدات والسّادة الوزراء،
السّيدة Blerta Aliko، الممثلة المقيمة لبرنامج الأمم المتحدة الإنمائي،
سعادة السّيدة والسّادة السّفراء الحاضرون معنا،
السّيدات والسّادة إطارات وموظفو المجلس الدّستوري،
أسرة الإعلام،
ضيوفنا الكرام،
سلام الله عليكم،

أَوَدُّ أن أُعَبِّرَ عن خَالِصِ اِمْتِنَانِي وشُكْرِي لجميع المشاركين والحضور على تَشْرِيفِهِم لَنَا بِحُضُورْ هذا الملتقى الدولي حول موضوع "المحكمة الدستورية ودورها في بناء الجزائر الجديدة"، كما لا ننسى الخُبَرَاءْ والمُخْتَصِينْ والأساتذة من دَاخِلِ البلاد وخَارِجِهَا، المَشْهُودِ لَهُمْ بِوَاسِعِ الاِطِّلَاعْ في مَجَالِ القانون الدستوري، والذين تَكَرَّمُوا بِتَلْبِيَةِ دَعْوَتِنَا لِإِفَادَةِ الجميع بِخِبْرَتِهِمْ وَمَعَارِفِهِمْ حول مُخْتَلَفِ الجَوَانِبْ المُتَعَلِّقَة بِمَوْضُوعِ مُلْتَقَانَا. وكُنَّا نتمنى تَوَاجُدَ المُتَدَخِلِينَ الأجانب بَيْنَنَا اليوم إلّا أنّ الظُّرُوفَ الصِّحِيَة الحَالية حَالَتْ دُونَ ذلك وجعلتنا نَلْجَأُ إِلَى اِسْتِخْدَامِ تِقْنِيَةِ التَّحَاضُرِ المرئي عَنْ بُعْدْ.

كَمَا لَا يَفُوتُنِي، في هذا المَقَام، أَنْ أُجَدِّدَ عِبَارَاتِ التَّقْدِيرِ والعِرْفَانْ لبرنامج الأُمَمْ المُتَحِدَة الإِنْمَائِي، مُمَثَّلًا في السَّيدَة بْلِيرْتَا أَلِيكُوBlerta Aliko، المُمَثِلَة المُقِيمَة لِلْبَرْنَامَجِ في الجَزَائِرِ ومُسَاعِدِيهَا، الذين يَسْتَحِقُّونَ مِنَّا كُلَّ الثَّنَاءِ عَلَى إِسْهَامِهِم المُتَمَيِّزْ فِي تَنْظِيم هذا المُلْتَقَى، والَّذِينَ، بِالتَّنْسِيق مع المَجلس الدّستوري، لَمْ يَدَّخِرُوا أَيَّ جُهْدٍ مُنْذُ سِنِينَ، لِتَجْسِيدِ رُوحِ وَمَضْمُونِ الِاتِّفَاقِ الَّذِي أَبْرَمَهُ الطَّرَفَانِ سَنَة 2018، وكان آَخِرَ مَا أَنْجَزْنَاهُ سَوِيًا وَرْشَةُ العَمَلْ حَوْل تَقْنِيَاتِ تَحْرِير آَرَاء وَقَرَارَاتِ المَجْلِسَ الدُّسْتُورِي التِي جَرَتْ مُؤَخَرًا بِمَقَرِ هَيْئَتِنَا.

أَيّتُها السّيدَات، أَيُّهَا السّادَة،

تَشْهَدُ الجزائر منذ عَامَيْنْ تَحَوُّلَات عَمِيقَة جاءت بعد أن ضَرَبَ الشَّعْبُ الجَزَائِرِي، مَرَةً أُخْرَى، مَوعْدًا مع التَّارِيخ لِيُعَبِّرَ، وبِشَكْلٍ حَضَارِي وَسِلْمِي أَبْهَرَ العَالَمَ بِأَسْرِهِ، عن تَطَلُّعِهِ إِلَى حَيَاةٍ أَفْضَلْ وإِرَادَتِهِ الجَامِحَة فِي إِرْسَاءِ دِيمُقْرَاطِيَة حَقِيقِيَّة في كَنَفِ دولة تَسُودُهاَ العدالة والقانون، تُكْفَلُ فيها الحُقُوق والحريات ويُعْطَى فيها كُلُّ ذِي حَقٍ حَقَّهُ.

ولَقَدْ اِنْبَثَقَ عن هاته الهَبَّة التَّارِيخِيَة لِشَعْبِنَا، التِي رَافَقَهَا الجَيْشُ الوَطَنِي الشَّعْبِي، مُحَافِظًا على اِستقرار المُؤَسَسَات وأَمْن البِلَادْ، مِيلَادُ عَهْدٍ جَدِيدْ تَجَلَّى فِيهِ الِاحْتِكَامُ إِلَى إِرَادَةِ الشَّعْبْ وَتَكْرِيسُ سِيَادَتِهْ. واسمحوا لي، هنا، أن أغتنم هذه السّانحة لأحيي الجيش الوطني الشّعبي، وكل أفراد الأسلاك الأمنية.

ولقد آَلَ الرَّئِيسْ عبد المجيد تبون على نفسه، مُنْذُ تَوَلِّيهِ مَقَالِيدَ الحُكْمِ، مُوَاصَلَةَ تجسيد مطالب الشعب حتى تم تحقيق أَغْلَبِهَا في سِيَاقٍ مُتَكَامِلْ كان من أَبْرَزِ سِمَاتِهِ التَّعْدِيلُ الدُّسْتُورِي الذي بادر به السيد الرئيس بعد مُشَاوَرَاتٍ واسعة كان للمجلس الدستوري شَرَفُ الإِسْهَام فِيهَا.

فكان الدُّسْتُورُ الجَدِيدُ لِلْبِلَاد خُطْوَةً جَبَّارَةً في سَبِيلِ بناء الجزائر الجديدة التي نَصْبُو إِلَيْهَا جَمِيعًا وإِقَامَةَ صَرْحِ الدِّيمُقْرَاطِيَة الحَقَّة ودَوْلَة القَانُونْ، حيث عَزَّزَ مَبْدَأ الفَصْلِ بَيْنَ السُّلُطَات وَتَوَازُنِهَا واستقلال القضاء وجَاءَ بِضَمَانَات لِاسْتِئْصَالِ دَابِرِ الفَسَادِ وَحِمَايَةِ حُقُوقِ المُوَاطِنِينْ وَحُرِّيَاتِهِمْ، والاعتراف بالطّاقة الهائلة التي يشكلها الشّباب الجزائري الذي أصبح من الضّروري إشراكه الفعلي في عملية البناء والمحافظة على مصالح الأجيال القادمة، وَتَمْكِينِ الشَّعْبِ مِنْ اِخْتِيَار مُمَثِّلِيه في شَفَافِيَة وذَلِكَ عبر قَانُونِ اِنْتِخَابَاتٍ جَدِيدْ، يضمن استقرار أكبر وتوافقا أوسع ويحتوي على ضمانات إجرائية تقدم حلولا فعالة للقضاء على الممارسات الفاسدة التي سادت نظام القائمة المُغْلَقَة، مِنْ أَهَمّ مَا جَاءَ بِهِ تَغْيِيرُ نَمَطْ الاِقْتِرَاعْ بِاسْتِحْدَاث نِظَامِ القَائِمَة المفتوحة التي تُمَكِّنُ النَّاخِبِينَ مِنْ اِخْتِيَار مُمَثِلِيهِمْ بِكُلِّ حُرِّيَّة، وهي الطّريقة الأكثر ديمقراطية.

كما تضمّن هذا القانون أحكاما تنصّ على تشجيع المناصفة بين المرأة والرّجل في المجال الانتخابي وعلى تعزيز تمثيل الشّباب في المجالس المنتخبة مع مراعاة الكفاءات والمؤهلات العلمية للمترشّحين. وفي ذات السّياق، وعملا على تشجيع مشاركة الشّباب في المجالس المنتخبة، نصّ ذات القانون على تكفّل الدّولة بجزء من نفقات الحملة الانتخابية للمترشحين الشّباب ما يمهد لظهور جيل جديد من المُنْتَخَبِين.

أَيّتُهَا السّيدَاتْ، أَيُّهَا السّادَة،

إِنَّ الرَّقَابَة الدُّسْتُورِيَة مِنَ الدَّعَائِمِ الأَسَاسَيَة لِلْمُمَارَسَة الدّيمُقْرَاطِيَة فلا يُمْكِنُ تَصَوُّرُ بناء ديمقراطي مَتِينِ الأَرْكَانِ دون فرض احترام الدستور ذلك أنه القانون الأسمى وأنه يَعْلُو وَلَا يُعْلَى عَلَيْهِ.

ولقد اِضْطَلَعَ المجلس الدستوري، منذ إِنْشَائِه منذ ما يَنِيفُ عن ثلاثة عُقُودْ، بمهامه بكل تَفَانٍ وإخلاص في ضمان احترام الدستور بالسهر على صحّة العمليات الانتخابية والفصل بِرَأْيٍ في دُسْتُورِيَة الـمُعَاهَدَات والقوانين والتَّنْظِيمَاتِ وإبداء الرأي في دستورية القوانين العضوية بعد مصادقة البرلمان عليها والفصل في مطابقة النظام الداخلي لِكُلٍّ مِنْ غُرْفَتَيّ البَرْلَمَان للدّستور وكذا في مجال الدفع بعدم الدستورية.

ورغم الظروف الخاصة التي مرّ بها المجلس في الفترة الأخيرة حيث عرف تَغْيِيرَ رَئِيسِهِ مَرَّتَيْنِ في ظَرْفِ سَنَتَيْنِ، إلا أَنَّهُ تَحَمَّلَ مَسْؤُولِيَتَه كاملة في خِضَمِّ التَّطَوُرَاتِ التِي عَرَفَتْهَا الجَزَائِرْ، حَيْثُ قام بِمُرَافَقَة السُّلُطات العمومية في العَمَلِ عَلَى حِفْظِ اِسْتِقْرَارِ البِلَادِ وَدَيْمُومَةِ الـمُؤَسَسَاتِ الجُمْهُورِيَة وَتَمْكِينِ الشَّعْبِ مِن تحقيق مطالبه السِّلْمِيَة والمَشْرُوعَة في إطار قوانين الجمهورية.

وفي سياق هذه التَّطَوُرَاتِ، جاء الدستور الجديد لِيَنُصَّ على اِسْتِخْلَاف المجلس الدستوري بمحكمة دستورية سَتُوَاصِلُ مَهَمَّةَ ضمان احترام الدستور مع تَمَتُّعِهَا، عَلَاوَةً على ذلك، بصلاحيات أوسع مُقَارَنَةً بالمجلس الدستوري سَتُؤَهِلُهَا لِلَعِبِ دَوْرٍ مِحْوَرِي، لا سيما فيما يتعلق بضبط سير المؤسسات ونشاط السلطات العمومية والفصل في الخلافات التي قد تحدث بين السلطات الدستورية مما يجعل بَلَدَنَا في مَنْأَى عَن أَيّ أزمات سياسية مُحْتَمَلَة قد تؤدي إلى شَلَلِ أو تَعَطُّلِ إِحْدَى السُّلُطَات أو المؤسسات الدستورية.

وفي نفس الإطار، تَنْدَرِجُ إمكانية إخطار المحكمة الدستورية من قِبَلِ الجهات الـمُخَوَّلَةِ قَانُونًا من أَجْلِ تَفْسِير الأَحْكَامِ الدُّسْتُورِيَة وهو ما مِنْ شَأْنِهِ الـمُحَافَظَةُ على اِسْتِقْرَارِ البِلَادِ وتَجْنِيبِهَا مشاكل قد تَنْجَرُّ عَنْ أَيّ لُبْسٍ أو سُوءِ تَفْسِير والـمُسَاهَمَةُ فِي ضَمَانِ عدم اِعْتِدَاءِ أيّ سُلْطَةٍ، عن قصد أوعن غير قصد، على صلاحيات أخرى.

ومن شأن ما سَبَقَ ذِكْرُهُ تَقْوِيَةُ رَكَائِزِ الدِّيمُقْرَاطِيَةِ مِنْ خِلَالِ قِيَام الـمَحْكَمَةِ الدُّسْتُورِيَة بِدَوْرِ الحَكَمِ وضَامِنِ الاِسْتِقْرَارِ بَيْنَ السُّلُطَاتِ الثَّلَاثْ.

إضافة الى ذلك، نَصَّ الدُّستور على تَوْسِيعِ آلية الدفع بعدم الدستورية لِتَشْمَلَ الأحكام التنظيمية بعدما كانت مُقْتَصِرَةً في السَّابِق على الأحكام التشريعية. هذه الآلية التي تُعَدُّ قَفْزَةً نَوْعِيّةً على طَرِيقِ ترسيخ العدالة الدستورية، تمنح لأحد الأطراف في المحاكمة إمكانية الاِدِّعَاءِ أَمَام جهة قضائية أنّ الحكم التشريعي أوالتنظيمي الذي يتوقف عليه مَآلُ النِّزَاع يَنْتَهِكُ حُقُوقَهُ وحُرّيَّاتِهِ التي يَضْمَنُهَا الدستور.

وعلى هذا الأساس، واقتناعا منه بأهمية مُوَاصَلَةِ سَعْيِهِ الدَّؤُوبِ إلى نَشر الثقافة الدستورية، بادر المجلس الدستوري الى عقد هذا الملتقى الدولي حول المحكمة الدستورية بِدَافِعِ تَسْلِيطِ الضَّوْءِ على المَكَانَةِ التي سَتَتَبَوَّأُهَا في الخَارِطَة المُؤَسَسَاتِيَة ببلادنا، وذلك من خلال التَّعَرُّضِ بالتفصيل، وعلى مدى يوم ونصف، إلى مُخْتَلَفِ النَّوَاحِي الـمُتَعَلِّقَةِ بدَوْرِهَا في ضبط سير المؤسسات ونشاط السلطات العمومية وتعزيز الممارسة الديمقراطية وحماية الحقوق وفي مجال رقابة الدستورية وكذا في المجال الانتخابي وفض النزاعات بين السلطات وتفسير الدستور.

أيتها السيدات، أيها السادة،

منذ أن تولَيتُ رِئَاسَة الـمَجْلِسَ الدستوري، دَأَبْتُ مع زملائي على العمل على تعزيز تَفَتُّحِهِ على مؤسسات الرقابة الدستورية والفَضَاءَاتِ الدُّسْتورية في العالم، إيمانا مني بِأَنَّ تَبَايُنَ مَسَارَاتِنَا واختلاف هُوِّيَاتِنَا الدستورية الوطنية رصيد ثَرِيّ ينبغي لنا أن نَنْهَلَ منه بِتَبَادُلِ مَعَارِفِنَا، اقتناعا مني بالفائدة التي نَجْنِيهَا من الاِطِّلَاعِ على تَجَارُبِ الآخرين. وبِقُدْرَتِنَا على إِفَادَتِهِمْ من تَجْرُبَتِنَا الـمُكْتَسَبَةِ على مدى عُقُودٍ من الممارسة الدستورية.

ومنه كان حرص المجلس الدستوري على إِضْفَاءِ طَابِعٍ دولي على هذا الملتقى حتى يكون فرصة للوُقُوفِ على أَهَمّ مَعَالِم مَسَارَات المحاكم الدستورية في دول العالم الأخرى وفتح باب النقاش واسعا لطرح مختلف وجهات النظر. ولقد تَوَخَيْنَا، في هذا الصدد، أن يُقَابِلَ كُلَّ مُدَاخَلَة لخبير جزائري حول محور مُعَيَّنْ عَرْضٌ لِمُخْتَصّ أجنبي حول ذات المحور، حتى يَتَأَتَّى، من مَنْظُورِ مُقَارَنْ، تحقيق أكبر نفع للجميع سواء من الناحية المعرفية أو العملية.

وفي الأخير، لا يَسَعُنِي إِلَّا أن أَتَمَنَّى كامل التَّوْفِيقْ لأَشْغَالِ مُلْتَقَانَا هذا وأنا كُلِّي ثِقَة في أَنَّهُ سَيَعُودُ بِكَبِيرِ الفائدة على الحُضُورِ والمشاركين في سبيل فَهْمٍ أَدَقٍ وتَصَوُّرٍ أفضل لدور المحكمة الدستورية مستقبلا في بلادنا.

وبذلك أعلن رسميا عن افتتاح أشغال هذا الملتقى.

ولكم مني، مرة أخرى، جزيل الشكر.

II- الجلســـــة الأولـــــــى:

المحكمـة الدّستوريـة : المرافق لتعــزيـــز الممارسـة الدّيمقراطية.

- ضبط سير المؤسسات الدستورية من قبل القاضي الدّستوري. لمعالي السيّد **كمال فنيش**، رئيس المجلس الدّستوري.
- المحكمة الدّستورية ودورها في تكريس دولة الحق والقانون - دراسة مقارنة -. **أ.د.الشريف كايس**، جامعة مولود معمري، تيزي وزو.

ضبط سير المؤسسات الدّستورية من قِبل القاضي الدّستوري

La régulation du fonctionnement des institutions constitutionnelles par le juge constitutionnel

معالي السّيد كمال فنيش، رئيس المجلس الدّستوري

بسم الله والحمد لله والصلاة والسلام على رسول الله،

أيها الجمع الكريم، سلام الله عليكم،

يسعدني ويسرّني أن أعرض عليكم هذه المداخلة المتواضعة والمتعلّقة بضبط سير المؤسسات الدّستورية من قبل القاضي الدّستوري، وما هي إلا محاور لكي نفتح باب المناقشة ونثري هذا الموضوع الهام.

مقدّمة:

يُعْتَبَر ضبط سير المؤسسات الدّستورية من طَرَفِ القاضي الدّستوري أحد أقدم النّقاشات، إلا أنّه يبقى رغم ذلك أحد قضايا السّاعة بالنّسبة للدّيمقراطيات النّاشئة، لاسيّما تلك التي ظهرت في القارة الإفريقية.

يضبط الدّستور مسألة توزيع الصّلاحيات، كما يُنَظِّم فَضَ النّزاعات بين المؤسسات، ويُعَيّن القاضي الدّستوري كَحَكَمْ في حالة اعتداء أحد الأجهزة الدّستورية على صلاحيات الآخر.

ومن هنا تظهر أهمية هذه الوظيفة السّياسية الضابطة للقاضي الدّستوري، لفحص تطبيقها فعليا من جهة، ومن جهة أخرى تحليل الحدود والانتقادات التي يمكن أن تَطَالَهَا على ضوء الممارسة.

هذه الوظيفة لا تَنْحَصِرُ في مراقبة مطابقة القوانين للدّستور، وإن كانت هذه الصلاحية أساسية، وإنَّمَا تتعلق أيضا بفضّ النزاعات حول الصلاحيات التي يمكن أن تظهر بين الأجهزة والسّلطات الدّستورية.

ولقد كان المجلس الدّستوري في الجزائر، سباقا إلى الاستدلال بروح الدّستور لتفادي الأزمات الدّستورية، عندما اعتبر في تسبيب قراره رقم 20 المؤرخ في 1 جوان 2019، بأنّه "بالاستناد إلى روح الدّستور، وضمانا لاستمرارية سير المؤسسات الدّستورية، فإنّ الوظيفة الأساسية لرئيس الدّولة هي تنظيم انتخاب رئيس الجمهورية، وهي المهمة الأساسية التي يتولاها حتى أداء رئيس الجمهورية المنتخب اليمين الدّستورية، كما صرح في بيانه الذي تلا القرار بأنّه وبالنظر إلى المواد 7، 8، 102 (الفقرة 6) و182 و193 من الدّستور، وبالنّظر لكون الدّستور قد خوله صلاحية السهر على احترام الدّستور، باستحالة اجراء انتخاب رئيس الجمهورية في التاريخ المقرر في 4 جويلية 2019، وبإعادة القيام بالعملية الانتخابية من جديد.

ولعل ذلك ما دفع المؤسس الدّستوري إلى استحداث آلية اخطار المحكمة الدّستورية حول تفسير حكم أو عدة أحكام دستورية، مكرسا بذلك اجتهاد المجلس

الدّستوري، عبر الفقرة 5 من المادة 94 من دستور الفاتح من نوفمبر 2020، بتمديد الأجل في حالة استحالة اجراء الانتخابات إلى 90 يوما بعد أخذ رأي المحكمة الدّستورية.

Il résulte de l'esprit de la Constitution que le Conseil constitutionnel est un organe régulateur de l'activité des pouvoirs publics :

كما تتمتع المحكمة الدّستورية بصلاحية ضبط تسيير مؤسسات الدّولة، وذلك وفقا لنص ذات المادة، "يمكن اخطار المحكمة الدستورية من طرف الجهات المحددة في المادة 193 من الدّستور بشأن الخلافات التي قد تحدث بين السلطات الدّستورية، وتُبْدِي المحكمة الدّستورية رأيا بشأنها".

كما يمكننا في هذا الإطار الاستدلال أيضا ببعض الأمثلة الدّولية، فعلى غرار المحكمة الدّستورية الفدرالية الألمانية المُكَلَّفَةِ بالفصل في النّزاعات بين الأجهزة الفدرالية العليا (**de juger les litiges d'un organe fédéral suprême**)؛ تفصل المحكمة الدّستورية الإيطالية في الخلافات حول الصلاحيات بين سلطات الدّولة أي بين الدّولة والأقاليم وبين الأقاليم فيما بينها، وعندما تصرح بعدم دستورية قانون أو أي عمل ذي قوة تشريعية فإن آثار القانون تنتهي ابتداء من تاريخ نشر قرار المحكمة.

كما أنّها تفصل، طبقا للدّستور، في الاتهامات الموجهة ضد رئيس الجمهورية.

وتنظر المحكمة الدّستورية السنغالية، هي الأخرى، في الخلافات حول الصلاحيات بين الجهازين التّنفيذي والتّشريعي، وتَذْهَبُ أبعد من ذلك بفصلها في الخلافات حول

الصلاحيات بين مجلس الدّولة ومحكمة النّقض (**entre le Conseil d'Etat et la Cour de cassation**).

أيضا، تُعْتَبَرُ المحكمة الدّستورية البينينية جِهَازَ ضَبْطٍ لِسَيْرِ المؤسسات ونشاطات السّلطات العمومية، وفي هذا الإطار، تفصل وجوبا في الخلافات حول الصلاحيات بين مؤسسات الدّولة.

من جهتها، تُعْتَبَرُ المجالس الدّستورية لكل من مالي، الطوغو والتشاد هي الأخرى أجهزة ضبط لِسَيْرِ المؤسسات الدّستورية ونشاطات السّلطات العمومية.

أما فيما يتعلّق بالمحكمة الدّستورية للنيجر، فإنها تَفْصِلُ بقرار في الخلافات حول الصلاحيات بين مؤسسات الدّولة، كما تَخْتَصُ بالبَتِّ في كلّ المسائل المُتَعَلِّقَةِ بتطبيق الدّستور.

لقد استحدثت معظم دساتير الدّيمقراطيات الكلاسيكية وتلك النّاشئة آليات تسمح بضمان التوازن المؤسساتي والمتمثلة أساسا في الجهة القضائية الدّستورية، وذلك بِغَرَضِ تَمْكِينِ مُؤَسَسَاتِ الدَّوْلَة من تَأْدِيَةِ وظائِفها ومَهَامِهَا على أكمل وجه.

وجدير بالذّكر أن الانشغال حول ضبط سير المؤسسات الدّيمقراطية لم يظهر في القارة الإفريقية إلا سنة 1990.

فَفِي إطار الدّستور والنّصوص التّطبيقية، يتعيّن على القاضي ضمان محاكمة عادلة (**un procès équitable**)، والإبقاء على الصّلاحيات الموكلة إلى السّلطات الدّستورية أو

تغييرها (maintenir ou faire varier les compétences)؛ خاصة أنّ الخلافات غَالِبًا ما تَنْشَأُ عن استيلاء، أو تدخل أو اعتداء جهاز دستوري على صلاحيات الآخر.

وعليه، فإنّ القاضي الدّستوري يضمن توازن الصلاحيات بين سلطات الدّولة من خلال تحديد مجال وحدود صلاحيات كلّ منها.

1. القاضي الدّستوري "الحارس" الأسمى للتوازن المؤسساتي:

1. Le juge constitutionnel gardien suprême de l'équilibre institutionnel :

يتدخل القاضي الدّستوري في تسيير مؤسسات الجمهورية المُمَثَلةِ من طرف السّلطة التّنفيذية، السلطة التشريعية والسلطة القضائية وباقي المؤسسات المنصوص عليها في الدّستور في حالة تدخل إحدى هذه المؤسسات في شؤون الأخرى. وبهذه الصّفة فإن القاضي الدّستوري يتمتع بوظيفتين: وظيفة الحارس على توزيع الصّلاحيات بين السلطات الثلاث، ووظيفة الفاصل الموازن، المدعو لضبط سير المؤسسات الدّستورية.

أ. القاضي الدّستوري: "حارس" توزيع الصلاحيات بين السّلطات الثلاث:

A. Le juge constitutionnel gardien de la répartition des compétences entre les trois pouvoirs :

لقد قرر المجلس الدّستوري عند مراقبته للقانون العضوي الذي يحدد شروط وكيفيات تطبيق الدّفع بعدم الدّستورية الصّادر في 2 سبتمبر سنة 2018 بأنّ المُشرّع أدرج في المادة الخامسة من القانون المذكور نص الجزء الأوّل من الفقرة الأولى من المادة 142 من الدّستور وذلك يُعدّ نقلا حرفيا لحكم دستوري.

واعتبر المجلس الدّستوري أنّ نقل بعض أحكام الدّستور إلى هذا القانون العضوي لا يُشكّل في حد ذاته تشريعا بل هو مجرد نقل لأحكام يعود الاختصاص فيها إلى مجال نصّ آخر يختلف عنه من حيث إجراءات الإعداد والمصادقة والتّعديل والرّقابة المُقرّرة في الدّستور.

وخلص المجلس الدّستوري بقوله أنّ هذا النّقل الحرفي لنصّ الجزء الأوّل من الفقرة الأولى من المادة 188 من الدّستور يكون قد أخلّ بالمبدأ الدّستوري لتوزيع الاختصاصات ومن ثم تُعتبر المادة الخامسة من القانون العضوي موضوع الاخطار غير مطابقة للدّستور.

في الواقع، فإنّ هذه السّلطات الثلاث، تعرف أَحْيَانًا اِخْتِلَالَاتٍ خطيرة تَسْتَوْجِبُ تَدَخُّلَ القاضي الدّستوري لضبط سيرها. *" القاضي الدّستوري يظهر في نفس الوقت كحارس للسلطة التّنفيذية، وناظر على اِعْتِدَاءَاتِ السّلطة التّشريعية على السلطة التّنفيذية ورقيب على تدخلات هاتين السلطتين في النّشاط القضائي"*.

وعليه، فإنّه مُؤَهَل للتأكد من أنّ السّلطة التّنفيذية، أي رئيس الجمهورية أو رئيس الحكومة أو الوزير الأوّل، حسب الحالة، لا يَعْتَدِيَان على صلاحيات السّلطات الأخرى. وبذلك فإن القاضي الدّستوري يحاول احتواء السّلطة التّنفيذية داخل حدود ونِطَاقِ صلاحياتِها بِغْيَةَ ضمان اِحترام مبدأ الفصل بين السّلطات بالمفهوم العُضْوِي والوَظِيفْي.

في الجزائر مثلا، منع المجلس الدّستوري البرلمان من التّعدي على اختصاصات المؤسس الدّستوري، حيث اعتبر أن تمكين المُشرّع لمجلس الدّولة حق إبداء رأيه في مشاريع الأوامر ومشاريع المراسيم هو زيادة من المُشرّع في اختصاصات مجلس الدّولة

الاستشارية التي حدّدها الدّستور على سبيل الحصر بمشاريع القوانين، وفقا للمادة 119 من دستور 1996 (رأي المجلس الدّستوري رقم 06-98 يتعلّق بمراقبة مطابقة القانون العضوي المتعلّق باختصاصات مجلس الدّولة وتنظيمه وعمله للدّستور، 1998).

المجلس الدّستوري يحمي البرلمان من التّخلي عن صلاحياته أو ما يسمى بعدم الاختصاص السّلبي للمُشرّع

هذه الرّقابة، سمحت بإبقاء السّلطة التّنفيذية وعلى وجه الخصوص رئيس الجمهورية ضمن نطاق صلاحياته الدّستورية، فعلى سبيل المثال، قامت المحكمة الدّستورية لدولة البينين بإصدار قرارها المؤرخ في 21 نوفمبر 2008 تحت رقم 170/08، الذي أقرّ أَنَّهُ لِكَيّ يحتفظ رئيس الجمهورية بِحَقِهِ في إصدار القوانين، يجب عليه أن يحترم الآجال المَنْصُوصِ عَلَيْها في الدّستور، وإخضاع القانون لرقابة المحكمة قبل انقضاء الآجال المحددة دستوريا.

وتُضِيف المحكمة بأن عريضة رئيس الجمهورية مرفوضة شكلا لكَوْنِ القانون قد أُحيل إلى المراقبة الدّستورية بعد انقضاء الأجل المنصوص عليه في المادة 57 من الدّستور، أي 15 يوما وهو الأجل الذي يُخفّض في حالة الاستعجال إلى خمسة أيام.

كما قضت المحكمة الدّستورية النّيجيرية بتاريخ 9 أوت 1990 بأن القانون المعروض أمامها للرّقابة، غير مطابق للدّستور، لِكَوْنِه قد اِسْتَبْدَلَ عبارة "رئيس الجمهورية" بعبارة "سلطة عمومية" في حين أنّه وفيما يتعلّق باللجوء إلى الاستفتاء، فإنّ المادة 49 من الدّستور تمنح رئيس الجمهورية، حَصْرًا، حق عرض نص على الاستفتاء. وبذلك فإنّ القاضي

الدّستوري قد تفادى وضعية اختلال التّوازن لفائدة مؤسسات أخرى، مع الإبقاء على رئيس الجمهورية ضمن نطاق صلاحياته الدّستورية.

هذا الموقف الذي اتخذه القاضي الدّستوري ضروري لِكَبْحِ السُّلْطَة التّشريعية في حالة الِاعْتِدَاءِ على صلاحيات السّلطة التّنفيذية.

ب. القاضي الدّستوري: الناظر على اِعْتِدَاءَاتِ السلطة التّشريعية على السّلطة التّنفيذية:

B. Le juge constitutionnel censeur des empiètements du pouvoir législatif sur l'exécutif :

يمكن للقاضي الدّستوري إجبار السلطة التّشريعية على البقاء، وبصفة صارمة، ضمن حدود مجال صَلَاحِيَاتِهَا.

فعلى سبيل المثال، تم إنشاء المجلس الدّستوري الفرنسي خِصِيصًا لاحتواء البرلمان ضمن نطاق ممارسة صلاحياته الدّستورية فقط.

وبالفعل، فإنّ المجلس الدّستوري هو من يسهر على ضمان احترام التّوازن المَأْمُولِ من قِبَلِ المُؤَسِسِ الدُّسْتُورِي بين البرلمان والحكومة، ويُرَاقِبُ توزيع الصلاحيات بين السّلطة التّشريعية والسّلطة التّنفيذية.

وبعبارة أخرى، فإنّ المجلس الدّستوري يسهر على الاحترام الصّارم للحدود بين مجال القانون ومجال التّنظيم من خلال إجراءات الإعداد، ذلك أن الحكومة قد تَعْتَرِضُ لعدم قبول نَصٍّ لكَوْنِه يعتدي على مجال التَّنْظِيم، اذ سَنَسْتَشهد على هذه الحالة بالرّأي

الصادر في 3جانفي 2013 تحت رقم 01 عن المجلس الدّستوري الانتقالي للنيجر، عندما تم إخطاره من طرف الوزير الأوّل من أجل تفسير الدّستور تِبْعًا لرفض مشروع قانون يتعلق ببرمجة الحماية المدنية لسنة 2013-2015، (Loi de programmation) حيث يثير العارض عدم قبول مشروع القانون للأسباب التالية:

- مبدأ قانون البرمجة (Loi de programme) غير منصوص عليه في دستور 25 نوفمبر 2010، والذي ينص في مادته 101 على قانون البرنامج فقط.

ففي الجوهر فإنّ هذين المفهومين مختلفان، لأن قانون البرنامج (Loi de programme) ليس إلاّ التزاما من طرف الحكومة لِاسْتِشْرَافِ المصاريف في قطاع اقتصادي أو اجتماعي، دون تَبِعَاتٍ قَانُونِية. في حين أنّ قانون البرمجة (Loi de programmation) يُحَدِّدُ أهدافاً دقيقةً لنشاط الدّولة يجب تحقيقها في فترة محددة، ويتم تسجيل ميزانيتها بغرض تَجْسِيدِهَا.

وبذلك فقد خَلُصَ المجلس إلى أنّ مشروع قانون البرمجة (Loi de programmation) للحماية المدنية لسنة 2013-2015، لا يندرج ضمن فئة قوانين البرنامج (lois de programme) المنصوص عليها في المادة 101 الفقرة الرّابعة من الدّستور.

كما نصت المادة 37 الفقرة الثانية من الدّستور الفرنسي على السّماح بحماية مجال التّنظيم من خلال ما يُعْرَفُ بإجراءات إزالة الشّرعية عن القانون Procédures de délégalisation de la loi والتي تسمح بمنازعة عمل تشريعي يكون قانونيا في ظاهره لا في مضمونه، ومن هنا ظهر مفهوم نص ذي شكل تشريعي Texte de forme législative،

المنصوص عليه في الدّستور. وفي هذه الحالة فإنّ هذا النّوع من النّصوص يجب أن تتم إزالة الشّرعية عنه من طرف القاضي الدّستوري **la délégalisation de la loi.**

ج. القاضي الدّستوري: الرّقيب على التدخلات غير الشرعية من طرف السّلطة التّشريعية والسّلطة التّنفيذية في المجال القضائي:

C. Le juge constitutionnel : le vigile des interventions illicites de l'exécutif et du législatif dans le domaine judicaire :

من خلال اجتهاد ثابت يفرض على السلطة التّشريعية والسّلطة التّنفيذية عدم الاعتداء على مجال السّلطة القضائية.

وعلى سبيل المثال، ومن خلال الاجتهاد الإفريقي يمكن التّذكير بالقرار الصّادر عن المحكمة الدّستورية البينينية بتاريخ 27 ديسمبر 2007، تحت رقم 175، بعد أن تم إخطارها من طرف مواطنين طعنوا في صحة قرار مجلس الوزراء الصادر في 10 أكتوبر 2007، المتضمن إيقاف تنفيذ قرارات القضاء العادي الصّادرة في مجال العمران، مُعْتَبِرِينَ أنَّ وَقف تنفيذ هذه القرارات يخرق مبدأ الفصل بين السّلطات، وكذا حق الملكية المكفول للمواطن والمنصوص عليه صراحة في المادة 22 من الدّستور.

وعليه، فقد اعتبرت المحكمة أنّ مجلس الوزراء في اجتماعه المؤرخ في 10 أكتوبر 2007، بناءً على تقرير الوزير المكلّف بالعمران، قد قرر إيقاف تنفيذ قرارات القضاء المتعلقة بالنّزاعات العمرانية والمتضمنة قرارات تهديم وإزالة البنايات.

كما اعتبرت المحكمة أنّ الأمر يتعلق بتدخل في السّير العادي للسّلطة القضائية وهو ما يُشَكِّلُ خَرْقًا لمبدأ الفصل بين السّلطات المضمون بموجب المواد 125 و126 من الدّستور.

وبالفعل فإنّ السّلطة التّنفيذية لا يمكنها اعتراض تنفيذ قرارات السّلطة القضائية، دون المساس باستقلالية القضاء.

كذلك الحال بالنّسبة لرئيس الجمهورية، أو الوزير أو أي سلطة إدارية فإنّ الامتناع عن تنفيذ القوانين أو قرارات القضاء، ليس فقط خرقا للدّستور بل خطأ من شأنه إقرار مسؤولية الدّولة.

ولقد ذهب القاضي الدّستوري الإفريقي، لاسيما السينيغالي، في ذات الاتجاه، عندما أكد بأن مبدأ الفصل بين السّلطات يمنع السّلطتين التشّريعية والتّنفيذية من الاعتداء على السّلطة القضائية، لا سيّما عند الامتناع عن تنفيذ قرارات القضاء التي تكتسي قوة الشّيء المقضي فيه وحرمان المواطن من حقوقه المكرسة دستوريا.

د. القاضي الدّستوري قوة مضادة بين المؤسسات الدّستورية:

D. le juge constitutionnel « contre-pouvoir» entre les institutions constitutionnelles :

يلعب القاضي الدّستوري دور الوسيط بين باقي المؤسسات الدّستورية، حيث يلعب دور صانع السلم في الحياة السياسية، وهو بذلك في وضعية تحكيم في حالة نشوء نزاعات بين سلطات الدّولة.

في الجزائر، وطبقا للمادة 192 من دستور الفاتح نوفمبر 2020، فإنّه يمكن إخطار المحكمة الدّستورية من طرف الجهات المحددة في المادة 193 من الدّستور بشأن الخلافات التي قد تحدث بين السّلطات الدّستورية.

أيضا، فإن قدرتها على مراقبة السلطات الدّستورية تشكل حماية للمعارضة السّياسية المعترف بها كمؤسسة من قِبَل الدستور في مادته 192 الفقرة 2.

"يمكن إخطار المحكمة من طرف 40 نائبا أو 25 عضوا في مجلس الأمة حول الخلافات التي قد تحدث بين السّلطات الدّستورية".

وعلى غرار الجهات الدّستورية الأوروبية، تتمتع الكثير من نَظِيرَاتِهَا الإفريقية بصلاحية فض الخلافات بين أجهزة الدّولة.

فأثناء ممارسة صلاحياته، يمكن للقاضي الدّستوري التدّخل في حالة شلل أو انسداد عمل السلطات العمومية، وأن يصدر، من خلال الأوامر، رأيا في هذا الشأن، مثلما يشهد عليه الاجتهاد الدستوري للمحكمة الدّستورية البينينية.

هذه الأخيرة، وبموجب القرار الصّادر بتاريخ 29 جويلية 2004، تحت رقم 65، قد ذكرت بأنّ ثَمَانِيَة 8 أعضاء من المجلس الاقتصادي والاجتماعي قد امتنعوا عن حضور جلسة انتخاب المكتب، ما تسبب في عرقلة المسار الانتخابي، اذ تعذر الوصول إلى النصاب المحدد بـ 5/4، المطلوب لإجراء الانتخاب.

حيث قررت المحكمة أنّه يجب على أكبر الأعضاء سنّا أن يستدعي المجلس الاقتصادي والاجتماعي لجلسة عامة فور صدور قرارها، والمبادرة، دون انقطاع، إلى انتخاب أعضاء مكتب ذات المؤسسة. مع إقرار المستشارين المُتَغَيِّبِين عن الجلسة مُسْتَقِيلِين، ولا يمكن لهم حضور جلسات المؤسسة مستقبلا.

وتضيف المحكمة أنّه بإمكان الجلسة العامة أن تتداول بالنّصاب المنصوص عليه في الفقرة الرّابعة من المادة الخامسة من النّظام الدّاخلي. مع تحديد يوم الاثنين 2 أوت 2004 على السّاعة منتصف اللّيل، آخر أجل لانتخاب المكتب.

كما تم اخطار ذات المحكمة، بغرض التصريح بعدم دستورية قرار المجلس الوطني المتضمن تأجيل النّقاشات والمحادثات والتّصويت على ثلاثة مشاريع قوانين تتضمن التّصديق على ثلاث معاهدات قرض في إطار محاربة تَآكُلْ السَّوَاحِلْ Erosion côtière إلى أجل غير مسمى.

في هذا الشّأن، أقرت المحكمة بموجب قرارها رقم 072 أن المجلس الوطني، والذي يُعْتَبَرُ التصويت على القوانين أحد أبرز مهامه قد امتنع عن الترخيص بالتّصديق على معاهدات القرض، وبذلك فقد خرق النّواب المادة 35 من الدّستور التي تنص على أنّ المواطنين المكلفين بوظيفة عمومية أو المُنْتَخَبِينْ لوظيفة سياسية، يجب عليهم القيام بها بضمير، كفاءة، نزاهة، إخلاص ووفاء في إطار مصلحة واحترام الملكية العامة.

يتضح من أمثلة الاجتهاد المذكورة، أنّ المحكمة الدّستورية قد تتدخل بطريقة مصيرية في النّقاش السّياسي لتفادي الشّلل المؤسساتي الذي قد يؤدي إلى مشاكل سياسية عويصة.

ومع ذلك فإنّ وظيفة ضبط سير المؤسسات لا تنحصر في فض النّزاعات المتعلقة بالصلاحيات بين مختلف سلطات الدّولة، بل تتعداها لتحمي المعارضة السّياسية في دولة القانون.

هـ. المحكمة الدّستورية حامية المعارضة السّياسية:

E .la Cour constitutionnelle protectrice de l'opposition politique :

تُعتبر المعارضة السّياسية مفيدة للتوازن المؤسساتي والسياسات الدّيمقراطية، لذلك فقد اعترف لها المؤسس الدّستوري بجملة من الحقوق التي تقع حمايتها على عاتق القاضي الدّستوري.

ومن أجل تعزيز هذا التّوازن، فقد اعترف المؤسس الدّستوري الجزائري للمعارضة بالحق في اخطار المحكمة الدّستورية.

ففي الجزائر، وَسَّعَت الفقرة الثانية من المادة 193 من الدّستور حق إخطار المحكمة الدّستورية ليُتَاحَ لـ 40 نائباً بالمجلس الشّعبي الوطني و25 عضوا من مجلس الأمة.

أيضا، فقد أقرّت مختلف الدّساتير الإفريقية الحق في إخطار الجهة القضائية الدّستورية لعدد معيّن من المنتخبين.

وعلى سبيل المثال لا الحصر، فقد استندت المحكمة الدّستورية البينينية، في قرارها ليوم 08 جانفي 2009، إلى ديباجة الدّستور التي تنص على انشاء دولة الحق والتعددية الدّيمقراطية واحترام مبدأ التمثيل النّسبي بين الأغلبية والمعارضة ذلك أن الديمقراطية تقتضي حماية حقوق الأقليات ومشاركتها في تسيير الشأن العام.

وفي نفس السّياق، تم اخطار المجلس الدّستوري النِيجَرِي من طرف نواب من المعارضة من أجل حل مكتب المجلس الوطني لخرقه المادة 89 من الدّستور.

ولدى معالجته لهذا الاخطار، اعتبر المجلس الدستوري أن تشكيلة مكتب المجلس الوطني لا تعكس التمثيل السّياسي لهذا الأخير، وبالتالي وبحصولها على منصب الكاتب المالي الثاني، فقد خرقت الأغلبية البرلمانية أحكام المادة 89 من الدّستور. وبالنّتيجة فقد فرض القاضي الدّستوري أن يحترم المجلس الوطني المادة المذكورة.

وفي قضية أخرى، استند المجلس الدّستوري النِيجَرْي إلى الرّأي رقم 1 المؤرخ في 16 جانفي 2012 والذي يمنع منعا باتا الأشخاص المذكورين في المادة 52 من الدّستور من الوُلُوجْ إلى الصّفقات العمومية والنواب الممارسين من استغلال وظائفهم إما بصفة شخصية أو من طرف شخص مسخّر.

حيث ثبت للمجلس بأنّ شركة المُقَاوَلَة الحَاصِلَة على الصفقة العمومية، في قضية الحال، مِلْكٌ لنائب لم تَتِمْ مُعَايَنَةُ استقالتِه من طرف المجلس الوطني.

وخَلُصَ، بذلك، المجلس الدّستوري، من جهة إلى أنّ النائب المعني لم يحترم المادة 52 من الدّستور ومن جهة أخرى إلى أنّ الوزير مُوَقِّعَ الصّفقات محل القضية قد خرق التّشريع المعمول به.

2. آفاق تطور وظيفة القاضي الدّستوري:

2. Les perspectives d'évolution de la fonction du juge constitutionnel :

بين الإرادة في البقاء مستقلا، يَقِظاً في الاستماع إلى الشعب، وتصميمه على فرض احترام قراراته واللجوء دائما إلى الدّستور الذي يجعل قراراته نهائية وملزمة لجميع السلطات والأشخاص والعودة دائما إلى قوانين الجمهورية لمعاقبة المنتهكين المُحْتَمَلِينَ، تبرز طريقتان لضمان تطور وظيفة القاضي الدّستوري:

الطريقة الأولى لإبقاء القاضي الدستوري ضمن واجباته وجعله وفيا لمهامه في نطاق صلاحيته والنطق بالقانون بكامله، وتتعلّق، في هذا المستوى، خصوصا باستقلالية القاضي الدّستوري عندما يكون مدعوا لتقدير دستورية قانون ما أو تحكيم نزاع بين مؤسسات الدّولة، اذ يجب عليه أن يبني قراره على أساس الدّستور والقوانين المطبقة وكذا وفقا للمبادئ ذات القيمة الدّستورية المصرح بها من قبله.

أما الطريقة الثانية فترمي إلى استحداث آليات تسمح باحترام قوة الشّيء المقضي فيه الخاصة بالقرارات الصادرة عن القاضي الدّستوري وبذلك انقاذ الرّجل ووظيفته.

في هذا الإطار، يمكن الإشارة إلى بعض التطورات الحديثة، فواضع الدّستور النَيجَري قد ذهب أبعد من نُظَرَائِهِ الأفارقة في حماية قوة الشّي المقضي فيه الخاصة بقرارات المحاكم الدّستورية، حيث أقر بأن كل مواطن نيجري مُجْبَر على احترام الدّستور وبالتالي قرارات المحكمة الدّستورية تحت طائلة العقوبات المنصوص عليها قانونا.

من جهة أخرى، تنص المادة 134 الفقرة الثانية من الدّستور على أنّ كل تشكيك في قرارات المحكمة الدّستورية يُعَاقَبُ عليه وفقا للقوانين المعمول بها، وعليه فإن مواد الدّستور تحيل بوضوح إلى قانون العقوبات لمعاقبة كل شخص لا يحترم قرارات المحكمة الدّستورية أو يحاول التّشكيك فيها دون احترام الأشكال والطرق الموضوعة من طرف المُشَرّعْ.

نحو منازعات تعويضية:

تتمثل في إمكانية تعويض الأضرار النّاتجة عن أعمال تمت طبقا لقانون غير دستوري، وبهذه الطّريقة يكون المجلس الدّستوري قد دخل عصرا جديدا في تجسيد الدّيمقراطية وضمان حقوق وحريّات المواطنين، وذلك ما يؤدي إلى تفعيل مسؤولية السّلطة العمومية.

خاتمة:

En conclusion :

في الأخير، تجدر الإشارة إلى أن القاضي الدّستوري خلال ممارسته لصلاحياته يحرص دائمًا على عدم الحلول محل السلطات العمومية الأخرى لاسيما المشرّع.

وإن كان القاضي الدّستوري يمارس صلاحياته الهامة في مجال مراقبة النشاط المعياري وضبط السلطات العمومية، فلابد له أن يتجنب الانتقاد المتعلق بحكم القاضي.

ويبقى القاضي الدّستوري في نهاية المطاف بصفته سلطة مُؤَسَسَة، تابعاً للمؤسس الدّستوري الذي يستمد منه شرعيته.

أخيرا، يمكن القول أنّ القاضي الدّستوري يتمتع بوظيفة مميّزة لضبط توازن النّظام الديمقراطي، وهو بذلك أداة فريدة لتجسيد وضمان دولة القانون.

دور المحكمة الدستورية في تكريس دولة الحق والقانون

أ.د. كايس شريف،

جامعة مولود معمري تيزي وزو

مقدمة:

رغم قصر التجربة الدستورية للجزائر المستقلة، إلا أنها تعد من بين أغنى التجارب الدستورية في العالم. لقد جربت الجزائر العديد من الأنظمة القانونية في مجال بناء وتنظيم المؤسسات الدستورية وفي مجال الأنظمة الانتخابية، دون أن ننسى المجال الاقتصادي الذي عرف بدوره الكثير من الإصلاحات وإعادة الهيكلة. لقد أمضت الجزائر ما لا يقل عن 58 سنة من عمرها الدستوري في بناء وإصلاح ثم إعادة هيكلة مؤسساتها الدستورية المركزية والمحلية [(1)].

يعد التعديل الدستوري لــ 2020/11/01، آخر محطة عرفتها هذه التجربة الدستورية، حيث أعيد النظر في آليات عمل وسير هذه المؤسسات قصد بناء جزائر جديدة مناسبة للألفية الثالثة ولجيلها الجديد الذي لم يعرف الثورة التحريرية والعشرية السوداء. تعد مؤسسة المجلس الدستوري من بين المؤسسات الدستورية التي أعيد النظر فيها، حيث عوضت بالمحكمة الدستورية التي أصبحت المكلفة بالسهر على احترام الدستور وضبط نشاط السلطات العمومية [(2)].

يعتبر إنشاء المحكمة الدستورية في الجزائر نمطا منطقيا للمسار القانوني التاريخي للرقابة على دستورية القوانين، حيث بعد التنصيص على إنشاء المجلس الدستوري في دستور سنة 1963 [(3)]، تجاهل المؤسس الدستوري لسنة 1976 موضوع الرقابة على دستورية القوانين بصفة مطلقة [(4)]، لكي يعاد اعتماد مؤسسة المجلس الدستوري في دستوري سنة 1989 وسنة 1996[(5)]. لم تعتمد هذه المحكمة إلا بعد خوض المجلس الدستوري تجربة الدفع بعدم الدستورية في التعديل الدستوري لسنة 2016، باعتباره آلية قضائية للرقابة على دستورية القوانين، بعدما مارس آلية الرقابة السياسية طوال 27 عاما [(6)]. على هذا الأساس، تحتل المحكمة الدستورية مكانة جوهرية في هذا الإصلاح الدستوري الذي جعل من تكريس وحماية الحقوق والحريات حجر الزاوية للنظام الدستوري الجزائري. بناء على ذلك، كلفت المحكمة الدستورية بالسهر على احترام الدستور من أجل ضمان حقوق وحريات المواطنين، كما أنيطت بها مهمة ضبط عمل السلطات العمومية قصد توفير المناخ المناسب لحسن سير المؤسسات الدستورية وتفادي الخلافات بينها [(7)]. انطلاقا من المركز القانوني الذي تتمتع به المحكمة الدستورية الجزائرية، يمكن لنا الجزم بأنها تعتبر النواة الأساسية لدولة الحق والقانون، على غرار العديد من المحاكم الدستورية في الأنظمة المقارنة[(8)]. فالمحكمة الدستورية بسهرها على احترام الدستور فإنها تكرس دولة القانون بمفهوم "الشرعية الدستورية" (أولا)، أما عند تصديها الصارم لكل اعتداء على الحقوق والحريات الفردية والجماعية، فإنها تكرس دولة الحقوق والحريات (**ثانيا**).

أولا: المحكمة الدستورية وتكريس دولة القانون.

يكاد يجمع فقهاء القانون الدستوري في مجال تقييم رقابة الدستورية، على أن الرقابة السياسية على القوانين غير فعالة، لأن الرقابة عن طريق الهيئة النيابية، التي كان يعمل بها في الأنظمة الاشتراكية سابقا تعتبر رقابة ذاتية، والرقابة بواسطة المجلس الدستوري في الأنظمة التحكمية تسيطر عليها السلطة التنفيذية، أما الرقابة القضائية التي تمارسها الهيئات القضائية، فهي تابعة للسلطة القضائية. على هذا الأساس، اعتبرت رقابة الدستورية بواسطة المحكمة الدستورية أفضل، لأنها هيئة مستقلة عن السلطات الثلاث ***(1)***، فهي تسهر بشدة على احترام الشرعية الدستورية ومنه دولة القانون***(2)***.

1-المحكمة الدستورية مؤسسة فوق مؤسساتية في خدمة دولة القانون:

تعتبر الرقابة على دستورية القوانين من بين المواضيع التي أثارت الكثير من النقاشات الفقهية حول مدى دستورية وجودها وجدوى نشاطها، حيث طرحت إشكالية تناقضها مع كون القانون تعبيرا عن الإرادة الشعبية واعتبار البرلمان، بصفته يتمتع بالشرعية الشعبية، ممثلا للشعب في صنع القانون والتعبير عن الإرادة العامة[9]. لكن أمام فعالية هذه الرقابة في ضمان استقرار الأنظمة الدستورية عبر استقرار دساتيرها والحفاظ على سموها وكذا حماية الحقوق والحريات، عملت مختلف الأنظمة المقارنة على إناطتها بهيئات عليا مستقلة في الإدارة والتسيير عن السلطات الثلاث التقليدية (التشريعية والتنفيذية والقضائية)، منها " المحاكم الدستورية"[10].

تعتبر المحكمة الدستورية الجزائرية، المستحدثة بمناسبة التعديل الدستوري لسنة 2020، من بين المؤسسات التي أحاطها المؤسس بإطار قانوني يضمن لها مركزا قانونيا فوق مؤسساتيا«**Statut supra-institutionnel** ». تنص المادة 185 من الدستور على أن المحكمة الدستورية مؤسسة مستقلة وهي التي تحدد قواعد عملها، كما تشير المادة 188 والمادة 189من الدستور إلى وجود نظام داخلي لها، الذي ستتولى المحكمة إعداده. فمن خلال دراسة الأحكام الدستورية المنظمة لهذه المحكمة، يتجلى لنا أنها تتمتع باستقلالية عضوية واستقلالية وظيفية. تبرز الاستقلالية العضوية في طبيعة تشكيلتها التي يتوزع أعضاؤها، البالغ عددهم 12 عضوا، على السلطات الثلاث حيث يعين رئيس الجمهورية 04 من بينهم رئيس المحكمة، ينتخب مجلس الدولة عضوا واحدا، كما تنتخب المحكمة العليا عضوا واحدا، بينما ينتخب 06 أعضاء ويمثلون نصف عدد أعضاء المحكمة عن طريق الاقتراع من بين أساتذة القانون الدستوري، وذلك طبقا للمادة 186 من الدستور[(11)].

نلاحظ من خلال ما سبق أن تشكيل المحكمة الدستورية يضمن لها عدم هيمنة أية جهة عليها، كما يجعل منها مؤسسة ذات مهنية عالية، حيث جل أعضائها مختصون في مجال القانون، بل نصفهم مختصين في مجال القانون الدستوري، كما يدعم ذلك اشتراط المادة 187 من الدستور توفر الأقدمية لدى جميع الأعضاء في مجال القانون لا تقل عن 20 سنة، فالكفاءة والتخصص يضمنان الاستقلالية وينفيان التبعية. بالإضافة إلى ذلك، يخضع أعضاء المحكمة الدستورية لنظام العهدة التي تبلغ مدة 06 سنوات غير قابلة للتجديد مع تجديد نصف الأعضاء كل 03 سنوات طبقا للمادة 187 من الدستور، فنظام العهدة يحمي

العضو من المساومة والابتزاز من قبل الجهة التي عينته أو انتخبته، ويدعم الاستقلالية[12]. كما تضمن المادة 189 من الدستور حصانة أعضاء المحكمة الدستورية عن الأعمال المرتبطة بممارسة مهامهم، ما يجعلهم أحرارا ومطمئنين عند مزاولة أنشطتهم المختلفة. أما الاستقلالية الوظيفية، فتتجلى في استئثار المحكمة الدستورية لوظيفة تفسير الدستور وتصميم الكتلة الدستورية التي تعد بمثابة النواة المرجعية لممارستها لرقابة الدستورية وقيامها بمهمة ضبط عمل السلطات العمومية. كما تبرز أيضا من خلال خضوع جميع القواعد القانونية الإنشائية لرقابة المحكمة، سواء النصوص التشريعية أو النصوص التنظيمية المستقلة أو المعاهدات والاتفاقيات الدولية وذلك طبقا للمادة 190 من الدستور. أما ما يبين بوضوح كون المحكمة الدستورية مؤسسة مستقلة ومحايدة إزاء جميع المؤسسات الدستورية، قيامها بوظيفة التحكيم للفصل في الخلافات التي تحدث بين السلطات الدستورية وذلك طبقا للمادة 192 من الدستور، هذا من جهة، ومن جهة أخرى، تعتبر قرارات المحكمة الدستورية نهائية وملزمة ونافذة لجميع السلطات العمومية والسلطات الإدارية والقضائية طبقا للمادة 198 من الدستور.

زيادة على العناصر المشار إليها آنفا، يعتبر الدفع بعدم الدستورية المعتمد طبقا للمادة 195 من الدستور، الذي يسمح للمحكمة الدستورية بممارسة الرقابة اللاحقة على دستورية القوانين بناء على إحالة من المحكمة العليا أو مجلس الدولة، تدعيما صارخا للمركز فوق المؤسساتي الذي تتميز به هذه الهيئة[13].

على هذا الأساس، تعتبر المحكمة الدستورية الجزائرية مؤسسة فوق مؤسساتية مستقلة عضويا ووظيفيا ومحايدة، حيث تتولى مراقبة جميع النصوص القانونية الإنشائية الصادرة عن السلطتين التشريعية والتنفيذية، كما تمارس الوظيفة الاستشارية بطلب من رئيس الجمهورية في حالات خاصة وبطلب من السلطات العمومية الأخرى المخول لها اختصاص إخطار المحكمة الدستورية طبقا للمادة 193 من الدستور بصفة عامة. بناء على ذلك، تقوم المحكمة الدستورية بحماية مبدأ الفصل بين السلطات وتضمن حسن سير المؤسسات الدستورية[14].

2- تكريس دولة القانون:

بعد انتشار الدساتير الشكلية عقب الثورتين الأمريكية والفرنسية، اكتسبت القواعد الدستورية مكانة مرموقة في هرم القواعد القانونية في الدولة، حيث أضحت المرجع الأساسي للمنظومة القانونية الوطنية. على هذا الأساس، عملت هذه الدساتير على تكريس فكرة سمو الدستور عبر وضع آليات قانونية وإجرائية للتصدي لأية نصوص تتعمد مخالفتها[15]. وعليه، برزت أهمية احترام الشرعية الدستورية لضمان علو القانون الأساسي لتحقيق دولة القانون، التي يراد منها تلك الدولة التي تخضع جميع التصرفات القانونية وجميع النشاطات التي يقوم بها الأشخاص الطبيعية والأشخاص المعنوية العامة منها والخاصة، للقانون الساري المفعول. نشير في هذا الصدد إلى أنه يجب التمييز بين "الدولة الشرعية" و"دولة القانون" فبينما لا تهتم الدولة الشرعية حتما بمجال الحقوق والحريات، حيث تسهر على احترام النصوص القانونية مهما كانت طبيعتها إزاء الحقوق والحريات، تشتمل

دولة القانون على الإطار القانوني الذي يتم فيه تصور محتوى ومدى الحقوق والحريات وذلك حسب النظام الأيديولوجي المعتمد في الدولة. لكن مع انتشار ظاهرة العولمة، عقب انهيار القطب الاشتراكي، أصبحت الكثير من المفاهيم ذات محتوى موحد ومعولم في مختلف المجتمعات، منها مفهوم دولة القانون. بناء على هذا الطرح، تشتمل فكرة دولة القانون على العناصر الآتية:

- سيادة الدستور والقانون بمختلف أنواعه.
- ضمان مبدأ تدرج القوانين حيث يتم ضمان احترام النصوص الأدنى للنصوص الأعلى درجة منها وصولا إلى القانون الأساسي.
- ضمان الفصل بين السلطات، مع استقلالية القضاء.
- دسترة الحقوق والحريات الأساسية.
- ضمان الرقابة على دستورية القوانين وإرساء آليات الرقابة القضائية على أعمال الإدارة.
- ضمان المساواة أمام القانون في الامتيازات وفي الأعباء[16].

على هذا الأساس، تعتمد مختلف الأنظمة الدستورية المعاصرة آليات قانونية رقابية للسهر على احترام الدستور باعتباره مصدرا للشرعية التي تؤسس عليها دولة القانون، وذلك بتأسيس محاكم دستورية أو مجالس دستورية أو غيرها من الهيئات الأخرى، قصد ممارسة رقابة الدستورية، منها المحكمة الدستورية الجزائرية[17].

تشير المادة 185 من الدستور إلى تكليف المحكمة الدستورية بمهمة جوهرية ألا وهي " ضمان احترام الدستور" و" ضبط سير المؤسسات ونشاط السلطات العمومية". يتضح لنا المجال الواسع والمطلق الذي منح لهذه المحكمة عند ممارسة مهامها، حيث يقصد من ضمان احترام الدستور، التصدي لكل التصرفات القانونية التي تخالف الدستور نصا وروحا. كما يفهم من مصطلح "الضبط Régulation"[18] إخضاع النشاطات والتصرفات المختلفة للإطار القانوني الساري المفعول. لذلك يرمي ضبط سير ونشاط المؤسسات والسلطات العمومية إلى منع تجاوز هذه المؤسسات والسلطات لاختصاصاتها سواء من الناحية الشكلية و/أو الناحية الموضوعية من خلال احترام الدستور ومختلف المعاهدات والاتفاقيات المصادق عليها من طرف الدولة باعتبارها تسمو على القانون[19]. أما علاقة القوانين العادية بالتنظيمات التنفيذية المختلفة، فمجال رقابتها يعود لرقابة المشروعية التي تتولاها الهيئات القضائية الإدارية.

تتولى المحكمة الدستورية في هذا السياق عدة مهام تجعل منها قاضيا دستوريا عند ممارستها لرقابة الدستورية، وقاضيا انتخابيا عند الفصل في بعض المنازعات الانتخابية، ثم هيئة إدارية انتخابية عند دراسة الطعون في قرارات رفض الترشح لرئاسة الجمهورية وإعلان النتائج النهائية للانتخابات التشريعية والرئاسية والاستفتاءات، ثم كهيئة تحكيمية لحل النزاعات التي قد تثور بين السلطات الدستورية، وأخيرا كهيئة استشارية لرئيس الجمهورية وباقي السلطات العمومية عندما يتم استشارتها في بعض القضايا الخاصة والأساسية وكذا في تفسير أحكام الدستور.

يهدف قيام المحكمة الدستورية بكل هذه المهام إلى حماية الشرعية الدستورية التي تشكل النواة الأساسية لدولة القانون[20].

تجسيدا لضمان احترام الدستور، تمارس المحكمة الدستورية نشاطا جوهريا يتمثل في رقابة الدستورية. ففي هذا المجال، توجد الرقابة الإجبارية التي تتولاها فيما يخص القوانين العضوية والأنظمة الداخلية لغرفتي البرلمان طبقا للمادة 190 من الدستور، ثم اتفاقيات الهدنة ومعاهدات السلم طبقا للمادة 102 من الدستور، ثم الأوامر التي يتخذها رئيس الجمهورية طبقا للمادة 142 من الدستور. أما الرقابة الاختيارية، فتخص المعاهدات والاتفاقيات غير تلك الواردة في المادة 102 المشار إليها أعلاه، ثم القوانين العادية والتنظيمات المستقلة طبقا للمادة 190 من الدستور[21].

لقد أشرنا سابقا إلى أن المحكمة الدستورية تستأثر بمهمة تفسير الدستور وضبط النواة الصلبة للكتلة الدستورية باعتبارها القاعدة المرجعية والأساسية لتقدير مدى دستورية النصوص القانونية المختلفة المعروضة عليها. وفي هذا السياق، تعتبر المعاهدات التي يصادق عليها رئيس الجمهورية وفقا للدستور أسمى من القانون طبقا للمادة 154 من الدستور، وعليه تعتبر من مكونات الكتلة الدستورية، فهي أدنى مرتبة من الدستور وأعلى درجة من القانون. بناء على ذلك، أدرج المؤسس الدستوري في التعديل الدستوري لسنة 2020، مجال رقابة توافق القوانين والتنظيمات للمعاهدات الدولية المصادق عليها من طرف الجزائر وذلك طبقا للمادة 190من الدستور.

إضافة إلى رقابة الدستورية بواسطة الإخطار المشار إليها أعلاه، تمارس المحكمة الدستورية نوعًا آخرًا من الرقابة عن طريق الدفع بعدم الدستورية، وهي المرتبطة بصفة مباشرة بالحقوق والحريات التي يضمنها الدستور، التي سنتناولها في المحور الثاني الآتي.

ثانيا: حماية الحقوق والحريات:

يرجع سبب انتشار الدساتير الشكلية في الأنظمة الدستورية الأوروبية في نهاية القرن 18 وبداية القرن 19، إلى استبداد أنظمة الحكم الملكية، ما أدى إلى ضياع حقوق وحريات المواطنين. لقد ركزت هذه الدساتير على دسترة الحقوق والحريات وكرست الفصل بين السلطات لكي يضع حد لاستبداد الحكام من جهة، ويضمن تكريس الحقوق والحريات فعليا وميدانيا من جهة أخرى. على هذا الأساس، كانت حماية الحقوق والحريات هدفا جوهريا للرقابة على دستورية القوانين. نتيجة لذلك، يتولى القاضي الدستوري عملية ضبط الكتلة الدستورية ***(1)***، ويقوم المتقاضون بالدفاع عن حقوقهم وحرياتهم المكفولة من طرف الدستور، أمام القاضي الدستوري مباشرة في الأنظمة التي تسمح بذلك، وبطريقة غير مباشرة في الأنظمة التي تأخذ بآلية الدفع بعدم الدستورية ***(2)***. [22]

1 - ضبط الكتلة الدستورية:

تعتبر فكرة "الكتلة الدستورية" من بين المفاهيم المطاطة واللزجة التي نجدها في مجال القانون الدستوري عامة والرقابة على دستورية القوانين خاصة، فهي تنعت بـ "الكتلة" من جهة، لكنها متشكلة من عناصر متفرقة ومتباينة من جهة أخرى، لذلك يصعب وضع

تعريف جامع وشامل لها. على أية حال، يمكن تعريف الكتلة الدستورية بـ " مجموعة من القواعد والمبادئ والأحكام التي يجب على القوانين بمختلف أنواعها احترامها". انطلاقا من زاوية الرقابة على دستورية القوانين، يقصد بمصطلح القوانين، تلك القواعد القانونية ذات الطبيعة الإنشائية، لذلك، يعتبر القاضي الدستوري الجهة المكلفة بالسهر على احترام هذه القوانين للكتلة الدستورية. أما القواعد القانونية غير الإنشائية، فتخضع للرقابة القضائية أمام القاضي الإداري[23].

كان القاضي الدستوري خلال المرحلة الأولى من الحركة الدستراوية يقيم مدى دستورية القوانين بالنظر إلى مواد أو فصول الدستور فقط دون الخروج عنها إطلاقا، بذلك كان حجم القواعد المرجعية بسيطا. لكن مع تطور الحياة القانونية للدولة والمجتمع، وجد القاضي الدستوري نفسه مجبرا على توسيع دائرة ومجال القواعد المرجعية وكذا تنويعها عند تقدير مدى دستورية النصوص القانونية المعروضة عليه. لقد قام في هذا الصدد بتطوير بنية ومفهوم ومحتوى الحقوق والحريات، كما قام بتكييف العديد من المبادئ التقليدية، مع تطور وظيفة الدولة والتقدم العلمي والتكنولوجي، منها مبدأ الفصل بين السلطات، الذي لم يعد محتواه ومدلوله كما كان في القرن 18. بناء عليه، أصبحت الكتلة الدستورية متشكلة من الدستور بالمفهوم الشكلي، أضف إليها العديد من المبادئ والقيم والأحكام المستحدثة سواء المرتبطة بكتلة الحقوق والحريات بمختلف أنواعها وأجيالها، أو تلك الناجمة عن التطور المتشعب الذي تعرفه المجتمعات في المجال التكنولوجي والبيئي[24]. تبعا لذلك، تتكون الكتلة الدستورية من العديد من القواعد والمبادئ

الموجودة في متن الدستور، أو في ديباجته، أو تلك المكرسة في القانون الاتفاقي للدولة كالمعاهدات وإعلانات الحقوق، وكذا المبادئ العامة المتفق على عالميتها وإنسانيتها. نستنتج من هذا التحليل أن الكتلة الدستورية تتصف بالتشعب والتنوع، حيث لا تقتصر على مواد وفصول الدستور، كما تعتبر في تطور وتوسع مستمر سواء عند تعديل الدستور، أو دونه حيث يتغير معنى وروح الدستور وتلك القواعد والمبادئ كلما تغيرت الأوضاع والظروف وتطورت. يتمخض عن هذه المميزات التي تزخر بها فكرة الكتلة الدستورية، تحرر نشاط القاضي الدستوري، حيث يتمكن من إحياء الدستور باستمرار، مما يقوي صلابة النظام الدستوري للدولة ويحقق استقرار المجتمع، لأن مهمة القاضي الدستوري الجوهرية تتمثل في حماية حقوق وحريات أفراد الشعب[25].

تعتبر التجربة الدستورية الجزائرية غنية في مجال توسيع الكتلة الدستورية، حيث قام القاضي الدستوري الجزائري، منذ الوهلة الأولى لبداية نشاطه الرقابي سنة 1989، بالتنصيص على العديد من المبادئ العامة لحقوق الإنسان، والفصل بين السلطات وكذا المعاهدات التي صادقت عليها الجزائر، عند دراسته لقانون الانتخابات رقم 13/89/مؤرخ في 7/05/ 1989، والنظام الداخلي للمجلس الشعبي الوطني المؤرخ في 1989/7/22، والقانون العضوي للانتخابات لسنة 2012. فعلى سبيل المثال، نشير إلى نص قرار المجلس الدستوري الجزائري الخاص بقانون الانتخابات لسنة 1989، والذي جاء فيه"...[26]

-ونظرا لكون المادة 28 من الدستور، تقر مبدأ تساوي المواطنين أمام القانون دون إمكانية التذرع بأي تمييز يعود سببه إلى المولد أو العرق، أو الجنس، أو الرأي أو أي شرط أو ظرف آخر، شخصي أو اجتماعي.

-ونظرا لكون أية اتفاقية بعد المصادقة عليها ونشرها، تندرج في القانون الوطني، وتكتسب بمقتضى المادة 123 من الدستور سلطة السمو على القوانين، وتخول كل مواطن جزائري أن يتذرع بها أمام الجهات القضائية، وهكذا الشأن خاصة بالنسبة إلى ميثاق الأمم المتحدة لسنة 1966 المصادق عليه بالقانون رقم 89 - 08 المؤرخ في 19 رمضان عام 1409 الموافق 25 أبريل سنة 1989 الذي انضمت الجزائر إليه بمرسوم رئاسي رقم 89 - 67 المؤرخ في 11 شوال عـام 1409 الموافـق 16 مايو سنة 1989، والميثاق الإفريقي لحقوق الإنسان والشعوب، والمصادق عليه بالمرسوم رقم 87 - 37 المؤرخ في 4 جمادى الثانية عام 1407 الموافق 3 فبراير سنة 1987، فإن هذه الأدوات القانونية تمنع منعا صريحا كل تمييز مهما كان نوعه.

وبناء على ما تقدم، يصرح المجلس الدستوري بأن اشتراط الجنسية الأصلية للمترشح للانتخابات التشريعية، غير مطابق للدستور..."

كما نشير إلى الرأي رقم 01/مؤرخ في 1989/8/28 يتعلق بمطابقة النظام الداخلي للمجلس الشعبي الوطني للدستور"...[27]

نظرا لكون محرر الدستور، أقام مبدأ الفصل بين السلطات باعتباره عنصرا أساسيا في تنظيم السلطات العمومية،

و نظرا لكون مثل هذا الاختيار يترتب عليه أن كل سلطة لها صلاحية تنظيم عملها الداخلي وضبطه ،كما أن هذا المبدأ يتجسد بدقة أكثر فيما يتعلق بالمجلس الشعبي الوطني ضمن أحكام الفقرة 2 من المادة 109 من الدستور..."

لقد أكد القاضي الدستوري الجزائري تصوره الواسع لمحتوى الكتلة الدستورية طوال فترة نشاطه منذ سنة 1989 إلى يومنا هذا، خاصة أن التعديل الدستوري الأخير ينص صراحة على استئثار المحكمة الدستورية لمجال تفسير الدستور طبقا للفقرة 2 من المادة 192 منه. على هذا الأساس، توكل مهمة ضبط الكتلة الدستورية للقاضي الدستوري الذي لا يشكلها دفعة واحدة، بل يضع لبناتها واحدة تلوى الأخرى حسب تطور الظروف والمعطيات. بناء على ذلك، لا يمكن إيقاف هذه الوتيرة بذريعة اكتمال الكتلة الدستورية، بل تعد العملية متواصلة ومتغيرة عبر الأزمنة التي قد تملي تغيير هيكلة ومحتوى وترتيب عناصر هذه الكتلة تبعا لما تتطلبه الظروف القانونية والسياسية والاقتصادية والاجتماعية للدولة والمجتمع.

2 - ممارسة الدفع بعدم الدستورية:

الدفع بعدم الدستورية آلية قضائية لممارسة الرقابة على دستورية القوانين إلى جانب الدعوى القضائية المباشرة. رغم اختلاف التقنيتين الرقابيتين من حيث آثار وحجية الحكم الصادر في شأنها، كيفها الفقه الدستوري بالرقابة الشديدة التي أدت إلى "حوكمة

القضاة". موازاة لهذا النوع من الرقابة، وجدت الرقابة السياسية سواء الذاتية الممارسة من قبل الهيئة النيابية ذاتها، أو تلك الموكلة للمجلس الدستوري، وهي رقابة ممارسة بواسطة تقنية الإخطار الممنوح لسلطات عمومية قليلة العدد ومحددة الإطار، لذلك جرى الفقه الدستوري على تكيفها بالرقابة الضعيفة وغير الفعالة(**28**). انطلاقا من الجدلية القائمة بين النمطين، أخترع نمط وسطي بينهما ألا وهو الدفع بعدم الدستورية، أو مسألة الأولوية الدستورية، وذلك بواسطة الإحالة غير المباشرة من طرف القضاء العالي في الدولة. فالقاضي الدستوري لا يتلقى الدفوع مباشرة من المتقاضين، كما هو الشأن في الرقابة القضائية المباشرة، وإنما يخطر من طرف الهيئة القضائية العالية في الدولة بواسطة الإحالة للفصل في الدفوع المثارة بشأن مدى دستورية النص القانوني الذي يتوقف عليه حل نزاع أصلي بين طرفين متنازعين[(29)]. تتوقف ممارسة هذه الآلية الرقابية على شرط جوهري متمثل في وجوب وجود نزاع أصلي بين طرفين متخاصمين، حيث يقوم أحد أطراف الدعوى بإثارة مشكلة عدم دستورية النص القانوني الذي يتوقف عليه الفصل في هذا النزاع. على هذا الأساس، لا دفع بعدم الدستورية إذا لم يوجد نزاع أولي، كما هو الشأن في الرقابة القضائية عن طريق الدعوى الأصلية.

لقد ساير المؤسس الدستوري التطور الذي عرفته آليات الرقابة على دستورية القوانين، حيث بعد ما اعتنق رقابة الدستورية بواسطة المجلس الدستوري المحرك عن طريق الإخطار المقيد لمدة 27 عاما، أدرج ولأول مرة في التاريخ الدستوري الجزائري، تقنية

الدفع بعدم الدستورية سنة 2016 بمناسبة تعديل الدستور، وهو الشكل الذي احتفظ به في تعديل الدستور سنة 2020.

يربط المؤسس الجزائري ممارسة الدفع بعدم الدستورية بشرط وجود نزاع أصلي على مستوى أية هيئة قضائية وطنية، أين يقوم أحد أطراف النزاع بإثارة الدفع بعدم الدستورية ضد النص القانوني الذي يتوقف عليه مآل النزاع، كما يشترط مساس النص محل الدفع بحقوقه وحرياته التي يكفلها الدستور. يتحقق قاضي الموضوع من جدية الدفع المثار، ثم يحيله إلى المحكمة العليا أو مجلس الدولة، حسب طبيعة النزاع، التي أو الذي يدرس مدى جدية الدفع مرة ثانية، لكي يحيله إلى المحكمة الدستورية بعد تعديل الدستور سنة 2020، التي تتولى دراسته للفصل نهائيا في مدى دستورية النص محل ذلك طبقا للمادة 195 منه. يجب علينا في هذا المجال التريث إلى حين صدور القانون العضوي الذي سيحدد إجراءات وكيفيات الإخطار والإحالة أمام المحكمة الدستورية وذلك عملا بالمادة 195 من الدستور.

نلاحظ من خلال هذا النص الدستوري، أن المؤسس ربط الدفع بعدم الدستورية بشرط مساس الحكم التشريعي أو التنظيمي محل الإثارة، بحقوق و/أو حريات الطرف الذي أثاره، بمعنى لا يمكن إثارة الدفع بعدم الدستورية إذا كان الحكم التشريعي أو التنظيمي محل الدفع لا يمس بهذه الحقوق والحريات. بناء على ذلك، نستنتج أهمية ممارسة المحكمة الدستورية لهذه الآلية في مجال حماية الحقوق والحريات، حيث وضعت خصيصا لهذا الغرض. فإذا ما أفلت حكم تشريعي أو تنظيمي من مصفاة رقابة الدستورية لأي سبب

كان، يمكن تدارك الأمر من طرف المتقاضين بمناسبة متابعة نزاعاتهم أمام الجهات القضائية، حيث بإمكانهم إثارة موضوع عدم دستورية النص الذي يتوقف عليه مآل النزاع. بذلك تعد آلية الدفع بعدم الدستورية أداة فعالة لتطهير المنظومة التشريعية الوطنية من الأحكام التي تمس بحقوق وحريات الأفراد[30].

أما في القانون المقارن، يمكننا الإشارة إلى المحكمة الدستورية في دولة البنين التي، خلافا للمحكمة الدستورية الجزائرية، يمكن لأي مواطن رفع دعوى قضائية أو تقديم طلب عادي برسالة بسيطة يتعلق بعدم دستورية قانون معين، دون أن يشترط وجود نزاع أصلي أو مسألة أولية. فالمواطن البنيني يمكنه إما رفع دعوي قضائية مباشرة إلى المحكمة الدستورية، أو إثارة دفع بعدم الدستورية، إذا كان أمام نزاع قضائي معين، وذلك طبقا للمادة 122 من الدستور البنيني لسنة 1990 المعدل في سنة 2019. تعتبر الرقابة على دستورية القوانين في هذا البلد أوسع نطاقا وأسهل تحريكا حيث تتوفر المحكمة الدستورية على العديد من الآليات لممارسة مهامها[31].

خاتمة:

ظهرت الدساتير الشكلية في الدول الغربية قصد وضع حد للحكم المطلق والمستبد من جهة، وتكريس وضمان الحقوق والحريات من جهة أخرى، لذلك وضعت آلية الرقابة على دستورية القوانين لفرض سمو الدستور على القوانين المختلفة الأقل مرتبة منه.

ما هي الفائدة من تدوين قائمة كبيرة من الحقوق والحريات في الدستور إذا كانت النصوص القانونية الأدنى مرتبة منه تنكرها ولا تجسدها في الميدان؟ هل يعتبر الحق غير القابل للتقاضي حقا بأتم معنى الكلمة؟

برهنت الرقابة على دستورية القوانين فعاليتها في التصدي للتجاوزات المختلفة التي ترتكبها الهيئات التي تتمتع بسلطة وضع القواعد الإنشائية. تعتبر المحكمة الدستورية، بصفة خاصة، الأداة الفعالة لتكريس الشرعية الدستورية وضمان الحقوق والحريات في الميدان، إنه تكريس لدولة الحق والقانون.

أما بالنسبة للتجربة الجزائرية في هذا المجال، نشير إلى الرصيد العملي للمجلس الدستوري طوال مدة نشاطه منذ سنة 1989 إلى يومنا هذا، الذي يشمل كل من الرقابة عن طريق الإخطار المباشر، والرقابة عن طريق الدفع بعدم الدستورية[32]. على هذا الأساس، يجب على المحكمة الدستورية الاستفادة من هذه التجربة العملية، بل يستلزم عليها المضي قدما لإثراء هذا التراث وتطويره لضمان سيادة الدستور والقانون لضمان تكريس الحقوق والحريات.

الهوامش:

(1)- بمجرد انتزاعها لاستقلالها من المستعمر الفرنسي سنة 1962 (1)، شرعت الجزائر في بناء دولتها الجديدة بدءا من القمة، حيث صادقت على أول دستور شكلي لها في 1963/9/08 (2)، ثم شرعت في بناء المؤسسات المركزية في انتظار انتخاب المؤسسات

المحلية. لكن أمام تدهور الأوضاع الدولية المحيطة بها، ثم نشوب نزاعات داخلية، أوقفت هذه الديناميكية السياسية، مما أدى إلى تجميد العمل بدستور سنة 1963 والدخول في مرحلة انتقالية ابتداء من سنة 1965، حيث أعطيت الأولوية لحماية الاقتصاد الوطني، لكي يشرع فيما بعد في بناء المؤسسات الدستورية من القاعدة إلى القمة. عملا بهذه الاستراتيجية الجديدة، انتخبت المجالس المحلية أولا حيث انتخبت المجالس الشعبية البلدية سنة 1967 ثم انتخبت المجالس الشعبية الولائية سنة 1969. أما انتخاب المؤسسات الدستورية المركزية، فلم يتكفل بذلك إلا بعد المصادقة على الدستور الشكلي الثاني المؤرخ في 1976/11/22 (3)، حيث نظمت الانتخابات الرئاسية والانتخابات التشريعية فيما بعد. عقب هذه المحطة بقليل، وجدت الجزائر نفسها أمام ضرورة إصلاح كل ما تم بناؤه سواء في المجال السياسي أو الاقتصادي، فعدل الدستور عدة مرات (منه عل الخصوص تعديل سنة 1989 وتعديل سنة 1996).

(2)- أنظر المادة 185 من دستور الجزائر لسنة 1996 المعدل والمتمم، خاصة التعديل الدستوري الصادر بمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 442/20/ مؤرخ في 2020/12/30 يتعلق بإصدار التعديل الدستوري المصادق عليه في استفتاء 2020/11/01، الجريدة الرسمية عدد 82 مؤرخ في 2020/12/30.

(3)- أنظر المادتين 63 و64 من دستور 1963/9/10 المنشور في الجريدة الرسمية عدد 64 مؤرخ في 1963/9/10.

(4)- لم يشر دستور سنة 1976 إلى أي شكل من أشكال الرقابة على دستورية القوانين، حيث اعتمد مبدأ الحزب الواحد وتوزيع السلطة السياسية إلى وظائف يهيمن عليها حزب جبهة التحرير الوطني، وليس إلى سلطات مستقلة فيما بينها، مما أدى إلى استبعاد هذا النوع من الرقابة الدستورية المعمول بها في الأنظمة الغربية بشكل أساسي. أنظر دستور 1976/11/22 الصادر بمقتضى الأمر رقم 97/76/مؤرخ في 1976/11/22 يتضمن إصدار دستور الجمهورية الجزائرية، الجريدة الرسمية عدد94 مؤرخ في 1976/11/24.

(5)- أنظر المواد من 153 إلى 159 من دستور سنة 1989 الصادر بمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 18/89/مؤرخ في 1989/02/28 يتضمن نشر التعديل الدستوري المصادق عليه بمقتضى استفتاء 1989/02/23، الجريدة الرسمية عدد 09 مؤرخ في 1989/3/01. أنظر المواد من 163 إلى 169 من دستور سنة 1996 الصادر بمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 438/96/ مؤرخ في 1996/12/07 يتضمن إصدار التعديل الدستوري المصادق عليه في استفتاء 1996/11/28 معدل في 2002، وفي 2008، وفي 2016 ثم في 2020/11/01 وهو آخر تعديل له.

(6)- أنيطت الرقابة على دستورية القوانين في دستوري 1989 و1996 قبل تعديل سنة 2020، بالمجلس الدستوري الذي انتقلت تشكيلته من 07 أعضاء في سنة 1989 إلى 09 أعضاء في سنة 1996، ثم إلى 12 عضوا في تعديل 2016. كلف المجلس الدستوري بالإضافة إلى الاختصاص الاستشاري والاختصاص القضائي الانتخابي بالرقابة على دستورية القوانين والتنظيمات والمعاهدات. مارس هذه الرقابة عن طريق الإخطار فقط

من سنة 1989 إلى سنة 2016، ثم أضيفت آلية الدفع بعدم الدستورية بمقتضى التعديل الدستوري لسنة 2016، التي دخلت حيز التطبيق في 2019/03/07.

(7)- أنظر المادة 192 من دستور سنة 1996 المعدل في سنة 2020، المرجع السابق.

(8)- منها المحكمة الدستورية الفدرالية في ألمانيا وفقا للمادة 94 وما بعدها من دستور سنة 1949، والمحكمة الدستورية في النمسا وفقا للمادة 147 من دستور سنة 1978، والمحكمة الدستورية في بولونيا وفقا للقانون المؤرخ في 1997/8/01، والمحكمة الدستورية في جمهورية البنين وفقا لدستور سنة 1990...الخ.

(9)- عبد الوهاب محمد رفعت: الرقابة على دستورية القوانين، المبادئ النظرية والتطبيقات الجوهرية، الدار الجامعية الإسكندرية 2010.

(10)- FAVOREU L: Les cours constitutionnelles, Que- sais-je PUF Paris 1992.

(11)- نشير على سبيل المقارنة إلى أن المحكمة الدستورية الفدرالية الألمانية تتشكل من 16 عضوا كلهم متخصصون في القانون. أما المحكمة الدستورية البولندية، تتشكل من 15 عضوا كلهم متخصصون في القانون حيث يجب أن تتوفر فيهم شروط التعيين في المحكمة العليا أو المحكمة العليا الإدارية. أما جمهورية البنين فعدد أعضاء المحكمة الدستورية فيها هو 07 أعضاء متخصصين في القانون.

(12)- نشير في هذا الصدد إلى شرط المهنية والتخصص في تشكيل المحكمة الدستورية في جمهورية البنين حيث منهم 03 قضاة لهم 15 سنة تجربة مهنية في القضاء، 2 عضوين من كبار أساتذة القانون أو من المهنيين الأكفاء في القانون، و2 شخصيتين وطنيتين كبيرتين. نلاحظ اشتراط المهنية والتخصص في المحكمة الدستورية الاسبانية التي يشترط في العضوية توفر تجربة عملية لمدة تتجاوز 15 سنة في مجال القانون والقضاء. نستنتج بأن التخصص والتجربة العملية في مجال القانون مشترطة بصفة أساسية لدى تشكيل أغلبية هذه المحاكم الدستورية.

(13)- يعتبر الدفع بعدم الدستورية في النظام الجزائري مقيدا بإحالته من طرف المحكمة العليا أو مجلس الدولة اللذان يعتبران بمثابة مصفاة لفرملة وتيرة تدفق القضايا على المحكمة الدستورية، وذلك عملا بالمادة 195 من الدستور. أما المحكمة الدستورية في جمهورية البنين، فنجد آليات ممارسة الإخطار فيها أوسع بكثير، حيث أن أي مواطن يمكنه رفع دعوى أمامها للدفاع عن حقوقه المكفولة في الدستور، كما تخطر هذه المحكمة وجوبيا من طرف رئيس الجمهورية أو أية جمعية مهنية أو أي مواطن في شأن أي نص تشريعي أو تنظيمي يمس حتما الحقوق والحريات وذلك طبقا للمادة 121 من دستور سنة 1990 المعدل في سنة 2019. كما نلاحظ نفس النظام في المحكمة الدستورية البولندية طبقا للقانون المؤرخ في 1997/8/01.

(14)- تكاد تشتبه اختصاصات المحاكم الدستورية في الأنظمة المقارنة، حيث تجمع بين الاختصاص الاستشاري والاختصاص القضائي الدستوري المرتبط برقابة دستورية

القوانين المصادق عليها من طرف البرلمان، كذلك التنظيمات والمعاهدات. فالمحكمة الفدرالية الألمانية، طبقا للدستور المؤرخ في 1949/5/23، والقانون المؤرخ في 1951/3/12، تسهر على احترام الدستور الفدرالي، خاصة ما يتعلق بالحقوق والحريات، ثم السهر على حسن سير السلطات العمومية. كما تختص في الفصل في طلب أي مواطن اعتدت على حقوقه وحرياته إحدى سلطات الدولة.

(15)- أنظر: **BURDEAU Georges ; L'Etat, éditions le Seuil Paris.**

(16)- أنظر: **CHEVALIER Jacques. L'Etat de droit, Montchrestien, Paris 1992.**

(17)- أنظر: **AYMAN Fathy Mohamed ; Le contrôle de constitutionalité des lois en France et en Egypte Thèse de doctorat, Ecole doctorale de droit Bordeaux et CRDEI 2015**

(18)- حول موضوع قانون الضبط بصفة عامة أنظر: **Marie-Anne-Frison-Roche ; Le droit de la régulation, Dalloz Paris 2001.**

(19)- حول موضوع سمو المعاهدات على القانون الوطني، أنظر: **KANOUN Nacira, TALEB Tahar ; La place des traités internationaux dans l'ordonnancement juridique national, Revue critique de droit et des sciences politiques N°02/2009.**

(20)- يعد مجال اختصاص المحكمة الدستورية الجزائرية واسعا جدا، حيث يجمع بين الاختصاص الاستشاري و الاختصاص الرقابي الدستوري والاختصاص القضائي الانتخابي، ثم الاختصاص التحكمي بين السلطات العمومية في شأن الخلافات التي تثور بينها. ويعد السهر على حماية وتكريس الحقوق والحريات أهم دور تتولاه هذه المحكمة، مقارنة باختصاص المجلس الدستوري الجزائري سابقا، راجع: نبالي فطة: دور المجلس الدستوري في حماية الحقوق والحريات مجال ممدود وحول محدود. رسالة دكتوراه في العلوم تخصص القانون جامعة تيزي وزو سنة 2010.

(21)- أنظر، **PATRICK Gaia ; le contrôle de conventionalité RFDC N°HS 2008 p 201et ss.**

(22)- نميز في هذا الصدد بين نظامين مختلفين حيث هنالك الأنظمة التي تأخذ بالدفع بعدم الدستورية فقط كآلية تسمح للمتقاضين الدفاع عن حقوقهم وحرياتهم المكفولة من طرف الدستور، كالنظام الجزائري والتونسي في دستور سنة 2014 والمملكة المغربية في دستور سنة 2011، والأنظمة التي تمزج بين النمطين أي الدعوى المباشرة أمام المحكمة الدستورية من جهة، والدفع بعدم الدستورية من جهة أخرى، كجمهورية البنين وبولندا في دستور سنة 1997 واسبانيا في دستورها لسنة 1978.

(23)- للمزيد حول فكرة الكتلة الدستورية، راجع: كايس شريف، الحقوق والحريات التي يضمنها الدستور، مؤلف جماعي حول القانون العضوي رقم 16/18 مؤرخ في

2018/9/02 يحدد شروط وكيفيات تطبيق الدفع بعدم الدستورية " تعليق مادة مادة"، النشر الجامعي الجديد، تلمسان 2020 ص 58 وما بعدها.

(24)- لقد عدل دستور فرنسا لسنة 1958 في سنة 2005 بمقتضى القانون الدستوري رقم 205/2005/ مؤرخ في 2005/3/01 حيث أدرج ميثاق حماية البيئة كقواعد مرجعية تشكل جزء من الكتلة الدستورية الفرنسية.

(25)- DENIZEAU Charlotte ; Existe-t-il un bloc de constitutionnalité LGDJ Paris 1997 .

(26)- راجع قرار المجلس الدستوري رقم 01/ق.ق مد/89 مؤرخ في 1989/8/20 يتعلق بقانون الانتخابات، الجريدة الرسمية عدد 36 مؤرخ في 1989/8/30.

(27)- راجع رأي المجلس الدستوري رقم 01/ر.ق مد/89/ مؤرخ في 1989/8/28 يتعلق بالنظام الداخلي للمجلس الشعبي الوطني، **www.conseil constitutionnel.dz**.

(28)- مؤلف جماعي حول القانون العضوي رقم 16/18 مؤرخ في 2018/9/02 ... مرجع سابق.

(29)- المرجع السابق.

(30)- راجع كايس شريف، المرجع السابق ص 58 وما بعدها.

(31)- أصدر المجلس الدستوري الجزائري منذ ممارسته لآلية الدفع بعدم الدستورية 04 قرارات جلها في المجال الجزائي، 02 في سنة 2019 و02 في 2020، للاطلاع عليها أنظر، **www.conseil constitutionnel.dz**

III- الجلســـــة الثانيـــــة:

اختصاصات المحكمة الدّستورية فى المجال الانتخابى، فض النزاعات بين السّلطات وتفسير الدّستور.

- اختصاصات المحكمة الدّستورية في المجال الانتخابي. السّيدة **شادية رحاب**، عضو المجلس الدستوري.
- اختصاصات المحكمة الدّستورية في المجال الانتخابي. **أ.د. عمار عباس**، جامعة معسكر.
- المحكمة الدّستورية في مجال فض النزاعات بين المؤسسات وتفسير الدّستور. **Pr. Francis Delpérée**، أستاذ فخري بالجامعة الكاثوليكية بلوفان، عضو فخري بمجلس الشيوخ البلجيكي. **(باللغة الفرنسية).**

اختصاص المحكمة الدستورية في المادة الانتخابية

السّيدة شادية رحاب،

عضو المجلس الدستوري

الملخص:

تعالج هذه الدراسة موضوع اختصاص المحكمة الدستورية في المادة الانتخابية، حسب الأمر رقم 21-01 مؤرخ في 10 مارس 2021، يتضمن القانون العضوي المتعلق بنظام الانتخابات.

تمارس المحكمة الدستورية رقابة على العمليات اللاحقة لعملية الاقتراع، فهي تنظر في الطعون التي تتلقاها حول النتائج المؤقتة للانتخابات الرئاسية والتشريعية والاستفتاء، تعلن النتائج النهائية لكل هذه العمليات، وكذلك الطعون المتعلقة بقرارات لجنة مراقبة تمويل الحملة الانتخابية.

بالإضافة إلى اختصاصها الذي يدخل ضمن الرقابة على العمليات اللاحقة لعملية الاقتراع، تمارس المحكمة الدستورية رقابة على العمليات السابقة لعملية الاقتراع، فهي تفصل في طعون المترشحين في حالة رفض ترشيحهم لرئاسة الجمهورية، تعتمد القائمة النهائية للمترشحين، وكذلك تثبت المانع الخطير أو وفاة مترشح بعد موافقتها على قائمة الترشيحات لهذه العملية.

Résumé:

Cette étude porte sur la compétence en matière électorale de la Cour constitutionnelle définie par l'Ordonnance n° 21-01 du 10 mars 2021 portant loi organique relative au régime électoral.

La Cour constitutionnelle exerce un contrôle a posteriori en matière électorale, elle examine les recours relatifs aux résultats provisoires des élections présidentielles, des élections législatives et du référendum et proclame les résultats définitifs de toutes ces opérations, elle examine les recours relatifs aux décisions de la commission de contrôle du financement de la campagne électorale.

Outre sa compétence après l'ouverture du scrutin, la Cour constitutionnelle intervient avant l'ouverture du scrutin pour statuer sur les recours introduits par les candidats, en cas de rejet de leurs candidatures à la Présidence de la République et valide la liste définitive des candidats. Elle constate l'empêchement grave ou le décès d'un candidat après la validation de la liste des candidats à cette élection.

مقدمة:

يستعمل مصطلح الاقتراع لوصف عملية انتخابية أو استفتائية[1]، وإذا كان الاقتراع حقا اساسيا وواجبا وطنيا، فهو يشكل العمود الفقري لأي ممارسة مشروعة للسلطة، وبما أن الديمقراطية مرتبطة بالاقتراع، حيث يعد الاقتراع جوهر كل عملية تحول ديمقراطي، فهو يتضمن عدة آليات لحل النزاعات الانتخابية، اللاحقة بكل عنصر من عناصرها، وتسمح تلك الآليات للناخبين والمرشحين والأحزاب السياسية بالتعبير عن هواجسهم ، ورفع كل ظلم يلحق بهم، ومن الضروري أن تنصّ الإجراءات المتعلقة بالنزاعات على المسار

[1]- المادة 2 (مطة 9)، من الأمر رقم 21-01، المؤرخ في26 رجب عام 1442 الموافق 10 مارس سنة 2021، يتضمن القانون العضوي المتعلق بنظام الانتخابات، الجريدة الرسمية بتاريخ 10 مارس 2021، عدد17، ص 9.

القانوني الواجب اتّباعه، ومراعاة مبدأ المساواة أمام القانون، وتوفير الضمانات الكاملة لمراعاة القانون، والتصدّي للانتهاكات بوضع تدابير فعّالة، وتندرج تلك الإجراءات بشكل عام ضمن الإطار القانوني للانتخابات، كما يجب أن تكون الآلية المعتمدة كفيلة بالفصل فوراً في النزاعات الناشئة باتخاذ القرارات المناسبة والمحايدة، وأن تلتزم بالقوانين الانتخابية، و أن تتسم بالاستقلالية والموضوعية، وأن تضطلع بمهمتها بطريقة مهنية، لذا فقد اسندت هذه المهمة في تعديل قانون الانتخابات، الذي تم بناء على الأمر رقم **21-01** المؤرخ في **10** مارس **2021**، يتضمن القانون العضوي المتعلق بنظام الانتخابات، إلى هيئتين، المحكمة الإدارية التي تنظر في الطعون المتعلقة بقوائم اعضاء مكاتب التصويت والأعضاء الإضافيين، وفي الطعون المتعلقة بانتخاب أعضاء المجالس الشعبية البلدية والولائية، وكذا الطعون المتعلقة بالترشيح للانتخابات التشريعية [2]، و المحكمة الدستورية، فيما يتعلق بالطعون في النتائج المؤقتة للانتخابات الرئاسية والانتخابات التشريعية والاستفتاء، والطعون المتعلقة بالترشح للانتخابات الرئاسية وتلك المتعلقة بقرارات لجنة مراقبة تمويل الحملة الانتخابية.

غير أنه تجدر الإشارة، إلى أن المحكمة الدستورية، بموجب الأمر رقم **21-01**، السالف الذكر، تمارس رقابة في مجال الطعون الانتخابية بعد إجراء العمليات الانتخابية وعند إعلان نتائجها ولا تمارس رقابة على الأعمال التمهيدية للعملية الانتخابية، أي بتعبير بعض الفقه أن رقابة المحكمة الدستورية تقتصر على الأفعال التي من شأنها التأثير في

[2] - المرجع نفسه، المواد 129 (7، 8، 9، 10، و11)، 186(3، 4، 5، 6، 7، 8، 9، و10)، و206 (3، 4، 5، 6، 7، 8، و9).

نتيجة الانتخاب في حالة استخدام وسائل مخالفة للقانون في الدعاية الانتخابية أو حدوث اضطرابات من شأنها التأثير على الجو العام للانتخابات أو الإخلال بالقواعد المنظمة لعملية التصويت كما تشمل رقابة المحكمة الدستورية إجراءات الفرز وإعلان النتيجة، أي أن المحكمة الدستورية يمتد اختصاصها الانتخابي إلى كل ما من شأنه التأثير في نتيجة الانتخابات[3].

بعيدا عن أي طموح في الإلمام بالموضوع والإحاطة بكافة جوانبه، فإن دراسة آليات الطعن أمام المحكمة الدستورية في هذا العمل تتمحور حول الآلية المناسبة التي تمكن أي مترشح من الطعن أمام المحكمة الدستورية، لذلك طرحنا الإشكال التالي: فيما يتمثل الجديد الذي أتى به تعديل النظام الانتخابي في مجال الرقابة الدستورية في المجال الانتخابي سواء في مجال الطعن أو إعلان النتائج النهائية؟

- رقابة المحكمة الدستورية على العمليات السابقة لعملية الاقتراع:

تمارس المحكمة الدستورية رقابة على العمليات السابقة لعملية الاقتراع التالية:

- الفصل في طعون المترشحين في حالة رفض ترشيحهم لرئاسة الجمهورية؛

- واعتماد القائمة النهائية للمترشحين لرئاسة الجمهورية؛

[3]- بن ناصف مولود، رسالة لنيل شهادة دكتوراه علوم في القانون العام، "الضمانات القانونية لحماية العملية الانتخابية في الجزائر"، جامعة الجزائر-1 -بن يوسف بن خدة، السنة الجامعية 2017-2018، ص 200، نقلا عن أنور رسلان، الاختصاص بالفصل في صحة العضوية البرلمانية، وحدود اختصاص مجلس الشعب، دار النهضة العربية، القاهرة، 2000، ص55.

- وإثبات المانع الخطير أو وفاة مترشح بعد موافقتها على قائمة الترشيحات لانتخاب رئيس الجمهورية.

1. رقابة المحكمة الدستورية في مجال الطعون في قرارات رفض طلب التصريح بالترشح لرئاسة الجمهورية:

يحق للسلطة المستقلة للانتخابات رفض طلب التصريح بالترشح لرئاسة الجمهورية إذا لم تتوفر في مقدم طلب التصريح بالترشح الشروط المنصوص عليها في الأمر رقم 21-01، المتضمن القانون العضوي المتعلق بنظام الانتخابات، لا سيما تلك المتعلقة بالآجال لتقديم طلب التصريح بالترشح أو بالملف والوثائق المرفقة به، أو بالكفالة، أو بالأهلية المنصوص عليها في المادة 87 (ف 4) من الدستور، أو غيرها من الشروط القانونية.

وتختص المحكمة الدستورية بالنظر في الطعون في القرارات الصادرة عن السلطة المستقلة للانتخابات بخصوص الترشح لرئاسة الجمهورية.

أ. إجراءات تقديم الطعن:

يجب تقديم الطعن ممن له الصفة أو المصلحة وفي الآجال القانونية المضبوطة في القانون الانتخابي وإلا رفض الطعن شكلا.

يرفع الطعن في قرار رفض طلب التصريح بالترشيح لرئاسة الجمهورية من طرف كل من تتوفر فيه صفة مترشح، علما أن حق الطعن في قرار رفض طلب التصريح محصور في المترشح وحده.

يتم الطعن في قرار رفض طلب التصريح بالترشيح لرئاسة الجمهورية الصادر عن السلطة المستقلة للانتخابات في أجل أقصاه ثمان وأربعون (48) ساعة من ساعة تبليغه[4].

ب. الإجراءات أمام المحكمة الدستورية:

- تقديم الطعن:

يودع الطعن في قرار رفض طلب التصريح بالترشيح لرئاسة الجمهورية لدى المحكمة الدستورية.

- أجال الفصل:

تبت المحكمة الدستورية في الطعن في أجل أقصاه سبعة (7) أيام من تاريخ إرسال آخر قرار للسلطة المستقلة للانتخابات.

الملاحظ أن تعديل القانون العضوي المتعلق بنظام الانتخابات لم يتطرق إلى آلية الطعن في قرار قبول الترشح، إذ يضطر المترشح المتنافس أو الناخب إلى الطعن في ترشح شخص ما إلى رئاسة الجمهورية لا تتوفر فيه الشروط القانونية المفروضة.

2. رقابة المحكمة الدستورية في مجال اعتماد القائمة النهائية للمترشحين لانتخاب رئيس الجمهورية:

تعتمد المحكمة الدستورية القائمة النهائية للمترشحين لانتخاب رئيس الجمهورية، في أجل أقصاه سبعة (7) أيام، مع مراعاة أحكام المادة 95 من الدستور.[5] مع وجوب نشر

[4]- المادة 252 (ف 2) من الأمر رقم21- 01 ، المرجع السابق.

قرارها في الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية[6]، ويكون قرارها نهائيا بطبيعته وغير قابل للطعن والمحكمة غير ملزمة بتعديله.

3. رقابة المحكمة الدستورية في مجال إثبات المانع الخطير أو وفاة مترشح بعد موافقتها على قائمة الترشيحات لهذه العملية:

قد يحدث بعد اعتماد المحكمة الدستورية الترشيحات للانتخابات الرئاسية أن يتوفى أحد المترشحين أو يحدث له أي مانع آخر، فماهي الكيفية التي تتم بها الانتخابات الرئاسية في هذه الحالة؟

هذا التساؤل أجابت عنه المادة 255 المستحدثة بموجب الأمر رقم 21-01، المتضمن القانون العضوي المتعلق بنظام الانتخابات، إذ منحت للمحكمة الدستورية حق إثبات المانع الخطير أو وفاة مترشح بعد موافقتها على قائمة الترشيحات للانتخابات الرئاسية، ونشرها في الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية، ويؤجل تاريخ الاقتراع لمدة أقصاها خمسة عشر (15) يوما.

- رقابة المحكمة الدستورية على العمليات اللاحقة لعملية الاقتراع:

تمارس المحكمة الدستورية رقابة على العمليات اللاحقة لعملية الاقتراع التالية:

- النظر في الطعون التي تتلقاها حول النتائج النهائية للانتخابات الرئاسية والتشريعية والاستفتاء، وإعلان النتائج النهائية لكل هذه العمليات؛

- والنظر في الطعون المتعلقة بقرارات لجنة مراقبة تمويل الحملة الانتخابية.

---

[5]- تنص الماد 95 من الدستور على أنه" عندما ينال ترشيح للانتخابات الرئاسية موافقة المحكمة الدستورية، لا يمكن سحبه إ لا في حالة حصول مانع خطير تثبته المحكمة الدستورية قانونا أو في حالة وفاة المترشح المعني".

[6]- المادة 252- (ف 4 و5) من الأمر رقم21-01، المرجع السابق.

1. رقابة المحكمة الدستورية في مجال الطعون التي تتلقاها حول النتائج المؤقتة للانتخابات الرئاسية، والتشريعية والاستفتاء وإعلان النتائج النهائية لهذه العمليات :

أصبحت المحكمة الدستورية مند نشر التعديل الدستوري في الجريدة الرسمية هي الجهة المختصة بالفصل في الطعون التي تتلقاها حول نتائج الانتخابات الرئاسية، والتشريعية والاستفتاء، بعد أن كان المجلس الدستوري يمارس هذا الاختصاص لمدة سنوات،[7]

ويرى بعض الفقهاء في فرنسا أن اختصاص رقابة صحة الانتخابات الرئاسية، والتشريعية والطعون المتعلقة بها لا علاقة له برقابة دستورية القوانين، بل يرتقي إلى الرقابة على تكوين "السلطات الدستورية" في الدولة، وهذه الرقابة هي ذات طابع قضائي دون أدنى شك، وظيفتها الإشراف على سلامة الانتخابات الرئاسية والنيابية، وهذه الوظيفة جد مهمة كونها تتصل بالحياة العامة في الدولة[8]، وبهذه الوظيفة تعتبر المحكمة الدستورية

[7]- المادة 191 من المرسوم الرئاسي رقم 442- 20، المؤرخ في15 جمادى الأولى عام 1442، الموافق 30 ديسمبر 2020، يتعلق بإصدار التعديل الدستوري، المصادق عليه في استفتاء أول نوفمبر 2020، الجريدة الرسمية بتاريخ 30 ديسمبر 2020، عدد 82.

[8]- بن ناصف مولود، المرجع السابق، ص 197، نقلا عن،

François Luchaire, Le conseil Constitutionnel, Edition Economica, Tome I, Paris, 1980, pp 279 à 295.

ضامنا أساسيا لمسألة التعبير عن الإرادة الشعبية من خلال رقابة انتخابات رئاسة الجمهورية وانتخابات الهيئة التشريعية[9].

فالطعن الناشئ عن الانتخابات يحصل خلال مراجعة ذات طابع شخصي بين مترشحين أو أكثر و هو نزاع يدخل ضمن اختصاص المحكمة الدستورية بدليل ورود في المادة 191 من الدستور" تنظر المحكمة الدستورية في الطعون التي تتلقاها حول النتائج المؤقتة للانتخابات الرئاسية و الانتخابات التشريعية....."، فاستنادا لهذه المادة فإنه يمكن أن تكون نتائج العملية الانتخابية محل نزاع يطال إجراءات وصحة هذه العملية، وفي حال حصول النزاع حول صحة الانتخابات سواء تعلقت بالانتخابات الرئاسية أو التشريعية أو عملية استفتائية فإن هذا النزاع يرفع لدى المحكمة الدستورية حسب المادة 259 من الأمر رقم 21-01، المتضمن القانون العضوي المتعلق بنظام الانتخابات ، بالنسبة لنزاعات الانتخابات الرئاسية والاستفتائية والمادة 209، من نفس الأمر، بالنسبة لنزاعات الانتخابات التشريعية، وطالما أن المحكمة الدستورية هي القاضي الطبيعي للنظر في الطعون الانتخابية وتحديدا في مصداقية نتائج هذه العمليات الانتخابية بالذات، فإنها تبسط رقابتها على الطعون بصحة هذه الانتخابات أو تلك بمجرد أن ينازع فيها صاحب الحق وذلك عن طريق الفصل وبالتالي البت في نظامية ومصداقية هذه أو تلك.[10]

[9] - بن ناصف مولود، المرجع السابق، ص 197، نقلا عن زهير شكر، الوسيط في القانون الدستوري اللبناني، المجلد2، طبعة 2006، منشورات الدار لجامعة، بيروت، لبنان، ص 114.

[10]- بن ناصف مولود، المرجع السابق، ص 198 نقلا عن :

J.P Charmay, Le contrôle de la régularité des élections parlementaire, édition L.G.D.J , Paris, 1964.

أ.رقابة المحكمة الدستورية في مجال الطعون التي تتلقاها حول نتائج الانتخابات الرئاسية:

كفل الأمر رقم 21-01، المتضمن القانون العضوي المتعلق بنظام الانتخابات، كل مترشح أو ممثله المؤهل قانونا حق الطعن فيما يتعلق بصحة نتائج الانتخابات الرئاسية.

أ.1. كيفية تقديم الطعن:

اشترط الأمر رقم 21-01، المتضمن القانون العضوي المتعلق بنظام الانتخابات، على كل مترشح أو ممثله المؤهل قانونا، إدراج احتجاج في محضر الفرز الموجود في مكتب التصويت[11]، قبل إيداع الطعن المتعلق بالنتائج المؤقتة لدى أمانة ضبط المحكمة الدستورية في أجل الثماني والأربعين (48) ساعة التي تلي إعلان النتائج المؤقتة[12]، تحت طائلة رفض الطلب شكلا.

أ.2. أطراف الطعن:

حدد المشرع الأطراف التي لها الحق في الطعن في صحة النتائج المتعلقة بالانتخابات الرئاسية، حيث يقدم الطعن في خصوص النتائج المصرح بها من قبل المترشح أو ممثله المؤهل قانونا، مهما كانت مرتبته في ترتيب مجموع الأصوات التي نالها.

إذن تمتلك المحكمة الدستورية صلاحية النظر في الأسباب القانونية المقدمة من الطاعن في النتائج الخاصة بالانتخابات الرئاسية، وهي بذلك تفصل في نزاع ناشئ بين مرشح طاعن في

[11]- المادة 258 (ف1) من الأمر رقم21-01، المرجع السابق.
[12] - المرجع نفسه، المادة 259 (ف4).

نتائج الانتخابات الرئاسية ومرشح مطعون في فوزه بالاستناد الى أسباب طعن واردة في المراجعة ووثائق ومستندات مرفقة بها، بحيث يكون لكل طعن خصوصيته وظروفه، وهذا ما يترجم مبدأ ثنائية المراجعة الذي يشكل مبدأً من المبادئ والقواعد الأساسية التي كرسها التعديل الدستوري، والذي لا يتعارض مع احتمال فوز مرشح لم يكن أصلا طرفا في النزاع نتيجة لقرار الابطال ذلك أن البطلان لا يطال سوى المترشح المنتخب المطعون في صحة انتخابه، حيث أن للمحكمة، في ظل تعديل القانون الانتخابي، صلاحية إعادة بقرار معلل صياغة محاضر النتائج المعدة، واعلان فوز أحد المترشحين الآخرين، مما قد يؤدي الى فوز مترشح غير مقدم الطعن.

أ.3. شكل الطعن:

مكّن المشرع مترشحا أو ممثله المؤهل قانونا (المترشحين للانتخابات المذكورة الذين ادرجت اسماؤهم ضمن القائمة النهائية للانتخابات الرئاسية) من الطعن في صحة عمليات التصويت بمجرد إ يداع طلبه لدى أمانة ضبط المحكمة الدستورية، بشرط أن يطعن في صحة عمليات التصويت بإدراج احتجاجه في محضر الفرز الموجود في مكتب التصويت، وإخطار السلطة المستقلة فورا بهذا الاحتجاج للبت فيه.

غير أنه تقوم المحكمة الدستورية بإشعار المترشح المعلن فائزا بالانتخابات الرئاسية الذي اعترض على انتخابه ليقدم مذكرة كتابية خلال أجل اثنتين وسبعين (72) ساعة، ابتداء من تاريخ تبليغه.[13]

[13]- المادة 259 (ف5) من الأمر رقم21-01، المرجع السابق.

أ.4. لآجال الاجرائية:

أحاط الأمر رقم 21-01 المتضمن القانون العضوي المتعلق بنظام الانتخابات، دراسة الطعن من قبل المحكمة الدستورية بآجال إجرائية وجيزة في كل من مراحلها، من تقديم الطعن، والفصل فيه، وإعلان النتائج النهائية للانتخابات.

- ميعاد تقديم الطعن:

منح المشرع في ظل الأمر رقم 21-01، المتضمن القانون العضوي المتعلق بنظام الانتخابات، المترشح أو ممثله المؤهل قانونا للطعن في صحة انتخاب مترشح فائز برئاسة الجمهورية، مهلة الثماني والأربعين (48) ساعة القانونية التي تلي إعلان النتائج المؤقتة، والتي تستوجب عدم احتساب اليوم الذي تعلن فيه نتائج الانتخاب في احتساب الأجل.

والسؤال الذي يطرح هل يمكن قبول الطعن بعد انتهاء الآجال القانونية لسبب جديد يتعلق بالنظام العام؟

حصر الأمر رقم 21-01، السالف الذكر، النظر في الأسباب القانونية المقدمة من الطاعن، إلا أنه لم يتطرق للأسباب المتعلقة بالنظام العام، فهل يرفض الطعن بعد انتهاء الآجال القانونية لسبب جديد يتعلق بالنظام العام؟

- ميعاد الفصل في الطعون:

تبت المحكمة الدستورية في الطعون المقدمة أمامها خلال الثلاثة (3) أيام القانونية، من تاريخ استلامها الطعون.[14]

[14]- المادة 260 (ف1)، من الأمر رقم21-01، المرجع السابق.

ويبرر هذا الأجل سرعة العملية الانتخابية وما تتطلبه من ضرورة الفصل فيها ضمن آجال قصيرة، باعتماد إجراءات بسيطة ودون مصاريف تحاشيا لما قد ينجم عن التأخير في الفصل من شكوك حول صحة الانتخابات.

- ميعاد إعلان النتائج النهائية:

يسري أجل عشرة (10) أيام لإعلان النتائج النهائية للانتخابات الرئاسية ابتداء من تاريخ استلامها المحاضر من قبل رئيس السلطة المستقلة للانتخابات، [15]غير أنها تُعين عند الاقتضاء المترشحين الاثنين اللذين تدعوهما للمشاركة في الدور الثاني من الاقتراع، ويحدد تاريخ الدور الثاني للاقتراع باليوم الخامس عشر(15) بعد إعلان المحكمة الدستورية نتائج الدور الأول، على ألا تتعدى المدة القصوى بين الدور الأول والثاني ثلاثين (30) يوما.[16]

وقد يحدث في الدور الثاني للانتخابات الرئاسية أن يتوفى أحد المؤهلين لهذا الدور أو يحدث له أي مانع آخر، فماهي الكيفية التي تتم بها الانتخابات الرئاسية في هذه الحالة؟

هذا التساؤل أجابت عنه الفقرة الثالثة من المادة 95 المستحدثة بموجب المرسوم الرئاسي رقم 20- 442، يتعلق بالتعديل الدستوري إذ منحت للمحكمة الدستورية حق الإعلان على وجوب إجراء كل العمليات الانتخابية من جديد، وتمدد في هذه الحالة آجال تنظيم انتخابات جديدة لمدة أقصاها ستون(60) يوما.

[15]- المادة 260 (ف2).المرجع نفسه،
[16]- المرجع نفسه، المواد 256 و257.

ومع ذلك، فإن المجلس الدستوري وهو يراقب دستورية الأمر رقم 21-01، المتضمن القانون العضوي المتعلق بنظام الانتخابات، عند تأويله للمادة 260، أعتبر في رأيه، أن اختصاص المحكمة الدستورية في إعلان النتائج النهائية سواء في حالة تلقيها الطعون والفصل فيها أو في حالة عدم تلقيها أي طعن بشأنها، فإنه يعود لها في كل الأحوال إعلان النتائج للانتخابات الرئاسية.[17]

أ.5. مضمون القرارات الصادرة عن المحكمة الدستورية:

لم يحدد المشرع مضمون القرارات الصادرة عن المحكمة الدستورية في نظرها للطعون المقدمة أمامها إلا أنها لا تخرج عن رفض الطعن أو إعادة صياغة محاضر النتائج المعدة.

-رفض الطعن:

يمكن للمحكمة الدستورية أن تصدر قرارها برفض الطعن إذا شاب هذا الأخير أحد العيوب الشكلية، كعدم إدراج احتجاجه في محضر الفرز الموجود في مكتب التصويت، كما يمكن رفضه موضوعا لعدم التأسيس.

- إعادة صياغة محاضر النتائج المعدة:

يمكن للمحكمة الدستورية أن تفصل بإعادة صياغة محاضر النتائج في حالة اكتشافها لأخطاء في فرز الأصوات، أو ثبوت حالة غش من شأنها التأثير على نتيجة

[17] - قرار رقم 16/ ق.م.د/ 21 المؤرخ في 26 رجب عام 1442، الموافق 10مارس 2021، يتعلق بمراقبة دستورية الأمر
المتضمن القانون العضوي المتعلق بنظام الانتخابات، الجريدة الرسمية بتاريخ 10 مارس 2021، عدد 17، ص 3.

الانتخاب، ويكون قراراها نهائيا، وملزما للجميع، وهو نافذ بأثر مباشر، أي من تاريخ صدوره، وتعتبر محاضر النتائج المعدة باطلة من تاريخ صدور القرار، هذا ويلاحظ أن قرار المحكمة الدستورية بإعادة صياغة محاضر النتائج المعدة لا يلغي في ذلك الانتخابات الرئاسية، وإنما يقرر بإعادة صياغة محاضر النتائج المعدة.

لم ينص المشرع في ظلّ الأمر رقم 21-01، المتضمن القانون العضوي المتعلق بنظام الانتخابات، على أن تفصل المحكمة الدستورية، باعتبارها الهيئة المخولة بالفصل في مشروعية عمليات التصويت، بإلغاء الانتخاب أو عدم صحته بالنسبة لانتخاب رئيس الجمهورية، كما أنه لم يحدد كيفية اللجوء مباشرة إلى المحكمة الدستورية بالنسبة للطعون التي تتضمن طلبات بإلغاء انتخاب.

وخلاصة القول بشأن دور المحكمة الدستورية في حماية العملية الانتخابية الرئاسية، إجراءات الطعن في الانتخابات الرئاسية، نلاحظ أن هناك نقصا في المعالجة القانونية لهذه المسألة فالنصوص جاءت مقتضبة ولم تشر إلى الآجال للفصل في الاحتجاج، أما آجال تسجيل الاحتجاج فتكاد تكون معدومة فالاحتجاج حسب القانون يجب أن يسجل في مكتب التصويت أي في نفس يوم التصويت.

ب. رقابة المحكمة الدستورية في مجال الطعون التي تتلقاها حول نتائج الانتخابات التشريعية:

بعد إعلان النتائج المؤقتة للانتخابات التشريعية من قبل رئيس السلطة المستقلة للانتخابات، تبدأ مرحلة الطعون المقدمة من قوائم مترشحين للانتخابات التشريعية،

والمترشحين، والاحزاب المشاركة في هذه الانتخابات، الذين يطعنون من خلالها في صحة إجراءات عمليتي التصويت والفرز، وصحة تعبير نتيجة الانتخابات عن الإرادة الحقيقية للناخبين، مما يكون قد شابها من تدليس أو اكراه أو ضغط.

وخلال هذه المرحلة تكون الثقة أكبر في أحكام المحكمة الدستورية باعتبارها عنوانا للحق وتجسيدا للعدالة، من خلال القرار التي تصدره، الذي قد يكشف الزيف الذي لحق نتائج الانتخابات والقيام إما بإلغاء الانتخاب المتنازع فيه أو بإعادة صياغة محاضر النتائج المعدة، بما يتفق والحقيقة، وإعلان المترشح المنتخب قانونا.

وقد خص المؤسس الدستوري المحكمة الدستورية بالنظر في الطعون في النتائج المؤقتة للانتخابات التشريعية (المجلس الشعبي الوطني ومجلس الأمة)، وبالإعلان عن النتائج النهائية، وهو ما ذهبت إليه صراحة المادة 191 من الدستور، وبذلك يكون للمحكمة الدستورية دور في إعلان النتائج النهائية للانتخابات التشريعية.

ويقتصر دور المحكمة الدستورية على عمليات الاقتراع دون العمليات التحضيرية التي تظل من اختصاص المحاكم الإدارية المختصة إقليميا أو المحاكم الإدارية للاستئناف المختصة إقليميا، إذا كان هناك طعن في حكم المحاكم الإدارية، ويكون قرار المحاكم الإدارية للاستئناف غير قابل لأي شكل من أشكال الطعن،[18]

[18]- المادة 206، من الأمر رقم 21- 01 ، المرجع السابق.

ب.1. كيفية تقديم الطعن:

أشترط الأمر رقم 21-01، المتضمن القانون العضوي المتعلق بنظام الانتخابات، على كل قائمة مـترشحين لانتخابات المجلس الشعبي الوطني، وكل مترشح، وكل حزب مشارك يطعن في هذه الانتخابات، وعلى كل مترشح مشارك يطعن في اقتراع مجلس الأمة، تقديم طلب في شكل عريضة،[19] تحت طائلة رفض الطلب شكلا.

ب.2. أطراف الطعن:

يكون الطعن محصورا بين المترشح الطاعن في نتائج الانتخابات أو قائمة المترشحين لانتخابات المجلس الشعبي الوطني الطاعنة في نتائج الانتخابات أو حزب مشارك في هذه الانتخابات طاعن في نتائج الانتخابات والنائب الفائز، أيًا كانت مرتبتهم في ترتيب مجموع الأصوات التي نالها، وفقا للمادة 209(ف3)، من الأمر رقم 21-01، المتضمن القانون العضوي المتعلق بنظام الانتخابات، أما بالنسبة للطعن المتعلق بالنتائج المؤقتة لانتخابات مجلس الأمة، فيكون محصورا بين المترشح الخاسر، أيا كانت مرتبته في ترتيب مجموع الأصوات التي نالها والعضو الفائز، وفقا للمادة 240 من الأمر رقم 21-01، السالف الذكر.

وبذلك تفصل المحكمة الدستورية في نزاع ناشئ بين مترشح طاعن ونائب أو عضو مطعون في صحة نيابته، ما قد يؤدي إلى فوز مترشح لم يكن أصلا طرفا في النزاع نتيجة لقرار الابطال إذ ان البطلان لا يطال سوى نيابة المترشح المطعون في صحة نيابته، الا ان للمحكمة، في ظل الأمر رقم 21-01، السالف الذكر، أن تصدر قرارا معللا إما بإلغاء

[19]- المرجع نفسه، المواد 209 (ف 3)، و 240.

الانتخاب المتنازع فيه أو إعادة صياغة محاضر النتائج المعدة، واعلان فوز المترشح المنتخب قانونا[20]، مما قد يؤدي الى فوز مرشح غير مقدم الطعن.

غير أن اعتماد طريقة الاقتراع النسبي، في الأمر رقم 21-01، المتضمن القانون العضوي المتعلق بنظام الانتخابات، مع ضرورة عدم انتظام المترشحين ضمن القائمة المفتوحة، وبتصويت تفضيلي دون مزج[21]، قد ينتج عنه عواقب غير متوقعة على إبطال نيابة ضمن قائمة معينة، وقد ينعكس سلبا على نيابة مترشحين آخرين من قوائم أخرى، لذا فقد نصت المادة 215 من الأمر رقم 21-01، السالف الذكر، على أنه" دون الإخلال بالأحكام الدستورية والتشريعية السارية المفعول، يستخلف النائب بعد شغور مقعده بسبب الوفاة أو الاستقالة، أو حدوث مانع شرعي له أو الإقصاء، أو التجريد من عهدته الانتخابية أو بسبب قبوله وظيفة من الوظائف المنصوص عليها في القانون العضوي المحدد لحالات التنافي مع العهدة البرلمانية، بالمترشح المتحصل على أكبر عدد من الأصوات بعد المترشح الأخير المنتخب في القائمة، للمدة المتبقية من العهدة النيابية"، مما يطرح السؤال إذا كانت المادة 215 من الأمر رقم 21-01، السالف الذكر، تفرض على المحكمة الدستورية استخلاف النائب بعد شغور مقعده بالمترشح المتحصل على أكبر عدد من الأصوات بعد المترشح الأخير المنتخب في القائمة، فهل يمكن للمحكمة الدستورية إعادة الانتخاب بالنسبة للمقعد الشاغر نتيجة قراراها بإبطال النيابة، طبقا للقواعد المتبعة في الانتخابات الجزئية، مع استبعاد الخيار الأخر المتمثل في الإعلان على فوز مترشح أخر؟

[20]- المرجع نفسه، المواد 210 (ف2)، و241 (ف 2).
[21]- المادة 191 (ف1)، من الأمر رقم21- 01، المرجع السابق .

أم أن للمحكمة الدستورية أن تكيف خياراتها طبقا لخصوصية كل قضية تعرض عليها وظروفها؟

ب.3. شكل الطعن :

تعد مرحلة التصويت الأهم في سير العملية الانتخابية، و هذه المرحلة قد تتخللها عدة تجاوزات أو مخالفات منها ما يتصل بصحة وسلامة التصويت، ومنها ما يتصل بحسن سير عملية التصويت، وفي هذا الصدد منح المشرع لكل قائمة مترشحين لانتخابات المجلس الشعبي الوطني ، ولكل مترشح، ولكل حزب مشارك في انتخابات المجلس الشعبي الوطني الحق في الطعن في النتائج المؤقتة، بتقديم طلب في شكل عريضة لدى المحكمة الدستورية، وهذا طبقا لنص الفقرة 3، من المادة 209، من الأمر رقم 21-01، المتضمن القانون العضوي المتعلق بنظام الانتخابات ، ولكل مترشح في انتخابات مجلس الأمة الحق في الاعتراض على نتائج الإقتراع بتقديم طعن لدى كتابة ضبط المحكمة الدستورية، وهذا طبقا لنص المادة 240، من نفس الأمر.

ب.4. الآجال الاجرائية :

أحاط الأمر رقم 21-01، المتضمن القانون العضوي المتعلق بنظام الانتخابات، دراسة الطعن من قبل المحكمة الدستورية بآجال إجرائية وجيزة في كل من مراحلها، من تقديم الطعن والفصل فيه، وإعلان النتائج النهائية للانتخابات.

- ميعاد تقديم الطعن:

يسري أجل الثماني والأربعين (48) ساعة الموالية لإعلان النتائج المؤقتة، من أجل الطعن في صحة انتخاب مترشح فائز بمقعد في المجلس الشعبي الوطني،[22] وتشعر المحكمة الدستورية القائمة المعترض على فوزها أو المترشح المعترض على فوزه لتقديم مذكرة كتابية في شكل عريضة إلى المحكمة الدستورية في أجل اثنتين وسبعين (72) ساعة من تاريخ إيداع الطعن.[23]

ويسري أجل الأربع والعشرين (24) ساعة التي تلي إعلان النتائج المؤقتة، للطعن في صحة انتخاب عضو في مجلس الأمة.[24]

- ميعاد الفصل في الطعون :

يسري أجل ثلاثة (3) أيام بعد انقضاء أجل اثنتين وسبعين (72) ساعة من تاريخ إيداع الطعن الممنوح للقائمة المعترض على فوزها أو المترشح أو الحزب المعترض على فوزه لتقديم مذكرة كتابية إلى المحكمة الدستورية، للفصل في الطعون المتعلقة بصحة انتخاب مترشح فائز بمقعد في المجلس الشعبي الوطني،[25] وأجل ثلاثة (3) أيام للفصل في الطعون المتعلقة بصحة انتخاب مترشح فائز في الانتخابات مجلس الأمة.[26]

---

[22]- المادة 209 (ف3)، من الأمر رقم 21- 01، المرجع السابق.
[23]- المادة 209 (ف4)، المرجع نفسه.
[24]- المادة 240، المرجع نفسه.
[25] - المادة 210 (ف1)، المرجع نفسه.
[26]- المادة 241 (ف1)، المرجع نفسه.

-ميعاد إعلان النتائج النهائية:

يسري أجل عشرة (10) أيام لإعلان النتائج النهائية لانتخابات المجلس الشعبي الوطني من تاريخ استلامها المحاضر من قبل رئيس السلطة المستقلة للانتخابات، ويمكن، عند الحاجة، تمديد هذا الأجل إلى ثمان وأربعين (48) ساعة بقرار من رئيس المحكمة الدستورية،[27] وأجل عشرة (10) أيام لإعلان النتائج النهائية من تاريخ استلامها النتائج المؤقتة، بالنسبة لانتخابات مجلس الأمة[28].

أ.5. مضمون القرارات الصادرة عن المحكمة الدستورية

يمكن للمحكمة الدستورية في نظرها للطعون المقدمة أمامها أن تصدر قرارا إما بإلغاء الانتخابات أو رفض الطعن أو إعادة صياغة محضر النتائج المعدة.

قرار المحكمة الدستورية في الطعن في نتائج الانتخابات التشريعية المقدم إليها نهائي وملزم للسلطات كافة، وهو نافذ بأثر مباشر أي من تاريخ صدور القرار.

فإذا قضت المحكمة الدستورية بقرار معلل بإلغاء الانتخاب المتنازع فيه أو بإعادة صياغة محضر النتائج المعد، تعتبر الانتخابات المتنازع فيها إما باطلة أو يعاد صياغة محضر النتائج من تاريخ صدور القرار.

- رفض الطعن :

يمكن للمحكمة الدستورية أن تصدر قرارا برفض الطعن إذا شاب هذا الأخير أحد العيوب الشكلية، كانعدام صفة المترشح في صاحب الطعن، أو رفضه موضوعا لعدم التأسيس.

---

[27]- المادة 211 من الأمر رقم 21- 01، المرجع السابق.

[28]- المادة 241 (ف 3)، المرجع نفسه .

- إلغاء الانتخاب المتنازع فيه أو إعادة صياغة محاضر النتائج المعدة :

لم يوضح المشرع في ظلّ الأمر رقم 21-01، المتضمن القانون العضوي المتعلق بنظام الانتخابات، الإجراءات التي تتبعها المحكمة الدستورية، في ظل غياب قواعد عملها، بالنسبة للقرارات التي تفصل فيها المحكمة بإلغاء، إذا تبين لها أن الطعن مؤسس، واكتفى بالعبارة التالية" تصدر قرارا معللا بإلغاء الانتخاب المتنازع عليه"، أو العبارة التالية " يمكنها بقرار معلل إما أن تلغي الانتخاب المعترض عليه.....".

ويعتبر الطعن في نتائج الانتخابات التشريعية أمام المحكمة الدستورية بمثابة دعوى إلغاء، حيث يمكن للمحكمة أن تصدر قرارا معللا بإلغاء الانتخاب المتنازع فيه أو بإعادة صياغة محاضر نتائج انتخاب المجلس الشعبي الوطني المعدة، إذا تبين لها أن الطعن مؤسس، وتعلن المترشح المنتخب قانونا[29]، أما بالنسبة لمجلس الأمة، فيمكنها أن تصدر قرارا معللا إما بإلغاء الانتخاب المعترض عليه، وينظم اقتراع جديد في أجل ثمانية (8) أيام، ابتداء من تاريخ تبليغ قرار المحكمة الدستورية إلى رئيس السلطة المستقلة[30]، وإما بتعديل محضر النتائج المحرر، إذا ارتأت أن الطعن مؤسس وتعلن المترشح المنتخب قانونا [31].

هذا ويلاحظ أن قرار المحكمة الدستورية بإلغاء الانتخاب المتنازع فيه في الدائرة المطعون في نتائجها كليا أو جزئيا، لا يلغي بذلك الانتخابات التشريعية، وإنما يقرر بطلان الانتخاب المتنازع فيه في الدائرة المطعون في نتائجها، ومن ثم على السلطة المستقلة لمراقبة الانتخابات أن تبادر إلى إلغائه، وإعادة الانتخاب المتنازع فيه في الدائرة المطعون في نتائجها.

[29]- المادة 210 (ف2)، من الأمر رقم21- 01 ، المرجع السابق.
[30]- المادة 241 (ف 4)، المرجع نفسه.
[31]- المادة 241 (ف2)، المرجع نفسه.

وقد يحدث أن يتوفى أحد المؤهلين لهذا المنصب أو ينسحب أو يحدث له أي مانع آخر، فماهي الكيفية التي يتم بها استخلاف مقعد النائب الشاغر في هذه الحالة؟

هذا التساؤل أجابت عنه المواد 215 و242 من الأمر رقم 21-01، المتضمن القانون العضوي المتعلق بنظام الانتخابات، إذ منحت المادة 215 للمحكمة الدستورية الحق في استخلاف مقعد النائب الشاغر بالمجلس الشعبي الوطني بالمترشح الحاصل على أكبر عدد من الأصوات بعد المترشح الأخير المنتخب في القائمة، ومنحتها المادة 242 الحق في إجراء انتخابات جزئية لإستخلاف المقعد الشاغر بمجلس الآمة، مع مراعاة أحكام الدستور.

ج. رقابة المحكمة الدستورية في مجال الطعون التي تتلقاها حول نتائج الاستفتاء

كفل الأمر رقم 21-01، المتضمن القانون العضوي المتعلق بنظام الانتخابات، كل ناخب حق الطعن في صحة عملية التصويت فيما يخص الاستفتاء.[32]

ج.1. كيفية تقديم الطعن

اشترط الأمر رقم 21-01، المتضمن القانون العضوي المتعلق بنظام الانتخابات، على كل ناخب، إدراج احتجاج في محضر الفرز الموجود في مكتب التصويت، قبل إيداع الطعن لدى أمانة ضبط المحكمة الدستورية في أجل الثماني والأربعين (48) ساعة التي تلي إعلان النتائج المؤقتة، تحت طائلة رفض الطلب شكلا.

[32]- المادة 258، المرجع نفسه.

ج.2. أطراف الطعن

حدد الأمر رقم 21-01، المتضمن القانون العضوي المتعلق بنظام الانتخابات، الأطراف التي لها الحق في الطعن في صحة النتائج المتعلقة بالاستفتاء، حيت يقدم الطعن في خصوص النتائج المصّرح بها من قبل الناخب.

تمتلك المحكمة الدستورية صلاحية النظر في الأسباب القانونية المقدمة من الطاعن في النتائج المتعلقة بالاستفتاء، وهي بذلك تفصل في نزاع ناشئ بين ناخب طاعن في نتائج الاستفتاء وسلطة (اللجان الانتخابية الولائية واللجنة الانتخابية للمقيمين في الخارج) مطعون في نتائجها بالاستناد الى أسباب طعن واردة في المراجعة ووثائق ومستندات مرفقة بها، بحيث يكون لكل طعن خصوصيته وظروفه، والتي لا يتعارض مع احتمال أن تعيد المحكمة الدستورية بقرار معلل صياغة محاضر النتائج المعدة، واعلان النتائج النهائية للاستفتاء.

ج.3. شكل الطعن :

مكّن المشرع كل ناخب من الطعن في صحة عمليات التصويت بمجرد إ يداع طلبه لدى أمانة ضبط المحكمة الدستورية، بشرط أن يطعن في صحة عمليات التصويت بإدراج احتجاجه في محضر الفرز الموجود في مكتب التصويت، وإخطار السلطة المستقلة فورا بهذا الاحتجاج للبت فيه.

ج-4-الآجال الاجرائية

منح المشرع في ظل الأمر رقم 21-01، المتضمن القانون العضوي المتعلق بنظام الانتخابات، الناخب للطعن في صحة الاستفتاء، مهلة الثماني والأربعين (48) ساعة

القانونية التي تلي إعلان النتائج المؤقتة، والتي تستوجب عدم احتساب اليوم الذي تعلن فيه نتائج الانتخاب في احتساب الأجل.

- ميعاد الفصل في الطعون

تبت المحكمة الدستورية في الطعون المقدمة أمامها خلال الثلاثة (3) أيام القانونية، من تاريخ استلامها الطعون

- ميعاد إعلان النتائج النهائية

يسري أجل عشرة (10) أيام لإعلان النتائج النهائية للاستفتاء ابتداء من تاريخ استلامها المحاضر من قبل اللجان الانتخابية الولائية واللجنة الانتخابية للمقيمين في الخارج.

ج-5- مضمون القرارات الصادرة عن المحكمة الدستورية

يمكن للمحكمة الدستورية رفض الطعن أو إعادة صياغة محاضر النتائج المعدة.

رفض الطعن :

يمكن للمحكمة الدستورية أن تصدر قرارها برفض الطعن إذا شاب هذا الأخير أحد العيوب الشكلية، كعدم إدراج الناخب احتجاجه في محضر الفرز الموجود في مكتب التصويت، كما يمكن رفضه موضوعا لعدم التأسيس.

إعادة صياغة محاضر النتائج المعدة:

يمكن للمحكمة الدستورية أن تفصل بإعادة صياغة محاضر النتائج في حالة اكتشافها لأخطاء في فرز الأصوات، أو ثبوت حالة غش من شأنها التأثير على نتيجة الاستفتاء،

ويكون قراراها نهائي، هذا ويلاحظ أن قرار المحكمة الدستورية بإعادة صياغة محاضر النتائج المعدة لا يلغي الاستفتاء، وإنما يقرر بإعادة صياغة محاضر النتائج المعدة.

2-رقابة المحكمة الدستورية في مجال الطعون في قرارات لجنة مراقبة تمويل الحملة الانتخابية

أسند الأمر رقم 21-01، المتضمن القانون العضوي المتعلق بنظام الانتخابات، إلى المحكمة الدستورية مهمة الفصل في طعون قرارات لجنة مراقبة تمويل الحملة الانتخابية ، فإذا قررت لجنة مراقبة تمويل الحملة الانتخابية رفض حساب الحملة الانتخابية بسبب عدم إيداع الحساب أو إيداعه خارج أجل الشهرين المحددة قانونا أو تجاوز الحدد الأقصى أو نتج عن حساب الحملة الانتخابية فائض في الموارد يكون مصدره الهبات[33]، يكون قرارها الرافض قابلًا للطعن أمام المحكمة الدستورية وفقا لأحكام المادة 121 من الأمر السالف الذكر، كي تأخذ بنتيجته أيضا في حالة الطعن في صحة المرشح الفائز بالانتخابات الرئاسية أو المرشح الفائز بالانتخابات التشريعية.

وتجدر الإشارة إلى أن اسناد التحقيق في حسابات الحملة للجنة مراقبة تمويل الحملة الانتخابية يتعارض مع مبدأ حياد القضاء، لأن هذه اللجنة تابعة للسلطة المستقلة لمراقبة الانتخابات، في هذه الحالة تكون هذه اللجنة خصما وحكما في نفس الوقت.

[33]- المواد 119 و 120 من الأمر رقم 21- 01 ، المرجع السابق.

الخاتمة :

وبعد الدراسة توصلنا إلى مجموعة من النتائج، أهمها:

1- أن اختصاص المحكمة الدستورية في المادة الانتخابية المنصوص عليها في الأمر رقم 21-01، المتضمن القانون العضوي المتعلق بنظام الانتخابات، تمارسه بدون قيد أو حد من صلاحياتها؛

2- لها دور رقابي محصور في مجال رقابة الطعون الانتخابية بعد إجراء العمليات الانتخابية وعند إعلان نتائجها ولا تمارس رقابة على الأعمال التمهيدية للعملية الانتخابية، وبالتالي، ينتفي لها أي دور ولو رقابي أو استشاري في الفترة التمهيدية للانتخابات وفي يوم الانتخاب؛

3- يمكن تصنيف الإجراءات الخاصة بالطعون الانتخابية العائدة لاختصاص المحكمة الدستورية ضمن نطاق الإجراءات القضائية، أين تأخذ الإجراءات شكل دعوى قضائية، كما فرض الطابع القضائي للإجراءات الذي يظهر في الدعوى القضائية وجوب احترام شروط الدعوى وبياناتها من صفة ومصلحة وميعاد، وقد شرعت هذه الشروط حماية لحق الترشح ولحق الانتخاب، وهو ما يجعل من المحكمة الدستورية هنا قاضي انتخاب بأتم معنى الكلمة؛

4- الاختصاص الاستثنائي للمحكمة الدستورية في مجال الطعون في قرارات لجنة مراقبة تمويل الحملة الانتخابية.

وعليه نقترح تدارك المشرع النقص الوارد في مجال الإجراءات والضمانات القانونية، وإدخال المزيد من الأحكام الإجرائية التفصيلية والضمانات القانونية.

قائمة المصادر والمراجع :

1. المصادر :

- المرسوم الرئاسي رقم 442- 20، المؤرخ في15 جمادى الأولى عام 1442، الموافق 30 ديسمبر سنة 2020، يتعلق بإصدار التعديل الدستوري، المصادق عليه في استفتاء أول نوفمبر 2020، الجريدة الرسمية بتاريخ 30 ديسمبر 2020، عدد 82.

- الأمر رقم 21- 01، المؤرخ في26 رجب عام 1442 الموافق 10 مارس سنة 2021، يتضمن القانون العضوي المتعلق بنظام الانتخابات، الجريدة الرسمية بتاريخ 10 مارس 2021، عدد 17؛

- قرار رقم 16/ ق.م.د/ 21 المؤرخ في 26 رجب عام 1442، الموافق 10مارس 2021، يتعلق بمراقبة دستورية الأمر المتضمن القانون العضوي المتعلق بنظام الانتخابات، الجريدة الرسمية بتاريخ 10 مارس 2021، عدد 17؛

2. المراجع :

- بن ناصف مولود، رسالة لنيل شهادة دكتوراه علوم في القانون العام، "الضمانات القانونية لحماية العملية الانتخابية في الجزائر"، جامعة الجزائر-1 -بن يوسف بن خدة، السنة الجامعية 2017-2018، ص 200؛

- أنور رسلان، الاختصاص بالفصل في صحة العضوية البرلمانية، وحدود اختصاص مجلس الشعب، دار النهضة العربية، القاهرة، 2000؛

- زهير شكر، الوسيط في القانون الدستوري اللبناني، المجلد 2، طبعة 2006، منشورات الدار لجامعة، بيروت، لبنان، ص 114.

- J.P Charmay, Le contrôle de la régularité des élections parlementaire, ¬dition L.G.D.J , Paris, 1964.

- François Luchaire, Le conseil Constitutionnel, Edition Economica, Tome I, Paris,1980.

اختصاصات المحكمة الدستورية في المجال الانتخابي

أ.د.عمار عباس،

جامعة مصطفى اسطمبولي، معسكر

مقدمة:

يعد الانتخاب من أقدم الحقوق السياسية، أقرته الدساتير والمعاهدات الدولية والقوانين، من الركائز الأساسية التي تقوم عليها النظم الديمقراطية، والمسلك الشرعي للوصول إلى السلطة، عبر انتخابات حرة ونزيهة.

أكدت الكثير من الاتفاقيات والمواثيق الدولية والإقليمية المعنية بحقوق الإنسان التي صادقت عليها الجزائر على العديد من المعايير التي تضمن إجراء انتخابات ديمقراطية، تتوافر فيها الحرية والنزاهة والشفافية، وعلى رأسها الإعلان العالمي لحقوق الإنسان والعهد الدولي للحقوق المدنية والسياسية، والاتفاقية الدولية للقضاء على جميع أشكال التمييز ضد المرأة، والميثاق الإفريقي لحقوق الإنسان والشعوب، فقد نصت المادة 25 من العهد الدولي للحقوق المدنية والسياسية على أن "يكون لكل مواطن، دون أي وجه من وجوه التمييز... أن ينتخب وينتخب، في انتخابات نزيهة تجرى دوريا بالاقتراع العام وعلى قدم المساواة بين الناخبين وبالتصويت السري، تضمن التعبير الحر عن إرادة الناخبين".

أما المادة 21 من الإعلان العالمي لحقوق الإنسان لسنة 1948 فنصت على أن "إرادة الشعب هي مناطُ سلطة الحكم، ويجب أن تتجلىَّ هذه الإرادة من خلال انتخابات

نزيهة تجرى دوريًّا بالاقتراع العام وعلى قدم المساواة بين الناخبين وبالتصويت السرِّي أو بإجراء مكافئ من حيث ضمان حرِّية التصويت".

من جهته، أكد المؤسس الدستوري الجزائري على حرية الشعب في "اختيار ممثليه"[1]، مخولا المواطن الحق في أن "يَنتخب ويُنتخب"[2]، معتبرا المجلس المنتخب "الإطار الّذي يعبر فيه الشّعب عن إرادته، ويراقب عمل السّلطات العموميّة"[3]، وعلى تكريس الدستور "للتداول الديمقراطي عن طريق انتخابات دورية، حرّة ونزيهة"[4]، والتي لا تتحقق إلا بتوافر مجموعة من الشروط وعلى رأسها وجود رقابة فعالة.

تعد الرقابة على الانتخابات عموما ورقابة القضاء بمختلف أنواعه خصوصا، من أهم العوامل المؤثرة على نزاهة الانتخابات وشفافيتها، إضافة إلى المعايير المعتمدة للتقطيع الانتخابي، وتحديد النتائج الانتخابية[5]، "لكن إقرارها ووضع القوانين الناظمة لها ومهما بلغت من الدقة، تبقى مرهونة بالتطبيق والتجسيد".[6]

---

[1]- المادة 12 من دستور الجزائر لسنة 2020.

[2]- المادة 56 من دستور الجزائر لسنة 2020.

[3]- المادة 16 من دستور الجزائر لسنة 2020.

[4]- الفقرة 14 من ديباجة دستور الجزائر لسنة 2020.

[5]- أنظر عمار عباس، تداعيات التقطيع الانتخابي وطرق تحديد النتائج الانتخابية على عملية الانتقال الديمقراطي في الجزائر، مداخلة ألقيت في الملتقى الوطني الثاني حول "الانتخابات كآلية لتفعيل المشاركة السياسية في الدول المغاربية"، كلية الحقوق والعلوم السياسية قسم العلوم السياسية، جـامعـة بشـار، يومي 22/21 ابريل 2013.

[6]- موسى يعقوب، نظام الطعون الانتخابية، مداخلة مقدمة في الملتقى، المنظمة العربية للإدارة الانتخابية، عمان، المملكة الأردنية، فيفري 2019.

نظرا لأهمية الانتخابات الوطنية، وما تتيحه من تعبير عن إرادة الشعب مالك السيادة، لاختيار ممثليه الذين يتولون تسيير شؤون الدولة إن على رأس السلطة التنفيذية أو على مستوى البرلمان، تُوكل مهمة السهر على صحتها للقضاء الدستوري، لما يتوفر عليه من حياد واستقلالية، وكلما كانت هذه الانتخابات حرة ونزيهة، أضفت الشرعية والمصداقية على الهيئات المنتخبة.

يلعب القضاء الدستوري دورا هاما في السهر على نزاهة العملية الانتخابية وشفافيتها من خلال الصلاحيات الممنوحة له، سواء قبل أو أثناء أو بعد انتهاء العمليات الانتخابية، وذلك من خلال مراقبته للتشريعات الانتخابية سواء تلك المتعلقة بتنظيم مختلف العمليات الانتخابية، أو بتقطيع الدوائر الانتخابية وتحديد عدد المقاعد المخصصة لها، ويأتي على رأس كل ذلك الفصل في الطعون الانتخابية وإعلان النتائج النهائية للانتخابات الرئاسية والتشريعية والاستفتاء، لذلك يعتبر الاختصاص الانتخابي للقضاء الدستوري من أكبر وظائف القضاء الدستوري حجما.

يمكن ملاحظة ذلك من خلال فحص قرارات المجلس الدستوري الفرنسي منذ 1958 إلى اليوم، حيث تم إحصاء 3812 قرارًا في إطار منازعات انتخابات أعضاء الجمعية الوطنية وحدها، مقابل 1448 قرارًا متعلقًا بالرقابة الدستورية[7].

[7] - cf., Vidal-Naquet Ariane, Magnon Xavier, Quel(s) « juge(s) » pour les élections : le chemin dyspraxique de la modélisation à la mise en œuvre pratique. In: Annuaire international de justice constitutionnelle, 34-2018, 2019. Égalité, genre et constitution - Populisme et démocratie p. 31.

إذا كانت مهام القضاء الدستوري متعددة، تتجاوز السهر على احترام الدستور بالرقابة على دستورية القوانين، إلى حماية الحقوق الأساسية، وتوحيد النظام القانوني بدسترة جميع فروع القانون من خلال حقنها بالمبادئ الدستورية، والتحكيم في الخلافات التي قد تحدث بين السلطات الدستورية العليا في الدولة، والفصل في تنازع الاختصاص بين الحكومة المركزية والمقاطعات في الدول الفدرالية، حول الصلاحيات والحقوق والواجبات الخاصة بكل واحدة منها، وفي المنازعات المتعلقة بمخالفة الدستور من خلال الاتهام الجنائي، فإن رقابته على صحة الانتخابات ذات الطابع الوطني والفصل في المنازعات المتعلقة بها، يعد من أكبر هذه المهام أهمية[8].

على هذا النحو، خول الدستور الجزائري لسنة 2020 للمحكمة الدستورية، صلاحيات واسعة في مجال الانتخابات الرئاسية والتشريعية والاستفتاء، إذ تمتد رقابتها إلى مختلف أنواع التشريع الانتخابي، رقابة قبلية لمشاريع التعديل الدستوري والقوانين العضوية المتعلقة بالانتخابات والقوانين العادية التي تحدد الدوائر الانتخابية والمقاعد المخصصة لها، ورقابة بعدية للتنظيمات المتضمنة استدعاء الهيئة الناخبة، كما تعتبر قاضيا انتخابيا بامتياز، باختصاصها الحصري للنظر في الطعون المتعلقة بالترشح لرئاسة الجمهورية وتحديدها للقائمة النهائية للمترشحين، وفصلها في المنازعات المتعلقة بعمليات التصويت في الانتخابات الرئاسية والتشريعية والاستفتاء، وإعلان نتائجها النهائية، إضافة إلى تدخلها في مجالات أخرى لها ارتباط بالمؤسسات المنتخبة، خاصة عند شغور رئاسة الجمهورية

[8]- أنظر تقرير هلمت ستوينبرجر، نماذج عن القضاء الدستوري، اللجنة الأوربية لتطبيق الديمقراطية بواسطة القانون: hhttp://www.venise.coe.int

وحل المجلس الشعبي الوطني وتمديد العهدة البرلمانية وإسقاط الحصانة البرلمانية عن أعضاء البرلمان، وتمديد آجال الانتخابات الرئاسية والتشريعية.

في هذا الإطار، تستعرض هذه الورقة الاختصاصات المختلفة للمحكمة الدستورية المرتبطة بممارسة المواطن لحقه في الانتخاب والترشح، سواء من خلال رقابتها على التشريعات الانتخابية(**أولا**) أو بفصلها في المنازعات المتعلقة بالانتخابات الرئاسية والتشريعية والاستفتاء وإعلان نتائجها النهائية(**ثانيا**) أو تدخلها عند تمديد عهدة البرلمان وآجال الانتخابات الرئاسية والبرلمانية (**ثالثا**)، كاشفة في الوقت نفسه إلى أي مدى استطاع المجلس الدستوري من خلال آراءه وقراراته المختلفة حماية المبادئ الدستورية التي من شانها تحقيق شفافية ونزاهة الانتخابات، خاصة حرية الترشح والمساواة بين المترشحين وعدم التمييز بينهم والفصل بين السلطات الدستورية المتدخلة في العملية الانتخابية.

أولا: مراقبة المحكمة الدستورية للتشريع الانتخابي

خول الدستور الجزائري لسنة 2020 للمحكمة الدستورية صلاحيات رقابية على مختلف التشريعات وبمختلف درجاتها بما فيها مشروع التعديل الدستوري(**1**) والمعاهدات والقوانين العضوية والعادية(**2**) إضافة إلى الأوامر والتنظيمات التي يختص بها رئيس الجمهورية(**3**)، ومن شأن هذه الرقابة أن تحافظ على وحدة النظام القانوني وحماية الحقوق والحريات، سواء كانت هذه الرقابة إلزامية أو اختيارية قبلية وبعدية لإصدار القانون.

1.رقابة مشروع التعديل الدستوري

بيّن المؤسس الدستوري إجراءات التعديل الدستوري في الباب السادس من الدستور[9]، محددا في نفس الوقت الأحكام التي لا يجوز أن يمسها أي تعديل، أما بالنسبة

[9]- أنظر المواد من 219 إلى 223 من دستور الجزائر لسنة 2020.

للإجراءات فهناك طريقتين للتعديل، تقتضي الأولى عرض مشروع التعديل الدستوري على الشعب للاستفتاء عليه بعد أن يصوّت عليه كل من المجلس الشّعبي الوطني ومجلس الأمّة بنفس الصّيغة حسب الشّروط نفسها الّتي تطبّق على نصّ تشريعي، خلال الخمسين يوما الموالية لإقراره، بينما تستثني الثانية عرضه على الاستفتاء الشعبي متى ارتأت المحكمة الدستورية وبررت رأيها بأن مشروع التعديل لا يمس البتّة المبادئ العامة الّتي تحكم المجتمع الجزائريّ[10]، وحقوق الإنسان والمواطن وحرّيّاتهما، ولا يمسّ بأيّ كيفيّة التّوازنات الأساسيّة للسّلطات والمؤسّسات الدّستوريّة، وعلّلت رأيها، أمكن رئيس الجمهوريّة أن يصدر القانون الّذي يتضمّن التّعديل الدّستوريّ، متى أحرز ثلاثة أرباع (4/3) أصوات أعضاء غرفتي البرلمان[11].

تتيح رقابة المحكمة الدستورية لمشروع التعديل الدستوري، التأكد من عدم مساسه على الخصوص بحقوق الإنسان والمواطن وحرّيّاتهما، خاصة وأن الدستور يكفل المساواة بين المواطنين، وحقهم في أن يَنتخبوا ويُنتخبوا، إضافة إلى تلك الحقوق التي تتطلبها نزاهة الانتخابات كالحق في التنقل بحرية عبر التراب الوطني[12] وحرية الرأي والتعبير والاجتماع[13].

[10]- حُددت المبادئ التي تحكم المجتمع الجزائري في الفصل الأول من الباب الأول من الدستور بموجب المواد من 1 إلى 6، وتتمثل في: الجزائر ديمقراطية شعبية وحدة لا تتجزأ، الإسلام دين الدولة، اللغة العربية واللغة الأمازيغية باعتبارهما لغتين وطنيتين ورسميتين، مدينة الجزائر عاصمة الجمهورية، العلم الوطني والنشيد الوطني من مكاسب نوفمبر 1954 وهما غير قابلين للتغيير.

[11]- المادة 221 من دستور الجزائر لسنة 2020.

[12]- المادة 49 من دستور الجزائر لسنة 2020.

[13]- المادتان 51، 52 من دستور الجزائر لسنة 2020.

ونظرا لتحديد الدستور لشروط الترشح للانتخابات الرئاسية وكيفية الفوز بها ومدة العهدة الرئاسية[14]، فعلى المحكمة التأكد من عدم تضمين مشروع التعديل الدستوري لشروط من شأنها الإخلال بحرية المواطنين في الترشح، وبمبدأ المساواة بين المترشحين للانتخابات الرئاسية وعدم التمييز بينهم.

لقد أتيحت للمجلس الدستوري الفرصة في ثلاث مناسبات لمراقبة مشاريع التعديل الدستوري سنوات **2002**[15] و **2008** [16]و **2016**[17]، وقد بين من خلال آراءه المعللة المتعلقة بها، سهره على التأكد من عدم مساس هذه التعديلات بالمبادئ العامة الّتي تحكم المجتمع الجزائريّ، وحقوق الإنسان والمواطن وحرّيّاتهما، وبالتّوازنات الأساسيّة للسّلطات والمؤسّسات الدّستوريّة، علما أن بعض التعديلات الدستورية تضمنت أحيانا ترقية بعض الحقوق السياسية، كتوسيع حظوظ تمثيل المرأة في المجالس المنتخبة في إطار التمييز الايجابي المرحلي، تنفيذا لالتزامات الجزائر الدولية، بعد مصادقتها بتحفظ على اتفاقية القضاء على جميع أشكال التمييز ضد المرأة سنة **1996**[18]، وقد اعتبر المجلس الدستوري بالمناسبة أن ذلك مستمد من "المطلب الديمقراطي المذكور في الفقرة 8 من

---

[14]- المادة 87 من دستور الجزائر لسنة 2020.

[15]- رأي المجلس الدستوري رقم 01 / ر. ت د / م د / المؤرخ في 3 أبريل سنة 2002، المتعلق بمشروع تعديل الدستور سنة 2002.

[16]- رأي المجلس الدستوري رقم 08/01 ر. ت د/ م د المؤرخ في 7 نوفمبر سنة 2008، المتعلق بمشروع القانون المتضمن التعديل الدستوري. الجريدة الرسمية رقم 63 المؤرخة في 16 نوفمبر2008.

[17]- رأي المجلس الدستوري رقم 01/16 ر.ت د/م د المؤرخ في 28 يناير سنة 2016، المتعلق بمشروع القانون المتضمن التعديل الدستوري.

[18]- نصت المادة 31 مكرر من دستور 1996 المعدل سنة 2008 على أنه" تعمل الدولة على ترقية الحقوق السياسية للمرأة بتوسيع حظوظ تمثيلها في المجالس المنتخبة"

ديباجة الدستور الذي يقضي بأن تُبنى المؤسسات حتما على مشاركة جميع المواطنين والمواطنات في تسيير الشؤون العمومية وتحقيق العدالة الاجتماعية والمساواة وحرية الفرد والجماعة"[19].

أما بمناسبة مراقبته لمشروع التعديل الدستوري لسنة 2016، فقد اعتبر أن "حرية التظاهر السلمي وحرية الصحافة يدعم حرية الرأي المكرسة دستوريا، ويضمن فعالية الحريات السياسية؛ ... (مؤكدا أن) هذه التعديلات لا تمس البتة المبادئ العامة للمجتمع الجزائري ولا حقوق الإنسان والمواطن وحرياتهما"[20].

2. رقابة مطابقة إلزامية قبلية للقانون العضوي المتعلق بنظام الانتخابات

استحدث المؤسس الدستوري الجزائري بموجب دستور 1996 فئة جديدة من القوانين تمثلت في القوانين العضوية[21]، ونظرا لاعتبار هذا النوع من القوانين مكملًا للدستور لأنها تتضمن تنظيم وسير السلطات العمومية تطبيقا لأحكام دستورية، ما يجعلها تسمو على القوانين العادية من حيث التدرج، ونظرا لأهميتها، فقد حدد المؤسس الدستوري مجالاتها على سبيل الحصر، وأخضعها لإجراءات خاصة تختلف عن تلك المتبعة في القوانين العادية، سواء من حيث النصاب المطلوب للتصويت عليها، أو من

[19]- من رأي المجلس الدستوري رقم 01-08، المتعلق بمشروع التعديل الدستوري لسنة 2008.
[20]- من رأي المجلس الدستوري حول مشروع التعديل الدستوري لسنة 2016
[21]- المادة 123 من دستور الجزائر لسنة 1996، المرسوم الرئاسي رقم 96-438 مؤرخ في7 ديسمبر سنة 1996، يتعلق بإصدار نص تعديل الدستور المصادق عليه في استفتاء 28 نوفمبر سنة 1996. في الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية، ص 6-32.

خلال خضوعها لرقابة المطابقة الإلزامية للدستور من قبل المحكمة الدستورية قبل إصدارها[22]، مع النص على ضرورة إخطارها وجوبا من قبل رئيس الجمهورية[23].

إن إدراج نظام الانتخابات ضمن فئة القوانين العضوية التي تخضع لرقابة المطابقة الإلزامية من قبل المجلس الدستوري قبل إصدارها[24]، من شأنه التأثير ايجابيا على العملية الانتخابية من خلال "توفير الأرضية القانونية التي تسمح بحسن تنظيمها وسيرها، إضافة إلى حماية حقوق المترشحين ووضعهم على قدم المساواة، وهذه الرقابة الوقائية ستصبح أكثر فاعلية في حال إدراج قانون تقسيم الدوائر الانتخابية ضمن فئة القوانين العضوية" [25]، على اعتبار أن معايير التقطيع الانتخابي وتحديد المقاعد المخصصة لكل دائرة انتخابية له بالغ الأثر على نزاهة الانتخابات[26]، مع ملاحظة أن القواعد المتعلقة بتحديد الدوائر الانتخابية والمقاعد المخصص لها، لم يدرجها المؤسس الدستوري في مجال القوانين العادية، وقد جرى

[22]-"تتميز رقابة المطابقة في أنها شاملة تنصب على كامل النص موضوع الإخطار من الجانب الشكلي بداية من مراقبة الإخطار وإعداد النص والمصادقة عليه وغيرها من الشروط الشكلية إلى الجانب الموضوعي بداية من التأشيرات إلى آخر مادة فيه"، محمد بومدين، آليات رقابة المطابقة التي يمارسها المجلس الدستوري طبقا للتعديل 2016، مجلة الحقيقة للعلوم الاجتماعية والإنسانية، المجلد 18العدد 4، 2019، ص 15.

[23]- المادة 190 من دستور الجزائر لسنة 2020.

[24]- أنظر محمد بومدين، آليات رقابة المطابقة التي يمارسها المجلس الدستوري طبقا للتعديل 2016، مجلة الحقيقة للعلوم الاجتماعية والإنسانية، المجلد 18العدد 4، 2019.

[25]- بومصباح كوسيلة، الرقابة على دستورية القوانين والقوانين العضوية المتعلقة بالانتخابات وأثرها على صحة العملية الانتخابية في الجزائر، مجلة العموم السياسية والقانون، تصدر عن المركز الديمقراطي العربي ألمانيا-برلين العدد 70 فبراير 2018 المجلد 78 ص 326.

[26]- أنظر عمار عباس، تداعيات التقطيع الانتخابي وطرق تحديد النتائج الانتخابية على عملية الانتقال الديمقراطي في الجزائر، مداخلة مقدمة ضمن فعاليات الملتقى الوطني حول الانتخابات كآلية للمشاركة السياسية في الدول المغاربية، كلية الحقوق والعلوم السياسية، جامعة بشار، يومي 21 و 22أبريل 2013، نشرت في كتابنا دراسات دستورية في إسناد السلطة وممارستها والرقابة عليها"، دار النشر الجامعي الجديد، تلمسان، الجزائر، 2017، ص 143-172.

العرف على تنظيمها بقوانين عادية[27]، وهو ما نص عليه الأمر المتضمن القانون العضوي المتعلق بنظام الانتخابات، وتضمنه الأمر المتعلق بتحديد الدوائر الانتخابية [28].

إن رقابة المحكمة الدستورية لمطابقة القانون العضوي المتعلق بنظام الانتخابات للدستور من شأنه أن يتيح لها فرصة حماية الحقوق والحريات المرتبطة بممارسة حق الانتخاب، وقد سبق للمجلس الدستوري التأكيد على الدور الفعال الذي يلعبه القاضي الدستوري في حماية الحقوق والحريات السياسية، بعد صدور أول قانون عضوي للانتخابات سنة 1997، وما تلاه من تعديلات[29]، آخرها الأمر المتضمن القانون العضوي المتعلق بنظام الانتخابات لسنة 2021[30].

---

[27]- صدرت كل النصوص المحددة للدوائر الانتخابية منذ 1989 إما في قانون، أو أمر، أنظر القانون رقم 91-07 المؤرخ في 3 أبريل 1991، المحدد للدوائر الانتخابية وعدد المقاعد المطلوب شغلها لتجديد المجلس الشعبي الوطني؛ والقانون 91-18 مؤرخ في 15 أكتوبر 1991، المعدل للقانون 91-07 المتعلق بتحديد الدوائر الانتخابية وعدد المقاعد المطلوب شغلها في المجلس الشعبي الوطني، والأمر رقم 97-08 المؤرخ في 6 مارس 1997، المحدد للدوائر الانتخابية وعدد المقاعد المطلوب شغلها في انتخابات البرلمان؛ والأمر رقم 12-01 المؤرخ في 13 فبراير 2012 المحدد للدوائر الانتخابية وعدد المقاعد المطلوب شغلها في انتخابات البرلمان؛ الأمر رقم 21-02 مؤرّخ في 16 مارس سنة 2021 المحدد للدوائر الانتخابية، وعدد المقاعد المطلوب شغلها في انتخابات البرلمان،الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية رقم 19 المؤرخة في 16 مارس 2021.

[28]- نصت المادة 124 من الأمر المتضمن القانون العضوي المتعلق بنظام الانتخابات على أنه "تحدد الدائرة الانتخابية بموجب قانون "، كما نصت المادة 191 منه على أنه "تحدد الدائرة الانتخابية الأساسية المعتمدة لانتخاب أعضاء المجلس الشعبي الوطني حسب الحدود الإقليمية للولاية...بالنسبة لانتخابات ممثلي الجالية الوطنية في الخارج تحدد الدوائر الانتخابية الدبلوماسية أو القنصلية وعدد المقاعد المطلوب شغلها عن طريق القانون"، أنظر كذلك، الأمر رقم 21-02 الذي يحدد الدوائر الانتخابية وعدد المقاعد المطلوب شغلها في انتخابات البرلمان، الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية رقم 19 المؤرخة في16 مارس 2021، ص 6-7.

[29]- الأمر رقم 97-07، مؤرخ في 06-03-1997، المتضمن القانون العضوي المتعلق بنظام الانتخابات، ج ر ج ج رقم 12 مؤرخة في 6 مار 1997، ص 3؛ قانون عضوي رقم 04-01 مؤرخ في 7 فبراير 2004 يعدل ويتمم الأمر رقم 97-07 المتضمن القانون العضوي المتعلق بالانتخابات، الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية رقم 9 مؤرخة في 11 فبراير 2004، ص 21؛ قانون عضوي رقم 12-01 مؤرخ في 12 يناير 2012، يتعلق بنظام الانتخابات، الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية رقم 1 مؤرخة في 14 يناير 2012 ص 9، قانون عضوي رقم 16-10 مؤرخ في 25 أوت 2016 يتعلق بنظام الانتخابات، الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية رقم 50 مؤرخة في 28 أوت 2016 ص 9.

[30]- الأمر رقم 21-01 مؤرخ في 10 مارس سنة 2021، المتضمن القانون العضوي المتعلق بنظام الانتخابات، الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية رقم 3 المؤرخة في 10 مارس 2021، ص 8-43.

علما أن نظام الانتخابات قبل 1996 كان ضمن المجالات التي يشرع فيها البرلمان بقوانين عادية[31]، ورغم أن رقابة دستوريتها كانت اختيارية قبل أو بعد إصدارها، ورغم حصر سلطة الإخطار لدى رئيس الجمهورية ورئيس المجلس الشعبي الوطني[32]، إلا أن قانون الانتخابات في الفترة الممتدة من 1989 إلى 1997 كان من أكثر القوانين خضوعا لرقابة المجلس الدستوري، وبإخطار من رئيس الجمهورية، وقد استطاع من خلالها انتهاز هذه الفرص المتاحة له للتأكيد على دوره كحامي للحقوق والحريات عموما، وتلك المرتبطة بممارسة حق الانتخاب والترشح خصوصا.

كان مبدأ المساواة بين المواطنين وحريتهم في الترشح والفصل بين السلطات، من أكثر المبادئ حماية من قبل المجلس الدستوري الجزائري عند رقابته لقوانين الانتخابات المتعاقبة، فقد أكد على مبدأ مساواة المواطنين في الترشح للانتخابات وعدم التمييز بينهم على أساس أصولهم أو أصول أزواجهم، معتبرا اشتراط المشرع على المترشح للانتخابات التشريعية أن يكون هو وزوجه متمتعين بجنسية جزائرية أصلية وعلى المترشح لرئاسة الجمهورية إثبات تمتع زوجه بالجنسية الجزائرية الأصلية فيه مساس بمبدأ المساواة بين المترشحين، كما أكد على حرية الترشح وعلى مساواة المترشحين للانتخابات الرئاسية المنخرطين في أحزاب سياسية والمترشحين غير المنخرطين في أحزاب سياسية، وفي الحقوق والواجبات، بإلزامهم بجمع التوقيعات المطلوبة للترشح[33].

---

[31]- المادة 115 فقرة 10 دستور الجزائر لسنة 1989.

[32]-أنظر المادتين 155 و156 من دستور الجزائر لسنة 1989.

[33]- اعتبر نص المادة 110 من قانون الانتخابات التي تنص على أن الترشح لرئاسة الجمهورية" يجب أن تتم الموافقة عليه صراحة وأن تقدمه جمعية أو عدة جمعيات ذات طابع سياسي" مخالفا للدستور، كما اعتبر

أما سنة 1997، وبعد إدراج نظام الانتخابات ضمن مجال القوانين العضوية وخضوعه لرقابة المطابقة الإلزامية، فقد اعتبر المجلس الدستوري أن إلزام المشرع للمترشح للانتخابات الرئاسية بالتعهد بعدم استعمال المكونات الأساسية للهوية الوطنية في أبعادها الثلاثة، الإسلام والعروبة والأمازيغية لأغراض حزبية وسياسية[34] غير مطابق للدستور، على اعتبار أن هذا الأخير جعل من رئيس الجمهورية حاميا للدستور[35]، مهمة تتطلب منه العمل على ترقية المكونات الأساسية للهوية الوطنية(الإسلام، العروبة والأمازيغية) والتي تكون في حد ذاتها محل استعمال ذي طابع سياسي[36].

كما أكد المجلس الدستوري بمناسبة رقابته للقانون العضوي المتعلق بنظام الانتخابات سنة 2012 على مبدأ الفصل ما بين السلطات، عندما اعتبر تخويل المشرع للجنة الوطنية للإشراف على الانتخابات الاضطلاع بالسهر على قانونية كافة العمليات المرتبطة بالانتخابات... وإلزام جميع الأطراف المشاركة في العملية الانتخابية بقراراتها، فيه عدم تمييز بين طبيعة هذه الانتخابات وبين المراحل المتتالية للعملية الانتخابية، كما لم يراع

المادة 111 التي تعفي رئيس الجمهورية المترشح للانتخابات الرئاسية من شرط "جمع توقيعات 600 عضو منتخب في المجالس الشعبية" مخالفا للدستور، انظر قرار المجلس الدستوري رقم 1 - ق.ق - م د - المؤرخ في 20 غشت سنة 1989 المتعلق بقانون الانتخابات ؛ كما أكد من جديد على مبدأ مساواة المواطنين في الترشح للانتخابات وعدم جواز التمييز بينهم على أساس أصولهم، أنظر رأي المجلس الدستوري رقم 03 / ر. م . د /11 المؤرّخ في 22 ديسمبر 2011 المتضمن مراقبة مطابقة القانون العضوي المتعلق بنظام الانتخابات، للدستور.

[34]- البند 14 من المادة 157 من مشروع الأمر المتضمن القانون ن العضوي المتعلق بنظام الانتخابات لسنة 1997،

[35]- المادة 70 الفقرة الثانية من دستور الجزائر لسنة 1996.

[36]- من رأي المجلس الدستوري رقم 02 ر.أ.ق عضـ / م.د. المؤرخ في 6 مارس سنة 1997، المتضمن مراقبة مطابقة الأمر المتضمن القانون العضوي المتعلق بنظام الانتخابات للدستور.

الصلاحيات الممنوحة للمجلس الدستوري والهيئات الأخرى في المجال الانتخابي، وجعلِ قراراتها نافذة في مواجهة المؤسسات والهيئات الأخرى بما فيها المجلس الدستوري والهيئات القضائية، فيه مساس بالدستور ومبدأ الفصل بين السلطات[37]، وقد أعاد التأكيد على ذلك سنة 2016 عند رقابته لمطابقة القانون العضوي المتعلق بنظام الانتخابات، بخصوص تداخل اختصاصات الهيئة العليا المستقلة لمراقبة الانتخابات مع المجلس الدستوري والهيئات الأخرى[38].

3. رقابة دستورية إلزامية قبلية للأوامر

من بين التجديدات التي جاء بها التعديل الدستوري لسنة 2020، النص صراحة على إخضاع الأوامر التشريعية لرقابة المحكمة الدستورية، وقد ضبط المؤسس الدستوري ممارسة هذه السلطة من خلال تحديد الحالات التي يمكن لرئيس الجمهورية أن يشرع فيها بأوامر على سبيل الحصر، وإتباع مجموعة من الإجراءات [39].

بالنسبة لحالات التشريع بأوامر فهي ثلاثة:

-أن يكون الأمر متعلقا بمسائل عاجلة، مما يستدعي تدخل رئيس الجمهورية لتنظيمها بأوامر؛

---

[37]- من رأي المجلس الدستوري رقم 03 / ر. م. د /11 المؤرّخ في 22 ديسمبر2011 المتضمن مراقبة مطابقة القانون العضوي المتعلق بنظام الانتخابات، للدستور.

[38]- أنظر رأي المجلس الدستوري رقم 02/ر. ق.ع/م. د/ 16 مؤرخ في 11 غشت سنة 2016، المتعلق بمراقبة مطابقة القانون العضوي المتعلق بنظام الانتخابات.

[39]- المادة 142 من دستور الجزائر لسنة 2020.

-شغور المجلس الشعبي الوطني، على اعتبار أنه مُعَرَضٌ للحَلِ من قبل رئيس الجمهورية، وإنهاء عهدته قبل أوانها مما يترتب عنه تعطيل الدور التشريعي للبرلمان، الوضعية التي لا تحدث عند انتهاء عهدة البرلمان التي يمكن تمديدها، وفي حالة تنظيم انتخابات تشريعية مسبقة، أين يواصل المجلس الشعبي الوطني ممارسة مهامه إلى غاية انتخاب مجلس جديد[40]؛

-عطلة البرلمان، والتي قد تدوم شهرين كاملين، على اعتبار أنه يجتمع في دورة واحدة مدتها 10 أشهر تبتدئ في ثاني يوم عمل من شهر سبتمبر، وتنتهي في آخر يوم عمل من شهر يونيو، مع إمكانية تمديدها لأيام معدودة أو الاجتماع في دورات غير عادية[41]؛

-في الحالة الاستثنائيّة المذكورة في المادّة 98 من الدّستور، والتي يعلنها رئيس الجمهورية عندما تكون البلاد مهدّدة بخطر داهم يوشك أن يصيب مؤسّساتها الدّستوريّة أو استقلالها أو سلامة ترابها لمدة أقصاها ستون(60) يوما، ونظرا لأن هذه الحالة تخوّل رئيس الجمهوريّة اتخاذ الإجراءات الاستثنائيّة التي تستوجبها المحافظة على استقلال الأمة ومؤسّسات الجمهورية، فمن الطبيعي أن يكون التشريع بأوامر من أهمها، نظرا لصعوبة اجتماع البرلمان في هذه الظروف، وحتى وان اجتمع فإن طول الإجراءات قد يعطل مواجهة هذه الظروف الاستثنائية التي تمر بها البلاد؛

-عرضها على مجلس الدولة لإبداء رأيه بشأنه؛

---

[40]- أنظر المادتين 122 و151 من دستور الجزائر لسنة 2020، انظر المرسوم الرئاسي رقم 21-77 المؤرخ في 21 فبراير 2021 المتضمن حل المجلس الشعبي الوطني مؤرخ في 1 مارس 2021، الجريدة الرسمية رقم 14 المؤرخة في 28 فبراير 2021، ص 4.

[41]- أنظر المادة 138 من دستور الجزائر لسنة 2020.

-عرضها في مجلس الوزراء للموافقة عليها؛

-يعرض رئيس الجمهوريّة الأوامر الّتي اتّخذها على كلّ غرفة من البرلمان في بداية الدورة القادمة لتوافق عليها، وتعَد لاغية الأوامر الّتي لا تتم الموافقة عليها.

إضافة إلى هذه الشروط فقد أصبحت الأوامر بموجب دستور 2020 خاضعة للرقابة الإلزامية السابقة لصدورها من قبل المحكمة الدستورية، على أن يكون إخطارها وجوبا من قبل رئيس الجمهورية، وهو وما سيعزز من ضمانات حماية الحقوق والحريات، خاصة عندما تكون هذه الأوامر تتعلق بمجال الانتخابات، وهو ما حدث مؤخرا بعد حل المجلس الشعبي الوطني، حيث صدر كلٌ من القانون العضوي المتعلق بنظام الانتخابات والقانون المحدد للدوائر الانتخابية وعدد المقاعد المطلوب شغلها في انتخابات البرلمان بموجب أمرين رئاسيين[42] ، بعد عرضهما على المجلس الدستوري لرقابتهما[43].

لقد أتيحت الفرصة للمجلس الدستوري بهذه المناسبة، للتحفظ على بعض المواد التي رأى بأن من شأن صياغتها أن تفتح المجال لتقييد حق الترشح، على اعتبار أن الأحكام

[42]- الأمر رقم 21-01 مؤرخ في 10 مارس 2021 يتضمن القانون العضوي المتعلق بنظام الانتخابات، الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية رقم 18 المؤرخة في 10 مارس 2021، ص 8-43.، والأمر رقم 21-02 مؤرّخ في مارس سنة 2021 المحدد للدوائر الانتخابية.

[43]- أنظر القرار رقم 16/ ق.م د /21 المؤرخ في 10 مارس سنة 2021، المتعلق بمراقبة دستورية الأمر المتضمن القانون العضوي المتعلق بنظام الانتخابات، الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية رقم 3 المؤرخة في 10 مارس 2021، ص 3-7، والقرار رقم/ 17 ق .م د 21 /مؤرّخ في 13 مارس سنة 2021 يتعلق بمراقبة دستورية الأمر الذي يحدد الدوائر الانتخابية وعدد المقاعد المطلوب شغلها في انتخابات البرلمان، الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية رقم 16 المؤرخة في 19 مارس 2021، ص 4-5.

الدستورية ذات الصلة بالحقوق الأساسية والحريات العامة وضماناتها، ملزمة لجميع السلطات والهيئات العمومية، وإذا كانت الحقوق والحريات والضمانات لا يمكن تقييدها إلاّ بموجب قانون، ولأسباب مرتبطة بحفظ النظام العام والأمن، وحماية الثوابت الوطنية وكذا تلك الضرورية لحماية حقوق وحريات أخرى يكرسها الدستور، فإنه في كل الأحوال، لا يمكن أن تمس هذه القيود بجوهر الحقوق والحريات، كما تلتزم الدولة تحقيقا للأمن القانوني، عند وضع التشريع المتعلق بالحقوق والحريات، بضمان الوصول إليه ووضوحه واستقراره[44].

حيث أكد المجلس الدستوري بخصوص أحد شروط الترشح للانتخابات المحلية والتشريعية الوارد في المواد 184 و201 و224 والمتمثل في أن لا يكون المترشح للمجالس الشعبية البلدية والولائية والمجلس الشعبي الوطني ومجلس الأمة،"معروفا لدى العامة بصلته مع أوساط المال والأعمال المشبوهة وتأثيره بطريقة مباشرة أو غير مباشرة على الاختيار الحر للناخبين وحسن سير العملية الانتخابية"، معتبرا في هذه الحالة، أن الأحكام التشريعية موضوع الدراسة، يكتسيها الغموض، سواء من حيث التطبيق الفعلي أو من حيث احترام المبادئ المنصوص عليها في المادة 34 الفقرة الأخيرة من الدستور، معتبرا أن الحكم الوارد في المواد المذكورة أعلاه، غير واضح ويصعب إثباته، وقد يترتب عنه انتهاك ومساس بحقوق المواطن لعدم تحديده للآليات القانونية التي تثبت هذه الأفعال، معتبرا أنه إذا كان قصد المشرع لا يهدف استبعاد الضمانات التي تقرها وتنص عليها المادة

[44]- المادة 34 من دستور الجزائر لسنة 2020.

34 من الدستور، ففي هذه الحالة فإن هذه المواد تعتبر دستورية، شريطة مراعاة هذا التحفظ[45].

يجدر التذكير أن القانون العضوي المتعلق بنظام الانتخابات لسنة 1997 صدر هو الآخر بموجب أمر، ولو أن التشريع بأوامر في تلك الفترة كان هو الأصل، لأن البرلمان بغرفتيه المنصوص عليه في دستور 1996، لم يكن قد تشكل بعد، فكان حينها رئيس الجمهورية والمجلس الانتقالي يشرعان بأوامر وفقا للمادة 179 من نفس الدستور[46].

4.رقابة دستورية اختيارية بعدية للتنظيمات المتعلقة باستدعاء الهيئة الناخبة

خول الدستور لرئيس الجمهورية ممارسة السلطة التنظيمية في المسائل غير المخصصة للقانون[47]، كما أشارت المادة 91 في نقطتيها السادسة والسابعة على أن رئيس الجمهورية يتولى "السلطة التنظيمية ويوقع المراسيم الرئاسية".

أخضع المؤسس الدستوري التنظيمات المستقلة للرقابة الدستورية من قبل المحكمة الدستورية[48]، وتبرز أهمية هذه الرقابة بالنظر إلى مجالها الواسع، مقارنة بمجال القانون

[45]- قرار المجلس الدستوري رقم 16/ ق.م د /21 مؤرخ في 10 مارس سنة 2021، يتعلق بمراقبة دستورية الأمر المتضمن القانون العضوي المتعلق بنظام الانتخابات، الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية رقم 3 المؤرخة في 10 مارس 2021، ص 3-7.

[46]- كانت المادة 179 من دستور 1996 تنص على انه "تتولى الهيئة التشريعية القائمة عند إصدار هذا الدستور وإلى غاية انتهاء مدتها وكذا رئيس الجمهورية بعد انتهاء هذه المهمة وإلى غاية انتخاب المجلس الشعبي الوطني، مهمة التشريع بأوامر بما في ذلك المسائل التي أصبحت تدخل في القوانين العضوية".

[47]- التنظيمات نوعان، تنظيمات مستقلة يختص بها رئيس الجمهورية تصدر في شكل مراسيم رئاسية وتخضع للرقابة الدستورية، وتنظيمات تنفيذية تصدر في شكل مراسيم تنفيذية ويختص بها الوزير الأول أو رئيس الحكومة حسب الحالة، وتخضع لرقابة القضاء الإداري، أنظر المادة 141 من دستور الجزائر لسنة 2020.

المحدد على سبيل الحصر سواء في المادتين 139 و140 من دستور 2020 أو في مواضع أخرى منه[49].

أخضعت الدساتير الجزائرية المتعاقبة منذ 1989[50] النصوص التي يتخذها رئيس الجمهورية في إطار ممارسته للسلطة التنظيمية للرقابة الدستورية الاختيارية قبل أو بعد إصدارها، غير أنها في دستور 2016 أصبحت خاضعة فقط للرقابة القبلية الاختيارية على غرار القوانين العادية والمعاهدات[51]، قبل أن يوسع المؤسس الدستوري من هذا التضييق في دستور 2020 ويخضعها للرقابة الدستورية اللاحقة خلال شهر من نشرها[52].

على الرغم من عدم تدخل رئيس الجمهورية في العملية الانتخابية باستثناء اختصاصه باستدعاء الهيئة الناخبة[53]، إلا أن إخضاع المراسيم الرئاسية لرقابة المحكمة الدستورية من شأنه أن يساهم في تقييد رئيس الجمهورية بالإجراءات والشروط التي وضعها المؤسس الدستوري لإجراء الانتخابات في مواعيدها المحددة[54]، وعلى رأسها استشارة المحكمة الدستورية في حالة تمديد الأجل المحدد لبعض الانتخابات في الدستور[55].

---

[48]-المادة 190 من دستور الجزائر لسنة 2020.

[49]- نصت المادة 139 من دستور 2020 على انه "يشرع البرلمان في الميادين التي يخصصها له الدستور وكذلك في المجالات الآتية:"، كما نصت المادة 140 منه على انه" إضافة إلى المجالات المخصّصة للقوانين العضويّة بموجب الدّستور، يشرع البرلمان بقوانين عضويّة في المجالات الآتية...».

[50]- المادة 155 من دستور 1989 والمادة 165 من دستور 1996 والمادة 186 من دستور 2016.

[51]- نصت المادة 186 من دستور 2016 على أنه «بالإضافة إلى الاختصاصات الأخرى التي خولتها إياه صراحة أحكام أخرى في الدستور يفصِل المجلس الدّستوريّ برأي في دستورية المعاهدات والقوانين والتنظيمات".

[52]- نصت المادة 190 من دستور 2020 في الفقرة الثالثة منها على أنه" يمكن إخطار المحكمة الدستورية بشأن دستورية التنظيمات خلال شهر من تاريخ نشرها."

[53]- المادة 91 نقطة 10 من دستور الجزائر لسنة 2020.

[54]- تنص المادة 123 من الأمر المتضمن القانون العضوي المتعلق بنظام الانتخابات لسنة 2021 على أنه" مع مراعاة الأحكام الأخرى المنصوص عليها في هذا القانون العضوي، تستدعى الهيئة الناخبة بموجب

تزداد رقابة المحكمة الدستورية للتنظيمات أهمية مع توسيع سلطة إخطارها إلى رئيس الحكومة وأعضاء البرلمان، ففي حالة وجود رئيس حكومة من المعارضة، بإمكانه على غرار أعضاء البرلمان، إخطار المحكمة الدستورية لمراقبة دستورية المراسيم المتضمنة استدعاء الهيئة الناخبة في حالة إخلاله بالشروط المقررة دستوريا، خاصة عند إجراء انتخابات تشريعية بعد حل المجلس الشعبي الوطني أو الدعوة إلى انتخابات تشريعية مسبقة والتي يجب أن تجري في الحالتين في أجل أقصاه ثلاثة (3) أشهر، وإذا تعذّر تنظيمها لأيّ سبب كان، يمكن تمديد هذا الأجل لمدة أقصاها ثلاثة (3) أشهر بعد أخذ رأي المحكمة الدستورية[56].

إذا كان أمر إخضاع المراسيم الرئاسية عموما وتلك المتعلقة باستدعاء الهيئة الناخبة خصوصا، محسوما في النظام الدستوري الجزائري، فإن الأمر مختلف في فرنسا، فعلى الرغم من عدم اختصاص المجلس الدستوري بمراقبة دستورية المراسيم الرئاسية لخضوعها لرقابة القضاء الإداري، إلا أن المجلس الدستوري الفرنسي أعطى لنفسه الحق في مراقبة الأعمال التحضيرية للانتخابات وعلى رأسها المرسوم المتضمن استدعاء الهيئة

مرسوم رئاسي في غضون الأشهر الثلاثة (3) التي تسبق تاريخ الانتخابات."، كما نصت المادة 245 منه على انه " تجرى الانتخابات الرئاسية في ظرف الثلاثين يوما السابقة لانقضاء عهدة رئيس الجمهورية، أما المادة 246 منه فأكدت على أنه" تستدعى الهيئة الناخبة بموجب مرسوم رئاسي في ظرف تسعين يوما قبل تاريخ الاقتراع، مع مراعاة أحكام المادة 94 من الدستور".

[55]- أشار المرسوم الرئاسي المتضمن استدعاء الهيئة الناخبة لانتخابات أعضاء المجلس الشعبي الوطني، إلى أن رئيس الجمهورية استشار المجلس الدستوري، أنظر المرسوم الرئاسي رقم 21-96 مؤرخ في 27 رجب عام 1442 الموافق 11 مارس سنة 2021، يتضمن استدعاء الهيئة الناخبة لانتخاب أعضاء المجلس الشعبي الوطني، الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية رقم 18 المؤرخة في 11 مارس 2021، ص 4.

[56]- المادة 151 الفقرة الثانية من دستور 2020.

الناخبة، مستمدا ذلك من اختصاصه بالسهر على صحة الانتخابات، مما يجعل من واجبه فحص دستوريته لأن من شأنه أن يعيب مجمل العملية الانتخابية[57].

ثانيا:المحكمة الدستورية قاضي انتخابات

بالنظر لأهمية الانتخابات ذات الطابع الوطني ولتداعياتها السياسية، يوكل للقضاء الدستوري السهر على صحتها، ويتباين حجم تدخله بين الانتخابات الرئاسية والبرلمانية والاستفتاءات، غير أنه يختص حصريا بالنظر في الفصل في الطعون في قرارات رفض الترشح واعتماد القائمة النهائية للمترشحين للانتخابات الرئاسية(1) وإثبات مانع سحب الترشح للانتخابات الرئاسية(2) والفصل في الطعون في قرارات لجنة مراقبة تمويل الحملة الانتخابية(3) وفي الطعون المتعلقة بعمليات التصويت في الانتخابات الرئاسية والتشريعية والاستفتاء وإعلان نتائجها النهائية(4).

1. الفصل في الطعون في قرارات رفض الترشح واعتماد القائمة النهائية للمترشحين

بعد أن كانت ملفات الترشح لانتخاب رئيس الجمهورية تودع لدى المجلس الدستوري لدراستها والتحقق من مدى توفرها على الشروط الدستورية والتشريعية ذات

[57] -« un décret ne peut être attaqué devant le juge constitutionnel. Toutefois, celui-ci a déclaré admissible un tel recours en 1981, mais uniquement parce qu'il s'agissait d'un décret de convocation des électeurs après la dissolution de l'Assemblée nationale et le Conseil constitutionnel ayant compétence pour veiller à la régularité de l'élection des députés, il a estimé qu'il fallait examiner la constitutionnalité d'un texte qui risquait de vicier l'ensemble des élections », Favoreu, L. (1985). La justice constitutionnelle en France. Les Cahiers de droit, 26 (2), p.314.

الصلة، وإعداد تقارير بشأنها والفصل في صحة الترشيحات وتحديد القائمة النهائية للمترشحين وترتيبهم[58]، إلا أنه بعد استحداث السلطة الوطنية المستقلة للانتخابات أصبحت مختصة بالفصل في صحة الترشيحات للانتخابات الرئاسية[59]، وإرسال قراراتها للمحكمة الدستورية التي تختص بالفصل في الطعون في قرارات رفض الترشح، وتعتمد على إثر ذلك القائمة النهائية للمترشحين وترتيبهم[60].

2.اثبات مانع سحب الترشح لانتخاب رئيس الجمهورية

تفاديا لتعطيل إجراء الانتخابات الرئاسية في الوقت المحدد لها وما قد يترتب عليه من شغور لرئاسة الجمهورية، والذي قد يتسبب فيه انسحاب المترشحين الذين اعتمدتهم المحكمة الدستورية في القائمة النهائية ولأسباب غير وجيهة، فإن الانسحاب من سباق الرئاسيات لا يعتد به إلا في حالة حصول مانع خطير تختص المحكمة الدستورية بإثباته.

إذا كان الانسحاب في الدور الأول لا يؤثر على مواصلة العملية الانتخابية لافتراض وجود عدة مترشحين، فإن الأمر يختلف بالنسبة للدور الثاني الذي لا يتواجد فيه سوى مترشحين اثنين، هذا الانسحاب قد يكون إما بإرادة المترشح أو لأسباب خارجة عنه، غير أنه في كل الأحوال، فإننا نكون أمام حالتين:

[58]- المواد من 48 إلى 51 من النظام المحدد لقواعد عمل المجلس الدستوري المعدل والمتمم سنة 2019.
[59]- القانون العضوي رقم 19-07 مؤرخ في 14 سبتمبر 2019، المتعلق بالسلطة الوطنية المستقلة للانتخابات، الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية رقم 55 المؤرخة في 15 سبتمبر 2019، ص 5-11.
[60]- المادة 252 من الأمر المتضمن القانون العضوي المتعلق بنظام الانتخابات لسنة 2021 سالف الذكر.

- بعد أن ينال الترشح لانتخاب رئيس الجمهورية موافقة المحكمة الدستورية، لا يمكن سحبه إلاّ في حالة حصول مانع خطير تثبته المحكمة الدستورية قانونا أو في حالة وفاة المترشح المعني، وإذا انسحب أحد المترشحين من الدور الثاني، تستمر العملية الانتخابية دون أخذ هذا الانسحاب في الحسبان؛

-في حالة وفاة أحد المترشحين للدور الثاني أو تعرّضه لمانع قانوني، تعلن المحكمة الدستورية وجوب إجراء كل العمليات الانتخابية من جديد، وتُمدَّد في هذه الحالة آجال تنظيم انتخابات جديدة لمدة أقصاها ستون(60) يوما، وتبلغ قرارها إلى رئيس الجمهورية ورئيس السلطة الوطنية المستقلة للانتخابات[61]، وفي هذه الحالة يظل رئيس الجمهورية السارية عهدته أو من يتولى وظيفة رئيس الدولة، في منصبه حتى أداء رئيس الجمهورية اليمين[62].

3.الفصل في الطعون في قرارات لجنة مراقبة تمويل الحملة الانتخابية

كانت حسابات الحملة الانتخابية للانتخابات الرئاسية والتشريعية تودع لدى المجلس الدستوري لمراقبتها والفصل بقبولها أو رفضها[63]، أصبح هذا الاختصاص لدى لجنة مراقبة الحملة الانتخابية التي تُنشأ لدى السلطة الوطنية المستقلة للانتخابات، قصد مراجعة صحة ومصداقية العمليات المقيّدة في حساب الحملة الانتخابية، وتصدر في هذا

[61]- تنص المادة 55 من النظام المحدد لقواعد عمل المجلس الدستوري على أنه "يُبلَغ القـرار المتعلق بحالات إثبات المانع الشرعي لأحد المترشحين للدور الثاني أو وفاته، وكذا قــرار وجوب القيام بكل العمليات الانتخابية من جديد...، إلى رئيس الجمهورية والوزير المكلف بالداخلية والجماعات المحلية"، ونظرا لأن السلطة الوطنية المستقلة للانتخابات أصبحت هي المشرفة على تنظيم الانتخابات فإن قرارات المحكمة الدستورية تبلغ لرئيس السلطة الوطنية وليس لوزير الداخلية.

[62]- المادة 95 من دستور 2020.

[63]- المادة 196 من القانون العضوي المتعلق بنظام الانتخابات لسنة 2016.

الشأن في أجل ستة (6) أشهر قرارا وجاهيا تصادق بموجبه على الحساب أو تعدله أو ترفضه، وبانقضاء هذا الأجل، يعد الحساب مصادقا عليه[64] ، غير أن المحكمة الدستورية أصبحت مختصة بالنظر في الطعون المنصبة على قرارات هذه اللجنة، في أجل شهر من تاريخ تبليغها للمعنيين بالأمر، ومن شأن ذلك، توفير ضمانات للمترشحين للانتخابات الرئاسية والتشريعية للحصول على تعويضات عن نفقات الحملة الانتخابية قد تصل إلى 30% بالنسبة للأولى و20 % بالنسبة للثانية، في حالة حصولهم على عدد محدد من الأصوات المعبر عنها[65].

4.الفصل في الطعون المتعلقة بعمليات التصويت وإعلان النتائج النهائية

إذا كانت السلطة الوطنية المستقلة للانتخابات مختصة بإعلان النتائج المؤقتة للاستفتاء والانتخابات الرئاسية[66] والتشريعية[67]، فإنه يعود للمحكمة الدستورية تلقي الطعون المتعلقة بعمليات التصويت (أ) وإعلان نتائجها النهائية(ب).

أ.الفصل في الطعون المتعلقة بعمليات التصويت

يختص القضاء الدستوري بالفصل في جزء هام من المنازعات الانتخابية، ولو أنه لا يطبق فيها الأحكام الدستورية إلا قليلا، في مقابل الأحكام التشريعية والتنظيمية.

[64]- أنظر المواد 115 – 122 من الأمر المتضمن القانون العضوي للانتخابات لسنة 2021.
[65]- المواد 93-95 من الأمر المتضمن القانون العضوي للانتخابات لسنة 2021.
[66]- المواد 259 و263 ، من الأمر المتضمن القانون العضوي للانتخابات لسنة 2021.
[67]- المادتان 209، و238 من الأمر المتضمن القانون العضوي للانتخابات لسنة 2021.

بضمانه لاحترام مصداقية الاقتراع وبتحققه من شروط وصول الحكام إلى السلطة، يسهر القاضي الدستوري بذلك على صحة تعبير الشعب السيد، وإن كان في الظاهر لا يتدخل للتأكد من صحة الترشح، كما سبق ذكره، بل يقتصر دوره السهر على صحة الاقتراع[68].

إن تمكين المحكمة الدستورية من رقابة الانتخابات ذات الطابع الوطني وترك الانتخابات المحلية من اختصاص القضاء العادي، يجعل الجزائر على غرار فرنسا تشكل استثناء مقارنة بكثير من الدول التي توجهت إلى توحيد المنازعات الانتخابية بمنحها إما للقاضي العادي أو للقاضي الدستوري، ومن ثم يبدو هذا التوزيع في الاختصاص غريبا، خاصة وأن الحجج المقدمة لتبرير منح القاضي الدستوري اختصاص الفصل في منازعات الانتخابات الوطنية تصلح للانتخابات المحلية، باعتبار كليهما انتخابات سياسية، تساهم في تعبير الشعب عن سيادته الوطنية، كما اعترف بذلك المجلس الدستوري الفرنسي في قرار له سنة 1982[69].

إذا كانت المنازعة الانتخابية تنتمي إلى المنازعات الإدارية، فإن تنظيمها يختلف من دولة لأخرى، وفي هذا الإطار كرس المشرع الجزائري نظاما للطعون الانتخابية يتميز

---

[68] - « En assurant le respect de la sincérité du suffrage et en vérifiant les conditions d'accession au pouvoir des gouvernants, le juge constitutionnel veillerait à l'authenticité des manifestations de volonté du peuple Cette remarque invite à s'interroger sur la spécificité du contentieux électoral. Il est, pour l'essentiel, un contentieux de l'exacte application des dispositions relatives à l'élection qui ne sont, effectivement, que très partiellement des normes constitutionnelles », Vidal-Naquet Ariane, Magnon Xavier. op. cit, p.32-33.

[69] - CC, décis. n° 82-146 DC du 18 novembre 1982 Quotas par sexe I ; Vidal-Naquet Ariane, Magnon Xavier. Op. cit, p.29.

بتعدد الجهات المختصة بالفصل فيها[70]، فالطعون المتعلقة بعمليتي الشطب والتسجيل في القوائم الانتخابية يختص بها القضاء العادي[71]، والطعون في قرارات السلطة الوطنية المستقلة للانتخابات المتعلقة بتعيين أعضاء مكاتب التصويت[72]، ورفض الترشح للانتخابات المحلية والتشريعية[73]، والنتائج المؤقتة للانتخابات المحلية[74]، تدخل في اختصاص القضاء الإداري، أما القضاء الدستوري فيختص حصريا بالفصل في الطعون في قرارات السلطة الوطنية المستقلة للانتخابات برفض الترشح للانتخابات الرئاسية، وفي قرارات لجنة مراقبة تمويل الحملة الانتخابية، وفي صحة عمليات التصويت في الانتخابات الرئاسية والتشريعية والاستفتاء[75].

إذا كان الولوج إلى القضاء الدستوري لوقت طويل، ممنوحًا حصريًا للسلطات السياسة العليا في البلاد، ولم يوسع لأعضاء البرلمان والمتقاضين إلا مؤخرا[76]، فإن المنازعات الانتخابية كانت تتيح قبل ذلك للناخبين والمترشحين والأحزاب السياسية المشاركة في الانتخابات الطعن في النتائج المؤقتة للانتخابات الرئاسية والتشريعية والاستفتاء.

---

[70]- موسى يعقوب، نظام الطعون الانتخابية، مداخلة مقدمة في الملتقى، المنظمة العربية للغدارة الانتخابية، عمان، المملكة الأردنية، فيفري 2019.

[71]- المادة 69 من الأمر المتضمن القانون العضوي المتعلق بنظام الانتخابات لسنة 2021.

[72]- المادة 129 من الأمر المتضمن القانون العضوي المتعلق بنظام الانتخابات لسنة 2021.

[73]- المواد 183 و206 و226، من الأمر المتضمن القانون العضوي المتعلق بنظام الانتخابات لسنة 2021.

[74]- المادة 186 من الأمر المتضمن القانون العضوي المتعلق بنظام الانتخابات لسنة 2021.

[75]- تنص المادة 191 من دستور الجزائر لسنة 2020 على انه "تنظر المحكمة الدستورية في الطعون التي تتلقاها حول النتائج المؤقتة للانتخابات الرئاسية والانتخابات التشريعية والاستفتاء، وتعلن النتائج النهائية لكل هذه العمليات".

[76]- تم توسيع إخطار المجلس الدستوري لأعضاء البرلمان وتمكين المتقاضين من حق الدفع بعدم دستورية الأحكام التشريعية التي تنتهك الحقوق والحريات بموجب التعديل الدستوري لسنة 2016، انظر المادتين 187 و188 من دستور الجزائر لسنة 2016.

ففي انتخابات أعضاء المجلس الشعبي الوطني، يحق لكل مترشح ولكل قائمة مترشحين، ولكل حزب مشارك في هذه الانتخابات، الطعن في النتائج المؤقتة بتقديم طلب في شكل عريضة يودعها لدى المحكمة الدستورية، كما يحق لكل مترشح لانتخابات مجلس الأمة أن يعترض على نتائج الاقتراع بتقديم طعن لدى كتابة ضبط المحكمة الدستورية، كما يحق لكل مترشح أو ممثله القانوني في الانتخابات الرئاسية ولكل ناخب في الاستفتاء أن يطعن في صحة عمليات التصويت بإدراج احتجاجه في محضر الفرز الموجود في مكتب التصويت. على أن تودع كل هذه الطعون لدى أمانة ضبط المحكمة الدستورية[77].

تتباين النتائج المترتبة على فصل المحكمة الدستورية في الطعون المنصبة على عمليات التصويت التي تشمل" كل الإجراءات المجسدة لعملية التصويت منذ انطلاقه إلى غاية انتهائه بما في ذلك عمليات الفرز وجمع النتائج وإحصائها وتركيزها"[78]، بحسب طبيعة الفصل قبولا أو رفضا، فإذا ارتأت أن الطعن مؤسس، و"أثره بين وحاسم وشائن"[79]، فإنه يمكنها بموجب قرار معلل، إمّا إلغاء الانتخاب المعترض عليه، وإمّا تعديل محضر النتائج المحرر، وتعلن نهائيا المترشح المنتخب قانونا[80].

---

[77]- المواد 209، 240، 258، 259، من الأمر المتضمن القانون العضوي المتعلق بنظام الانتخابات لسنة 2021 سالف الذكر.

[78]- موسى يعقوب، الطعون الانتخابية، مرجع سبق ذكره.

[79]- موسى يعقوب، الطعون الانتخابية، مرجع سبق ذكره.

[80]- بالنسبة للانتخابات الرئاسية والاستفتاء ووفقا للمادة 260 من الأمر المتضمن القانون العضوي المتعلق بالانتخابات "إذا تبين (للمحكمة الدستورية) أن الطعون مؤسسة، تعيد بقرار معلل صياغة محاضر النتائج المعدة."، أما بالنسبة للانتخابات التشريعية وفقا للمادتين 210 و241 من نفس القانون، إذا تبين للمحكمة الدستورية أن الطعن مؤسس، يمكنها "أن تصدر قرارا معللا إما بإلغاء الانتخاب المتنازع فيه أو بإعادة صياغة محضر النتائج المعد، وإعلان المترشح المنتخب قانونا"،

إذا كانت المحكمة الدستورية مختصة بالفصل في المنازعات المتعلقة بعمليات التصويت، فإن ذلك لا يمنعها من توسيع رقابتها إلى "كل مراحل الاقتراع والاطلاع على ملفات المترشحين المعنيين بالطعن والقوائم الانتخابية المسجلين فيها ومحاضر التصويت والفرز والتأكد من الشروط والآجال القانونية للطعن[81]".

تكشف إعلانات المجلس الدستوري المتعلقة بنتائج الانتخابات، أن أغلب الطعون الانتخابية المتعلقة بعمليات التصويت ترفض شكلا ولأسباب وجيهة، كعدم إحترام الطاعنين للأشكال الإجرائية الجوهرية المطلوبة فيها قانونا، ومنها على سبيل المثال السهو عن إدراج الاحتجاج على صحة عمليات التصويت بمحضر الفرز بمكتب التصويت، وعدم إحترام الآجال القانونية[82].

مع إدراج حق المتقاضين بالدفع بعدم الدستورية يطرح التساؤل عن إمكانية الاستفادة منه بمناسبة المنازعات الانتخابية التي تختص المحكمة الدستورية بالفصل فيها ابتدائيا ونهائيا، وكيف يمكن لها التصرف في حالة إثارة هذا الدفع أمامها، خاصة وأن نظام التصفية المقرر في هذا الشأن، يشترط إثارته أمام الجهات القضائية التابعة للمحكمة العليا ومجلس الدولة[83]؟

---

[81]- فلاق عمر، المجلس الدستوري قاضي انتخابات، مذكرة مقدمة لنيل شهادة الماجستير في إطار مدرسة الدكتوراه، فرع الدولة والمؤسسات العمومية، جامعة الجزائر 1 يوسف بن خدة، 2016/2015، ص 99-100.

[82]- موسى يعقوب، مرجع سبق ذكره.

[83]- تنص المادة 195 من دستور 2020 على أنه "يمكن إخطار المجلس الدستوري بالدفع بعدم الدستورية بناء على إحالة من المحكمة العليا أو مجلس الدولة"، أنظر كذلك القانون العضوي رقم 18-16 المؤرخ في 2 سبتمبر 2018 المحدد لشروط وكيفيات تطبيق الدفع بعدم الدستورية. الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية

للإجابة على هذا التساؤل يمكن الاستئناس بما درج عليه المجلس الدستوري الفرنسي، عند فصله في المنازعات الانتخابية، أين نجده يرفض أن يتصرف كقاضِ دستوري ويتحول إلى قاضِ عادِ، عندما تثار أمامه مسألة الدفع بعدم الدستورية، فلا يشترط بذلك نظام التصفية، ويصدر قرار واحدا في النزاع، ويكون بذلك قد خرج عما استقر عليه عمله، الذي يقضي بأنه لا ينظر في دستورية قوانين صادرة إلا استثناء إذا كانت معدلة ومكملة[84].

ب. إعلان النتائج النهائية للانتخابات

بعد فصلها في الطعون التي تتلقاها بشأن عمليات التصويت، تختص المحكمة الدستورية بإعلان النتائج النهائية للانتخابات الرئاسية والتشريعية والاستفتاءات، وهذا ما يوفر مصداقية لهذه الانتخابات ويؤدي إلى قبولها من قبل كل أطراف العملية الانتخابية، الأمر الذي يؤدي إلى تعزيز شرعية الهيئات المنتخبة[85].

رقم 54 المؤرخة في 5 سبتمبر 2018، النظام المحدد لقواعد عمل المجلس الدستوري المعدل والمتمم سنة 2019، الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية رقم 42 المؤرخة في 30 جوان 2019.

[84] -Vidal-Naquet Ariane, Magnon Xavier.op. cit, p.30-31.

[85] -« Le contentieux électoral présente, précisément, une dimension politique imposant l'application de normes constitutionnelles et il est donc possible qu'il entre dans les compétences d'une cour constitutionnelle. La compétence électorale s'ajoute, le cas échéant, aux autres compétences de la Cour. L'on peut supposer, qu'au regard de la solennité de l'organe, la compétence de la Cour soit réservée pour certaines élections seulement, les plus importantes. L'opportunité de ce choix renvoie à des problématiques plus générales liées à la justice constitutionnelle (composition de la juridiction, légitimité, compétences accordées…). », Vidal-Naquet Ariane, Magnon Xavier, op. ct, p. 25.

بالنسبة للانتخابات الرئاسية، تعلن المحكمة الدستورية نتائج الدور الأول وتعيّن، عند الاقتضاء، المترشّحين (2) المدعوين للمشاركة في الدور الثاني، الذي يحدد تاريخه باليوم الخامس عشر (15) بعد إعلان المحكمة الدستورية لنتائج الدور الأول، على ألاّ تتعدى المدة القصوى بين الدورين الأول والثاني ثلاثين (30) يوما[86]، كما تعلن النتائج النهائية للانتخابات الرئاسية بعد الدور الثاني في أجل عشرة (10) أيام ابتداء من تاريخ استلامها للمحاضر من رئيس السلطة المستقلة، نفس الأمر ينطبق على إعلان نتائج الاستفتاء[87].

كما تختص المحكمة الدستورية بضبط النتائج النهائية لانتخابات أعضاء المجلس الشعبي الوطني، وإعلانها في أجل أقصاه عشرة (10) أيام من تاريخ استلامها للنتائج المؤقتة من السلطة المستقلة، مع إمكانية، عند الحاجة، تمديد هذا الأجل إلى ثمان وأربعين (48) ساعة بقرار من رئيس المحكمة الدستورية[88]، نفس الأمر بالنسبة لانتخابات مجلس الأمة، وفي حالة ما ارتأت إلغاء الانتخاب، ينظم اقتراع جديد في أجل ثمانية (8) أيام، ابتداء من تاريخ تبليغ قرار المحكمة الدستورية إلى رئيس السلطة المستقلة[89].

---

[86]- المادّة 256و 257: تعلن المحكمة الدستورية نتائج الدور الأول وتعيّن، عند الاقتضاء، المترشحين (2) المدعوين للمشاركة في الدور الثاني، يحدد تاريخ الدور الثاني للاقتراع باليوم الخامس عشر (15) بعد إعلان المحكمة الدستورية نتائج الدور الأول، على ألاّ تتعدى المدة القصوى بين الدورين الأول والثاني ثلاثين (30) يوما. المادّتين 256و 257 من الأمر المتضمن القانون العضوي المتعلق بنظام الانتخابات.

[87]- المادة 263 من الأمر المتضمن القانون العضوي المتعلق بنظام الانتخابات.

[88]- المادّة 211 من الأمر المتضمن القانون العضوي المتعلق بنظام الانتخابات.

[89]- المادة 241 من الأمر المتضمن القانون العضوي المتعلق بنظام الانتخابات.

ثالثا: ابداء المحكمة الدستورية لرأيها في تمديد عهدة البرلمان وتأجيل الانتخابات الرئاسية والتشريعية ومعالجة شغور المؤسسات المنتخبة

تتعرض المؤسسات المنتخبة إلى مواجهة ظروف قد تحول دون إجراء الانتخابات في موعدها المحدد، ونظرا للمخاطر الناجمة عن شغور هذه المؤسسات، فقد حدد المؤسس الدستوري الحالات التي يمكن أن تؤجل فيها هذه الانتخابات والإجراءات الواجب إتباعها لتنظيم هذه الانتخابات، تحت رقابة القضاء الدستوري، سواء تعلق الأمر بتمديد عهدة البرلمان(1) أوباستحالة تنظيم الانتخابات الرئاسية والتشريعية(2) أو شغور المؤسسات الدستورية(3).

1.تمديد عهدة البرلمان

حدد الدستور عهدة البرلمان بخمس سنوات بالنسبة للمجلس الشعبي الوطني، وست سنوات بالنسبة لمجلس الأمة مع تجديد نصف أعضاءه كل ثلاث سنوات، إلا أن البلاد قد تواجه ظروفًا خطيرةً يستحيل معها إجراء انتخابات عادية، الأمر الذي يتطلب تمديد العهدة البرلمانية تفاديا لتعطل البرلمان، ففي هذه الحالة وإن كان البرلمان المنعقد بغرفتيه المجتمعتين معا هو المختص بإثباتها بقرار، بناء على اقتراح رئيس الجمهوريّة، إلا أن ذلك يتطلب من هذا الأخير استشارة المحكمة الدستوريّة في الأمر[90].

إذا كان اقتراح رئيس الجمهورية لتمديد عهدة البرلمان، يعود لالتزاماته الدستورية بالسهر على استمرارية المؤسسات الدستورية وعدم تعطلها[91]، فإن استشارته للمحكمة الدستورية من شأنها أن تمكنها من إبداء رأيها في هذا التمديد، بعد التأكد من وجود

[90]- المادة 122 من دستور 2020.

[91]- يتضمن نص اليمين الذي يؤديه رئيس الجمهورية قبل استلامه لمهامه الالتزام بالسهر على "استمرارية الدولة و(العمل) على توفير الشروط اللازمة للسير العادي للمؤسسات والنظام الدستوري"، المادة 90 من دستور الجزائر لسنة 2020.

ظروف خطيرة تحول دون إجراء الانتخابات التشريعية في موعدها المحدد، وحتى لا يكون هذا التمديد باعثا لإطالة عهدة البرلمان.

إن هذه الاستشارة للمحكمة الدستورية ترسخ مبدأ التداول على السلطة ودورية الانتخابات وتحديد العهد بفترة معينة، والتي تعتبر من المبادئ التي تقوم عليها الأنظمة الديمقراطية، وقد سبق للمجلس الدستوري التأكيد على ذلك، بمناسبة رقابته للقانونين المتضمنين تأجيل الانتخابات المحلية لسنة 1990، عندما اعتبر بأنهما لا يحتويان على تمديد الفترة النيابية التي تمّ تأجيلها .... وأن...الطابع الإلزامي لمدة الفترة النيابية المحددة يتنافى مع كل تمديد... وما دام الدستور والقوانين السارية المفعول لا تنص على تمديد الفترات النيابية باستثناء الحالة المبينة في المادة 96 من الدستور"[92]،

2. تمديد آجال تنظيم الانتخابات الرئاسية والتشريعية

حدد المؤسس الدستوري آجالا لتنظيم الانتخابات الرئاسية في حالة شغور رئاسة الجمهورية لأي سبب كان، في مدة أقصاها تسعون يوما (90)، وفي حالة استحالة إجرائها، يمكن تمديد هذا الأجل لمدة لا تتجاوز تسعين (90) يوما، بعد أخذ رأي المحكمة الدستورية، نفس الأمر بالنسبة للانتخابات التشريعية التي تلي قرار رئيس الجمهورية المتضمن حل المجلس الشعبي الوطني أو إجراء انتخابات تشريعية قبل أوانها[93]، والتي يجب أن تنظم في كلتا الحالتين، في أجل أقصاه ثلاثة (3) أشهر، وإذا تعذّر تنظيمها في

[92]- أنظر رأي المجلس الدستوري رقم 2 - ر . ق . م د -1989 المتعلق بدستوريــة القانـون الذي صادق عليه المجلس الشعبي الوطني في 5 ديسمبر 1989 والمتضمن تأجيل انتخابات تجديد المجالس الشعبية الولائية، والرأي رقم 3 -ر. ق -م د -1989 المتعلق بدستوريــة القانـون الذي صادق عليه المجلس الشعبي الوطني في 5 ديسمبر 1989 والمتضمن تأجيل انتخابات تجديد المجالس الشعبية البلدية.

[93]- يمكن رئيس الجمهوريّة أن يقرّر حلّ المجلس الشّعبي الوطني، أو إجراء انتخابات تشريعيّة قبل أوانها، بعد استشارة رئيس مجلس الأمّة، ورئيس المجلس الشّعبي الوطني، ورئيس المحكمة الدستورية، والوزير الأول أو رئيس الحكومة، حسب الحالة.

هذا الأجل لأيّ سبب كان، يمكن تمديد هذا الأجل لمدة أقصاها ثلاثة (3)أشهر بعد أخذ رأي المحكمة الدستورية[94].

من شأن ذلك أن يتيح للمحكمة الدستورية تقدير توفر الظروف الخطيرة التي تستدعي هذا التأجيل، وقد سبق للمجلس الدستوري أن راقب القانونين المتضمنين تأجيل انتخابات تجديد المجالس المحلية سنة 1989، عندما اعتبر القانونين "مطابقين للدستور لضرورة تسيير الشؤون البلدية والولائية خلال فترة تأجيل الانتخابات المحلية والتي يختص القانون بتحديد كيفياتها، ونظرا لأن مهمة الهيئتين المنصوص عليها في القانونين موضوع الإخطار تستجيب لهذا الغرض"،

لعل إدراج رقابة المحكمة الدستورية لقرار تأجيل الانتخابات الرئاسية والتشريعية لمدة ثلاثة (3) أشهر يستهدف تأكدها من وجود سبب وجيه يحول دون إجراءها في موعدها المحدد، وحتى لا يكون ذلك مطية لإطالة المؤسسات المؤقتة، والعودة إلى الشرعية الانتخابية في أقصر الآجال.

3.تدخل المحكمة الدستورية في حالة شغور المؤسسات الدستورية المنتخبة

تجسيدا لتكليفها من قبل المؤسس الدستوري بضمان احترام الدستور، وضبط سير المؤسسات ونشاط السلطات العمومية، تمتد صلاحيات المحكمة الدستورية في المجال الانتخابي إلى السهر على معالجة شغور المؤسسات الدستورية المنتخبة، حيث نجدها تتدخل وجوبا في حالة شغور منصب رئيس الجمهورية لأي سبب كان، لمعالجة هذا

[94]- المواد 94، 122، 151 من دستور 2020.

الوضع، وقد يصل الأمر إلى إمكانية تولي رئيسها رئاسة الدولة، في حالة تزامن شغور منصبي رئيس الجمهورية ورئيس مجلس الأمة حفاظًا على استمرارية المؤسسات الدستورية[95]، لذلك اشترط المؤسس الدستوري ضرورة توافر الشروط المطلوبة للمترشح لرئاسة الجمهورية في رئيس المحكمة الدستورية[96].

نفس الأمر بالنسبة لإمكانية إنهاء عهدة المجلس الشعبي الوطني بسبب الحل أو إجراء انتخابات تشريعية قبل أوانها، أين ألزم المؤسس الدستوري رئيس الجمهورية قبل اتخاذه لهذين القرارين استشارة المؤسسات الدستورية العليا في البلاد وعلى رأسها رئيس المحكمة الدستورية[97].

كما تتدخل المحكمة الدستورية لإعلان شغور مقعد نائب بالمجلس الشعبي الوطني أو عضو منتخب في مجلس الأمة وتعيين مستخلف المترشح، بعد أن تتلقى تصريح الغرفة المعنية بشغور المقعد بسبب الوفاة، أو التعيين في وظيفة من الوظائف المنصوص عليها في القانون العضوي المحدد لحالات التنافي مع العهدة البرلمانية[98]، أو الاستقالة، أو الإقصاء، أو التجريد من عهدته الانتخابية، أو أي مانع شرعي آخر[99].

---

[95]-المادة 94 من دستور الجزائر لسنة 2020

[96]- تنص المادة 188 من دستور الجزائر لسنة 2020 على أنه »يعيّن رئيس الجمهوريّة رئيس المحكمة الدستورية لعهدة واحدة مدّتها ست(6) سنوات، على أن تتوفر فيه الشروط المنصوص عليها في المادة 87 من الدستور باستثناء شرط السن.

[97]- تنص المادة 151 من دستور الجزائر لسنة 2020 على أنه" يمكن رئيس الجمهوريّة أن يقرّر حلّ المجلس الشّعبي الوطني، أو إجراء انتخابات تشريعيّة قبل أوانها، بعد استشارة رئيس مجلس الأمّة، ورئيس المجلس الشّعبي الوطني، ورئيس المحكمة الدستورية، والوزير الأول أو رئيس الحكومة، حسب الحالة".

[98]- أنظر القانون العضوي رقم 12-02 المؤرخ في 12 جانفي 2012، المحدد لحالات التنافي مع العهدة البرلمانية، الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية، رقم 1 المؤرخة في 14 جانفي 2012، ص 41؛ عمار

إن هذا التدخل للمحكمة الدستورية ككل أو من خلال رئيسها، في حالات شغور أهم المؤسسات الدستورية المنتخبة أو مقاعد للأعضاء المنتخبين بغرفتي البرلمان، يستهدف توفير القضاء الدستوري لضمانات لحماية المؤسسات المنتخبة من قبل الشعب، وألا يكون ذلك لأسباب واهية من شأنها المساس بالاختيار الحر والديمقراطي للناخبين، وتعطيل المؤسسات الدستورية المنتخبة.

4.رفع الحصانة البرلمانية عن أعضاء البرلمان

نظرا لأن أعضاء البرلمان قد يستعملون حصانتهم لأغراض غير مرتبطة بالعمل البرلماني، الأمر الذي يحول دون متابعتهم قضائيا عند ارتكابهم لأفعال مجرمة، خاصة عند تمسكهم بها وعدم قبولهم التنازل عنها، فقد أدرج المؤسس الدستوري -معالجة لهذه الوضعية-تمكين الجهات المخولة إخطار المحكمة الدستورية لاستصدار قرار بشأن رفع هذه الحصانة من عدمها[100].

إذا كان سقوط العهدة البرلمانية لأعضاء البرلمان في حالة عدم استيفائهم لشروط قابلية الانتخاب أو فقدانها، وتجريدهم منها في حالة اقترافهم لفعل يُخلّ بشرفها يتطلب

عباس، توسيع حالات التنافي مع العهدة البرلمانية محاولة لتحقيق الفصل العضوي بين السلطات"، مجلة المجلس الدستوري الجزائري، عدد 5 لسنة2015 ، ص45-31 .

[99]- أنظر المواد 215، 216، 242، 243، 244، من الأمر المتضمن القانون العضوي المتعلق بنظام الانتخابات.

[100]- تنص المادة 130 من دستور الجزائر لسنة 2020 على أنه" يمكن أن يكون عضو البرلمان محل متابعة قضائية عن الأعمال غير المرتبطة بمهامه البرلمانية بعد تنازل صريح من المعني عن حصانته. وفي حال عدم التنازل عن الحصانة يمكن جهات الإخطار إخطار المحكمة الدستورية لاستصدار قرار بشأن رفع الحصانة من عدمها".

التصويت عليها من قبل أعضاء كل غرفة بالأغلبية حسب الحالة[101]، فإن تمكين المحكمة الدستورية من التدخل لتقدير رفع الحصانة البرلمانية من عدمها، عن أعضاء البرلمان من شأنه أن يوفر ضمانات حقيقية لعدم المساس باستقلاليتهم، ومن شأن هذه الحماية الدستورية أن تتيح لهم البقاء أوفياء لثقة الشعب وتطلعاته، من خلال ممارستهم لاختصاصاتهم الرقابية والتشريعية التي يخولها لهم الدستور بكل فعالية[102].

خاتمة :

بعد استعراض الاختصاصات المختلفة التي خولها المؤسس الدستوري للمحكمة الدستورية والتي تتجاوز فصلها في المنازعات المتعلقة بالانتخابات الرئاسية والتشريعية والاستفتاء، يتبين لنا بكل وضوح المكانة المرموقة التي تحتلها هذه المؤسسة الدستورية في النظام الدستوري الجزائري، باعتبارها مكلفة أساسا بضمان احترام الدستور من خلال ضبط نشاط السلطات العمومية وحماية الحقوق والحريات الأساسية، ويندرج كل هذا في إطار التطور الذي يعرفه القضاء الدستوري في كل أنحاء العالم، باعتباره مظهرا من مظاهر الدولة الدستورية التي يعلو فيها الدستور بصفته عقدا اجتماعيا سياسيا، على حساب القانون والذي رغم أنه تعبير عن إرادة العامة، إلا أنه لا يجب أن يتعدى الإطار الذي يضعه المؤسس الدستوري.

---

[101]- تنص المادة 126 من دستور الجزائر لسنة 2020 على أن "كل نائب أو عضو مجل س الأمّة لا يستوفي شروط قابليّة انتخابه أو يفقدها، يتعرّض لسقوط عهدته البرلمانيّة. يقرّر المجلس الشّعبي الوطني أو مجلس الأمّة، حسب الحالة، هذا السّقوط بأغلبيّة أعضائه"، كما تنص المادة 127 من نفس الدستور على أن" النّائب أو عضو مجلس الأمّة مسؤول أمام زملائه الّذين يمكنهم تجريده من عهدته إن اقترف فعلا يُخلّ بشرفها".

[102]- تنص المادة 117 من دستور الجزائر لسنة 2020 على انه "يبقى البرلمان في إطار اختصاصاته الدستورية، وفيّا لثقة الشعب وتطلعاته".

إن تدخل المحكمة الدستورية للفصل في الطعون المتعلقة بقرارات رفض الترشيحات لانتخابات رئيس الجمهورية التي تصدرها السلطة الوطنية المستقلة للانتخابات و في قرارات لجنة تمويل الحملة الانتخابية زيادة على اختصاصها بالنظر في الطعون المنصبة على عمليات التصويت في الانتخابات الرئاسية والتشريعية وإعلان نتائجها النهائية، من شأنه أن يضفي على المؤسسات المنتخبة مصداقية وقبولا.

لا يتوقف دور المحكمة الدستورية عند هذا الحد، بل يتعداه إلى التدخل عند شغور المؤسسات الدستورية المنتخبة، سواء من خلال معالجة شغور رئاسة الجمهورية لأي سبب كان، أو استشارتها قبل حل المجلس الشعبي الوطني، أو اختصاصها باستخلاف أعضاء البرلمان أو رفع الحصانة البرلمانية عنهم، زيادة على إبداء رأيها في حالة تمديد عهدة البرلمان أو تأجيل الانتخابات الرئاسية والتشريعية.

من خلال تدخلاتها المختلفة وما تصدره من قرارات نهائية ملزمة لجميع السلطات العمومية والسلطات الإدارية والقضائية، فيما يعرض عليها من إخطارات وإحالات ومنازعات، تساهم المحكمة الدستورية في توحيد الاجتهاد المرتبط بتفسير الأحكام الدستورية والتشريعية خاصة في مجال الانتخابات، الأمر الذي يساهم في إثراء قواعد القانون الانتخابي، باعتبار القضاء عموما والدستوري خصوصا مصدرًا مهمًا من مصادر القانون.

ملخص :

تستعرض هذه الورقة اختصاصات المحكمة الدستورية في مجال الانتخابات، سواء من خلال رقابتها على التشريعات الانتخابية وتدخلها عند شغور المؤسسات المنتخبة أو تمديد آجال الانتخابات الرئاسية والتشريعية وفصلها في المنازعات الانتخابية وإعلان النتائج النهائية، كاشفة في الوقت نفسه إلى أي مدى استطاع المجلس الدستوري من خلال آراءه وقراراته المختلفة، حماية المبادئ الدستورية التي من شأنها تحقيق شفافية ونزاهة الانتخابات، خاصة حرية الترشح والمساواة بين المترشحين وعدم التمييز بينهم والفصل بين السلطات الدستورية المتدخلة في العملية الانتخابية.

الكلمات المفتاحية: القضاء الدستوري، المحكمة الدستورية الجزائرية، المجلس الدستوري الجزائري، الرقابة الدستورية، رقابة المطابقة، المنازعات الانتخابية، الانتخابات.

قائمة المراجع:

1.دساتير:

- دساتير الجزائر لسنوات: 1989، 1996، 2016، 2020.

2.قوانين:

-الأمر رقم 97-07، مؤرخ في 06-03-1997، المتضمن القانون العضوي المتعلق بنظام الانتخابات، الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية رقم 12 مؤرخة في 6 مارس 1997، ص3؛

-القانون العضوي رقم 04-01 مؤرخ في 7 فبراير 2004 يعدل ويتمم الأمر رقم 97-07 المتضمن القانون العضوي المتعلق بالانتخابات، الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية رقم 9 مؤرخة في 11 فبراير 2004، ص 21؛

- القانون العضوي رقم 12-01 مؤرخ في 12 يناير 2012، يتعلق بنظام الانتخابات، الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية رقم 1 مؤرخة في 14 يناير 2012 ص 9؛

-القانون العضوي رقم 16-10 مؤرخ في 25 أوت 2016 يتعلق بنظام الانتخابات، الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية رقم 50 مؤرخة في 28 أوت 2016 ص 9؛

-القانون العضوي رقم 16-11 المؤرخ في 25 أوت 2016 المتعلق بالهيئة العليا المستقلة لمراقبة الانتخابات، الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية رقم 50 المؤرخة في 28أوت 2016 ص41.

-القانون العضوي رقم 19-07 مؤرخ في 14 سبتمبر 2019، المتعلق بالسلطة الوطنية المستقلة للانتخابات، الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية رقم 55 المؤرخة في 15 سبتمبر 2019، ص 5-11.

- الأمر رقم 21-01 مؤرخ في 10 مارس سنة 2021، المتضمن القانون العضوي المتعلق بنظام الانتخابات، الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية رقم 17 المؤرخة في 10 مارس 2021، ص 8-43.

-الأمر رقم 21-02 مؤرّخ في 16 مارس سنة 2021 ، المحدد للدوائر الانتخابية وعدد المقاعد المطلوب شغلها في انتخابات البرلمان، الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية رقم 19 المؤرخة في16 مارس 2021، ص 6-7.

3.مراسيم:

-المرسوم الرئاسي رقم 21-77 المؤرخ في 21 فبراير 2021 المتضمن حل المجلس الشعبي الوطني، الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية رقم 14 المؤرخة في 28 فبراير 2021، ص 4.

-المرسوم الرئاسي رقم 21-96 مؤرخ في 27 رجب عام 1442 الموافق 11 مارس سنة 2021، يتضمن استدعاء الهيئة الناخبة لانتخاب أعضاء المجلس الشعبي الوطني، الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية رقم 18 المؤرخة في 11 مارس 2021، ص4.

4. النظام المحدد لقواعد عمل المجلس الدستوري

-النظام المحدد لقواعد عمل المجلس الدستوري المعدل والمتمم لسنة 2019، الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية رقم 42 المؤرخة في 30 جوان 2019.

5. قرارات وآراء المجلس الدستوري الجزائري:

-قرار رقم 01 ق.ق .مد، المؤرخ في 20 غشت سنة 1989 الصادر عن المجلس الدستوري بتاريخ 20 غشت سنة 1989 والمتعلق بالنظر في مدى دستورية بعض أحكام القانون رقم 13- 89المؤرخ في 7 غشت سنة1989 ، والمتضمن قانون الانتخابات،

-رأي المجلس الدستوري رقم 2 -ر. ق. م د -1989 المتعلق بدستوريـة القانـون الذي صادق عليه المجلس الشعبي الوطني في 5 ديسمبر 1989 والمتضمن تأجيل انتخابات تجديد المجالس الشعبية الولائية،

-رأي المجلس الدستوري رقم 3 -ر. ق -م د -1989 المتعلق بدستوريـة القانـون الذي صادق عليه المجلس الشعبي الوطني في 5 ديسمبر 1989 والمتضمن تأجيل انتخابات تجديد المجالس الشعبية البلدية.

-رأي المجلس الدستوري رقم 08/01 ر. ت د/ م د مؤرخ في 7 نوفمبر سنة 2008، المتعلق بمشروع القانون المتضمن التعديل الدستوري، الجريدة الرسمية رقم 63 المؤرخة في 16 نوفمبر2008.

رأي المجلس الدستوري رقم 03 / ر. م. د /11 المؤرّخ في 22 ديسمبر2011 المتضمن مراقبة مطابقة القانون العضوي المتعلق بنظام الانتخابات، للدستور.

-رأي المجلس الدستوري رقم 01/16 ر.ت د/م د المؤرخ في 28 يناير 2016، المتعلق بمشروع القانون المتضمن التعديل الدستوري.

-قرار رقم 16/ ق.م د /21 المؤرخ في 10 مارس سنة 2021، المتعلق بمراقبة دستورية الأمر المتضمن القانون العضوي المتعلق بنظام الانتخابات، الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية رقم 17 المؤرخة في 10 مارس 2021، ص 3-7.

-قرار رقم/ 17 ق .م د 21 /مؤرّخ في 13 مارس سنة 2021 يتعلق بمراقبة دستورية الأمر الذي يحدد الدوائر الانتخابية وعدد المقاعد المطلوب شغلها في انتخابات البرلمان، الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية رقم 19 المؤرخة في 16 مارس 2021، ص 4-5.

6. كتب ومقالات:

-عمار عباس، تطور الرقابة الدستورية في الجزائر والعوائق التي تحول دون فعاليتها، مجلة الحقيقة، جامعة أدرار، عدد 04 لسنة 2004، ص 153-163.

-عمار عباس، محطات بارزة في تطور الدستور الجزائري"، مجلة المجلس الدستوري الجزائري، عدد 02 لسنة2013 ، ص 15-42؛

-عمار عباس، توسيع حالات التنافي مع العهدة البرلمانية محاولة لتحقيق الفصل العضوي بين السلطات، مجلة المجلس الدستوري الجزائري، عدد 5 لسنة2015 ، ص45-31 ؛

-عمار عباس، مبادرة الإصلاحات السياسية، مجلة الفكر البرلماني، منشورات مجلس الأمة، عدد 27 لسنة2011 ،

-عمار عباس، الانتخابات الرئاسية على ضوء اجتهادات المجلس الدستوري، مجلة المجلس الدستوري الجزائري، عدد 15سنة 2020، ص 25-70.

-عمار عباس، دور المجلس الدستوري الجزائري في ضمان مبدأ سمو الدستور، مجلة المجلس الدستوري الجزائري، عدد 01 لسنة2013 ، ص 59-74؛

-عمار عباس، انفتاح القضاء الدستوري على المتقاضين ودوره في تنقية النظام القانوني من القوانين الماسة بالحقوق والحريات في الدساتير المغاربية، الجزائر تونس والمغرب أنموذجا؛ مجلة المجلس الدستوري عدد 7 لسنة 2017، ص 9-50.

-فلاق عمر، المجلس الدستوري قاضي انتخابات، مذكرة مقدمة لنيل شهادة الماجستير في إطار مدرسة الدكتوراه، فرع الدولة والمؤسسات العمومية، جامعة الجزائر 1 بن يوسف بن خدة، 2016/2015.

-محمد بومدين، آليات رقابة المطابقة التي يمارسها المجلس الدستوري طبقا لتعديل 2016، مجلة الحقيقة للعلوم الاجتماعية والإنسانية، المجلد 18العدد 4، 2019.

-موسى يعقوب، نظام الطعون الانتخابية، مداخلة مقدمة ضمن فعاليات المؤتمر الإقليمي حول "تسوية الشكاوى والطعون الانتخابية في الدول العربية"، المنظمة العربية للإدارات الانتخابية، عمان، الأردن، فبراير 2019.

-Favoreu, L. (1985). La justice constitutionnelle en France. *Les Cahiers de droit*, *26* (2), 299–337.

Vidal-Naquet Ariane, Magnon Xavier. Quel(s) « juge(s) » pour les élections : le chemin dyspraxique de la modélisation à la mise en oeuvre pratique. In: Annuaire international de justice constitutionnelle, 34-2018, 2019. Égalité, genre et constitution - Populisme et démocratie. pp. 23-34.

-Jean-Pierre Camby, Le Conseil constitutionnel, juge électoral,collection Droit Public, édition SIREY, Dalloz, 1996.

7.تقارير:

تقرير هلمت ستوينبرجر، نماذج عن القضاء الدستوري، اللجنة الأوربية لتطبيق الديمقراطية بواسطة القانون.

-hhttp://www.venise.coe.int

IV- الجلســـــة الثالثـــــة:

دور المحكمـــة الدستوريـــــة في مجـــال رقابـــة الدّستوريـــــة.

- اختصاصات المحكمة الدّستورية في مجـال الرقابة القبليـة. السّيـد **عبد النور قراوي**، عضو المجلس الدّستوري.
- اختصاصات المحكمة الدّستورية في مجال رقابة الدّستورية ورقابة المطابقة. **أ.د. جمال رواب**، جامعة الشهيد جيلالي بونعامة، خميس مليانة.
- اختصاصات المحكمة الدّستورية في مجال الدّفع بعدم الدّستورية. **د.سامية سمري**، جامعة الجزائر 1.

الرقابة على دستورية القوانين في الجزائر "الرقابة القبلية"

السيد عبد النور قراوي،

عضو المجلس الدستوري الجزائري

المحور الأول:

تطور الرقابة الدستورية من خلال الدساتير الجزائرية

مقدمـــة :

إن الإنسان الجزائري عاش مرحلة صعبة اتسمت بحرمانه من كافة الحقوق والحريات امتدت على مدى قرن وربع قرن من الزمن وهي المرحلة التي صقلت فيه ضرورة تحقيق الحريات والحقوق لمختلف شعوب العالم. هذا المبدأ تجسد في بيان أول نوفمبر 1954، الذي أكد على ضمان هذه الحقوق من خلال ظروف المرحلة التي كان يعيشها على مستوى المجتمع الوطني والدولي، هذه المبادرة التي استنبطت من الظروف المحلية وسايرت الاتفاقيات العالمية وعلى الخصوص الإعلان العالمي لحقوق الإنسان وميثاق الأمم المتحدة واتفاقية جنيف 1949 والعهدين الدوليين 1966 والتي في مجملها تؤكد على ضرورة حماية الحقوق والحريات بنصوص تكون لقواعد عامة دستورية ونصوص تشريعية تخضع للرقابة الدستورية وفق آليات رقابية متعددة.

وبما أن الدستور يعلو على جميع القوانين، فإنه لا يجوز مخالفته من أي جهة، وهذا طبقا لقاعدة سمو الدستور التي يترجمها مبدأ المشروعية الدستورية، ذلك ما يبرر وجود

هيئة رقابية عليا تختلف أنماطها في النظم السياسية المقارنة. فهنالك من الدول، مثل الولايات المتحدة الأمريكية، التي اعتمدت نظام الرقابة القضائية أوكلتها للمحاكم العليا، ومنها من أوكلت هذه الرقابة لمحاكم دستورية متخصصة، ومنها من اعتمدت نظام الرقابة السياسية وأسندتها إلى هيئة سياسية سواء كان ذلك عن طريق البرلمان أو عن طريق مجلس مختلط الطبيعة، قضائية وسياسية، يدعى المجلس الدستوري المعمول به خاصة في النظام التشريعي الفرنسي والجزائري.

تعتبر الرقابة على دستورية القوانين إحدى الآليات الجوهرية لقيام دولة الحق والقانون، فهي من أهم الدعائم الأساسية لضمان حماية حقوق الأفراد وحرياتهم من أي تجاوز، وهي الوسيلة الأنجع لضمان احترام الدستور وسموه على بقية القواعد القانونية، حيث تضمن هذه الرقابة صحة كافة النصوص القانونية الصادرة عن السلطة التشريعية ومنحها هكذا المصداقية والمشروعية الكفيلتين بقبولها واحترامها من طرف أفراد المجتمع وبالتالي تعميم وصيانة السكينة العامة داخل الدولة.

بروز فكرة الرقابة الدستورية في دستور 1963

ظهرت فكرة الرقابة الدستورية مع صدور أول دستور للجمهورية الجزائرية، فقد نصت المادة 63 من دستور 1963 على إنشاء مجلس دستوري يتكون من 07 أعضاء هم:

-الرئيس الأول للمحكمة العليا.

-رئيس الغرفة المدنية و الإدارية للمحكمة العليا.

-ثلاثة نواب أعضاء في المجلس الوطني يختارهم المجلس الوطني.

-عضو يعينه رئيس الجمهورية.

ويقوم أعضاء المجلس بانتخاب رئيسهم من بين الأعضاء.

وحددت المادة 64 من الدستور مهمة المجلس الدستوري في القيام بمراقبة دستورية القوانين والأوامر التشريعية بعد إخطاره من طرف رئيس الجمهورية أو من رئيس المجلس الوطني.

غياب آلية المراقبة الدستورية في دستور 1976 :

أما في دستور 1976، فإنه لم يأخذ بمبدأ المراقبة الدستورية للقوانين فمهمة ضمان احترام الدستور أعطيت لرئيس الجمهورية بموجب نص الفقرة الثالثة من المادة 111 منه (وهو حامي الدستور) ولكن لم يبين الدستور آليات الحماية التي يعمل بها رئيس الجمهورية ليضمن ويتكفل باحترام الدستور.

وبالرجوع لنص المادة 155 من دستور 1976، نلاحظ أن رئيس الجمهورية يمارس حق الاعتراض على القوانين التي يصوت عليها المجلس الوطني، فله نتيجة لذلك أن يطلب قراءة ثانية لنص القانون خلال أجل 30 يوما من تاريخ استلامه من المجلس الشعبي الوطني.

ويمكن على ضوء هذه المادة أن يمارس رئيس الجمهورية مهمة احترام الدستور فله أن يعرض النص لقراءة ثانية، إذا تبين أن النص مخالف للدستور ودون أن يصرح بذلك صراحة فإن المجلس الشعبي الوطني قد يفهم من إحالة النص إليه رغبة الرئيس في إعادة

صياغة النص وفق مقتضيات الدستور، وله بالطبع إحالة النص للقراءة الثانية ليست كلها مرتبطة بمخالفة الدستور، ولكن فقط أمكن لنا استنتاج ذلك أي بدون وجود نص صريح.

إن رئيس الجمهورية يملك آلية عرض النص للقراءة الثانية ليتكفل بضمان احترام الدستور. ولعل عدم إقرار فكرة الرقابة الدستورية من طرف دستور 1976 يرجع لطبيعة الدستور ذاته، ذلك أن إجراءات تعديل الدستور مرنة، فبموجب المادتين 191،192 يعرض مشروع تعديل الدستور من طرف رئيس الجمهورية على المجلس الشعبي الوطني للموافقة عليه بأغلبية الثلثين، وبسبب مرونة إجراءات التعديل فإن النص الدستوري يحتل نفس مرتبة نص القانون التشريعي وبالتالي لا يتحقق التفوق للدستور، هذا من جهة ، ومن جهة أخرى، وبالرجوع لنص الفقرة الثانية من المادة 127 من دستور 1976، فإن المجلس الشعبي الوطني يستوحي مبادئ الميثاق الوطني و التي يجعلها حيز التطبيق في عمله التشريعي، وهذه إشارة صريحة لخضوع المشرع للميثاق الوطني و ليس للدستور و بالتالي فإن التفوق هنا يتحقق للميثاق الوطني و ليس للدستور، و قد كرست ذلك المادة 06 من الدستور التي تنص على أن (الميثاق الوطني هو المصدر الأساسي لسياسة الأمة و قوانين الدولة).

و لكن لما كانت هذه الأحكام غير كفيلة بضمان احترام الدستور لأنها لم تضع آليات عملية لضمان احترام الدستور و بسبب التجاوزات للدستور و التي لوحظت بمناسبة الموافقة على بعض القوانين من طرف المجلس الشعبي الوطني، طالبت بعض الأصوات داخل هيئات حزب جبهة التحرير الوطني الحزب الواحد الحاكم آنذاك بإحداث هيئة

تكلف بمراقبة دستورية القوانين، و قد ترجم هذا المطلب في اللائحة السياسية التي صادق عليها المؤتمر الخامس لحزب جبهة التحرير الوطني المنعقد من 12 ديسمبر عام 1983، و قد نصت اللائحة : (يدعو المؤتمر إلى إنشاء هيئة عليا تحت إشراف الأمين العام للحزب رئيس الجمهورية للفصل في دستورية القوانين لتضمن احترام الدستور و سموه).

المراقبة الدستورية في دستور 1989:

مع دستور 1989، تبنى المؤسس الدستوري صراحة فكرة الرقابة الدستورية ونص على إحداث مجلس دستوري في نص المادة 153، ويتكون المجلس الدستوري من 07 أعضاء:

- عضوان يعينهما رئيس الجمهورية.
- عضوان ينتخبهما المجلس الشعبي الوطني من بين أعضاءه.
- عضوان ينتخبان من طرف المحكمة العليا من بين أعضاءها.
- رئيس المجلس الدستوري يعينه رئيس الجمهورية لفترة واحدة مدتها 06 سنوات.

وقد أعطيت لهذا المجلس عدة مهام أهمها تلك المرتبطة بوظيفة السهر على مراقبة دستورية القوانين والتنظيمات.

ويتم إخطار المجلس من طرف رئيس الجمهورية أو رئيس المجلس الشعبي الوطني، سواء قبل إصدار القانون أي (رقابة سابقة) أو بعد صدور القانون (رقابة لاحقة) .وفي حالة ما إذا تم إخطاره قبل صدور القانون يدلي برأي غير ملزم أما إذا تم إخطاره بعد

صدور القانون فإنه يصدر قرارا يترتب عنه إلغاء الأحكام المخالفة للدستور من هذا النص ابتداء من تاريخ قرار المجلس (المادة 159 من الدستور).

وللإشارة، فإن المجلس الدستوري منذ تأسيسه أصدر عدة اجتهادات سواء آراء أو قرارات هامة لها الأثر الهام في إبراز المبادئ المرتبطة سواء بالحريات أو بمبدأ الفصل بين السلطات.

المراقبة الدستورية في دستور 1996 :

إعطاء دور أكثر فعالية لمهمة الرقابة:

أحدثت التعديلات التي طرأت على دستور 1989 تغييرا في تشكيلة ومهام المجلس الدستوري، وقد كانت التعديلات تهدف إلى تحقيق توازن أحسن لسير المؤسسات، بإحداث نظام الثنائية في تشكيل البرلمان بإنشاء مجلس الأمة ونظام الازدواج القضائي وإنشاء مجلس الدولة كمؤسسة قضائية، بالإضافة للأخذ بمفهوم القوانين العضوية لأول مرة في التاريخ الدستوري للجزائر.

وقد انعكس هذا التوسيع في تشكيلة المجلس الدستوري وفي جهة الإخطار، وكذا في الصلاحيات التي كلف بها المجلس الدستوري.

أولا: من حيث تشكيلة المجلس الدستوري

تنص المادة 164 من دستور 1996 على أن يتكون المجلس الدستوري من تسعة أعضاء:

- ثلاثة أعضاء من بينهم رئيس المجلس يعينهم رئيس الجمهورية.

- اثنان ينتخبهما المجلس الشعبي الوطني من بين أعضائه.
- اثنان ينتخبهما مجلس الأمة من بين أعضائه.
- عضو واحد تنتخبه المحكمة العليا من بين أعضائها.
- عضو واحد ينتخبه مجلس الدولة من بين أعضائه.
- يعين رئيس المجلس الدستوري من طرف رئيس الجمهورية لفترة واحدة مدتها ست سنوات.

ويلاحظ على هذه التشكيلة أن جميع السلطات ممثلة فيه بصفة غير متوازنة، فالسلطة التنفيذية يمثلها 03 أعضاء، بينما يمثل السلطة التشريعية أربعة أعضاء، أما السلطة القضائية فيمثلها عضوان، ويترجم ذلك المكانة التي تحتلها السلطة القضائية في النظام السياسي باعتبارها أقل السلطات تمثيلا في المجلس.

ومن جهة أخرى فإن كل السلطات تستقل بنفسها في كيفية تعيين واختيار ممثليها في المجلس الدستوري فلا يوجد تدخل لأية سلطة على الأخرى عند اختيار ممثليها في هذه الهيئة.

ثانيا: من حيث جهة الإخطار.

أوكلت المادة 166 من الدستور مهمة إخطار المجلس الدستوري لكل من:

- رئيس الجمهورية،
- رئيس المجلس الشعبي الوطني،
- رئيس مجلس الأمة.

وللإشارة فإنه رغم توسيع الإخطار لمجلس الأمة بعد التعديل الدستوري فإنه يبقى عاجزا عن تحقيق التوازن، فهو لم يوسع الإخطار للسلطة القضائية لتحقيق التوازن بين المؤسسات من جهة، كما لم يوسع الإخطار لمجموعة من النواب في البرلمان من أجل تحقيق التوازن بين الأغلبية والأقلية داخل البرلمان من جهة ثانية.

إن هذا الإغفال من شأنه أن يجعل بعض القوانين باستثناء القوانين العضوية والنظام الداخلي تفلت من الرقابة الدستورية إذا ما تخلى أصحاب سلطة الإخطار عن استعمال سلطتهم، وقد يؤدي ذلك إلى صدور قوانين مخالفة للدستور، وينهدم بذلك بناء دولة القانون التي تقوم على مبدأ سمو الدستور.

ثالثا: من حيث موضوع الإخطار

حددت المادة 163 من الدستور المهمة الأساسية للمجلس الدستوري وهي "السهر على احترام الدستور."

وفي هذا السياق، فإنه يقوم بناء على المادة 165 من الدستور بالفصل في دستورية المعاهدات والقوانين والتنظيمات.

وفي هذا الإطار يمارس المجلس الدستوري نوعين من الرقابة إحداهما إجبارية والأخرى اختيارية.

أ. الرقابة الإجبارية للمجلس الدستوري:

وتتم هذه الرقابة بموجب الفقرتين الثالثة والرابعة من المادة 165 وبموجب الفقرة الثانية من المادة 97 ويتعلق الأمر إذن بـ:

القوانين العضوية:

فالمجلس الدستوري يبدي رأيه وجوبا في دستورية القوانين العضوية بعد أن يصادق عليها البرلمان حسب الفقرة الثانية من المادة 165 والفقرة الأخيرة للمادة 123.

وقد حددت المادة 123 من الدستور مجال القوانين العضوية وهي القوانين المتعلقة بـــ:

- تنظيم السلطات العمومية وعملها.
- نظام الانتخابات.
- القانون المتعلق بالإعلام.
- القانون الأساسي للقضاء والتنظيم القضائي.
- القانون المتعلق بقوانين المالية.
- القانون المتعلق بالأمن الوطني.

ويلاحظ أن أغلب هذه المجالات تتعلق بتنظيم السلطة ومرتبطة بالدستور ولهذا السبب ينبغي أن تكون مطابقة له.

الأنظمة الداخلية لغرفتي البرلمان:

يفصل المجلس الدستوري بموجب الفقرة الثالثة من المادة 165 في مطابقة النظام الداخلي لكل من غرفتي البرلمان للدستور ويرجع ذلك إلى كون النظام الداخلي يتعلق

بتنظيم السلطات التشريعية والذي لا يجب أن يكون مخالفا للدستور وإلا وقع خلل في سير المؤسسات الدستورية.

المعاهدات الدولية:

بموجب المادة 97 من الدستور، يوقع رئيس الجمهورية اتفاقيات الهدنة ومعاهدات السلم، و هذا النوع من المعاهدات لا تعرض على البرلمان ليوافق عليها إلا بعد أن يتلقى رأيا من المجلس الدستوري حولها، و هذا يعني أن إخطار المجلس الدستوري بالنسبة لهذا النوع من المعاهدات إجباري قبل عرضها على البرلمان و بعد التوقيع عليها، و حِرص المؤسس الدستوري على عرض هذه المعاهدات على المجلس الدستوري ناجم عن الرغبة في حماية الدستور لأن هذا النوع من المعاهدات مرتبط و متعلق باستقلال الدولة وسيادتها، و قد أكدت المادة 08 من الدستور (أن الشعب يختار لنفسه مؤسسات غايتها المحافظة على الاستقلال الوطني و دعمه.)

كما نصت المادة 13 منه على أنه (لا يجوز البتة التنازل أو التخلي عن أي جزء من التراب الوطني) وإذا ارتأى المجلس الدستوري عدم دستورية هذه الاتفاقات والمعاهدات لا يتم التصديق عليها، ذلك ما أكدته المادة 168 من الدستور.

وللإشارة، فإن إخطار المجلس الدستوري بالنسبة لهذه المجالات الثلاث (القوانين العضوية- الأنظمة الداخلية لغرفتي البرلمان- اتفاقات الهدنة و معاهدات السلم)، يتم من طرف رئيس الجمهورية، و هذا بصريح نص المادة 165 بالنسبة للقوانين العضوية والنظام الداخلي: يبدي المجلس الدستوري بعد أن يخطره رئيس الجمهورية رأيه وجوبا في

دستورية القوانين العضوية بعد أن يصادق عليها البرلمان، كما يفصل المجلس الدستوري في مطابقة النظام الداخلي لكل من غرفتي البرلمان للدستور حسب الإجراءات المذكورة في الفقرة السابقة أي بعد إخطاره من طرف رئيس الجمهورية. و تنص المادة 97 على أنه بالنسبة لاتفاقيات الهدنة و معاهدات السلم: يوقع رئيس الجمهورية اتفاقيات الهدنة ومعاهدات السلم و يتلقى رأي المجلس الدستوري في الاتفاقيات المتعلقة بهما.

ب. الرقابة الاختيارية للمجلس الدستوري:

وتتم بموجب المادة 165 من الدستور، يمكن للمجلس الدستوري بعد إخطاره من طرف رئيس الجمهورية أو رئيس المجلس الشعبي الوطني أو رئيس مجلس الأمة فحص دستورية المعاهدات والقوانين والتنظيمات، فإذا وقع الإخطار قبل صدورها يصدر المجلس الدستوري رأيا وذلك قبل أن تصبح واجبة التنفيذ، أما إذا وقع الإخطار بعد صدورها يصدر المجلس الدستوري قرارا ملزما يترتب عنه، وحسب نص المادة 169 من الدستور فقدان هذا النص أثره من يوم قرار المجلس الدستوري أي إلغاء النص المخالف للدستور.

كما تشمل الرقابة التنظيمات "النصوص" التي يصدرها رئيس الجمهورية بموجب سلطته التنظيمية المستقلة التي يستمدها من المادة 125 من الدستور (يمارس رئيس الجمهورية السلطة التنظيمية في المسائل غير المخصصة للقانون)، ورغم نص هذه المادة، فإن المجلس الدستوري منذ إنشائه بموجب دستور 1989 لم يمارس اختصاصه في هذا المجال بسبب عزوف رئيس المجلس الشعبي الوطني ثم رئيس مجلس الأمة عن ممارسة صلاحيتهما في الإخطار.

إن الدستور لم يشر إلى امتداد مجال رقابة المجلس الدستوري للقوانين الاستثنائية أو الأوامر التي يصدرها رئيس الجمهورية بناء على المادة 124 من الدستور في حالة شغور المجلس الشعبي الوطني أو بين دورتي البرلمان، أو في الحالة الاستثنائية عندما تكون البلاد مهددة بخطر داهم يوشك أن يصيب مؤسساتها الدستورية أو استقلالها أو سلامة ترابها.

إن القوانين الإستفتائية هي تلك القوانين التي تعرض على الشعب ليدلي برأيه حولها بواسطة الاستفتاء، ذلك لأن المجلس الدستوري حسب اجتهاد مقارن لا يملك الفصل في صحة قانون يعد تعبيرا مباشرا عن السيادة الوطنية، فالشعب عندما يعبر عن إرادته فإن تلك الإرادة لا تخضع للرقابة وهي غير ملزمة باحترام الدستور.

إن الأوامر المنصوص عليها في المادة 124 على الرغم من عدم وجود نص صريح يلزم خضوعها للرقابة إلا أن قراءة 2/124 في سياق كل النص الدستوري يوحي بإمكانية خضوعها للرقابة الدستورية و ذلك بعد أن يوافق البرلمان عليها في أول دورة له بعد إصدارها من طرف رئيس الجمهورية، و في حالة موافقته عليها تصبح قانونا، و هذا يمكن لجهة الإخطار أن تمارس صلاحيتها سواء قبل إصدارها أو بعد صدورها، وهذا طبعا بعد أن يوافق عليها البرلمان، أما في حالة عدم الموافقة، فإن تلك الأوامر تعد لاغية و لا مجال في هذه الحالة لإخطار المجلس الدستوري و يفهم من نص المادة 168 من الدستور أن هذا النوع الأخير من المعاهدات لا يخضع للرقابة الدستورية لأنها لا تخضع من جهتها لإجراء التصديق و بالتالي فالمعاهدات التي تخضع لرقابة المجلس الدستوري هي تلك التي تخضع لإجراء التصديق، سواء تلك المنصوص عليها في المادة 131 من الدستور أو غيرها من المعاهدات.

المراقبة الدستورية في دستور 2016:

وفي ظل هذا الوضع الذي كانت تمر به الرقابة الدستورية في الجزائر، ونتيجة للمطالب الفقهية المتعددة، بل والرسمية كذلك، فإن المؤسس الدستوري الجزائري قد تدخل بموجب تعديل 06 مارس 2016، ووسع من الجهات التي لها مستقبلا حق إخطار المجلس الدستوري؛ فبالإضافة إلى الجهات الثلاث السابقة، وهي :رئيس الجمهورية، رئيس مجلس الأمة، ورئيس المجلس الشعبي الوطني، فإن المادة 187 مددت هذا الحق ليشمل أيضا كلا من الوزير الأول، خمسين نائبا بالمجلس الشعبي الوطني، وثلاثين عضوا بمجلس الأمة.

المراقبة الدستورية في ظل دستور 2020:

كما تدخل المؤسس الدستوري من خلال التعديل الدستوري لأول نوفمبر 2020 وأقر إنشاء المحكمة الدستورية بموجب نص **المادة 185:** " المحكمة الدستورية مؤسسة مستقلة مكلفة بضمان احترام الدّستور".

تضبط المحكمة الدستورية سير المؤسسات ونشاط السلطات العمومية.

تحدد المحكمة الدستورية قواعد عملها "

وغير في تشكيلتها بموجب نص المادة 186:

" تتشكل المحكمة الدستورية من اثني عشر (12) عضوا:

- أربعة (4) أعضاء يعيّنهم رئيس الجمهوريّة من بينهم رئيس المحكمة،

- عضو واحد (1) تنتخبه المحكمة العليا من بين أعضائها، وعضو واحد (1) ينتخبه مجلس الدّولة من بين أعضائه،

- ستة (6) أعضاء ينتخبون بالاقتراع من أساتذة القانون الدستوري. يحـــدد رئيس الجمهورية شـروط وكيفيات انتخاب هؤلاء الأعضاء .

يؤدي أعضاء المحكمة الدستورية، قبل مباشرة مهامهم، اليمين أمام الرئيس الأول للمحكمة العليا، حسب النص الآتي:

"أقسم بالله العلي العظيم أن أمارس وظـائفي بنزاهة وحياد، وأحفظ سرّية المداولات وأمتنع عن اتخـاذ موقف علني في أيّ قضية تخضع لاختصاص المحكمة الدستورية."

ولعل التطور البارز الذي جاء به التعديل الدستوري لسنة 2016 بهذا الصدد بموجب المادة 188 وأكده التعديل الدستوري لـ 2020 بموجب نص المادة 195 هو اقراره بإمكانية " **إخطار المحكمة الدستورية بالدفع بعدم الدستورية بناء على إحالة من المحكمة العليا أو مجلس الدولة، عندما يدعي أحد الأطراف في المحاكمة أمام جهة قضائية أن الحكم التشريعي أو التنظيمي الذي يتوقف عليه مآل النزاع ينتهك حقوقه وحرياته التي يضمنها الدستور.**

عندما تُخطر المحكمة الدستورية على أساس الفقرة أعلاه، فإن قرارها يصدر خلال الأشهر الأربعة (4) التي تلي تاريخ إخطارها. ويمكن تمديد هذا الأجل مرة

واحدة لمدة أقصاها أربعة (4) أشهر، بناء على قرار مسبّب من المحكمة ويبلغ إلى الجهة القضائية صاحبة الإخطار."

إن إمكانية الدفع قضائيا بعدم دستورية الأحكام التشريعية التي تتضمن مساسا بالحقوق والحريات التي يضمنها الدستور .يعد في الواقع سابقة في سياق التطور الدستوري الجزائري؛ بحيث لم تسبقه (أي تعديل 2016) إلى ذلك أي تجربة دستورية عرفتها البلاد من قبل.

كما جاء في تعديل أول نوفمبر 2020 تأكيد على نظر المحكمة الدستورية في التنظيمات والمعاهدات بالإضافة إلى توسيع الإخطار إلى الوزير الأول أو رئيس الحكومة حسب الحالة وإلى أربعين (40) نائبا أو خمسة وعشرين (25) عضوا في مجلس الأمة وهو ما نصت عليه المادة 198.

إن هذا التوسيع في الإخطار وإعطاء الصبغة الإلزامية لقرارات المحكمة الدستورية يشكل ضمانة أساسية لدستورية القوانين ومنه حماية الحقوق والحريات التي يضمنها الدستور.

المحور الثاني:

حماية الحقوق والحريات (نماذج تطبيقية من قرارات المجلس الدستوري الجزائري)

- حماية الحقوق والحريات من خلال الرقابة على التطبيق السليم للأحكام الدستورية:

تقوم الحماية الدستورية للحقوق والحريات في ا لأنظمة الدستورية المعاصرة على مبدأين متلازمين :تكريس هذه الحقوق في النصوص الدستورية وإحالة تحديد كيفيات ممارستها إلى التشريع العادي من جهة، ووجود أجهزة للقضاء الدستوري تسهر على مطابقة التشريع العادي مع هذه النصوص من جهة ثانية.

إذا كان سبق وأن وضحنا الوضع في الجزائر بالنسبة للمبدأ الأول، فإنه يمكن الآن التساؤل عن اجتهادات المجلس الدستوري الجزائري فيما يخص المبدأ الثاني .إن تتبع اجتهادات المجلس الدستوري المتعلقة بالحقوق والحريات يبين أنه قد أرسى من خلال هذه الاجتهادات ثلاثة مبادئ أساسية.

- مطابقة شروط ممارسة الحقوق والحريات للمبادئ الدستورية

لم يعتمد المجلس الدستوري الجزائري في تحديد الحقوق والحريات على قواعد الدستور الصريحة فقط، بل اعتمد ايضا على مبادئه العامة التي يستخلصها من الدستور ذاته، ذلك ما صرح به في قراره رقم99 / 04 ، فبعد أن اعترف بالسلطة التقديرية التي أعطاها المؤسس الدستوري الجزائري للمشرع في تحديد الشروط القانونية الخاصة بممارسة الحريات والحقوق الاساسية للمواطنين، أكد أنه وإن كان لا يملك التدخل في هذا

التحديد إلا أنه يعود إليه بصفة خاصة السهر على مطابقة الشروط المذكورة للمبادئ الدستورية.

وضح المجلس الدستوري أن الفقرة الثانية من المادة 54 من قانون الانتخابات التي تتيح لأحد الزوجين إمكانية التصويت عن الآخر، وإن كانت في شكلها ومضمونها لا تقيد حق المرأة المتزوجة في التصويت، لكنها أنشأت إمكانية التصويت بالتبادل للزوجين، وهو ما رآه المجلس الدستوري تعارضا واضحا مع مبدأ الممارسة الشخصية للحق الانتخابي، ومن ثم حكم بعدم مطابقة الفقرة المذكورة لأحكام الدستور.

ذهب المجلس الدستوري إلى أبعد من الاحتكام إلى المبادئ الدستورية، بأن اعتمد المستوى الذي تلتزم به الدول الديمقراطية في قواعدها القانونية، وفي احترام حقوق المواطنين والحريات معيارا وضابطا لرقابته الدستورية للقواعد التشريعية المتعلقة بهذه الحقوق والحريات.

في أول قرار للمجلس الدستوري الجزائري، ولدى فحصه لنص المادة 86 المتعلقة بقابلية الانتخاب للمجلس الشعبي الوطني، اعتبر أنه" إذا كان شرط السن المطلوب لا يثير أية ملاحظة خاصة، فإن الأمر ليس كذلك فيما إذا طُلب من المترشحين وأزواجهم من أن يكونوا من جنسية جزائرية أصلية."

بعد أن أقر المجلس بأن الأحكام القانونية التي يتخذها المشرع في هذا المجال لإعمال أحكام الدستور يمكن أن تفرض شروطا لممارسة حق الترشح، بمعنى أنها تندرج ضمن

السلطة التقديرية للمشرع، وضع المجلس حدا موضوعيا لهذه السلطة بأن رأى أنه ليس بإمكان الأحكام القانونية المذكورة أن تحذف حق الترشح تماما بالنسبة إلى فئة من المواطنين الجزائريين بسبب أصلهم.

إن هذا الحد الذي وضعه المجلس الدستوري يرتبط بحالة الحظر المطلق والهدر الكلي لحق أساسي، وخشية أن يفهم من ذلك أنه الحد الوحيد لتدخل المشرع في مجال الحقوق والحريات، سرعان ما استدرك المجلس وأضاف حدا موضوعيا آخر، يرتبط مباشرة بموضوع الشروط التي يمكن أن يفرضها المشرع لممارسة حق أساسي، بأن صرح المجلس بأنه "وبعبارة أخرى لا يمكن أن تكون ممارسة هذا الحق موضوع تضييق ضروري فقط في مجتمع ديمقراطي بغية حماية الحريات والحقوق الواردة في الدستور، ثم ضمان أثرها الكامل."

يمكن تشبيه هذا الحد أو المعيار الموضوعي الذي وضعه المجلس الدستوري لأي تقييد للحقوق والحريات من طرف المشرع، بما ورد في المادة 21 من العهد الدولي للحقوق المدنية والسياسية لسنة 1966 وقبل ذلك في الاتفاقية الأوروبية لحقوق الإنسان أنه لا يجوز أن يوضع من القيود على ممارسة بعض الحقوق إلا تلك التي تُفرض طبقا للقانون، وتشكل تدابير ضرورية في مجتمع ديمقراطي لصيانة الأمن القومي أو السلامة العامة أو النظام العام أو حماية الصحة العامة أو الآداب العامة أو حماية حقوق الآخرين وحرياتهم.

يلاحظ من الاجتهاد المذكور للمجلس الدستوري أن أي تقييد من المشرع للحقوق والحريات يجب أن يراعي المعايير التالية:

-أن يكون التقييد ضروريا.

-أن يكون اختبار الضرورة في ضوء احتياجات مجتمع يستند إلى نظام دستوري ديمقراطي.

-أن يهدف التدبير المقيد إلى أمرين الأول : حماية الحقوق والحريات الواردة في الدستور (للطرف المعني وللآخرين) ، والثاني : ضمان الأثر الكامل للحقوق والحريات.

إن الاستنتاج المذكور يبين بوضوح ما أولاه المجلس الدستوري الجزائري منذ البداية من حرص على حماية الحقوق والحريات، وحتى وإن لم يعمل على تسطير المعايير المذكورة في اجتهاداته اللاحقة، إلا أنه دائما كان يرفض كل تقييد للحقوق التي يضمن الدستور ممارستها لجميع المواطنين، سواء كان التقييد صريحا أو ملتويا، والمثال الأول اعتبار المجلس الدستوري في رأيه رقم 12 / 01 أن اشتراط الإقامة على التراب الوطني للعضو المؤسس للحزب السياسي يتعارض مع مقتضيات المادة 44 من الدستور التي تؤكد حق كل مواطن يتمتع بحقوقه المدنية والسياسية أن يختار بحرية موطن إقامته.

والمثال الثاني(التقييد المعنوي) ما ورد في رأي المجلس رقم04 / 02 لدى فحصه للمادة 35 من القانون العضوي المتضمن القانون الأساسي للقضاء التي نصت على الاعتراف بالحق النقابي للقاضي، لكنها أجبرت القاضي على التصريح بذلك لوزير العدل حتى يتمكن عند الاقتضاء من اتخاذ التدابير الضرورية للمحافظة على استقلالية وكرامة القاضي، ورأى المجلس الدستوري أنه إذا كان للمشرع الحق في وضع شروط لممارسة الحق النقابي نظرا لخصوصية مهنة القاضي إلا أنه لا يستطيع تقييد هذا الحق الدستوري.

اعتبر المجلس بالنتيجة" أن تصريح القاضي بنشاطه النقابي لوزير العدل للسماح له باتخاذ تدابير في الموضوع من شأنه المساس بإرادة المؤسس الدستوري الضامنة لممارسة جميع المواطنين للحق النقابي"، لذلك عمل المجلس الدستور ي في منطوق رأيه هذا على إعادة صياغة المادة المذكورة بحذف شرط تصريح القاضي بنشاطه النقابي.

تدخل المشرع في مجال الحقوق والحريات مرهون بضمان ممارستها الفعلية:

يرى المجلس الدستوري الجزائري أن دور القانون هو تطبيق المبدأ الدستوري بالنص على اجراءات وكيفيات ممارسته، وليس تقليصه أو إفراغه من محتواه، بفرض قيود عليه، كما يرى أنه من اللازم على المشرع عندما يتدخل في مجال الحقوق والحريات الفردية والجماعية أن يهدف فقط إلى ضمان ممارسة فعلية للحق أو الحرية المعترف بهما دستوريا ، ذلك أن الدستور الجزائري يعتبر الحريات الأساسية وحقوق الإنسان والمواطن تراثا مشتركا بين جميع الجزائريين والجزائريات واجبهم أن ينقلوه من جيل إلى جيل كي يحافظوا على سلامته وعدم انتهاك حرمته.

لقد ربط المجلس الدستوري الجزائري فعالية ممارسة بعض الحقوق الأساسية بضرورة أن تتم هذه الممارسة بصفة شخصية، وبدون تدخل طرف آخر قد يؤدي إلى إفراغ هذه الحقوق من محتواها.

ذلك ما نجده مثلا في قرار المجلس رقم 91 / 4 لدى فحصه لنص المادة(54 الفقرة الثانية)من قانون الانتخابات المدرجة في بابه المتعلق بالتصويت بالوكالة، حيث استهل المجلس فحصه لهذه المادة بتثمين ما أقدم عليه المشرع من تعديلات متتالية لقانون

الانتخابات، بحيث خفض عدد الوكالات المسموح بها لكل موكل من خمس وكالات إلى واحدة، كما أقر بصفة محددة الأوضاع التي تبرر الحق في الوكالة، وحصرها فقط في حالة واحدة هي قيام المانع عن الحضور الشخصي للناخب عن الاقتراع، ذلك ما اعتبره المجلس الدستوري يساير ما للوكالة من طابع استثنائي، ويجسد التطبيق الفعلي للمبدأ الدستوري في الاقتراع العام المباشر والسري.

رأى المجلس من جهة أخرى أن إقرار المادة(54 الفقرة 2) المذكورة أعلاه إمكانية التصويت بالتبادل للزوجين لا يضمن الممارسة الفعلية لحق المواطن أو المواطنة في التصويت، والتي يجب أن تتم بصفة شخصية، تحقيقا لمبدأ الممارسة الشخصية للحق الانتخابي الذي يتكرس بدقة في المادة 28 من قانون الانتخابات 13 / 89 التي تنص على أن التصويت شخصي وسري، وبالتالي رفض المجلس الدستوري أي تراجع من قبل المجلس الدستوري عن تكريسه لمبدأ الممارسة الشخصية لهذا الحق، وأضاف أن هذه الممارسة لا يمكن أن تقيد إلا بالوكالة في طابعها الاستثنائي، أي حالة قيام المانع عن الحضور الشخصي للناخب عند الاقتراع فقط.

خاتمة:

إن التعديلات الجديدة التي جاء بها دستور 2020 ، شملت العديد من الجوانب المنظمة لهيكلة وتنظيم وصلاحيات المحكمة الدستورية، وذلك من خلال تغيير تشكيلتها وتحديد شروط العضوية فيها، وضمان استقلاليتها كجهاز مؤسساتي مستقل، واستقلالية أعضائها أيضا، ومن حيث توسيع جهات الإخطار إلى هيئات وشخصيات

أخرى غير تلك التي كانت مدرجة في الدساتير السابقة، كما ركز أيضا على دسترة المنطوق النهائي لقرارات المحكمة الدستورية وإعطائها القوة الإلزامية، وهذا كله سيؤدي إلى تفعيل دور المحكمة الدستورية التي كان عملها ينحصر في الرقابة الإلزامية والرقابة في مجال الانتخابات، أمام محدودية آلية الإخطار التي تعود أساسا إلى أسباب سياسية، وإعطائها حصانة أكبر مما كانت عليه، كما أن هذا قد يؤدي إلى إرساء الديمقراطية خاصة فيما يتعلق بدسترة حقوق المعارضة ومحاولة بناء دولة القانون.

اختصاصات المحكمة الدستورية في مجال رقابة الدستورية ورقابة المطابقة

أ.د. جمال رواب

جامعة الشهيد الجيلالي بونعامة، خميس مليانة

تمهيد :

إن العمل على تجسيد مبدأ سمو القاعدة الدستورية وسيادة القانون يتطلب اقرار الرقابة على دستورية القوانين، التي تتولاها هيئة مهمتها صون الدستور وتكريس سموه، وحمايته من الخروج عن أحكامه بإعتباره القانون الأساسي والأسمى في الدولة، والذي يقتضي من الجميع الالتزام بمراعاته والتقيد بأحكامه، وهذا ما نصت عليه المادة 185 من الدستور: " **المحكمة الدستورية مؤسسة مستقلة مكلفة بضمان إحترام الدستور."**

انطلاقا من ذلك خص التعديل الدستوري لسنة 2020 المحكمة الدستورية التي هي في الأصل امتداد طبيعي للمجلس الدستوري (سابقا) وتطور ايجابي له، بمجموعة من الصلاحيات المحددة بشكل واضح ودقيق، إذ زيادة على أحكام أخرى تضمنها الدستور، جاء الفصل الأول الخاص بالمحكمة الدستورية ضمن الباب الرابع منه بعنوان مؤسسات الرقابة، ليفصل في تلك الصلاحيات العديدة والمتنوعة ما بين رقابية واستشارية ...الخ.

وعليه ارتأيت في هذه الورقة البحثية التركيز على أحد الجوانب المهمة من صلاحيات المحكمة الدستورية والمتمثلة أساسا في الرقابة على دستورية القوانين كآلية

لتكريس مبدأ سمو الدستور وضمان احترام تدرج القاعدة القانونية، والتي لها أربع صور: رقابة الدستورية، رقابة المطابقة، رقابة توافق المعاهدات، الدفع بعدم الدستورية.

الأولى تتمثل في رقابة الدستورية (**Constitutionnalité**) التي هي رقابة مرنة، يكون فيها النص الخاضع للرقابة دستوريا إذا لم تتعارض أحكامه مع الدستور كنص مرجعي[1] ، بمعنى آخر أن النص يكون دستوريا إذا لم يمنعه نص صريح في الدستور من ألا يكون كذلك.

بينما رقابة المطابقة (**Conformité**) فالمقصود بها أن النص موضوع الرقابة لا يعتبر صحيحا إلا إذا كان مطابقًا للدستور نصا وروحا[2].

أما رقابة **التوافق**[3] (**Conventionalité**) مع المعاهدات المصادق عليها، فهي الحالة التي تبسط فيها المحكمة الدستورية رقابتها حول مدى انسجام وعدم مخالفة القوانين العادية قبل إصدارها والتنظيمات خلال شهر من تاريخ نشرها مع مضمون المعاهدات المصادق عليها من منطلق سموها على القانون، وهذا ما تنص عليه المادة 154 من الدستور: " **المعاهدات التي يصادق عليها رئيس الجمهورية، حسب الشروط المنصوص عليها في الدستور، تسمو على القانون.**

وأما الدفع بعدم الدستورية (**L'exception d'inconstitutionnalité**) فهو صورة أخرى لأوجه الرقابة التي تمارسها المحكمة الدستورية، تنصب على الحكم التشريعي أو التنظيمي الذي يتوقف عليه مآل نزاع، ومعروض على احدى جهات القضاء سواء كان عاديًا أو إداريًا فيه مساس بالحقوق والحريات المكفولة في الدستور.

ودون الخوض بالتفصيل في جميع صور الرقابة، سأحرص على استعراض صورتي رقابة الدستورية ورقابة المطابقة كصورتين بارزتين لأوجه الرقابة على دستورية القوانين.

وعليه ما **هو مضمون رقابة الدستورية ورقابة المطابقة ؟، وما هو نطاقها؟، وآثارها؟**

إن الإجابة عن الإشكالية تكون من زاويتين:

الزاوية الأولى يتم من خلالها استعراض **مضمون ونطاق رقابة الدستورية ورقابة المطابقة**، بينما الزاوية الثانية فيتم من خلالها استعراض إجراءات ممارسة تلك الرقابة وآثارها.

1. مضمون رقابة الدستورية ورقابة المطابقة

إن مضمون رقابة الدستورية يختلف تماما عن مضمون رقابة المطابقة سواء من حيث النطاق أو من حيث الجهات المخولة بالإخطار، وكذلك الإجراءات.

1.1. مدلول رقابة الدستورية:

رقابة الدستورية هي رقابة جوازية (اختيارية) قائمة على سلطة الموائمة في الاخطار الممنوحة لجهات محددة على سبيل الحصر[4]، تتمثل في:

رئيس الجمهورية،

رئيس مجلس الأمة،

رئيس المجلس الشعبي الوطني،

الوزير الأول أو رئيس الحكومة حسب الحالة[5]،

أربعين(40) نائبا،

خمسة وعشرين (25) عضوا في مجلس الأمة.

إن رقابة الدستورية تتضمن تلك الحالات التي تعرض فيها على المحكمة الدستورية عن طريق آلية الاخطار الاختياري الذي يشكل المعيار الأبرز في تمييزها عن رقابة المطابقة الدستورية باستثناء ما تنص عليه المادة 142 من الدستور التي تطرح (في اعتقادي) اشكال فيما يخص الأوامر التشريعية.

هذا النوع من الرقابة يمارس كرقابة سابقة إذا تعلق الأمر بالقوانين العادية قبل اصدارها والمعاهدات قبل المصادقة عليها، ويمارس كرقابة لاحقة إذا تعلق الأمر بالتنظيمات وذلك خلال شهر من تاريخ نشرها، لفحص مدى عدم تعارضها مع الدستور.

تتميز رقابة الدستورية بعدة مميزات، يمكن ايجازها في الآتي:

- تعتبر رقابة أقل صرامة.

- هي رقابة غير شاملة لكل النص كأصل عام، بل تتعلق ببعض المواد محل الإخطار من الناحية الموضوعية فقط، فلا تنظر المحكمة الدستورية في اجراءات اعداد القانون والمصادقة عليه، بل تقتصر الرقابة على النظر في دستورية المادة أو المواد الواردة في رسالة الإخطار، لكن لا يوجد ما يمنع أن تنصب الرقابة على النص بكامله، وقد حدث ذلك عام 2000[6].

- عملية الفحص (الرقابة) تقتصر على الجانب الموضوعي للنص محل الاخطار.

- رقابة الدستورية (المعاهدات، القوانين والتنظيمات) قد تتعدد فيها الإخطارات بتعدد الجهات المخولة بحق الاخطار المنصوص عليها في المادة 193 من الدستور.

2.1. نطاق رقابة الدستورية:

1.1.1. رقابة دستورية المعاهدات:

يقصد بالمعاهدة، ذلك الاتفاق الدولي الذي يعقد بين الدول في صيغة مكتوبة والذي ينظمه القانون الدولي، سواء تضمنته وثيقة واحدة أو وثيقتان متصلتان أو أكثر ومهما كانت تسميته الخاصة[7].

بالرجوع إلى أحكام الدستور، نجد أن المادة 190 تنص في فقرتها الثانية على أنه: **يمكن إخطار المحكمة الدستورية بشأن دستورية المعاهدات قبل التصديق عليها...**

يفهم من ذلك أنه يمكن تحريك آلية الرقابة على دستورية المعاهدة قبل التصديق عليها، معنى ذلك أن رقابة الدستورية تشمل المعاهدات الرسمية فقط، وأنها رقابة جوازية شريطة أن تندرج هذه المعاهدات في النشاط العادي للسلطة التنفيذية، ورئيس الجمهورية بصفته صاحب السلطة في تسير العلاقات الدولية للبلاد ينفرد بعملية المصادقة على هذه المعاهدات العادية التي تتمتع بنفاذية ذاتية[8]، فيتم عرضها على المحكمة الدستورية قبل التصديق عليها للتحري عن دستوريتها، بمفهوم المخالفة لا يمكن تحريك الرقابة البعدية أو اللاحقة للتصديق على المعاهدة.

أما اتفاقيات الهدنة ومعاهدات السلم[9]، والتي تحتاج إلى موافقة صريحة من طرف غرفتي البرلمان قبل المصادقة عليها طبقا لنص المادة 153 من الدستور، فلا تكون محلا لرقابة الدستورية من طرف المحكمة الدستورية نظرا لطبيعتها الخاصة والظروف التي تعالجها والأوضاع الاستثنائية التي قد ترتبها، وإنما يلتمس رئيس الجمهورية بشأنها رأي المحكمة الدستورية طبقا لنص المادة 102 من الدستور، وهذا الإجراء الدستوري لا يدرج ضمن الرقابة على دستورية المعاهدات، وإنما ضمن الباب الثالث المتعلق بتنظيم السلطات والفصل بينها وبالتحديد الفصل الأول المتعلق برئيس الجمهورية (الحالات الاستثنائية).

2.1.1. رقابة دستورية القوانين العادية:

يقصد بالقوانين العادية تلك النصوص التشريعية التي يعدها البرلمان بغرفتيه[10] بعد سلسلة من المراحل والإجراءات المنصوص عليها في المادة 144 وما يليها من الدستور. كما حددت المادة 139 من الدستور مجالات التشريع بقوانين عادية، ونصت المادة 190 من الدستور في فقرتها الثانية على أنه: "**يمكن إخطار المحكمة الدستورية بشأن المعاهدات قبل التصديق عليها، والقوانين قبل إصدارها**".

إن الرقابة على دستورية القوانين العادية تكون إختيارية سابقة أي قبل صدورها[11]، ولا تخضع لرقابة لاحقة سواء كانت جوازية أو وجوبية، إذ بمجرد إصدارها من طرف رئيس الجمهورية طبقا لنص المادة 148 من الدستور، فإنها تتحصن ضد الرقابة، باستثناء رقابة الدفع بعدم الدستورية طبقا لنص المادة 195 من الدستور، فهنا يصبح النص محل رقابة جوازية لاحقة.

3.1.1. خضوع التنظيمات للرقابة الدستورية:

تنص المادة 190 في فقرتها 3 على أنه:" **يمكن إخطار المحكمة الدستورية بشأن دستورية التنظيمات خلال شهر من تاريخ نشرها ".**

والتنظيمات هي مجموعة اللوائح التي تصدر في شكل مراسيم، تتضمن قواعد، تستهدف أساسا تنظيم المجالات غير المحفوظة للتشريع، وفي هذا السياق تنص المادة 141 من الدستور على أنه:" **يمارس رئيس الجمهورية السلطة التنظيمية في المسائل غير المخصصة للقانون.**

يندرج تطبيق القوانين في المجال التنظيمي الذي يعود للوزير الأول أو رئيس الحكومة، حسب الحالة".

انطلاقا من ذلك، يمكن التمييز بين السلطة التنظيمية المعترف بها لرئيس الجمهورية من جهة، والسلطة التنظيمية المعترف بها للوزير الأول أو رئيس الحكومة حسب الحالة، فالأولى يمكن الاصطلاح عليها بالتنظيم المستقل لأنها تأتي مستقلة عن النص التشريعي، فهي لا تتعلق به، بل تنافسه في المرتبة، أما السلطة التنظيمية للوزير الأول فهي ذات طابع تنفيذي مرتبطة بنص تشريعي أو تنظيمي مستقل قائم، تأتي لتفسر أو تبين كيفية التنفيذ[12].

تطبيقا لمبدأ سمو الدستور، أخضع المؤسس الدستوري التنظيمات دون أن يحدد نوعها إلى رقابة المحكمة الدستورية في أجل شهر من يوم نشرها، في حين كان من الأجدر النص على خضوع التنظيم المستقل لرقابة الدستورية دون التنظيم التنفيذي.

ونشير هنا إلى أن التنظيمات تخضع **لثلاثة** أنواع من الرقابة أمام المحكمة الدستورية، فهي تخضع لرقابة دستورية خلال شهر من تاريخ نشرها، كما تخضع كذلك إلى رقابة لاحقة تتعلق بتوافقها مع المعاهدات خلال شهر أيضا من نشرها، ورقابة الدفع بعدم الدستورية كرقابة لاحقة في حالة انتهاك التنظيم لحق من الحقوق الأساسية أو الحريات العامة التي يضمنها الدستور طبقا لنص المادة 195 من الدستور.

2.1. مضمون رقابة المطابقة:

رقابة المطابقة هي رقابة وجوبية تستهدف فحص مدى تطابق النص التشريعي بشكل دقيق مع الدستور، وهي رقابة تستهدف احترام روح الدستور كما تستهدف احترام حرفية عبارات الدستور ومصطلحاته، وهو الأمر الذي يتطلب رقابة شاملة لأحكامه، فالمحكمة الدستورية في هذه الحالة تمارس رقابة المطابقة التي يقصد بها أن يكون القانون العضوي، النظام الداخلي لكل من غرفتي البرلمان، منسجمًا بشكل دقيق مع الدستور، فعلاقة الخضوع بين القاعدتين الدستورية والتشريعية في هذه الحالة، تكون وثيقة مقارنة بالحالة التي يتطلب فيها المواءمة بين هاتين القاعدتين، فالرقابة هنا تتعدى رقابة المواءمة بين القانون والدستور، لتقدير الرقابة الدقيقة مع النص الدستوري، إذ يجب على القانون العضوي -إذن- ألا يتضمن أي تناقض مع نص الدستور[13].

تتميز هذه الرقابة بأنها رقابة وجوبية سابقة، تلقائية بالنسبة للجهة التي تحركها، وهي أكثر تشددا وصرامة مقارنة مع رقابة الدستورية، كما تتميز بكونها شاملة للنص بأكمله، وأن عملية الفحص تشمل الجانب الشكلي والجانب الموضوعي للنص محل الرقابة.

زيادة على ذلك، فإن رقابة المطابقة وبخلاف رقابة الدستورية، لا تتعدد فيها الإخطارات بل هناك جهة واحدة مخولة بحق الاخطار.

3.1. نطاق رقابة المطابقة:

طبقا لنص المادة 190 في فقرتها الخامسة من الدستور، تخطر المحكمة الدستورية وجوبا من طرف رئيس الجمهورية فقط بخصوص القوانين العضوية والنظام الداخلي لغرفتي البرلمان.

بالإضافة الى ذلك الاخطار الوجوبي للأوامر التشريعية طبقا لما نصت عليه المادة 142 من الدستور[14].

1.2.1. القوانين العضوية:

لا يمكن إغفال دور القوانين العضوية في الأنظمة الدستورية للدول، فهي تصدر عن البرلمان وترتبط أساسا بالعمل المؤسساتي في الدولة، حيث أنها تتعلق بهيكلة وضبط العلاقات المحورية بين العديد من المؤسسات الدستورية، سواء تعلق الأمر بالانتخابات، أو الأحزاب السياسية، أو بالقضاء، أو بالظروف العادية أو الظروف الاستثنائية[15].

وقد حددت المادة 140 من الدستور مجالات التشريع بقوانين عضوية، كما نصت نفس المادة في فقرتها الأخيرة على خضوع القانون العضوي قبل اصداره، لمراقبة مطابقته للدستور من طرف المحكمة الدستورية، أي أنها تخضع لرقابة مطابقة سابقة، أي قبل صدور النص القانوني.

هذا النوع من القوانين لا يمكن إصدارها إلا إذا قررت المحكمة الدستورية مطابقتها للدستور، بعد اخطارها وجوبا من طرف رئيس الجمهورية.

2.2.1. النظام الداخلي لغرفتي البرلمان:

تنص المادة 135 فقرة 3 من الدستور على ما يلي: "**يعدّ المجلس الشعبي الوطني ومجلس الأمة نظامهما الداخلي ويصادقان عليهما.**"

تطبيقا لهذا المقتضى الدستوري، يضع المجلس الشعبي الوطني نظامه الداخلي ويقره عن طريق التصويت، كما يضع مجلس الأمة نظامه الداخلي ويقره هو الآخر عن طريق التصويت وحرصا على تكييف هذين النظامين ليتماشيا مع أحكام الدستور، أخضعهما المؤسس الدستوري لرقابة المطابقة طبقا لنص المادة 190.

إن اخضاع النظام الداخلي لغرفتي البرلمان الى رقابة المطابقة، جاء تفاديا لما قد ينجر عنه من امكانية ان يمنح البرلمان لنفسه صلاحيات قد تتجاوز حدود ما هو مرسوم له دستوريا.

3.2.1. الأوامر التشريعية:

الأوامر التشريعية هي أداة دستورية في يد رئيس الجمهورية للتشريع في حالة الاستعجال عند العطل البرلمانية أو في حالة شغور البرلمان، وهي نصوص قانونية (تشريع) ذات طبيعة خاصة ومتميزة، فهي من زاوية المعيار العضوي تمثل معايير تنظيمية[16]، قريبة من صلاحيات السلطة التنظيمية لأنها تدخل ضمن اختصاص السلطة التنفيذية،

أما من زاوية المعيار الموضوعي، فهي تمثل معايير تشريعية لأنها لا تدخل ضمن نطاق الاختصاص التنظيمي، بل ضمن المجال المحفوظ للتشريع.

تنص المادة 142 من التعديل الدستوري على أن: " لرئيس الجمهورية أن يشرع بأوامر في مسائل عاجلة في حالة شغور المجلس الشعبي الوطني أو خلال العطلة البرلمانية بعد رأي مجلس الدولة.

يخطر رئيس الجمهورية وجوبا المحكمة الدستورية بشأن دستورية هذه الاوامر، على أن تفصل فيها في أجل عشرة (10) إيام ..."

بالتالي، تخضع الأوامر التشريعية هي الأخرى للرقابة الوجوبية، حيث يخطر رئيس الجمهورية وجوبا المحكمة الدستورية بشأن دستورية الأوامر التشريعية التي اتخذها في حالة الاستعجال عند شغور المجلس الشعبي الوطني أو العطلة البرلمانية.

في الواقع إن رقابة المطابقة بوجه عام، كانت ولا تزال محل نقاش فقهي، فالبعض يراها إيجابية ولها العديد من المزايا أبرزها الحرص على إقامة قضاء دستوري همه الأساسي الحرص على مطابقة القوانين للدستور، تهدف الرقابة الوجوبية إلى عقلنة النشاط البرلماني من خلال حصر المجال التشريعي ووضع إطار محدد يمارس فيه نشاطه وترك ما عدا ذلك للسلطة التنظيمية بالإضافة الى اخضاع الأنظمة الداخلية لغرف البرلمان إلى رقابة دستورية سابقة[17].

بينما انتقدها البعض الآخر كونها تبقى رقابة ذات طابع سياسي بغض النظر عن طبيعة الهيئة التي تمارسها، إذ أنها تجعل من المحكمة الدستورية شريكا للبرلمان في إعداد القانون بما لها من سلطة في حذف وإضافة وإعادة صياغة للنص التشريعي محل الرقابة والذي لا يكون نصا مكتملا إلا بعد موافقة المحكمة الدستورية عليه، وهذا ما يشكل تدخلا في العمل التشريعي[18].

لكن بالرجوع إلى دستور 2020، نجد أنه قد رسم بدقة الحدود التي يتحرك فيها البرلمان وكذلك السلطة التنفيذية، أي أنه يسعى لعقلنة عمل السلطتين التشريعية والتنفيذية ويعمل على تحقيق توازن بينهما، فقد أصبحت المحكمة الدستورية عمليا تراقب النصوص التنظيمية وكذلك الأوامر التشريعية التي تصدر عن السلطة السامية لرئيس الجمهورية.

2. إجراءات ممارسة المحكمة الدستورية لصلاحياتها في مجال رقابة الدستورية ورقابة المطابقة.

لقد خص المؤسس الدستوري جملة من الأحكام الاجرائية لضبط كيفية ممارسة المحكمة الدستورية لصلاحياتها في مجال رقابة الدستورية ورقابة المطابقة.

1.2. كيفية ممارسة المحكمة الدستورية لاختصاصاتها في مجال الرقابة.

إن المبدأ العام الذي يحكم صلاحيات المحكمة الدستورية في مجال الرقابة يتمثل في انعدام التلقائية في التحرك لبسط الرقابة على دستورية القوانين، أي عدم جواز المبادرة التلقائية من طرف المحكمة الدستورية لفحص دستورية القوانين، وإنما بطلب (الاخطار)

أو دعوى (دفع بعدم الدستورية تحال اليها من المحكمة العليا أو مجلس الدولة) وفق الإجراءات المقررة قانونا، ما يهم في هذا السياق هو آلية الاخطار.

الإخطار هو الآلية التي يتم بها الاتصال بالمحكمة الدستورية، أو بمعنى أدق هو ذلك الاجراء الذي يسمح للمحكمة الدستورية بمباشرة صلاحياتها الرقابية على دستورية القوانين، طبعا إلى جانب الإحالة في الدفع بعدم الدستورية، يكون في شكل رسالة تقدمها الجهة المخولة دستوريا بالإخطار من أجل التحري في دستورية القوانين والنظر في مطابقتها أو دستوريتها، ذلك أن المحكمة الدستورية لا تتحرك تلقائيا.

1.1.2. الجهات المخولة بالإخطار:

باستقرائنا للمادتين 190 (فقرة 5) و193 من الدستور، نجد أنهما حددتا جهات الإخطار لكلا النوعين من الرقابة.

1.1.1.2. الاخطار في رقابة الدستورية:

في رقابة الدستورية، يمتد الإخطار لجهات أخرى حددتها المادة 193، والإخطار هنا اختياري ولا يتعلق بالنص كاملا، بل بمادة أو بعض المواد فيه، لأن الدستور لا يفترض هنا المطابقة بل يفترض احتمال ورود بعض المواد لمخالفة للدستور[19]، حيث حددتها المادة 193 من الدستور: " **تخطر المحكمة الدستورية من رئيس الجمهورية أو رئيس مجلس الأمة أو رئيس المجلس الشعبي الوطني أو من الوزير الأول أو رئيس الحكومة حسب الحالة.**

يمكن إخطارها كذلك من أربعين(40) نائبا أو خمسة وعشرين(25) عضوا في مجلس الأمة "

2.1.1.2. الإخطار في رقابة المطابقة:

طبقا لنص المادة 190 فقرة 5 من الدستور، ينحصر الاخطار حول رقابة المطابقة في يد رئيس الجمهورية فقط، انطلاقا من مكانته الدستورية في النظام السياسي، وهو واجب دستوري ملقى على عاتقه، باعتباره صاحب الاختصاص الدستوري بإصدار القوانين من جهة ومن جهة أخرى الأمر يتعلق بنصوص تشريعية أساسية مكملة للدستور يجب التأكد من مطابقتها له.

2.1.2. شكل رسالة الإخطار:

تنص المادة 193 من الدستور على أنه:" **تخطر المحكمة الدستورية من رئيس الجمهورية أو رئيس مجلس الأمة أو رئيس المجلس الشعبي الوطني أو الوزير الأول أو رئيس الحكومة، حسب الحالة.**

يمكن إخطارها كذلك من 40 نائبا أو 25 عضوا في مجلس الأمة".

وعليه فالإخطار هو الاجراء الجوهري في تحريك الرقابة، يكون في شكل رسالة ترفق بالنص محل الإخطار لتودع لدى المحكمة الدستورية، قد تقدم من قبل رئيس الجمهورية منفردا إذا تعلق الامر برقابة المطابقة، وقد يشاركه في ذلك رئيس مجلس الأمة أو رئيس المجلس الشعبي الوطني أو الوزير الأول أو رئيس الحكومة حسب الحالة، أو إخطار من 40 نائبا أو 25 عضوا في مجلس الأمة إذا تعلق الأمر برقابة الدستورية.

من الناحية الشكلية، يبدو أن المؤسس الدستوري سيحافظ على التمييز في شكل رسالة الاخطار بين الجهات المحددة في الفقرة الاولى والجهات المحددة في الفقرة الثانية من المادة 193، وهو أمر له ما يبرره.

2.2. إجراءات ممارسة المحكمة الدستورية لصلاحياتها.

نصت المادة 194 على أنه: **تتداول المحكمة الدستورية في جلسة مغلقة[20]، وتصدر قرارها في ظرف ثلاثين يوما من تاريخ اخطارها، وفي حال وجود طارئ، وبطلب من رئيس الجمهورية، يخفض هذا الأجل إلى 10 أيام.**

هذه المادة بينت طبيعة الجلسة المخصصة للفصل في دستورية القوانين المعروضة للرقابة، حيث أكد الدستور صراحة على خضوع كل من رقابة المطابقة ورقابة الدستورية لنظام المداولات السرية[21]، والجلسة المغلقة، وهذا أمر منطقي ذلك أن رقابة المحكمة الدستورية تنصب على فحص دستورية نص أو مادة أو بعض المواد، لا تتطلب الوجاهية على خلاف الدفع بعدم الدستورية.

كما حددت الإطار الزمني أو المدة المحددة للفصل فهي 30 يوما لرقابة المطابقة يمكن أن تخفض هذه المدة إلى 10 أيام بطلب من رئيس الجمهورية في حالة وجود طارئ، يبدأ حساب الأجل من تاريخ تسجيل رسالة الإخطار لدى المحكمة الدستورية.

1.2.2. إجراءات استصدار القرار:

بعد تسجيل رسالة الاخطار لدى المحكمة الدستورية، يتولى رئيس المحكمة الدستورية تعيين مقرر من بين أعضاء المحكمة ليكلف بتحضير مشروع القرار، لتبدأ بعد

ذلك مرحلة التحقيق ومراقبة دستورية موضوع الاخطار، من خلال جمع كل المعلومات ذات الصلة بموضوع الإخطار، كما يمكن للمقرر أن يستشير أي خبير في موضوع الاخطار.

طبقا لنص المادة 197 من الدستور، تتخذ قرارات المحكمة الدستورية بأغلبية أعضائها الحاضرين، وفي حالة تساوي عدد الأصوات يكون صوت الرئيس مرجحا، بينما تتخذ القرارات المتعلقة برقابة مطابقة القوانين العضوية بالأغلبية المطلقة للأعضاء، وهذا أمر منطقي تقتضيه طبيعة النصوص محل الرقابة وقيمتها القانونية.

1.2.2. آثار الرقابة التي تمارسها المحكمة الدستورية:

بالنسبة لرقابة الدستورية، إذا قررت المحكمة الدستورية عدم دستورية معاهدة أو اتفاق أو اتفاقية فإنه طبقا لنص المادة 198 الفقرة الأولى لا يتم التصديق عليها، وكذلك الحال بالنسبة لمضمون الفقرة 2 من نفس المادة التي نصت على أن القوانين العادية أو العضوية إذا قررت المحكمة الدستورية عدم دستوريتها فلا يتم اصدارها.

إذا أصدرت المحكمة الدستورية قرارها بعدم مطابقة مادة أو بعض المواد التي يمكن فصلها عن باقي النص في القوانين العضوية، فإنه يمكن اصدار النص من دون المادة غير المطابقة، أما إذا كان المادة أو المواد محل قرار المحكمة الدستورية بعدم مطابقتها للدستور غير قابلة للفصل عن باقي النص، فيرجع النص كاملا للبرلمان ليعيد النظر فيه، كذلك الشأن بالنسبة للنظام الداخلي لغرفتي البرلمان، فإنه اذا قضت المحكمة الدستورية بعدم مطابقة مادة أو بعض مواد النظام الداخلي للدّستور فإنه لا يمكن للغرفة المعنية العمل بالمادة التي تم القضاء بعدم مطابقاتها للدّستور ، الا بعد تعديلها وعرضها من جديد على المحكمة الدستورية .

كما نصت نفس المادة في فقرتها 3 أنه إذا كان قرار المحكمة مضمونه عدم دستورية أمر أو تنظيم، فإن هذا النص يفقد أثره ابتداء من يوم صدور قرار المحكمة الدستورية.

1.2.2. حجية قرارات المحكمة الدستورية:

نصت المادة 198 في فقرتها الخامسة على أنه تكون قرارات المحكمة الدستورية نهائية وملزمة لجميع السلطات العمومية والسلطات الادارية والقضائية.

وعليه، وطبقا لهذا النص تعتبر قرارات المحكمة الدستورية ملزمة تحوز حجية الشيء المقضي به، والمقصود بالحجية هنا تلك القوة التي يكتسبها القرار باعتباره حكما نهائيا نافذا بقوة القانون.

كما أن قرارات المحكمة الدستورية نهائية غير قابلة للطعن وتفرض في نفس الوقت على السلطات العمومية والسلطات الإدارية والقضائية العمل على تنفيذها.

الخاتمة:

ان ممارسة المحكمة الدستورية لصلاحيات الرقابة على دستورية القوانين بنوعيها، أعتقد أنها وسيلة منطقية والسبيل الوحيد لحماية الدستور وتكريس سموه نظرا لما تتمتع به هذه الهيئة من مكانة دستورية ستجعلها مؤسسة المؤسسات، ما تتمتع به كذلك من استقلال، ناهيك عن معيار الكفاءة والتخصص اللذان أصبحا شرطا أساسيا لعضوية الهيئة، زد على ذلك، انها ليست وليدة الصدفة بل هي نتاج تطور المجلس الدستوري في الجزائر، حيث استطاع المؤسس الدستوري أن يصيغ للمجلس الدستوري نمطا رقابيا متميزا مخالفا بذلك العديد من التجارب الدستورية المقارنة في هذا المجال، بالتالي

نستطيع وبفخر أن نسميها التجربة الجزائرية في مجال الرقابة على دستورية القوانين، أتمنى فقط أن تتمكن المحكمة الدستورية من السير على خطى المجلس الدستوري والاستثمار في كل فرصة تتاح لها لأداء المهام الموكلة لها .

التهميش:

1- عز الدين ميهوبي، خصائص الرقابة على دستورية القوانين في الجزائر في ظل التعديل الدستوري لسنة 2016، مجلة الاجتهاد القضائي، المجلد 13، العدد 1، ص 1126. https://www.asjp.cerist.dz/en/article/142737

2- المرجع نفسه.

3- تنص المادة 190 في فقرتها 4 على أنه: **تفصل المحكمة الدستورية بقرار حول توافق القوانين والتنظيمات مع المعاهدات، ضمن الشروط المحددة، على التوالي، في الفقرتين 2 و3 أعلاه"**

4-تنص المادة 193 من الدستور: " **تخطر المحكمة الدستورية من رئيس الجمهورية أو رئيس مجلس الأمة أو رئيس المجلس الشعبي الوطني أو من الوزير الأول أو رئيس الحكومة حسب الحالة،**

يمكن إخطارها كذلك من أربعين(40) نائبا أو خمسة وعشرون(25) عضوا في مجلس الأمة "

5-تنص المادة 103: **يقود الحكومة وزير أول في حال أسفرت الانتخابات التشريعية عن أغلبية رئاسية.**

يقود الحكومة رئيس حكومة في حال أسفرت الانتخابات التشريعية عن أغلبية برلمانية.

6- د، بومدين محمد، المعايير الموضوعية للتمييز بين رقابة المطابقة ورقابة الدستورية ورقابة الدفع بعدم الدستورية وفقا للتعديل الدستوري، مجلة القانون الدستوري والمؤسسات الدستورية، المجلد 4، العدد 1، ص 39

https://www.asjp.cerist.dz/en/article/131730

7- المادة 2 فقرة "أ" اتفاقية فينا لقانون المعاهدات التي اعتمدت من قبل مؤتمر الأمم المتحدة بشأن قانون المعاهدات الذي عقد بموجب قرار الجمعية العامة للأمم المتحدة رقم 2166 المؤرخ في 5 كانون الأول/ديسمبر 1966،

http://hrlibrary.umn.edu/arabic/viennaLawTreatyCONV.html

8- أ. محمد بوسلطان، الرقابة على دستورية المعاهدات في الجزائر، مجلة المجلس الدستوري، العدد 1-2013، ص 40

9-تنص المادة 102: **يوقع رئيس الجمهورية اتفاقيات الهدنة ومعاهدات السلم،**

يلتمس رئيس الجمهورية رأي المحكمة الدستورية بشأن الاتفاقيات المتعلقة بهما قبل عرضها على كل غرفة من البرلمان لتوافق عليها.

10-تنص المادة 114 من الدستور: **يمارس السلطة التشريعية برلمان يتكون من غرفتين، وهما المجلس الشعبي الوطني ومجلس الأمة.**

كل غرفة من غرفتي البرلمان لها السيادة في إعداد القانون والتصويت عليه.

11-المادة 148 فقرة 1: **يصدر رئيس الجمهورية القانون في أجل 30 يوما ابتداء من تاريخ تسلمه اياه.**

12-د. شوقي يعيش تمام، السلطة التنظيمية لرئيس الجمهورية في ضوء التعديل الدستوري الجزائري لسنة 2008، مجلة العلوم الإنسانية، المجلد 15، العدد 2، ص 42، https://www.asjp.cerist.dz/en/article/88221

13-د. غربي أحسن، الرقابة على دستورية القوانين في ظل التعديل الدستوري لسنة 2020، مجلة الحقوق والعلوم الإنسانية، المجلد 13، العدد 4، ص 27. https://www.asjp.cerist.dz/en/article/138810

14-تنص المادة 142 من الدستور على أن: **لرئيس الجمهورية أن يشرع بأوامر في مسائل عاجلة في حالة شغور المجلس الشعبي الوطني أو خلال العطلة البرلمانية بعد رأي مجلس الدولة.**

يخطر رئيس الجمهورية وجوبا المحكمة الدستورية بشأن دستورية هذه الأوامر، على أن تفصل فيها في أجل أقصاه عشرة أيام ...

15-أ.د كايس شريف، المؤسسات في القضاء الدستوري، أشغال اليوم الدراسي الدولي بجامعة وهران، 2016/05/05، ص 194 مجلة السلطة والمجتمع

https://www.asjp.cerist.dz/en/article/26437

16-بن ناجي مديحة، التشريع بأوامر في النظام الدستوري الجزائري، الانسانية، المجلد 10، العدد 4، ص 317 https://www.asjp.cerist.dz/en/article/41301

17-أ.د شريط أمين، مكانة البرلمان الجزائري في اجتهاد المجلس الدستوري، مجلة المجلس الدستوري، 1-2013، ص 9.

18-مرجع نفسه

19-د. بومدين محمد، الإخطار كمعيار شكلي أولي للتمييز بين رقابة المطابقة ورقابة الدستورية ورقابة الدفع بعدم الدستورية طبقا للتعديل الدستوري 2016، مجلة العلوم الانسانية والإجتماعية المجلد 5، العدد 2، ص 118.

https://www.asjp.cerist.dz/en/article/116016

20-كان في ظل المجلس الدستوري لا يصح انعقاد الاجتماع إلا بحضور 10 من أعضائه. المواد 19، 20، 22 .

21-طبقا لنص المادة 186 من الدستور **يؤدي أعضاء المحكمة الدستورية، قبل مباشرة مهامهم، اليمين أمام الرئيس الأول للمحكمة العليا، حسب النص الآتي:**

"أقسم بالله العلي العظيم أن أمارس وظائفي بنزاهة وحياد، وأحفظ سرية المداولات وأمتنع عن اتخاذ موقف علني في أي قضية تخضع لاختصاص المحكمة الدستورية ....".

اختصاصات المحكمة الدستورية في مجال الدّفع بعدم الدّستورية

د. سمري سامية،

جامعة الجزائر 1

مقدمة:

استحدث المشرّع الدستوري الجزائري "المحكمة الدّستورية"[1] كتسمية بديلة عن "المجلس الدّستوري"،[2] بموجب التّعديل الدّستوري المستفتى عليه في أول نوفمبر 2020[3]، ولعل في ذلك رغبة لمسايرة التوجه العام الذي أخذت به العديد من دول العالم، على غرار المغرب بموجب دستور 2011، وتونس ــ كذلك ــ بموجب دستور 2014.[4]

وارتبط توسيع مجالات الرقابة على دستورية القوانين بالامتداد المتزايد للحقوق والحريات الأساسية في المنظومة القانونية الدولية، وتصاعد المطالبة بتكييف دساتير الدول

[1] - جاءت تسمية " المحكمة الدستورية" في الدستور الجزائري ضمن الباب الرابع المعنون بـ "مؤسسات الرقابة"، في الفصل الأول بعنوان " المحكمة الدستورية"، بداية من المادة 185 من الدستور.

[2]- في هذا الموضوع يأتي استعمال مصطلح "المجلس الدستوري" أحيانا و"المحكمة الدستورية" أحيانا أخرى، وسبب ذلك راجع لاختلافهما بين الدستور الذي نص عليها والقانون العضوي المنظم للدفع بعدم الدستورية وكذا النظام المحدد لقواعد عمل المجلس الدستوري المعتمد عليها في إنجاز هذا العمل.

[3] - مرسوم رئاسي رقم 20-442 مؤرخ في 15 جمادى الأولى 1442 الموافق 30 ديسمبر 2020، يتعلق بإصدار التعديل الدستوري، الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية، العدد 82.

[4] - وهي نفس التسمية التي أخذ بها المؤسس الدستوري المغربي قي الفصل 129 من دستور 2011، والتونسي في الفصل 118 من دستور 2014.

ومجموع القوانين الداخلية وفقا للمعطيات الجديدة، بحجة المساهمة في حماية أفضل لهذه الحقوق والحريات.[5]

وبالإضافة للاختصاصات التي كان يقوم بها "المجلس الدستوري" ــ سابقا ــ في مجال الرقابة على دستورية القوانين، الوجوبية والاختيارية، أدرجت آلية جديدة كرقابة لاحقة، بعد إصدار القوانين، والتي لم يسبق خضوعها من قبل للرقابة الدستورية، لتشكل هذه الأداة إضافة يمكن أن تساهم في تقويم المنظومة القانونية وتصويبها، بغرض تحقيق انسجام مع مضمون الدستور، في إطار حماية الحقوق والحريات.

وقد قام المشرع الجزائري بتدعيم الرقابة على دستورية القوانين بإصدار القانون العضوي رقم 18-16[6] المحدد لشروط وكيفيات تطبيق الدفع بعدم الدستورية، تماشيا مع تعديل الدستور في 2016، الذي تناول مسألة الدفع بعدم الدستورية في المادة 188 منه، في ظل "المجلس الدستوري"، إلى غاية نهاية 2020، لينص التعديل المشار إليه من قبل على تسمية "المحكمة الدستورية"، وبقدر ما تثير التسمية الجديدة من تساؤل حول مدى انسجامها مع مصطلح "الدفع بعدم الدستورية"، تطرح الإشكالية الآتية: ماهي اختصاصات المحكمة الدستورية في إطار الدفع بعدم الدّستورية وماهي الآثار المترتبة عنها؟

---

[5] - هيلين تورار. **"تدويل الدساتير الوطنية"**، ترجمة: باسيل يوسف، بيت الحكمة: بغداد، دون رقم الطبعة، 2004، ص: 558.

[6] - قانون عضوي رقم 18-16 مؤرخ في 22 ذي الحجة عام 1439 الموافق 2 سبتمبر 2018، يحدد شروط وكيفيات تطبيق الدفع بعدم الدستورية، الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية، العدد 54 الصادرة في 5 سبتمبر 2018.

أولا. اختصاصات المحكمة الدستورية في إطار الدفع بعدم الدستورية:

تتمثل اختصاصات المحكمة الدستورية في صنفين وهما الاختصاصات ذات الطبيعة القانونية والاختصاصات ذات الطبيعة السياسية.

أ. الاختصاصات ذات الطبيعة القانونية:

يمكن إجمالا تحديد اختصاصات المحكمة الدستورية في مراقبة مدى دستورية الأحكام التشريعية أو التنظيمية، وتثبيت الأحكام التشريعية عند مطابقتها لأحكام الدستور، مما يجعلها غير قابلة لإعادة النظر فيها.

1 . مراقبة مدى دستورية الأحكام التشريعية أو التنظيمية:[7] كآلية للمراجعة اللاحقة للمنظومة القانونية، عن طريق الإحالة من المحكمة العليا أو مجلس الدولة، نحو المحكمة الدستورية، لفحص المسائل المطروحة عليها، بتوجه أحد أطراف الدعوى للجهات القضائية، التي يمكن أن تفعّل عملية الرقابة، باعتبارها صاحبة اختصاص وتتمتع بالحد المطلوب من الكفاءة، التي تؤهلها للمساهمة في تكييف الأحكام التشريعية أو التنظيمية[8] بدستوريتها أو العكس، بالنظر لمدى توفر الشروط المنصوص عليها في القانون العضوي 18-16 ـــ المشار إليه من قبل ـــ

[7]- ورد ذكر عبارة "الحكم التشريعي أو التنظيمي" في مضمون الفقرة الأولى من المادة 195 من الدستور (تعديل 2020).

[8] - لم يرد مصطلح "...التنظيمي" في نص المادة 188 من تعديل 2016، فقد ورد مع تعديل 2020 في المادة 195، ويطرح المصطلح الجديد تساؤلا مرتبطا بأهمية الإضافة الجديدة، والحدود الفاصلة بين اختصاص كل من المحكمة الدستورية والقضاء الإداري، لمنع أي احتمال للتداخل بين اختصاص الجهتين.

وقد جاء مصطلح "الأحكام التنظيمية" إلى جانب "الأحكام التشريعية"، كمجال لفحص مدى دستورية القوانين بواسطة الدفع بعد الدستورية، وقد يطرح هذا الاستعمال إشكالية مرتبطة بإمكانية تداخل اختصاصات كل من المحكمة الدستورية والقضاء الإداري، والحدود الفاصلة بين اختصاصي الجهتين؟

2 - تثبيت المحكمة الدستورية للحكم التشريعي:

فعندما تقرر المحكمة الدستورية أن نصا تشريعيا أو تنظيميا لا يخالف الدستور يتم تثبيته، هذا التثبيت يؤدي إلى اكتسابه حصانة، بعدم خضوعه للرقابة عن طريق الدفع بعدم الدستورية مجددا، إلا في حالة استثنائية مرتبطة بتغيّر الظروف، وفقا للفقرة الثالثة (03) من المادة الثامنة (08) الواردة في القانون العضوي (18ــ16)، وهي المتعلقة بتعديل الدستور، الذي يجعل لهذه القاعدة استثناء، مرتبطا بضرورة ملائمة مضمون القانون أو التنظيم وإن تم النظر في دستوريته من قبل، إلى إعادة تكييفه مع مضمون التعديل الجديد.

3 – إضفاء الصفة النهائية والإلزامية لقرارات المحكمة الدستورية:

وفقا للفقرة الأخيرة من المادة 198 من الدستور، تؤدي قرارات المحكمة الدستورية بناء على الدفع بعدم الدستورية إلى اكتسابها للصفة النهائية، بعدم قابليتها للمراجعة مرة أخرى أمام الجهات القضائية المختصة، في حالة ظهور مسائل تخضع لنفس الأحكام التشريعية والتنظيمية، وتصبح مُتَضمَنة في الشرط الثاني من المادة 8 من القانون العضوي

رقم 18-16، بعدم إمكانية إعادة النظر في دستورية حكم تشريعي سبق التصريح بمطابقته للدستور.[9]

بالإضافة إلى إضفاء الصفة النهائية للأحكام التشريعية نجد إلزاميتها للسلطات الإدارية والقضائية،[10] وقد أشارت كذلك المادة 34[11] ــ من قبل ــ كأول مادة في الفصل الأول من الباب الثاني المعنون بـ "الحقوق الأساسية والحريات العامة" إلى إلزامية الأحكام الدستورية المتعلقة بمجال الحقوق الأساسية والحريات العامة وضماناتها جميع السلطات والهيئات العمومية.

ب. الاختصاصات ذات الطبيعة السياسية:

تشكل كل من "حماية الحقوق والحريات" مطلبا ركزت عليه العديد من الإعلانات السياسية العالمية، كاستراتيجية بناء قواعد منظمة لمختلف شؤون الأفراد في الدولة، وكذا إدراج حق الأفراد للمساهمة في تقويم المنظومة القانونية في تشكيل الاختصاصات ذات الطبيعة السياسية، للمحكمة الدستورية.

[9]- تشير المادة 8 من القانون العضوي 18-16 إلى ذكر استثناء على الشرط الثاني المتضمن عدم سبق التصريح بمطابقة الحكم التشريعي للدستور، وهو في حال تغيّر الظروف، والتي ترتبط بتعديل الدستور، ففي هذه الحالة قد يتغير حكم تشريعي مرتبط بالحقوق والحريات، بحكم ضرورة إعادة تكييف مضامين الأحكام التشريعية مع المحتوى الجديد للتعديل، ويؤدي هذا استثناء إلى إعادة النظر في النص رغم سبق النظر فيه والحكم بدستوريته.

[10]- وردت في نفس الفقرة الأخيرة من المادة 198.

[11]- المادة 34 الفقرة الأولى من التعديل الدستوري لـ 2020.

1. حماية الحقوق والحريات:

رغم الحداثة النسبية للإعلانات السياسية العالمية، التي ظهرت بغرض حماية الحقوق والحريات عقب الثورة الفرنسية، والتطور المتنامي لمضمونها وتصنيفاتها، إلا أنها أصبحت تشكل عاملا أساسيا في تقييم الأنظمة السياسية، التي حاولت مسايرة هذا المسعى بإدخال تعديلات على دساتيرها تماشيا مع التغيرات الحاصلة في هذا المجال.

وبالرجوع إلى المادة 195 في فقرتها الأولى من التعديل الدستوري لـ 2020، نجدها تشير إلى السبب الذي يؤسس لتفعيل الدفع بعدم الدستورية، وهو اعتبار أحد أطراف النزاع أن الحكم التشريعي أو التنظيمي الذي يرتبط بنتيجة النزاع فيه انتهاك لحقوقه وحرياته،[12] فهو الغاية من إدراج آلية الدفع بعدم الدستورية.

2. تقويم المنظومة القانونية:

تسعى العديد من الأنظمة السياسية لبناء منظومة قانونية محكمة في الدولة، بغرض تحقيق الاستقرار وما يتبعه من ارتقاء في تنظيم المجتمع، ويمكن للرقابة على دستورية القوانين أن تساهم في تحقيق هذه الغاية، وبإمكان المحكمة الدستورية أن تتولى هذه المهمة من خلال اختصاصاتها التي تقوم بها، بتصويب جميع الأحكام التشريعية والتنظيمية واستبعادها، إذا كان في مضمونها ما يؤكد حقيقة المساس بحقوق وحريات أحد المتقاضين.

[12] - مع تعديل الدستور في 2020 تمت إعادة صياغة المادة 188 التي وردت في تعديل 2016، وأصبحت المادة الجديدة برقم 195، ففي الصياغة الأولى تم استعمال عبارة "... ينتهك الحقوق والحريات ..."، والصياغة الجديدة تسند الحقوق والحريات لأحد المتقاضين بالنص على "... ينتهك حقوقه وحرياته" وهي أكثر انسجاما مع قيد الصفة والمصلحة.

وتشير الفقرة الثالثة من المادة 198 من تعديل 2020 إلى أن النتيجة المترتبة، عن قرار المحكمة الدستورية بعدم دستورية النص التشريعي أو التنظيمي، تؤدي إلى نتيجة وهي فقدان أثره، أي الإلغاء بحكم أنه أصبح غير محقق للغاية من وجوده في المنظومة القانونية، لانتهاكه حقوق وحريات المتقاضي، وبذلك يتم استبعاد جميع الأحكام التشريعية غير الدستورية لتحقيق انسجام أكثر بين بقية مضمون النصوص والغاية منها.

3. حماية مبدئي سمو الدستور وتدرج القوانين:

عند تحقيق النتيجة من الرقابة بواسطة الدفع بعدم الدستورية، تكون المحكمة الدستورية قد حققت النتيجة بحماية مبدئي سمو الدستور وتدرج القوانين، بإخضاع هذه القوانين ومطابقتها لمحتوى نصوص الدستور، ومن خلالها حماية الحقوق والحريات المنصوص عليها دستوريا، كغاية من إدراج أداة الدفع بعدم الدستورية.

4. تدعيم حق الأفراد في تقويم المنظومة القانونية:

تم اعتبار مسألة منح الأفراد (المتقاضين) حق المساهمة في عملية الرقابة على مدى دستورية القوانين، من المطالب التي شكلت إلى وقت قريب ضرورة لتفعيل دور الأفراد، تحقيقا لمتطلبات دولة القانون، إما بصفة مباشرة أو غير مباشرة، وهذا ما أخذت به النمسا ــ على سبيل المثال ـ كنموذج، فقد أتيح لكل من المحكمة القضائية العليا والمحكمة

الإدارية العليا الطعن بالإلغاء أمام المحكمة الدستورية العليا، رغم أن الدستور النمساوي لا يشير إلى هذا الحق.[13]

ويمكن تقديم هذا الطعن من قبل الأفراد بناء على دعوى مرفوعة، أمام إحدى الجهتين المذكورتين من قبل، وتتولى كل جهة في إطار اختصاصها فحص الطعن المقدم من أي فرد متضرر، وعند التحقق من جدواه تتولى بدورها تقديم الطعن بالإلغاء أمام المحكمة الدستورية العليا،[14] فهذا الأسلوب غير المباشر في منح الأفراد حق الطعن يمنحهم فرصة المشاركة في عملية تقويم القوانين، ويدعم هذا المسعى دراسة الطعن من قبل جهتين قضائيتين للموضوع المثار، والذي يضفي طابع قابلية النظر فيما بعد أمام المحكمة الدستورية العليا.

وأخذت الجزائر بالأسلوب غير المباشر في مساهمة الأفراد في إثارة الرقابة عن طريق الدفع، فهم لا يمكنهم التوجه بصفة مباشرة إلى المحكمة الدستورية، وإنما تتولى جهة قضائية مطروح أمامها النزاع تحويل رغبة الطرف المتضرر المدعي بوجود خرق لحقوقه وحرياته، نحو المحكمة العليا أو مجلس الدولة، وتتولى كل جهة محال إليها الملف تكييف الموضوع وفحص مدى توفر الجدية وغيرها من الضوابط، لتحال فيما بعد على المحكمة الدستورية، بغرض الفصل في الموضوع، ويساهم اختصاص المحكمة الدستورية في تكريس حق مشاركة

[13] - د. عبد العزيز محمد سالمان. **"ضوابط وقيود الرقابة الدستورية"**، سعد سمك للمطبوعات القانونية: القاهرة، الطبعة الأولى، 2011، ص48.

[14]- د. عبد العزيز محمد سالمان. نفس المرجع، ص 48.

الأفراد بأسلوب غير مباشر في تقويم المنظومة القانونية، عند إثارة الدفع بعدم الدستورية، وتفعيل المحكمة لهذا الحق بتحقيق النتيجة من ذلك.

5 . تحقيق الأمن القانوني:

رغم حداثة تطبيق آلية الدفع بعدم الدستورية، إلا أنه يمكن اعتبار ذلك من أسباب تحقيق الأمن القانوني عند تقويم العمل التشريعي، وانعكاس ذلك على مستوى حماية الحقوق والحريات العامة، فالأمن القانوني أصبح عنصرا أساسيا لارتباطه الوثيق بالحقوق والحريات الأساسية، ولعلاقته كذلك بعامل الاستقرار، بمراعاة قيم العدل والمساواة وغيرها... ومدى انعكاس هذه النتيجة إيجابا على شعور الأفراد بالانتماء للدولة.

ولا اختلاف في اعتبار الأمن القانوني ضروريا لقيام الدولة واستمرارها، وعاملا أساسيا لاستقرارها، فالقانون يرتقي نحو المجتمع السياسي المنظم، عند احتوائه لمقوماته وبوجود منظومة قانونية مرتبطة دوما بالقيم والثوابت في مجتمع قوي أيضا،[15] مؤهل بوعيه واستعداده للارتقاء الدائم، فرغم الظهور الحديث للمصطلح إلا أنه يعد اهتماما قديما، فالعقد الاجتماعي كانت الغاية منه تحقيق الاستقرار والارتقاء بالمجتمع نحو تنظيم أفضل، فهو يبنى على أساس وجود قوانين تنظم مختلف شؤون الدولة عموما، وهذه القوانين لا تتحقق الغاية من وجودها دون مراعاتها لمجموعة من المقومات، حتى يمكن اعتبارها فعلا مؤهلة لتحقيق الأمن القانوني.

[15]- غالب غانم. **"القوانين والنظم عبر التاريخ"**، دار المنشورات الحقوقية: بيروت، الطبعة الأولى، 1991، ص: 5، 6.

ولعل أولى هذه المواصفات وجود غاية موضوعية، من خلال المبادرة باقتراح قانون ما، الهدف منه تحقيق المصلحة العامة، واعتبار القواعد القانونية ملزمة للجميع دون تمييز، بالإضافة إلى التعبير عن هذه الإرادة بوجود صياغة لغوية وقانونية محكمة ــ للقانون ــ، سواء كنا بصدد لغة واحدة أو لغتين أو أكثر، عند تحرير هذه القوانين على اختلافها وتدرجها، باستعمال مفردات واضحة وترجمة دقيقة للمصطلحات التي يتضمنها، وأن لا تحتمل هذه الصياغة تأويلين مختلفين، وتكون ــ كذلك ــ متطابقة مع معطيات الواقع، وما يقتضيه، كوجود قانون يتيح حقا من الحقوق في واقع لا يؤمن به.

وجاء في تعديل الدستور المستفتى عليه في أول نوفمبر 2020 ــ والمشار إليه سابقا ــ ضمن الفقرة الخامسة عشر من الديباجة[16] والفقرة الرابعة من المادة 34 الإشارة الواضحة للأمن القانوني، كغاية تسعى إليها الدولة عند التشريع المرتبط بالحقوق والحريات بالتزامها ضمان الوصول إليه ووضوحه واستقراره.

6 . تحقيق العدالة الدستورية:

إن تفعيل الرقابة عن طريق الدفع بعدم الدستورية يؤدي إلى تحقيق نتيجة لا تقل أهمية وهي العدالة الدستورية، كمظهر من مظاهر دولة القانون ومتطلباتها، والتي يمكن تحقيقها عن طريق المحاكم العادية أو المتخصصة،[17] والتي تستند على قوانين تم إصدارها

[16] - ورد في الفقرة الخامسة عشر من ديباجة الدستور المعدل في 2020 ما يلي: "يكفل الدستور الفصل بين السلطات والتوازن بينها واستقلال العدالة والحماية القانونية ورقابة عمل السلطات العمومية وضمان الأمن القانوني".

[17]- Dominique Chagnollaud de Sabouret. **Droit constitutionnel contemporain**, DALLOZ : Paris, 2015, p : 75.

بناء على عدم مخالفتها لمضمون الدستور،[18] وهي نتيجة لتفعيل عامل الأمن القانوني، بما يتماشى مع التوجهات الحديثة للعدالة الدستورية، وعدم اقتصار الرقابة على أسلوب واحد، مما يدعم فرص تقويم أفضل للمنظومة القانونية في الدولة.

في الرقابة ذات الطبيعة السياسية، لا يمكن من خلال الجهات التي منحت صلاحية الإخطار اكتشاف النقائص الموجودة على مستوى الأحكام التشريعية، مثلما يتيحه الواقع المعيش في الرقابة عن طريق الدفع أمام الجهات القضائية، والتي تبرز من خلال حالات التقاضي المعروضة، وتحقق احترام الدستور بوجود مؤسسات فاعلة مهمتها حماية الحقوق والحريات العامة في الدولة.

ثانيا. الآثار المترتبة عن اختصاصات المحكمة الدستورية:

رغم حداثة تجربة الجزائر في الأخذ بآلية الدفع بعدم الدستورية، فإن تناول موضوع الآثار المترتبة عنها يظهر مبدئيا على أنه سابق لأوانه، لكن هذا لا يمنع من محاولة استشراف النتائج التي قد تتحقق بعد تطبيق هذه الطريقة، ويمكن تحديد الآثار التي يمكن أن تترتب عن تطبيق الدفع بعدم الدستورية إلى قسمين، يتمثل القسم الأول في الآثار ذات الطبيعة القانونية والقسم الثاني في الآثار ذات الطبيعة السياسية.

أ . الآثار القانونية المترتبة عن الدفع بعدم دستورية القوانين:

تتمثل الآثار القانونية المترتبة عن الدفع بعدم الدستورية في فقدان الحكم التشريعي لأثره، بالإضافة إلى نتيجة أخرى وهي في حالة ما إذا قررت المحكمة الدستورية أن الحكم

[18]- Dominique Chagnollaud de Sabouret. Op cit, p : 78.

التشريعي لا يخالف الدستور، يصبح غير قابل لإخضاعه للرقابة مرة أخرى، أي يتحول إلى حالة مستثناة من الرقابة.

1. فقدان الأثر القانوني للحكم التشريعي:

بعد تولي كل من المحكمة العليا أو مجلس الدولة إخطار المحكمة الدستورية بناء على إحالة طبقا لنص المادة 195 من الدستور، فالأثر الأول الذي يمكن توقعه هو فقدان الحكم التشريعي، وفقا للفقرة الرابعة (04) من المادة 198 من الدستور، إذا ثبت أن هذا الحكم فيه انتهاك حقيقي لحقوق وحريات أحد أطراف الخصومة، ولا يتم استبعاده كما هو الحال في الدفع في التجربة الأمريكية مثلا، بينما في النتيجة يشبه آلية الإلغاء أو الدعوى الأصلية.

وعند تحليل هذا الموضوع يُطرح استفهام مرتبط بالإلغاء، فهل يمتد هذا الأثر للنص كله أو فقرة أو جزء منه؟، فإذا كانت نتيجة الدفع بعدم الدستورية الاعتراف بعدم دستورية الحكم التشريعي، قد يشمل ذلك النص بكامله أو فقرة منه[19]، باستبعاد النص المكيّف بعدم دستوريته، ويفقد بذلك أثره ولا يطبق على النزاع المطروح أمام الجهة

[19] - يمكن أن يكون الحكم التشريعي معيبا في مضمونه في كلمة واحدة تؤثر على مضمونه وتستدعي إلغائها، دون أن يؤثر ذلك في المضمون العام للحكم التشريعي، أنظر (ي): قارة شاكر. **"تأثير الدفع بعدم دستورية القوانين على سير المحاكمة"**، مجلة المحامي، دورية تصدر عن منظمة المحامين (سطيف)، عدد خاص بـ: الدفع بعدم دستورية القوانين في ظل القانون، العدد 32 جوان 2019 ص: 23.

القضائية، ويسري أثر الإلغاء على جميع القضايا التي تستند على نفس الحكم التشريعي المكيّف على أنه غير دستوري.[20]

فبالرجوع للمادة 29 من النظام المحدد لقواعد عمل المجلس الدستوري يمتد اختصاص المجلس إلى التصدي لأحكام تشريعية أخرى، إذا كان لها ارتباط بالحكم التشريعي موضوع الدفع، وعند تعدد الإحالات لنفس الحكم التشريعي يتم الفصل في الدفع الأول، ويفصل في الدفوع اللاحقة ــ في نفس الموضوع ــ بقرارات بسبق الفصل في الدفع.[21]

وعند فصل المجلس الدستوري بعدم دستورية الحكم التشريعي، يتولى المجلس تحديد تاريخ فقدانه لأثره، وفقا لنص المادة 29 مكرر1 من النظام المحدد لقواعد المجلس الدستوري، وعملا بمضمون الفقرة الرابعة من المادة 198 من الدّستور التي تنص على أن المحكمة الدستورية إذا قررت أن النص التشريعي أو التنظيمي غير دستوري يفقد أثره ابتداء من اليوم الذي يحدده قرار المحكمة الدستورية.

2 . عدم قابلية تكرار مراجعة الحكم التشريعي:

أما الأثر القانوني الموالي فهو مرتبط باحتمال تثبيت المحكمة لدستورية الحكم التشريعي، فهذا التثبيت للحكم التشريعي يؤدي إلى اكتسابه حصانة عدم خضوعه للرقابة

[20] - بالرجوع لاجتهادات المحكمة الدستورية (المجلس الدستوري قبله) في إطار الرقابة القبلية الوجوبية للقوانين العضوية، نجد ما يشير إلى اعتبار المحكمة تبدي ملاحظاتها في صياغة النص والتحفظ على جزء من مضمونه، أنظر (ي) القرار رقم 16/ق م د/21 مؤرخ في 26 رجب 1442 الموافق 10 مارس 2021 المتعلق بمراقبة القانون العضوي المتعلق بنظام الانتخابات.

[21]- المادة 29 مكرر من النظام المحدد لقواعد عمل المجلس الدستوري.

عن طريق الدفع مجددا، إلا في حالة استثنائية مرتبطة بتغيّر الظروف، وفقا للفقرة الثالثة (03) من المادة الثامنة (08) الواردة في القانون العضوي (18ــ16)، وتغيّر الظروف مرتبط بتعديل الدستور وما يتطلبه ذلك من إعادة تكييف القوانين مع ما يتوافق والمضمون الجديد للدستور.

وبهذه النتيجة، يأتي دور الرقابة عن طريق الدفع بعدم الدستورية لحماية مبدئي سمو الدستور وتدرج القوانين، بإخضاع هذه القوانين ومطابقتها ــ دائما ــ لمحتوى نصوص الدستور، ومن خلالها حماية الحقوق والحريات المنصوص عليها دستوريا.

ب .الآثار السياسية المترتبة عن تطبيق الدفع بعدم الدستورية:

من الآثار التي يمكن ظهورها بعد التفعيل الإيجابي لعملية الدفع بعدم الدستورية، تحقيق التوازن بين السلطات العامة في الدولة تنفيذية، تشريعية وقضائية ، وكذا تأثير هذا التوازن فيما بعد على مستوى تكييف المحكمة الدستورية.

1 . تأثير الدفع بعدم الدستورية على التوازن بين السلطات العامة وتكاملها:

شكل توسيع الإخطار للسلطات الثلاث بامتداده للجهة القضائية، توجها قد يحقق توازنا على مستوى العلاقة فيما بينها.

1.1. تحقيق التوازن بتوسيع الإخطار للجهة القضائية:

أقر المشرع الدستوري الجزائري هذا النمط من الرقابة على القوانين، ضمن المادة 195 من تعديل 2020،[22] فلم يعد الإخطار مقتصرا على كل من السلطة التنفيذية الممثلة في رئيس الجمهورية والوزير الأول أو رئيس الحكومة ــ حسب الحالة ــ والسلطة التشريعية الممثلة في كل من رئيس مجلس الأمة أو رئيس المجلس الشعبي الوطني وكذا إمكانية امتداد صلاحية الإخطار لـ 40 نائبا أو 25 عضوا من مجلس الأمة، بل امتد للسلطة القضائية، وفقا للمادة 188 من تعديل 2016، والتي أصبحت المادة 195 في تعديل 2020، عن طريق الدفع بعدم الدستورية، إلى جانب السلطتين التنفيذية والتشريعية في إخطار المحكمة الدستورية، وهذه التوسعة للسلطة القضائية من شأنها أن تحقق تكاملا في حضور السلطات الثلاث، في تحريك الرقابة على دستورية القوانين.

ويشمل الإخطار الذي تختص به الجهة القضائية كلا من المحكمة العليا أو مجلس الدولة، بناء على إحالة منهما للمحكمة الدستورية، فإسناد مهمة الرقابة ــ الأولية ــ للجهة القضائية، بعد ادعاء أحد الأطراف بأن الحكم التشريعي أو التنظيمي المرتبط بالنزاع المطروح، فيه انتهاك لحقوقه وحرياته التي يضمنها الدستور، ويعتبر ــ ذلك ــ سعيا لتحقيق توازن بين السلطات الثلاث التنفيذية والتشريعية والقضائية، لبلوغ غاية مشتركة وهي حماية الحقوق والحريات التي ينص عليها الدستور.

[22] - مرسوم رئاسي رقم 20-442 مؤرخ في 15 جمادى الأولى 1442 الموافق 30 ديسمبر 2020، يتعلق بإصدار التعديل الدستوري، الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية، العدد 82.

كما يساهم هذا التوسيع للإخطار في تحقيق تكامل بين السلطات، عن طريق الدفع بعدم الدستورية كأداة مساعدة للاجتهاد في تحليل وفهم مستوى العلاقة بين السلطات العمومية، في النظام السياسي الجزائري، بتحقيق تعاون وتكامل في عمل هذه السلطات، انطلاقا من دور السلطتين التشريعية والتنفيذية في العمل التشريعي ومساهمتهما ــ المفترضة ــ لاحقا في تفعيل عملية الرقابة،

ولا يمكن اعتبار دور المحكمة الدستورية مؤثرا في العملية التشريعية، بعدم تأثيرها المباشر على مستوى التشريع، فدورها يقتصر على ترتيب النتيجة القانونية وهي إلغاء النص أو تثبيته، فعلاقتها بالسلطة التشريعية تتمثل في تقويم المنظومة القانونية، عن طريق الرقابة اللاحقة، بتدارك النقائص التي يمكن ملاحظتها خلال مرحلة تطبيق الأحكام التشريعية والتنظيمية في الواقع العملي.

وقد أشارت الفقرة الخامسة عشر من الديباجة الواردة في تعديل 2020 إلى مبدأ الفصل بين السلطات والتوازن بينها، والإشارة إلى التوازن يستبعد أي فصل جامد بينها، فبالنظر إلى موضوع الإحالة الذي يتم من المحكمة العليا أو مجلس الدولة، نحو المحكمة الدستورية يعد ذلك تعاونا فيما بينها ولا يعتبر علاقة مبنية على أساس تفاوت أو تبعية.[23]

[23] ـ أ. رشيد خلوفي. **"إجراءات الدفع بعدم الدستورية في ظل الإجراءات المدنية والإدارية وقانون الإجراءات الجزائية"**، مؤلف جماعي تحت إشراف الأستاذ محمد بوسلطان والدكتور إلياس صام، القانون العضوي 18-16 المؤرخ في 2 سبتمبر 2018 يحدد شروط وكيفيات تطبيق الدفع بعدم الدستورية ـ تعليق مادة بمادة ـ النشر الجامعي الجديد: الجزائر، ص: 92، 93.

ويضفي هذا التعاون مرونة على مبدأ الفصل بين السلطات، إذ لا يمكن اعتباره فصلا مستبعدا للتوازن، بحكم وجود هذا الدور المشترك بينها في تقويم العمل التشريعي، بهدف تحقيق غاية تمثل قاسما مشتركا بينها ــ في النهاية ــ وهي حماية الحقوق والحريات ــ كما تمت الإشارة من قبل ــ، وقد تأسست وفقا لذلك علاقة قانونية بين كل من المجلس الدستوري ــ قبل أن يتحول إلى المحكمة الدستورية ــ والقضاء، بتوسعة عملية الإخطار لتشمل المحكمة العليا ومجلس الدولة.[24]

2.1. إشعار السلطتين التنفيذية والتشريعية بقرار الإحالة:

بالرجوع إلى المادة 12 من النظام المحدد لقواعد عمل المجلس الدستوري[25] نجد أن المجلس يتولى مهمة إشعار كل من رئيس الجمهورية والوزير الأول ورئيس مجلس الأمة ورئيس المجلس الشعبي الوطني والأطراف، بصفة فورية بقرار الإحالة، بغرض تقديم ملاحظاتهم التي تكون مكتوبة ومرفقة بالوثائق المدعمة لها، وفقا ــ كذلك ــ لمضمون المادة 13 من النظام المحدد لقواعد عمل المجلس الدستوري ــ المشار إليه من قبل ــ.

ويأتي قرار المجلس الدستوري بعد الاطلاع على جميع الملاحظات المكتوبة المقدمة، ففي القرار رقم 02/ق م د/د ع د/20 ، جاء ضمن مكوناته الاطلاع على الملاحظات المكتوبة المقدمة من طرف رئيس مجلس الأمة بالنيابة الذي التمس فحصا معمقا للوجه المثار في

---

[24] - بن لمبارك امحمد. **"الدفع بعدم دستورية القوانين أمام قاضي الموضوع"**، مجلة المحامي، مجلة دورية تصدر عن منظمة المحامين (سطيف)، عدد خاص بـ: "الدفع بعدم دستورية القوانين في ظل القانون"، العدد 32 جوان 2019، ص: 57.

[25]- النظام المحدد لقواعد عمل المجلس الدستوري المعدّل والمتمّم بموجب المداولة المؤرخة في 18 صفر 1441 الموافق 17 أكتوبر 2019.

المادة 149 من قانون الإجراءات الجزائية، والوزير الأول بتصريحه بعدم جدوى إثارة الدفع بعدم الدستورية باعتبار المادة 149 لا تشكل مساسا بمبدأ المساواة، ورئيس المجلس الشعبي الوطني الذي اتخذ نفس الموقف مثل سابقه، باعتباره أن الدفع المثار يتسم بعدم الجدية وأن تخصيص النائب العام بمدة أطول لرفع الاستئناف في الأحكام الجزائية لا يعتبر مساسا بمبدأ المساواة.

فقبل التصريح بدستورية الحكم التشريعي المثار في الدفع، يطّلع على ملاحظات الجهات المشار إليها، ويورد ذكرها في متن القرار، ويعد هذا تفعيلا للتعاون بين المجلس الدستوري والجهات الممثلة للسلطتين التنفيذية والتشريعية، من أجل الوصول إلى نتيجة أقرب للموضوعية، بإشراكها في إبداء رأيها، ويمثل إشعارها تحقيقا لغاية إعلامية بخصوص إثارة الدفع بعدم الدستورية، وكذا استشارتها للوصول إلى قرار مؤدي للنتيجة المراد تحقيقها، وهي فحص مدى دستورية الحكم التشريعي المثار.

2 . إضفاء الطابعين السياسي والقضائي على الإخطار:

اكتسب الإخطار بعد اختيار أسلوب الدفع بعدم الدستورية الطابعين السياسي والقضائي، بالنظر لجهات الإخطار.

1.2. جهات الإخطار ذات الطابع السياسي:

فقبل تعديل 2016، حددت المادة 166 جهات الإخطار في كل من رئيس الجمهورية أو رئيس المجلس الشعبي الوطني أو رئيس مجلس الأمة، ثم توسعت جهات

الإخطار مع تعديل 2016 من خلال محتوى المادة 187 بإضافة الوزير الأول وخمسين نائبا أو ثلاثين عضوا في مجلس الأمة.

وقد تضمّن تعديل 2020 تغييرا في عدد النواب الذي ورد في تعديل 2016، والذي كان خمسين فأصبح أربعين، وأعضاء مجلس الأمة الذي كان ثلاثين[26] عضوا ليصبح خمسة وعشرين،[27] مع إضافة رئيس الحكومة[28] إلى جانب الوزير الأول حسب الحالة، التي تولى المشرع الدستوري الجزائري شرحها، من خلال نص المادة 103 عند تغيير التسميتين بحكم وجود أغلبية رئاسية ناتجة عن الانتخابات التشريعية ويسمى الوزير الأول، ورئيس حكومة في حالة وجود أغلبية برلمانية في نتائج الانتخابات التشريعية ــ كذلك ــ.

2.2. جهات الإخطار ذات الطابع القضائي:

ولم يدرج اختصاص السلطة القضائية في الإخطار إلا مع تعديل الدستور في 2016، بإدراج آلية الدفع بعدم الدستورية، التي نظمت بالقانون العضوي رقم 18-16 المشار إليه من قبل، ولتفعيل الرقابة عن طريق الدفع بعدم الدستورية تحدد المادة الثانية (02) من

---

[26] - يمكن لهذه الإضافة في توسيع الإخطار أن تفعل دور المعارضة في عملية تقويم العمل التشريعي ومراقبة عمل السلطتين التشريعية والتنفيذية.

[27]- تقليص الإخطار في عدد النواب من خمسين نائبا في المجلس الشعبي الوطني إلى أربعين ومن ثلاثين عضوا إلى خمس وعشرين في مجلس الأمة، بموجب التعديل الدستوري لـ 2020 يمكن أن يمنح مجالا أوسع لتفعيله، لكن ذلك يرتبط بمدى وجود استعداد لدى النواب والأعضاء، انطلاقا من التكوين المؤهل لإدراك النقائص التشريعية، والتحرر من التبعية الحزبية الضيقة، والرغبة الفعلية للمساهمة في الارتقاء بالمنظومة القانونية وحمايتها في الدولة.

[28] - تشير الفقرة الأولى من المادة 193 من تعديل 2020 إلى جهات الإخطار كما يلي: "تخطر المحكمة الدستورية من رئيس الجمهورية أو رئيس مجلس الأمة أو رئيس المجلس الشعبي الوطني أو من الوزير الأول **أو رئيس الحكومة، حسب الحالة**."

هذا القانون، الجهات التي يمكنها تحريك الرقابة، وهي الجهات القضائية الخاضعة للنظام القضائي العادي والجهات القضائية الخاضعة للنظام القضائي الإداري.

فالطابع القضائي مرتبط بتولي المحكمة العليا ومجلس الدولة الإحالة للمحكمة الدستورية ــ كما تمت الإشارة من قبل ــ باجتياز مرحلة الاجتهاد القضائي، والتوصل لتكييف المسألة ومراقبة مدى توفر الشروط المتضمنة في القانون العضوي رقم 18-16.

3. مدى تأثير الدفع بعدم الدستورية على تكييف طبيعة المحكمة الدستورية:

إدراج الدفع بعدم الدستورية وإشراك الجهات القضائية في تحريك وإثارة الدفع لم يقص الطابع السياسي بصفة نهائية من المحكمة الدستورية.

1.3. الإبقاء على الطابع السياسي للمحكمة الدستورية

رغم تغيير استعمال مصطلح "المجلس الدستوري" وتعويضه بمصطلح "المحكمة الدستورية" كتسمية مألوفة في جهات التقاضي، إلا أن ذلك لم يغيّر طبيعة الجهة المختصة بالنظر في مدى الدستورية وعملها بشكل بارز... ورغم تقليص عدد الممثلين للسلطة القضائية من أربعة إلى اثنين، وإدخال ستة أعضاء من أساتذة القانون الدستوري، فإن ذلك لا يرجح الكفة لصالح الطابع القضائي، بحكم أن التكوين في اختصاص القانون الدستوري لا يتضمن بالضرورة التحكم في المسائل المرتبطة بالجانب القضائي، وقد يرجع ذلك إلى مستوى استعداد كل عضو في البحث والاجتهاد، للوصول إلى تكييف سليم للأحكام التشريعية محل النزاع.

بالإضافة إلى الإبقاء على تعيين أربعة أعضاء[29] من تشكيلة "المحكمة الدستورية" من بينهم رئيس المحكمة، الذي يعد صوته مرجحا في حالة تساوي الأصوات[30]، فتعيينهم يندرج ضمن اختصاص رئيس الجمهورية، وله السلطة التقديرية في اختيارهم، وقد تبيّن التجربة الجزائرية لاحقا مدى الاحتفاظ بالطابع السياسي أو التوجه فعلا نحو الطابع القضائي.

وعلى خلاف المشرع الدستوري الجزائري، قام المشرع التونسي من خلال الفصل 118 بإضفاء الطابع القضائي في نفس الفصل الذي تناول المحكمة الدستورية، فقد تضمنت صياغة هذا الفصل اعتبار المحكمة الدستورية هيئة قضائية،[31] ولم يكيّف المشرع الدستوري المغربي المحكمة الدستورية على أنها ذات طابع قضائي، كما أخذ به المشرع الدستوري التونسي.

فالطابع السياسي المميّز للمحكمة الدستورية في الجزائر مازال قائما، بالنظر للتشكيلة المكونة لها، أما الطابع المزدوج الآخر فهو متعلّق بجهات الإخطار، بوجود جهات ذات طابع سياسي، وكذا جهتين قضائيتين المتمثلتين في المحكمة العليا ومجلس الدولة، عند ارتباط ذلك بالمسائل التي يتناولها، بإدراج النظر في الإحالة من جهتين ذات طبيعة

[29] - الأعضاء الأربعة والذين من بينهم رئيس المحكمة وبصوت مرجح عند تساوي عدد الأصوات يعد تأكيدا على الصبغة السياسية للمحكمة، بحكم أن هؤلاء الأعضاء يمكن أن يكونوا من شخصيات لا تملك خبرة قضائية بالضرورة.

[30] - تضمنت الفقرة الأولى من المادة 197 من الدستور اعتبار صوت رئيس المحكمة الدستورية يعد مرجحا في حالة تساوي الأصوات.

[31] - جاء في الفقرة الأولى من الفصل 118 من الدستور التونسي ما يلي: "المحكمة الدستورية هيئة قضائية مستقلة...".

قضائية ــ في عملية الإخطارــ، والنظر في مدى دستورية الأحكام التشريعية المتعلقة بالنزاع محل النظر، يعد محاولة لإعادة تكييف للحكم التشريعي ومدى دستوريته بعدم المساس بالحقوق والحريات، وفقا لنتيجة هذا الاجتهاد في التكييف يتبيّن ما إذا كانت إحدى الجهتين مقبلة على الإحالة أو العكس.

2.3. تأثير الدور التفسيري على طبيعة المحكمة الدستورية:

من المهام التي تؤديها المحكمة الدستورية تفسير قراراتها وتسبيبها، بالاعتماد على تفسير النص محل النزاع قبل الحكم بقرار في دستوريته أو عدم دستوريته، ولعل القرار رقم 02/ق م د/د ع د/20 مؤرخ في 8 جمادى الأولى 1442 الموافق 23 ديسمبر 2020، نموذج على ذلك، من خلال تفسير خطوات اتخاذ قرار المحكمة الدستورية، بعد تلقي إخطار بموجب إحالة من المحكمة العليا، وتقديم دفع مثار من قبل أحد أطراف الخصومة يدعي بموجبها عدم دستورية المادة 419 من قانون الإجراءات الجزائية، بحكم أن الأجل الممنوح للنائب العام لتقديم استئنافه قدر بشهرين، خلافا لما هو ممنوح لباقي الأطراف طبقا لمضمون المادة 418، ويشكل ذلك ــ وفقا للادعاء ــ خرقا لمبدأ المساواة أمام القانون والقضاء بموجب المادتين 32 و158[32] والمادة 11 من الإعلان العالمي لحقوق الإنسان وغيرها.

وتولى المجلس الدستوري توضيح وتفسير الموضوع، بالاستناد إلى مهمته في تقدير مدى دستورية النص التشريعي، باعتماد المشرع لمعايير موضوعية بالنظر للغاية التي يسعى لتحقيقها، وأن هدف المشرع في صياغته للمادة 419 من قانون الإجراءات الجزائية لا

[32]- المادتين 32 و158 من التعديل الدستوري لـ 2016.

يشكل تعارضا مع مضمون الدستور، وتحديد آجال الاستئناف بطرق مختلفة، والتي حددت للنائب العام مهلة شهرين لا يشكل تعارضا مع مبدأ المساواة باعتباره يتولى مهمة حماية المصلحة العامة.[33]

3.3. تأثير القيود الموضوعية على القاضي في تكييف الحكم التشريعي:

رغم تواجد السلطة القضائية في عملية الإخطار إلا أن ذلك يعد عملا نسبيا، فهي لا تؤدي بحضورها في عملية الإخطار أي إضافة، فهي مجرد وسيط بين الفرد المتقاضي والمحكمة الدستورية، فارتباط المحكمة العليا ومجلس الدولة بمراحل إثارة الدفع بعدم الدستورية أمر نسبي، نظرا لعدم إمكانية إثارة الدفع بصفة تلقائية، وفقا للمادة 4 من القانون العضوي رقم 16-18.

فقيام المحكمة بالفصل بقرار في مدى دستورية الحكم التشريعي أو التنظيمي، لا يمكن اعتباره كافيا لإضفاء الطابع القضائي بصفة تامة، فالمحكمة الدستورية ليست جهة من جهات التقاضي، فهي تنظر في الموضوع بصفتها جهة اختصاص لتكييف الأحكام التشريعية، إن كانت متطابقة مع مضمون الدستور، ولا تفصل في الخصومات، كما أن طبيعة قراراتها ليست قضائية.

وبالرجوع للدستور، نجد أن المادة 185 لا تشير لهذا الطابع، فهي تعرّفها بأنها مؤسسة مستقلة مكلفة بضمان احترام الدستور، بخلاف ما ذهب إليه المشرع الدستوري

[33]- أنظر (ي) قرار رقم 02/ق م د/د ع د/20 مؤرخ في 8 جمادي الأولى 1442 الموافق 23 ديسمبر 2020.

التونسي، فدور المحكمة العليا ومجلس الدولة يتمثل في تنبيه المحكمة الدستورية، لمراقبة وتقويم العمل التشريعي فقط، كما أن دورهما يبقى مرتبطا بسلطتهما التقديرية في تكييف الموضوع، إن كان فعلا يتوفر على الشروط المنصوص عليها في المادة 8 من القانون العضوي رقم 18-16، بالاعتراض على حكم تشريعي فيه مساس بالحقوق والحريات المرتبطة بالمتقاضي، بالإضافة إلى عدم تعرض الحكم التشريعي لرقابة المطابقة من قبل مع التصريح بمطابقته للدستور، وأن يتصف الموضوع كذلك بالجدية.

فاتسام الموضوع المثار بالجدية[34] يطرح ضرورة تحديد الإطار العام لقبول الجهات القضائية تحريك الرقابة، باستبعاد كل المسائل التي لا يرجى منها تحقيق الحماية الدستورية للحقوق والحريات، وهذا بعد اجتهاد الجهات القضائية في تكييف الموضوع، إن كان يتسم فعلا بالجدية أو العكس، وقد تم الاعتراض على شرط الجدية، خلال مرحلة عرض مشروع القانون العضوي المتعلق بالدفع بعدم الدستورية على البرلمان، بحجة عدم وجود معيار يمكن الاعتماد عليه في تحديد الجدية في الموضوع، لكن يمكن للجدية أن تظهر بوضوح في عرض الأسباب الواردة في عريضة الدفع بعدم الدستورية، وما يتبعها من ملابسات وحيثيات.[35]

[34]- وتبدأ الجدية بمجرد ظهور استعداد ورغبة لدى أحد أطراف النزاع، للنظر في الموضوع، بضرورة تفعيل الرقابة عن طريق الدفع بعدم الدستورية، وتتدعم هذه الجدية بمدى تكييف القاضي للموضوع، إن كان فعلا مؤهلا للنظر فيه أمام المحكمة العليا أو مجلس الدولة، كما قد يكيّف الموضوع على أنه لا تتوفر فيه مقومات عنصر الجدية ــ كنتيجة أو احتمال ثاني ــ، وإذا تم تحويله على مستوى إحدى الجهتين فإن القاضي وبناء على اجتهاده يكيّف بدوره الموضوع، إن كان يتضمن في هذه المرحلة على الجدية، التي يحكم من خلالها باستمرار تحقيق المرحلة الموالية، بإحالة الموضوع على المحكمة الدستورية.

[35]- بن لمبارك امحمد. المرجع السابق، ص: 67.

فحضور الجهة القضائية لا يمكن اعتباره حقا مباشرا في إثارة الدفع بعدم الدستورية، فهو مرتبط بدور مقيد بشرط الصفة والمصلحة، الذي تضمنته المادة 4 من القانون العضوي رقم 18-16، التي تنص على أن الدفع بعدم الدستورية لا يمكن أن يثار بصفة تلقائية من طرف القاضي، فهو مرتبط بوجود الصفة والمصلحة لدى أحد أطراف الدعوى، بادعاء وجود انتهاك حكم تشريعي للحقوق والحريات التي يضمنها الدستور، ويعني ذلك عدم اعتبار إثارة الدفع بعدم الدستورية حقا عاما شاملا لكل الأفراد، وإنما يقتصر على أحد أطراف الخصومة فقط، عند وجود اعتقاد بخرق القانون للحقوق والحريات، وفقا لمحتوى نص المادة 2 ــ كذلك ــ من نفس القانون العضوي، فدور القاضي يبدأ بناء على تحرك الطرف المدعي المتضرر في النزاع المطروح أمام القضاء.

الخاتمة:

لم يكتف المشرع الدستوري الجزائري بالإبقاء على أسلوب الرقابة السياسية فحسب، بل دعمها برقابة ذات طبيعة قضائية ــ نسبية ــ، من شأنها أن تساهم في الارتقاء بمستوى العمل التشريعي، ويؤدي هذا الدور إلى تحقيق غاية أخرى وهي تقويم عمل السلطات العمومية في الدولة وضبطها، وتحقيق تكامل فيما بينها في إطار التوازن بين السلطات عن طريق آلية الدفع بعدم الدستورية.

وارتباط الطابع السياسي بمهام المحكمة الدستورية لا يشكل في حد ذاته عائقا، إلا من حيث النتائج التي يمكن أن تظهر في عمل المحكمة، واستقلاليتها مرتبطة كذلك بمسؤولية رئيس الجمهورية انطلاقا من المهام السامية المنصوص عليها دستوريا في المادة 84

باعتباره حاميا للدستور وساهرا على احترامه، ومجسدا لوحدة الأمة ... والتزاماته الأخلاقية، بتحرره من التأثيرات السياسية في اختيار أعضاء المحكمة، الذي يتولى تعيينهم بما فيهم رئيس المحكمة الدستورية، ويزول بذلك التخوف من فكرة التعيين التي تلقى انتقادا واعتراضا كبيرين، وتُلقى المسؤولية كذلك على عاتق أعضاء المحكمة، من خلال الالتزام بتحقيق الغاية من اختصاصاتها دون الخضوع لتبعية أو هيمنة أي جهة، لتجسيد الفقرة الأولى من المادة 185 التي تنص على أن "المحكمة الدستورية مؤسسة مستقلة مكلفة بضمان احترام الدستور".

ويمكن تحقيق هذه المرحلة بمدى قدرة الأفراد على المساهمة في تفعيل الرقابة، عن طريق الدفع بعدم الدستورية من طرف الفرد المتقاضي في النزاع، فهو يمكن اعتباره أداة للوصول إلى مرحلة دور القاضي في تكييف الموضوع وبالنظر لمدى جدية الطلب، فبناء على هذا التحرك يمكن أن يشكل ذلك تأسيسا فعليا لإدراج حق الأفراد في عملية الرقابة، ولو بأسلوب غير مباشر، ومع ذلك يتطلب الأمر اكتساب الحد الضروري من المجال المعرفي المرتبط بإدراك مضمون الدستور، وإثراء ذلك بكل ما يساهم في توسيع نطاق المعرفة القانونية، المرتبطة بالحقوق والحريات، واستخلاص مدى توافقها أو تعارضها مع مضمون نصوص الدستور، وقد لا يتحقق ذلك إلا بنسبة ضئيلة ــ مبدئيا ــ، كما قد يؤدي تطبيق آلية الدفع بعدم الدستورية لاحقا إلى تشجيع الأفراد للاطلاع على مجموع القوانين والمساهمة في تقويمها.

وفي هذا الموضوع، يُطرحُ انشغال متعلق بمدى قدرة المحكمة الدستورية على استيعاب الاختصاصات الجديدة في إطار الدفع بعدم الدستورية، بالنظر لعدد أعضائها الاثني عشر (12)، الذين يتولون عملية فحص مدى دستورية الأحكام التشريعية والتنظيمية التي يتلقونها، وإصدار القرارات بشأنها، وهو انشغال موضوعي، لكن يرتبط ذلك بدرجة حرص ووعي المؤسسة التشريعية، انطلاقا من المبادرة باقتراحات قوانين ذات نفع عام، تؤدي فيه الأحزاب السياسية دورها كمصدر قوة للاقتراح، يرجى منه تحقيق نتائج إيجابية، وعلى ارتباط كبير بالثوابت والقيم التي يؤمن بها المجتمع، وبالوصول إلى تحسين الأداء التشريعي، فإنها ستقود بالضرورة إلى القضاء أو التقليل ــ كأقل تقدير ــ من احتمال عدم قدرة المحكمة على أداء اختصاصاتها.

ومن باب عقلنة مهام المحكمة الدستورية في إطار الدفع بعدم الدستورية لحماية الحقوق والحريات، يمكن اعتبار حق تقديم الملتمسات التي ورد النص عليها في المادة 77 في الفصل الأول من الباب الثاني المعنون بـ "الحقوق الأساسية والحريات العامة"، فالملتمسات تقدم إلى الجهات الإدارية بصفة جماعية أو فردية بغرض طرح إما انشغالات تتعلق بالمصلحة العامة أو بتصرفات تمس بالحقوق الأساسية للمواطن، فهذه الوسيلة يمكن اعتبارها عاملا مساعدا على تخفيف عبء المهام المسندة للمحكمة الدستورية، كوسيلة تتسم بالبساطة من حيث إجراءاتها مقارنة بأسلوب الدفع، وقد تساهم في الاستجابة لانشغالات المواطنين بطريقة أقرب لهم، ويمكن اعتبار هذه الطريقة ــ كذلك ــ محققة

للتوازن على مستوى الاستعمال المباشر لحق الأفراد، ويؤدي ذلك إلى تفعيل أفضل للدفع غير المباشر أو كبديل عن الدفع المباشر،

قائمة المراجع:

- مرسوم رئاسي رقم 20-442 مؤرخ في 15 جمادى الأولى عام 1442 الموافق 30 ديسمبر سنة 2020، يتعلق بإصدار التعديل الدستوري، الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية، العدد 82.

- قانون عضوي رقم 18-16 مؤرخ في 22 ذي الحجة عام 1439 الموافق 2 سبتمبر سنة 2018، يحدد شروط وكيفيات تطبيق الدفع بعدم الدستورية، الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية، العدد 54 الصادرة في 5 سبتمبر 2018.

- النظام المحدد لقواعد عمل المجلس الدستوري المعدّل والمتمّم بموجب المداولة المؤرخة في 18 صفر عام 1441 الموافق 17 أكتوبر سنة 2019.

قرار رقم 02/ق م د/د ع د/20 مؤرخ في 8 جمادي الأولى عام 1442 الموافق 23 ديسمبر سنة 2020.

- هيلين تورار. "تدويل الدساتير الوطنية"، ترجمة: باسيل يوسف، بيت الحكمة: بغداد، دون رقم الطبعة، 2004.

- د. عبد العزيز محمد سالمان. "**ضوابط وقيود الرقابة الدستورية**"، سعد سمك للمطبوعات القانونية: القاهرة، الطبعة الأولى، 2011.

- غالب غانم. "**القوانين والنظم عبر التاريخ**"، دار المنشورات الحقوقية: بيروت، الطبعة الأولى، 1991.

- أ. رشيد خلوفي. "**إجراءات الدفع بعدم الدستورية في ظل الإجراءات المدنية والإدارية وقانون الإجراءات الجزائية**"، مؤلف جماعي تحت إشراف الأستاذ محمد بوسلطان والدكتور إلياس صام، القانون العضوي رقم 18-16 المؤرخ في 2 سبتمبر سنة 2018 يحدد شروط وكيفيات تطبيق الدفع بعدم الدستورية ـ تعليق مادة بمادة ـ النشر الجامعي الجديد: الجزائر.

- بن لمبارك امحمد. **"الدفع بعدم دستورية القوانين أمام قاضي الموضوع"**، مجلة المحامي، مجلة دورية تصدر عن منظمة المحامين (سطيف)، عدد خاص بـ: "الدفع بعدم دستورية القوانين في ظل القانون"، العدد 32 جوان 2019.

- قارة شاكر. "**تأثير الدفع بعدم دستورية القوانين على سير المحاكمة**"، مجلة المحامي، دورية تصدر عن منظمة المحامين (سطيف)، عدد خاص بـ: الدفع بعدم دستورية القوانين في ظل القانون، العدد 32 جوان 2019.

- **Dominique Chagnollaud de Sabouret. Droit constitutionnel contemporain**, DALLOZ : Paris, 2015.

V- الجلســـــة الرابعـــــة:

المحكمة الدّستورية : الاختصاصات الجديدة وتحديات التّنفيذ

- دور المحكمة الدّستورية في مجال فض النّزاعات بين مؤسسات الدولة وتفسير الدّستور. **د. مولود بن ناصف**، جامعة الجزائر 1.

دور المحكمة الدستورية في مجال فض النزاعات بين مؤسسات الدولة وتفسير الدستور

د. مولود بن ناصف،

جامعة الجزائر1

مقدمة:

يعتبر دستور أول نوفمبر 2020، أول من استحدث، ضمن مؤسسات الرقابة، المحكمة الدستورية التي تعد بديلا عن المجلس الدستوري، آخذا بذلك الرقابة القضائية عوض الرقابة السياسية، وهذا تماشيا مع توجهات كثير من الدول التي تأخذ بنظام المحكمة الدستورية.

ولقد أسندت إلى المحكمة الدستورية عدة مهام واختصاصات جديدة فضلا على الاختصاصات الأصيلة وهي ضمان احترام الدستور، حيث تمثل ذلك في ضبط المحكمة الدستورية لسير المؤسسات ونشاط السلطات العمومية.

كما ورد أيضا في الدستور الحالي دور جديد للمحكمة الدستورية، وهذا ما أشارت إليه المادة 192 بنصها على ما يلي: **"يمكن إخطار المحكمة الدستورية من طرف الجهات المحددة في المادة 193 أدناه بشأن الخلافات التي قد تحدث بين السلطات الدستورية.**

يمكن لهذه الجهات إخطار المحكمة الدستورية حول تفسير حكم أو عدة أحكام دستورية، وتبدي المحكمة الدستورية رأيا بشأنه".[1]

إن محور مداخلتي ينصب في البداية على طرح جملة من التساؤلات والإشكالات وتقسيم باقي المداخلة إلى ثمانية محاور أساسية:

التساؤل الأول:

بخصوص المادة 192 من الدستور، حسب ما جاء في دستور أول نوفمبر 2020.

المادة 192: لقد جاءت الخلافات بين السلطات الدستورية بصيغة الجمع وصيغة الجمع في اللغة العربية تبدأ من ثلاثة (3) فما فوق، أي ثلاث سلطات على الأقل. فما هي هذه السلطات؟ هل يقصد بها السلطات التشريعية، التنفيذية والقضائية؟ بينما صيغة الجمع في اللغة الفرنسية كما هو معروف تبدأ من سلطتين اثنتين فما فوق.

حسب ما جاء في عرض الأسباب الوارد في المشروع التمهيدي لتعديل الدستور (ماي 2020)، والتي جاءت تحت عنوان - العدالة الدستورية: ضمان سمو الدستور[2] - ذكرت اللجنة: **"... من أجل ضمان احترام الحدود التي رسمها الدستور للسلطتين التشريعية والتنفيذية، ارتأت تخويل المحكمة الدستورية سلطة الفصل في الخلافات الممكن حدوثها بينهما".**

[1] - أنظر المادة 192 من الدستور الجزائري لأول نوفمبر 2020 الصادر بالجريدة الرسمية العدد 82- الأربعاء 15 جمادي الأولى عام 1442 هـ الموافق 30 ديسمبرسنة 2020.

[2]- مشروع تمهيدي لتعديل الدستور (ماي 2020)

ما يلاحظ على هذه الصياغة أن اللجنة في عرض الأسباب استعملت صيغة المثنى وحصرت تدخل المحكمة الدستورية في الخلافات التي قد تنشأ بين سلطتين اثنتين هما: السلطة التنفيذية والسلطة التشريعية.

فإذا كان المقصود هما هاتان السلطتان فلماذا تم استعمال صيغة الجمع في المادة 192 من الدستور[3] **"... الخلافات التي قد تحدث بين السلطات الدستورية".** فهل صيغة الجمع في هذه المادة تفيد كذلك السلطة القضائية؟ أم أن هذا الإشكال ناجم عن ترجمة صيغة الجمع باللغة الفرنسية، وهي تنصب على اثنين فقط، إلى اللغة العربية التي يكون فيها الجمع من ثلاثة فما فوق؟

التساؤل الثاني:

استعملت المادة 192 مصطلح "السلطات الدستورية ومصطلح الجهات" أي أن المادة ميزت بين السلطات الدستورية والجهات، وحددت المادة 193[4]، المحال إليها في المادة 192 هذه الجهات وحصرتها في كل من رئيس الجمهورية ورئيس مجلس الأمة، ورئيس المجلس الشعبي الوطني، والوزير الأول أو رئيس الحكومة حسب الحالة، أو أربعين نائبا أو خمسة وعشرين عضوا في مجلس الأمة.

فحسب صياغة هذه المادة تقوم هذه الجهات بإخطار المحكمة الدستورية بخصوص الخلافات الناشئة بين السلطات الدستورية.

[3] - أنظر المادة 192 من الدستور، السابق الذكر.
[4]- أنظر المادة 193 من الدستور الجزائري.

فهل مصطلح السلطات الدستورية لا يشمل الجهات، وبالتالي فهل كل من رئيس الجمهورية، ورئيس مجلس الأمة، ورئيس المجلس الشعبي الوطني، والوزير الأول أو رئيس الحكومة حسب الحالة، أو أربعين نائبا أو خمسة وعشرين عضوا في مجلس الأمة، لا يعتبرون سلطات دستورية وهذا استنتاج يصعب التسليم به.

التساؤل الثالث:

هل المقصود بالسلطات الدستورية المؤسسات الدستورية، وهنا ينصب الحديث على جميع المؤسسات الدستورية الوارد ذكرها في الدستور.

هذه التساؤلات مطروحة للنقاش والقول الفصل سيكون للمحكمة الدستورية المرتقب تنصيبها.

وهي المحكمة التي ستحدد المقصود بالسلطات الدستورية، هل هي السلطات: التشريعية، التنفيذية والقضائية، كما هي مذكورة في الدستور نفسه؟ أم هي المؤسسات الدستورية التي تتجسد فيها هذه السلطات؟

التساؤل الرابع:

الفقرة الأولى من المادة 192 سكتت عن مصير الخلافات التي قد تحدث بين السلطات الدستورية من حيث هل تصدر المحكمة الدستورية المرتقبة بشأنها قرارا، أو تبدي رأيا؟

لأن الفقرة الثانية من نفس المادة ربطت صراحة بين تفسير حكم دستوري وإبداء المحكمة الدستورية رأيا بخصوص ذلك وسكتت في الفقرة الأولى عن أداة الفصل في الخلاف المعني.

التساؤل الخامس:

لم يسبق للدساتير الجزائرية أن تناولت مسألة الخلافات الحاصلة بين السلطات وإلى غاية اليوم فإن الخلافات الحاصلة بين السلطات نتيجة تعدي سلطة على صلاحيات سلطة أخرى كانت ولا تزال محل تجريم وعقاب في قانون العقوبات الصادر بموجب أمر سنة 1966، وهذه المواد لم تطبق حسب علمنا ولا توجد هناك قضايا في هذا المجال وقد وردت هذه المواد في القسم الرابع المعنون بـ: "تجاوزات السلطات القضائية والإدارية لحدودها" من الفصل الثالث المعنون بـ "الجنايات والجنح ضد الشيء العمومي"[5] من الباب الأول "الجنايات والجنح" هذا من جهة.

ومن جهة أخرى، فإن المحكمة الدستورية وردت في الدستور الحالي ضمن مؤسسات الرقابة حسب نص المادة 184.[6]

[5] - أمر رئاسي صادر سنة 1966 متضمن قانون العقوبات المتمم والمعدل.

[6] - أنظر المادة 184 من الدستور الجزائري، بنصها «تكلف المؤسسات الدستورية وأجهزة الرقابة في مطابقة العمل التشريعي والتنظيمي للدستور، وفي كيفيات استخدام الوسائل المادية والأموال العمومية وتسييرها".

وبالرجوع إلى القانون المقارن فإن المحكمة الدستورية لتونس[7] تعتبر جزءً من السلطة القضائية، وكذلك الأمر بالنسبة للمحكمة العليا الدستورية لمصر، فهي جزء أيضا من السلطة القضائية.

كما أن الدستور لم يحدد طبيعة الخلافات القائمة بين السلطات.

أما بخصوص المحاور التي تضمنتها المداخلة فهي كالتالي:

أ. وجوب تحديد المقصود بالمؤسسة الدستورية والقاضي الدستوري.

ب. المحكمة الدستورية باعتبارها ضابطة سير مؤسسات الدولة.

ج. القاضي الدستوري حامي التوازن المؤسساتي.

د. القاضي الدستوري حامي مؤسسة المعارضة السياسة.

ه. طبيعة حجية قرار المحكمة الدستورية الفاصل في الخلافات القائمة بين السلطات أو المؤسسات الدستورية.

[7] - أنظر المادة 118 من الدستور التونسي لسنة 2014.

الشطر الأول:

أولا: وجوب تحديد المقصود بالمؤسسة الدستورية والقاضي الدستوري:

1. مفهوم المؤسسات:

وتعني العناصر المشكلة للبناء القانوني للحقيقة الاجتماعية وهي أيضا مجموع الآليات والبناءات القانونية المؤثرة على السلوكيات داخل الجماعة[8]. وبهذا المعنى فإن الدولة تعتبر في نهاية المطاف هي المؤسسة الأولى.

ولكنها، وحتى تستطيع التصرف، ملزمة بأن تتفرع إلى مؤسسات ثانوية تجسد تنظيمها الملموس وهذه المؤسسات بالمعنى الحرفي، أي الأعضاء السياسية والقضائية والإدارية.[9]

تشكل هذه المؤسسات إذا الأعضاء التي تمارس بها سلطة الدولة، وهكذا فإن مصطلح العضو (Organe) يعني مجموع العناصر المرتبطة ببناء مؤسسة ما وتضمن سيرها بعملها المتناسق.

---

[8]- RECUEIL DES ACTES DU SEMINAIRE DE COTONOU SUR LE THEME « JUGE CONSTITUTIONNEL ET POUVOIR POLITIQUE » COTONOU du 11 au 13 juin 2014, La régulation du fonctionnement des institutions par le juge constitutionnel, NAREY Oumarou, Agrée des facultés des droits, enseignant – chercheur, à l'Université ABDOU MOUMOUNI de Niamey- Niger, P 165.

[9]- Ibid , P 168.

إنّ السلطة تعني ضمن هذه المقاربة إحدى مؤسسات الدولة أو سلطة أو وظيفة التي قد تكون لها ثلاثة معاني إما فرعا من نشاط الدولة وهو ما ذهب إليه الفقيه منتسكيو الذي كان له الفضل في إبراز مبدأ الفصل بين السلطات كمبدأ أساسي لتنظيم العلاقات بين السلطات العامة في الدولة ومنع الاستبداد بالسلطة وقد كان جون لوك مَن أبرزَ أهمية مبدأ الفصل بين السلطات في العصر الحديث في مؤلفه الحكومة المدنية.

حيث أشار منتسكيو في كتابه روح القوانين "توجد في كل دولة ثلاثة أنواع من السلطات: القوة التشريعية، القوة التنفيذية للأشياء التابعة لقانون الأشخاص والقوة التنفيذية للأشياء التابعة للقانون المدني". ثم إن الوظيفة تترجم باختصاص قانوني، إذ أن كل عضو يمارس وظيفة أو عدة وظائف وأخيرا فإن الوظيفة وإن كانت مرتبطة أشد الارتباط بالفصل بين السلطات، فإن الأعضاء في الحقيقة نادرا ما يكونون متخصصين في وظيفة قانونية واحدة، مثلا البرلمان لا يمارس وظيفة تشريعية فقط ولكن يراقب الحكومة، السلطة التنفيذية تساهم في الوظيفة التشريعية، حسب مبدأ الوزن المضاد أو السلطة المضادة.[10]

[10] - NAREY Oumarou, op. cit, P 169.

2. مفهوم القاضي الدستوري:

إن مفهوم القاضي الدستوري ينصرف إلى "الشخص أو المصلحة المكلفة بوظيفة دستورية" وهذا المفهوم مرتبط كذلك بالأعضاء والإجراءات ذات الطابع القضائي أساسا والتي بواسطتها يتم تحقيق ضمانة الدستور.[11]

لا تنحصر هذه الوظيفة في الرقابة على دستورية القوانين حتى ولو كانت هذه الرقابة هي الرمز وهي الأساس وإنما تتعلق كذلك بحل نزاعات الإختصاص التي قد تحدث بين الأعضاء أو السلطات الدستورية باعتبارها قاضيا للدستور.

ثانيا: المحكمة الدستورية باعتبارها ضابطة سير مؤسسات الدولة:

تضطلع الجهة القضائية الدستورية بوظيفة ضبط سير مؤسسات الدولة، فعلا فإن المحاكم أو المجالس الدستورية أو الجهات القضائية الأخرى المماثلة مكلفة في جملة ما هي مكلفة به بتسوية الخلافات والنزاعات بين مؤسسات الدولة. وهذه الوظيفة متكفل بها اليوم من طرف أغلبية الجهات القضائية الدستورية.[12]

المحكمة الدستورية الفيدرالية الألمانية قد تم تكليفها خصيصا بالفصل في النزاعات المرتبطة بمضمون حقوق والتزامات عضو فدرالي أعلى أو الأطراف الأخرى المتوفرة على

[11]- NAREY Oumarou, op. cit, P 172.
[12]- Ibid.

حقوق خاصة بها، إما بواسطة القانون الأساسي وإما بالنظام الداخلي بالعضو الفدرالي الأعلى.

والمحكمة الدستورية الإيطالية تفصل كذلك في منازعات الإختصاص بين سلطات الدولة.

ويفصل المجلس الدستوري لجمهورية السنغال على الخصوص في منازعات الإختصاص بين السلطة التنفيذية والسلطة التشريعية وفي منازعات الإختصاص بين مجلس الدولة ومحكمة النقض.

والمحكمة الدستورية لجمهورية البينين تعد الهيئة الضابطة لسير المؤسسات ونشاط السلطات العمومية وعلى هذا الأساس فإنها تفصل وجوبا في تنازع الإختصاص بين مؤسسات الدولة.

وضمن نفس التوجه، فإن المحكمة الدستورية بمالي والطوغو والمجلس الدستوري بالتشاد تعتبر كلها هيئات ضابطة لسير مؤسسات ونشاطات السلطات العمومية.

أما المحكمة الدستورية بالنيجر، فإنها تفصل بقرار في منازعات الاختصاص بين مؤسسات الدولة، وهي متخصصة في كل مسألة متعلقة بتطبيق الدستور.

وفي الأخير، فإن المجلس الدستوري لكوت ديفوار هو الهيئة الضابطة لسير مؤسسات الدولة.

ثالثا: القاضي الدستوري يضطلع بمسؤولية ضمان السير المنتظم للمؤسسات:

وفي إطار ممارسة هذه الوظيفة، فإن القاضي الدستوري مدعو على الخصوص ليس إلى ضمان محاكمة متوازنة فقط وإنما كذلك إلى الإبقاء أو العمل على توزيع حسب الدستور ونصوصه التطبيقية الإختصاصات الممنوحة للسلطات الدستورية.

وفي هذا الإطار، فإن القاضي يحسم أوجه الخلاف الناشئة عن أعمال أو سلوكيات التداخل، وأوجه الخلاف قد تنجم إما عن الاستيلاء في الإختصاص أو التعدي من طرف هيئة على مجال اختصاص هيئة أخرى.[13]

وبالنتيجة فإن ضبط نشاط السلطات العمومية وحل المنازعات المختلفة بالقضاة الدستوريين يؤدي إلى وضع المعالم الفاصلة من خلال ضمان احترام مبدأ الفصل بين السلطات وتدرج القواعد المعيارية أو القانونية وإلى لعب دور الحكم في حال النزاع وإلى ضمان واحترام كل سلطة حدود اختصاصاتها.[14]

فالقاضي الدستوري كثيرا ما يتم اللجوء إليه لضمان الحفاظ على توزيع الاختصاصات الواردة في القانون الأساسي.[15]

---

[13] - NAREY Oumarou, op. cit, P 172.

[14] -Ibid, P 173.

[15]- Ibid, P 174.

إن الدراسة المقارنة بالدساتير التي أخذت بمبدأ استحداث قاض دستوري لحل الخلافات بين المؤسسات هي التي تمكننا من الوقوف على طبيعة مختلف التجارب التي سبقتنا في هذا المجال.

إن القاضي الدستوري، وبوظيفته الضابطة يساهم في تحقيق التوازن بين المؤسسات الديمقراطية ليس فقط عندما يتولى وظيفة التحكيم وإنما كذلك من خلال الرقابة على دستورية توزيع الاختصاصات. فهو يضمن بالتالي توازن الاختصاصات بين سلطات الدولة، بتحديد لكل منها مدى وحدود اختصاصاتها.

ثالثا: القاضي الدستوري حامي للتوازن المؤسساتي:

يتدخل القاضي الدستوري في سير مؤسسات الجمهورية المجسدة على الخصوص في السلطة التنفيذية والسلطة التشريعية والسلطة القضائية والمؤسسات الأخرى المنصوص عليها في الدستور نفسه والنصوص الأخرى، عندما تتجاوز إحدى هذه المؤسسات إلى حدود مؤسسة أخرى.

فالقاضي الدستوري له وظيفة مزدوجة:

1. وظيفة الحارس على تقسيم الاختصاصات بين السلطات الثلاث.
2. ووظيفة قاضي (السلطة المضادة) المدعو لضبط سير المؤسسات الدستورية.[16]

[16]- NAREY Oumarou, op. cit, P -172 -173.

1. القاضي الدستوري حارس على تقسيم الاختصاصات بين السلطات الثلاث:

إذا كان صحيحا بأنه يجب أن تكون السلطة التنفيذية مستقلة عن السلطة التشريعية والقضائية، فإن الصحيح كذلك أن هذه السلطات الثلاث تعرف أحيانا اختلالات جسيمة تلزم القاضي الدستوري على التدخل لضبط سيرها.

ففي إطار مهمته كحارس تقليدي لتقسيم الاختصاصات بين السلطات السياسية، يظهر القاضي الدستوري في نفس الوقت بمظهر الحارس للسلطة التنفيذية إذ يجازي تجاوزات السلطة التشريعية على السلطة التنفيذية، ومظهر الرقيب على تدخلات هاتين السلطتين في النشاط القضائي.[17]

أ. القاضي الدستوري الحارس للسلطة التنفيذية:

إن القاضي الدستوري على هذا المستوى مكلف بالرقابة على دستورية التصرفات ولكن كذلك تقسيم الاختصاصات فهو مخول بالتأكد من عدم تعدي السلطة التنفيذية أي رئيس الجمهورية أو رئيس الحكومة أو الوزير الأول على مجال اختصاص سلطة أخرى.[18]

وبهذا، فإن القاضي الدستوري يعمل على بقاء السلطة التنفيذية في حدود مجال اختصاصها قصد العمل على مبدأ الفصل بين السلطات بمفهوميه العضوي والوظيفي.

وتسمح الرقابة التي يمارسها القاضي الدستوري بحصر السلطة التنفيذية في النشاط الممنوح لها من طرف المؤسس الدستوري.

---

[17] - NAREY Oumarou, op. cit, P -172 -173.
[18]- Ibid, P174.

وقد سمحت هذ الرقابة بحصر السلطة التنفيذية وبالتحديد رئيس الجمهورية في اختصاصاته الدستورية.

وهكذا، فإن المحكمة الدستورية لدولة البنين ذهبت إلى أن رئيس الجمهورية ولكي يحتفظ بحقه في إصدار القوانين ملزم باحترام الأجل المقرر في الدستور وعرض القانون على رقابة المحكمة الدستورية قبل انقضاء الأجل المذكور.[19]

ب. القاضي الدستوري الحارس للسلطة التشريعية:

يستطيع القاضي الدستوري أن يجبر السلطة التشريعية على التقيد بمجال اختصاصها فقط.

فمثلا المجلس الدستوري الفرنسي قد تم إحداثه أساسا لحصر البرلمان في ممارسة اختصاصاته الدستورية. وفعلا فإن المجلس الدستوري هو الذي يعمل على احترام التوازن المنشود من طرف المؤسسين الدستوريين بين البرلمان والحكومة ويراقب بالتالي تقسيم الاختصاصات بين السلطة التشريعية والسلطة التنظيمية.

وبعبارة أخرى، يسهر على الاحترام الدقيق للحد الفاصل بين مجال القانون ومجال التنظيم عبر إجراءين:

الإجراء الأول: يمارس قبليا وقت إعداد القانون، فهو منصوص عليه في المادة 41 من الدستور الفرنسي[20]، ويوصف بإجراء عدم القبول المالي، ويسمح للحكومة أثناء العملية

[19] - المادة 57 من دستور جمهورية البنين.
[20] -أنظر المادة 41 من الدستور الفرنسي لتاريخ 04 أكتوبر 1958 المعدل.

التشريعية بالاعتراض على مقتضى أو مقتضيات في اقتراح قانوني أو تعديل ترى فيه أو فيها مساسا بمجال التنظيم. فالحكومة تستطيع التمسك بعدم القبول بسبب أن النص قد اعتدى على مجال التنظيم.

الإجراء الثاني: بعدي، بعد دخول القانون حيز التطبيق، وهو منصوص عليه في المادة 37 الفقرة 2 من الدستور الفرنسي لـ 04 أكتوبر 1958، التي تسمح بحماية مجال التنظيم. ويسمى عادة هذا الإجراء بإجراء نزع المصادقة على القانون (التشريع)، وهذا الإجراء يسمح بمهاجمة نص يعد من الناحية الشكلية قانونا ولكن مضمونه أو جوهره غير ذلك، ومنها جاءت عبارة (نص ذي شكل تشريعي) المستعملة في الدستور، فالمشرع هنا اعتدى على المجال التنظيمي وتكون النصوص ذات الشكل التشريعي عرضة لنزع المصادقة عليها من طرف القاضي الدستوري، الذي يمكن إخطاره في أجل شهر أو ثمانية أيام في حالة الإستعجال. وبالنتيجة، فإن المجلس الدستوري الفرنسي يسهر على ألا يعطي المشرع لنفسه حرية الاعتداء على مجال التنظيم.

وبالرجوع إلى الدستور الجزائري لأول نوفمبر 2020، فإننا نجد أن المؤسس الدستوري تناول هاته المسألة حسب المادة 147 والتي تنص على أنه لا يقبل اقتراح أي قانون أو تعديل لقانون يقدمه أعضاء البرلمان يكون مضمونه أو نتيجته تخفيض الموارد العمومية أو زيادة النفقات العمومية، إلا إذا كان مرفقا بتدابير تستهدف زيادة في إيرادات الدولة، أو توفير مبالغ مالية في فصل آخر من النفقات العمومية تساوي على الأقل المبالغ المقترح إنفاقها.[21]

[21] - أنظر المادة 147 من الدستور الجزائري.

إن القاضي الدستوري وباعتباره ضابطا للسلطات العمومية، يستطيع التقرير بمطابقة القوانين والنظام الداخلي للبرلمان، للدستور.

وبقيامه بهذا، فهو يتصرف في نطاق دوره المتمثل في تحديد مجالات القانون والنظام الداخلي واحترام تدرج القواعد القانونية.

وبهذه الصفة، يتعين على القاضي كبح تعدي السلطة التشريعية على السلطة التنفيذية وكذلك مراقبة تدخلات السلطتين التشريعية والتنفيذية في النشاط القضائي.

ج. القاضي الدستوري هو الحارس للسلطة القضائية:

فهو بهذا يمنع تدخلات السلطتين التشريعية والتنفيذية في المجال القضائي، ووصف القاضي الدستوري الفرنسي نفسه منذ 1962 بالهيئة الضابطة لنشاط السلطات العمومية.

واليوم كذلك، وبدون الإشارة إلى هذه الصفة، يعبر عن نفس الفكرة بالاحتكام إلى توازن السلطات الواردة في الدستور الفرنسي لـ 04 أكتوبر 1958.

2. القاضي الدستوري قاضي (السلطة المضادة) بين المؤسسات الدستورية:

يلعب القاضي الدستوري كذلك وظيفة الوساطة بين المؤسسات الدستورية الأخرى، فهو يقوم أولا بدور مهدئ للحياة السياسية، وهو بالتالي في وضعية الحكم في حالة حدوث خلافات بين سلطات الدولة. ثم وما دام يراقب السلطات الدستورية وأحيانا

يفرض الجزاء عليها، فإن هذا يعد حماية للمعارضة السياسية المعترف بها كمؤسسة في الدستور وفي نصوصه التطبيقية.[22]

وأخيرا، فإن القاضي الدستوري وهو يستعمل سلطته الحيادية في مجال الضبط، يتدخل لضمان السير الحسن للمؤسسات الإدارية المستقلة.

أ. القاضي الحكم في حالة الخلافات بين سلطات الدولة:

إن الدستور يحدد اختصاصات مختلف المؤسسات الدستورية، كما يعين القاضي الدستوري حكما بين مختلف هذه المؤسسات في حالة تعدي مؤسسة دستورية على اختصاصات مؤسسة دستورية أخرى.

إن التحليل المقارن للحياة السياسية يبين بأن أغلب الدساتير تضع القاضي الدستوري في مركز الحكم في حالة الخلافات بين سلطات الدولة.

ووظيفة التحكيم هذه تسببت في بعض الحالات إلى لجوء المؤسس الدستوري لإستحداث جهات دستورية مثل المجلس الدستوري ومحكمة التحكيم البلجيكية. فعلى غرار هذه الجهات القضائية الدستورية الأوروبية هناك العديد من الجهات الدستورية الإفريقية التي تتوفر على اختصاصات لحل الخلافات بين هيئات الدولة.

فالقاضي الدستوري وهو يمارس اختصاصه يتدخل في حالة الشلل أو توقف السلطات العمومية عن نشاطها، ويكون ملزما بتوجيه أوامر لها.[23]

---

[22] -NAREY Oumarou, op. cit, P 177.

[23] - Ibid.

يستخلص بالتالي بأن المحكمة الدستورية يمكن أن تكون ملزمة بالتدخل بطريقة حاسمة في المنافسات السياسية لتجنب الشلل المؤسساتي الذي قد يؤدي إلى قلاقل سياسية جدية.

ب. القاضي الدستوري حامي المعارضة السياسية:

إن المعارضة، تعتبر بمثابة مؤسسة حقيقية مفيدة للتوازن المؤسساتي والسياسي للديمقراطيات. ولهذا اعترف لها المؤسس أو المشرع بحقوق تستوجب لها حماية من طرف القاضي الدستوري.

وفعلا، فإن هذا القاضي يحمي ويراعي حقوق ومطالب المعارضة السياسية باحثا عن إقامة توازن بين الأغلبية والمعارضة. وتدعيما لهذا التوازن اعترف المؤسس للمعارضة بحق إخطار الجهة القضائية الدستورية.[24]

وهكذا فقد عدلت فرنسا سنة 1974 المادة 61 من الدستور لتوسع حق إخطار المجلس الدستوري إلى ستين 60 نائبا أو عضوًا في مجلس الشيوخ.

وقد سار على هذا المنوال المؤسس الدستوري الجزائري الذي وسع هو الآخر من مجالات الإخطار لتشمل أيضا المعارضة السياسية حسب نص المادة 193[25] من فقرتها الثانية من دستور أول نوفمبر 2020 بنصها **"كما يمكن إخطارها من أربعين (40) نائبا أو خمسة وعشرين (25) عضوا في مجلس الأمة".**

[24]- NAREY Oumarou, op. cit, P179.

[25]- أنظر نص المادة 193 من الدستور الجزائري.

ج. القاضي الدستوري، ضابط للمؤسسات الإدارية المستقلة:

إن تحليل بعض القرارات يبرز تدخل القاضي الدستوري لضمان السير الحسن للمؤسسات الإدارية المستقلة.[26]

وتعتبر المحكمة الدستورية لجمهورية البينين رائدة على المستوى الإفريقي في هذا المجال. ولهذا، فإن الممارسة التي طورتها هذه المحكمة يمكن أن تستلهم منها باقي الجهات القضائية الدستورية.

رابعا: مدى قوة حجية قرارات القاضي الدستوري:

إن قرارات القاضي الدستوري غير قابلة لأي طعن وملزمة لجميع السلطات العمومية وجميع الجهات القضائية الإدارية.

قرارات القاضي الدستوري المتعلقة بالسير الحسن للمؤسسات عرضة لانتقادات شديدة من طرف السلطات ومن طرف المواطنين، وهذا ما أدى ببعض المؤسسين إلى إدارج تدابير أو جزاءات تهدف إلى حماية القاضي الدستوري عبر القرارات التي يصدرها.

حيث أشارت المادة 198 من الدستور الجزائري حسب الفقرة الأخيرة منه على أن: **"تكون قرارات المحكمة الدستورية نهائية وملزمة لجميع السلطات العمومية والسلطات الإدارية والقضائية".**[27]

[26] - NAREY Oumarou, op. cit, P180

[27] - أنظر المادة 198 من الدستور الجزائري.

إن الآثار القانونية التي تترتب على القرار الصادر من المحكمة الدستورية سواء كان صادرا في موضوع الدستورية أي الرقابة على دستورية القوانين وهو الإختصاص الأساسي للمحكمة الدستورية أو في اختصاصاتها الأخرى المتمثلة في التفسير أو في الإعلان عن النتائج النهائية للانتخابات التشريعية، الرئاسية أو الإستفتاء، وفي كل ما تصدره المحكمة الدستورية من قرارات وآراء في شتى المجالات، فإن هذه الأخيرة تعد قراراتها نهائية وباتة وحائزة لحجية الشيء المقضي فيه.

وقد توصلنا في نهاية المحور الأخير إلى عدة نتائج محددة نوجزها في الآتي:

أولا: أن الدستور أقر لقرارات المحكمة الدستورية حجية مطلقة بنص المادة 198، هذه الحجية المطلقة قِبَلَ سلطات الدولة والمتمثلة في السلطات العمومية وجميع الجهات القضائية والإدارية، وتكون فاصلة في موضوع الدستورية سواء انتهت إلى عدم الدستورية أو لاستبعاد الإخطار أو رفض الدعوى لأن النص يتفق مع الدستور.

ثانيا: إن الحجية المطلقة التي أسبغها الدستور على قرارات المحكمة الدستورية تنصرف إلى المنطوق وإلى الأسباب المرتبطة به ارتباطا وثيقا، إذ أن النص الخاص بالحجية لم يفرق بين الأسباب والمنطوق، ومن ثم، فلا محل للخروج على قرارات المحكمة الدستورية بدعوى عدم حجية الأسباب، وذلك اتفاقا مع طبيعة وظيفة المحكمة الدستورية في حماية الشرعية الدستورية باعتبارها الهيئة القضائية العليا الأمنية على الدستور والحارسة لأحكامه.[28]

[28] - عبد العزيز محمد سالمات، الآثار القانونية لأحكام المحكمة الدستورية العليا والمشكلات العملية التي تثيرها، أول دراسة علمية عن القرار بقانون رقم 167 لسنة 1997، دراسة فقهية قضائية، تطبيقية من واقع إحداث المحكمة الدستورية العليا ومحكمة النقض حتى عام 1966، الطبعة الثانية – مزيدة ومنقحة. 2000 – صادر عن نادي القضاة – مصر، ص 231 – 232 – 233.

ثالثا: إن الأثر الرجعي لأحكام المحكمة الدستورية العليا في مصر ليس بدعا من النظام المصري وحده، وأنه وإن كان يثير الكثير من المشكلات إلا أنه معترف به في معظم دول العالم التي تعرف الرقابة القضائية على دستورية القوانين، وتتجه هذه الدول إلى إيجاد الحلول للمشكلات التي يثيرها هذا الأثر الرجعي.

أما بخصوص المحكمة الدستورية في الجزائر، فإنه لا أثر لرجعية قرارات هذه الأخيرة، بحسب المادة 198 الفقرة الرابعة من الدّستور بنصها **"إذا قررت المحكمة الدستورية أن نصا تشريعيا أو تنظيميا غير دستوري على أساس المادة 195 أعلاه، يفقد أثره ابتداء من اليوم الذي يحدده قرار المحكمة الدستورية".**

وهنا، لا بد إلى أن نشير أن نص المادة 198 السابقة الذكر قد فرق بين رجعية عدم دستورية الأوامر والتنظيمات من جهة، والنصوص التشريعية والتنظيمية من جهة أخرى.

فبالنسبة للأولى، فإن النص يفقد أثره من يوم صدور قرار المحكمة الدستورية.

أما الثانية، فيفقد النص أثره ابتداء من اليوم الذي يحدده قرار المحكمة الدستورية.

وبالتالي، فإن قرارات المحكمة الدستورية في ظل الدستور الجزائري ليس لها أثر رجعي كما هو معمول به في المحكمة الدستورية بمصر.

رابعا: إن الطبيعة القانونية للحكم الدستوري أنه حكم كاشف عن العيب الدستوري الكامن في النص محل المخالفة منذ نشأته، ومن شأن الحكم الكاشف أو المقرر أن يرتد أثره من التاريخ الذي تقرره المحكمة الدستورية.

أما بالنسبة للمحكمة الدستورية في الجزائر، فإنه سبق وأن أشرنا أن التطبيق القانوني والفعلي لقرار المحكمة الدستورية سيكون من التاريخ الذي يحدده قرار المحكمة الدستورية ولا يسري أثره إلى القضايا أو الحالات المشابهة لها.

إن عدم الأخذ بالأثر الرجعي لقرارات المحكمة الدستورية، حسب رأينا يعود إلى تخوف المؤسس الدستوري لحدوث مشكلات يصعب حلها مستقبلا لا سيما في ظل وجود مراكز قانونية.

وفي الختام، يمكننا القول بأنه نظرا لعدم تنصيب المحكمة الدستورية لحد الآن، وبموجب الأحكام الانتقالية وفق ما نصت عليه المادة 224، وفي ظل غياب القانون العضوي الذي سيتكفل لا محالة بالاجتهاد القضائي للمحكمة الدستورية، سيتم تسجيل الكثير من الإشكالات التي ستطرح مستقبلا في هذا الإطار.

الشطر الثاني:

ويتعلق بالفقرة الثانية من المادة 192 التي تنص على أنه "**يمكن لهذه الجهات إخطار المحكمة الدستورية حول تفسير حكم أو عدة أحكام دستورية وتبدي المحكمة الدستورية رأيا بشأنها**".

وفي هذا الإطار، يمكن للمحكمة الدستورية عند تناولها تفسير حكم أو عدة أحكام دستورية الارتكاز على النقاط الثلاث التالية:

1. قرينة الدستورية لمصلحة القوانين:

مؤدى هذه القاعدة أن الأصل في كل ما يصدر عن السلطة التشريعية من قوانين أنه صحيح وصادر في الحدود التي رسمها الدستور لتلك السلطة، ومن ثم فالواجب على القاضي عند فحصه دستورية القوانين أن يلاحظ هذا الأثر، فلا يخرج عن مقتضى تلك القرينة، إلا إذا كان التعارض بين التشريع والدستور تعارضا واضحا صريحا، بحيث ينعدم معه السبيل إلى التوفيق بينهما، وهكذا فإن هذه القاعدة تتضمن ثلاثة مسائل:

أولهما: أن القاضي الدستوري لا يقضي بعدم الدستورية إلا ذا كان ذلك قطعيا وواضحا.

ثانيا: أن القاضي الدستوري يجب عليه عند التفسير، إذا كان هناك أكثر من تفسير، أن يختار للتشريع المطعون بعدم الدستورية التفسير الذي يجعله موافقا للدستور.

ثالثا: وهي القاعدة، إذا أمكن تفسير التشريع على أكثر وجه وكان أحد الوجوه يجعله متفقا مع الدستور فإن على المحكمة أن تلتزم هذا التفسير ما دامت عبارة التشريع تحتمله دون أن تكلف نفسها البحث في نية المشرع الحقيقية.

لكن يشترط، بطبيعة الحال، أن يكون تفسير المحكمة وهي سبيلها لهذا التوفيق مقبولا ومعقولا، فإذا كان القانون واضحا وصريحا ولا تحتمل ألفاظه إلا مدلولا واحدا فليس للمحكمة في سبيل التوفيق بينه وبين الدستور أن تعطى تفسيرا يتعارض مع صريح هذه الألفاظ.

2. عدم الخوض في بواعث التشريع أو ملائمته

هذه القاعدة التي وضعتها المحكمة الدستورية العليا الأمريكية تضم ثلاث مسائل:

أولا: إن المحكمة لا تناقش ضرورة التشريع أو عدم ضرورته.

ثانيا: إن المحكمة لا تراقب ملائمة التشريع ولا حكمته.

ثالثا: إن المحكمة لا تراقب بواعث التشريع.

غير أن هناك من الفقه من ذهب إلى أن هناك فارق بين روح الدستور وبين المبادئ العليا، وأن هذا الفارق يبدو جليا عندما يتعرض القاضي لتفسير النص الدستوري.

فعندما يتعرض القاضي لتفسير نص دستوري غامض، فإنه يحاول التعمق في فهم هذا النص على ضوء الرابطة العامة التي تجمع بين نصوص الدستور جميعها، وتجعل منها وحدة متناسقة لا تعارض بين أجزائها، وتلك الرابطة التي تربط بين النصوص هي من يمكن تسميتها بروح الدستور.

ومن خلال فهم روح الدستور تتيسر للقاضي مهمة فهم النص الدستوري الغامض ولا شك أن القاضي حين ما يقوم بذلك فإنه يقوم بوظيفته الطبيعية والعادية في تفسير النصوص.

والجدير بالذكر أن بحث القاضي الدستوري عن الغاية الحقيقية للمشرع يعد بحثا في الانحراف التشريعي، وذلك لأن عيب الانحراف التشريعي يتعلق أساسا بالغاية من التشريع لكي يحقق مصلحة فردية أو مصلحة حزب من الأحزاب أو مجموعة من الأشخاص، وكان ذلك كله لغير هدف المصلحة العامة أو كان ذلك كله أو أيا منه يستهدف الإضرار بفرد أو مجموعة أفراد بذواتهم أو فئة معينة من الناس على غير ما تقتضيه المصلحة العامة.

فإن التشريع في كل هذه الصور والحالات ينطوي على انحراف بالسلطة التشريعية لغير ما أقامها الدستور عليه.[29]

3. الرقابة تكون داخل إطار الدستور ولا خارجه

الرقابة على دستورية القوانين هي رقابة فنية ذات طابع قانوني ومن ثمة يتعين على القاضي عند ممارسة رقابته على الدستورية ألا يتجاوز إطار الدستور إلا ما يعلوه من مبادئ مكتوبة، وإلا كان متجاوزا لمفهوم الرقابة نفسها، بحلوله محل المشرع العادي بل والمشرع الدستوري نفسه.

[29] - محمد ماهر أبو العينين، الانحراف التشريعي والرقابة على دستوريته – دراسة تطبيقية، سنة 2013 – رسالة دكتوراه مطبوعة في مجلدين.

ختاما

ينبغي في نهاية مداخلتنا أن نشير إلى أن الإجتهاد القضائي للمحكمة الدستورية، التي سيتم تنصيبها في أجل أقصاه 30 ديسمبر 2021، كما هو مقرر لها وفقا لأحكام المادة 224 من الدستور الجزائري، سيتكفل بتسجيل الكثير من المشاكل التي تعترض السلطات الدستورية من جهة، وكذا في تفسير نصوص الدستور من جهة أخرى، وإيجاد الحلول المناسبة لها، على ضوء روح الدستور ونصوصه.

قائمة المراجع:

أولا: المراجع باللغة العربية

1. الدساتير:

- الدستور الفرنسي الصادر بتاريخ 04 أكتوبر 1958 المعدل.
- الدستور الجزائري لأول نوفمبر 2020 الصادر بالجريدة الرسمية العدد 82-الأربعاء 15 جمادي الأولى عام 1442 الموافق 30 ديسمبر سنة 2020.
- دستور الجمهورية التونسية لسنة 2014.

2. الكتب:

- عبد العزيز محمد سالمات، الآثار القانونية لأحكام المحكمة الدستورية العليا والمشكلات العملية التي تثيرها، الطبعة الثانية - مزيدة ومنقحة. 2000 - صادر عن نادي القضاة - مصر.

3. رسائل الدكتوراه:

- محمد ماهر أبو العينين، الانحراف التشريعي والرقابة على دستوريته - دراسة تطبيقية، رسالة دكتوراه مطبوعة في مجلدين.

4. المجلات:

- القضاء الدستوري بالمغرب - المحكمة الدستورية ونظم الرقابة على دستورية القوانين.
- مجلة مسالك الفكر والسياسة والاقتصاد العدد 37-38، المدير الدكتور رضوان زهرو - السنة الثانية عشر.

ثانيا: المراجع باللغة الفرنسية

- **RECUEIL DES ACTES DU SEMINAIRE DE COTONOU SUR LE THEME « JUGE CONSTITUTIONNEL ET POUVOIR POLITIQUE » COTONOU du 11 au 13 juin 2014.**

VI- الجلســـــة الختاميـــــة:

- تلاوة التقرير العام للملتقى، السّيد **عماد الدين وادي**، المقرر العام للملتقى، المدير العام لمركز الدراسات والبحوث الدّستورية.
- كلمة السّيدة **بليرتا أليكو Blerta Aliko**، الممثلة المقيمة لبرنامج الأمم المتحدة الإنمائي في الجزائر.
- الكلمة الختامية لمعالي السّيد **كمال فنيش**، رئيس المجلس الدّستوري.

التقرير العام حول أشغال الملتقى الدّولي حول:

" المحكمة الدّستورية ودورها في بناء الجزائر الجديدة "

الدكتور عماد الدين وادي، المقرر العام للملتقى،

المدير العام لمركز الدراسات والبحوث الدستورية

- تم إعداد هذا التقرير من طرف السيّد عماد الدين وادي، المقرر العام للملتقى، والمتلو من طرفه خلال الجلسة الختامية من الملتقى الدّولي.
- يأخذ هذا التقرير بعين الاعتبار ملاحظات واقتراحات المشاركين في أشغال هذا الملتقى

السيد رئيس المجلس الدستوري،

السيدات والسادة أعضاء المجلس الدستوري،

السيدة الممثلة المقيمة لبرنامج الأمم المتحدة الإنمائي بالجزائر،

السيدات والسادة الحضور كل باسمه ومقامه،

سلام الله عليكم

ها قد وصلنا إلى نهاية أشغال ملتقانا الدولي هذا، وبهذه المناسبة يشرفني أن أتلو على مسامعكم التقرير العام حول مجريات أشغاله:

السيدات، السادة،

يشكل التعديل الدستوري الذي بادر به رئيس الجمهورية **السيد عبد المجيد تبون** وزكاه الشعب في استفتاء شعبي في الفاتح نوفمبر 2020، لبنة أساسية في بناء جزائر جديدة قوامها الحقوق والحريات، ودولة القانون والمؤسسات. ومن أبرز الإصلاحات العميقة التي تضمنها هذا التعديل إنشاء محكمة دستورية تحل محل المجلس الدستوري، وذلك بتشكيلة مغايرة وصلاحيات واسعة تضمن لها مكانة متميزة في الحقل المؤسساتي كمؤسسة دستورية

تسهر على احترام الدستور وسموه، وتضبط السير العادي للمؤسسات الدستورية واستمراريتها.

يندرج تنظيم هذا الملتقى الدولي الموسوم بـ: **"المحكمة الدستورية ودورها في بناء الجزائر الجديدة"** ضمن سلسلة النشاطات والتظاهرات العلمية التي أضحت تقليدا راسخا للمجلس الدستوري، وذلك من أجل مواكبة جميع التطورات الدستورية والقانونية التي تعرفها بلادنا، وبهدف الاسهام في نشر الثقافة الدستورية باعتبارها من الأدوات الضرورية لبناء دولة الحق والقانون.

في افتتاحه للملتقى الدولي، أكد رئيس المجلس الدستوري، السيد **كمال فنيش**، أن الدُّسْتُور الجَدِيد لِلْبِلَاد يعد خُطْوَةً جَبَّارَةً في سَبِيلِ بناء الجزائر الجديدة التي يصْبُو إِلَيْهَا الجزائريون والجزائريات، وإِقَامَةَ صَرْحِ الدِّيمُقْرَاطِيَة الحَقَّة ودَوْلَة القَانُونْ، تلعب في ظلها المحكمة الدستورية دَوْرا مِحْوَرِيا، لا سيما فيما يتعلق بضبط سير المؤسسات ونشاط السلطات العمومية، والفصل في الخلافات التي قد تحدث بين السلطات الدستورية، مما يجعل بلدنا في مَنْأَى عَن أَيِّ أزمات سياسية مُحْتَمَلَة قد تؤدي إلى شَلَلِ أو تَعَطُّلِ إِحْدَى السُّلُطَات أو المؤسسات الدستورية.

وعلى مدار يومين كاملين من النقاش الثري والبناء، توصل المشاركون في فعاليات هذا الملتقى الدولي إلى أن المحكمة الدستورية ينتظرها دور كبير وفعال في إجراء تحكيم بين المؤسسات في ممارسة صلاحياتها الدستورية، وفض النزاعات الناشئة بينها في حالة تعدي أي سلطة على صلاحيات سلطة أخرى.

وقد كان هذا الملتقى الدولي سانحة أتاحت للمشاركين في فعالياته فرصة الاطلاع على بعض التجارب الرائدة للقضاء الدستوري المقارن في مجال ضبط سير المؤسسات والأجهزة الدستورية، والتي من خلالها يتدخل القاضي الدستوري لضبط سير المؤسسات المنصوص عليها في الدستور في حالة تدخل إحداها في عمل الأخرى، قصد توفير المناخ المناسب لحسن سير المؤسسات الدستورية وتفادي الخلافات بينها، وأكد المشاركون أن القاضي الدستوري يتمتع بوظيفتين: وظيفة الحارس على توزيع الصلاحيات بين السلطات الثلاث، ووظيفة الفاصل الموازن، المدعو لضبط سير المؤسسات الدّستورية وضمان التوازن فيما بينها.

كما كان هذا الملتقى فرصة للتأكيد على أن استحداث المؤسس الدستوري الجزائري "المحكمة الدّستورية" كمؤسسة بديلة عن "المجلس الدّستوري"، يعتبر مسايرة للتوجه العام الذي أخذت به غالبية دول العالم وكذلك العديد من الدول الافريقية، ويرتبط توسيع مجالات الرقابة على دستورية القوانين بالاتساع المتزايد للحقوق والحريات الأساسية في المنظومة القانونية الدولية، وكذلك بضرورة تكييف المنظومة القانونية الوطنية مع المستجدات الدستورية. ولم يكتف المؤسس الدستوري الجزائري بالإبقاء على أسلوب الرقابة السياسية فحسب، بل دعمها برقابة ذات طبيعة قضائية، من شأنها أن تساهم في الارتقاء بنوعية العمل التشريعي.

إن إنشاء المحكمة الدستورية في الجزائر يعد نمطا منطقيا للمسار القانوني التاريخي للرقابة على دستورية القوانين، حيث بعد التنصيص على إنشاء المجلس الدستوري في دستور سنة 1963، تجاهل المؤسس الدستوري سنة 1976 موضوع الرقابة على دستورية

القوانين بصفة مطلقة، لكي يعاد اعتماد هيئة المجلس الدستوري في دستوري سنة 1989 وسنة 1996. لم تعتمد هذه المحكمة إلا بعد خوض المجلس الدستوري تجربة الدفع بعدم الدستورية في التعديل الدستوري لسنة 2016، باعتبارها آلية قضائية للرقابة على دستورية القوانين، بعدما مارس آلية الرقابة السياسية وذلك خلال ما يقارب ثلاثة عقود من الزمن. على هذا الأساس، تحتل المحكمة الدستورية مكانة جوهرية في التعديل الدستوري لسنة 2020 الذي جعل من تكريس وحماية الحقوق والحريات حجر الزاوية للنظام الدستوري الجزائري.

وقد ناقش المشاركون في فعاليات هذا الملتقى الدولي فكرة الكتلة الدستورية، والذي لم يرد بتاتا في الدستور الجزائري وإنما هو مصطلح استعمله أساتذة القانون الدستوري الفرنسي، وخلص المشاركون إلى أن الكتلة الدستورية مصطلح غامض وفضفاض، ومع ذلك فإنه يعني مجموعة القواعد المرجعية التي يرتكز عليها المجلس الدستوري عند النظر في دستورية أو عدم دستورية قانون ما، ثم أن الكتلة الدستورية لا تتضمن فقط الأحكام المنصوص عليها في الدستور، بل تمتد إلى القواعد الأخرى كالاتفاقيات الدولية وبقية القوانين.

السيدات، السادة،

في سياق استعراض التجربة الدستورية الجزائرية، أبرز المتدخلون أن من أهم الصلاحيات الجديدة والتي سوف تضطلع بها المحكمة الدستورية بعد تنصيبها، سلطة تفسير الدستور، مؤكدين أن المجلس الدّستوري كان سباقا إلى الاستدلال بروح الدّستور لتفادي

الأزمات والفراغات الدّستورية، عندما اعتبر في تسبيب قراره رقم 20 المؤرخ في 1 جوان 2019، وكذلك في البيان الذي تلى قراره هذا، بأنّه بالاستناد إلى روح الدّستور، وضمانا لاستمرارية سير المؤسسات الدّستورية، أنّ الوظيفة الأساسية لرئيس الدّولة هي تنظيم انتخاب رئيس الجمهورية، وهي المهمة الأساسية التي يتولاها حتى أداء رئيس الجمهورية المنتخب اليمين الدّستورية، وقد تم تكريس اجتهاد المجلس الدستوري هذا في المادة 94 من دستور 2020.

إن القاضي الدّستوري، ومن خلال ممارسته لصلاحيته هذه، يحرص على عدم الحلول محل السلطات العمومية الأخرى، لاسيما السلطة التشريعية. وإن كان القاضي الدّستوري يمارس صلاحياته الهامة في مجال مراقبة النشاط المعياري وضبط نشاط السلطات العمومية، فلابد له أن يتجنب الانتقاد المتعلق بحكم القاضي. ويبقى القاضي الدّستوري في نهاية المطاف بصفته سلطة مُؤَسَسَة، تابعا للمؤسس الدّستوري الذي يستمد منه شرعيته.

تضطلع المحاكم الدستورية بثلاثة اختصاصات رئيسية؛ يتمثل الاختصاص الأول في رقابة دستورية القوانين، وهو اختصاص مشترك بين جميع الهيئات والمحاكم الدستورية، ويتعلق بالنظر في مدى مطابقة القوانين مع الأحكام الدستورية من أجل ضمان سمو هذه الأخيرة في إطار تدرج القوانين. أما الاختصاص الثاني، فيتمثل في حماية الحقوق والحريات التي يضمنها الدستور، لاسيما في الأنظمة التي تمنح للفرد حق الولوج أمام المحاكم الدستورية سواء بشكل مباشر أو بشكل غير مباشر. ويتمثل الاختصاص الثالث في رقابة صحة

العمليات الانتخابية والفصل في النزاعات الناشئة بمناسبتها، وهو اختصاص ليس بالهيّن، نظرا للتداعيات السياسية المترتبة عنه.

تتولى المحكمة الدستورية النظر في الطعون المتعلقة بالنتائج المؤقتة للانتخابات الرئاسية والانتخابات التشريعية والاستفتاء، والنظر في الطعون في قرارات رفض الترشيح لرئاسة الجمهورية والطعون المتعلقة بقرارات لجنة مراقبة وتمويل الحملة الانتخابية.

إضافة إلى الدور الذي تلعبه المحكمة الدستورية في رقابة مطابقة التشريع الانتخابي للدستور عن طريق رقابة قبلية لمطابقة القانون العضوي المتعلق بنظام الانتخابات للدستور.

يمارس المجلس الدستوري الجزائري، ثم المحكمة الدستورية المنتظر تنصيبها، جميع هذه الصلاحيات، بالإضافة إلى اختصاص رابع جديد ومستحدث بالنسبة للمحكمة الدستورية الجزائرية، وهو الوظيفة التحكيمية. والتي تتقاسمها جميع الهيئات والمحاكم الدستورية عبر العالم ونجدها في العديد من المحاكم الدستورية الافريقية، أين تخول للقاضي الدستوري إمكانية التدخل لضبط السير العادي للمؤسسات العمومية وفض الخلافات والنزاعات التي قد تنشب بينها بمناسبة ممارستها لمهامها.

وبين الحكم الإيجابي الذي يتدخل بشكل واسع في ممارسته لوظيفته التحكيمية واتخاذ قرارات ملزمة في هذا الشأن، والحكم السلبي الذي لا يتدخل إلا من أجل معاينة

مخالفة أحكام الدستور دون ترتيب آثار قانونية على ذلك، يُطرح تساؤل جوهري حول الموقف المناسب الذي يجب أن يتخذه القاضي الدستوري في ممارسته لوظيفته التحكيمية.

وقد أثير النقاش بخصوص الطبيعة القانونية للمحكمة الدستورية، أين أكد المشاركون أن المحكمة الدستورية لها طابع خاص، فهي ليست جهة قضائية ولا جهة سياسية، وإنما مؤسسة مستقلة لا يمكن التخلي عنها لأنها الأقدر على الفصل في الصراعات التي تنشب بين مؤسسات الدولة.

كما ناقش المتدخلون مسألة الإخطار التلقائي للمحكمة الدستورية، وتوصلوا إلى أن الفقه الدستوري يجمع على أن القضاء الدستوري وظيفته قول القانون وليس صنعه، ذلك أن التدخل التلقائي للقضاء الدستوري قد يتعارض مع شرعية البرلمان المنتخب والذي يعود له الاختصاص الأصيل في التشريع.

السيدات، السادة،

تقوم الحماية الدستورية للحقوق والحريات في الأنظمة الدستورية المعاصرة على مبدأين متلازمين: تكريس هذه الحقوق في النصوص الدستورية وإحالة تحديد كيفيات ممارستها إلى التشريع العادي من جهة، ووضع أجهزة للقضاء الدستوري تسهر على مطابقة التشريع العادي مع هذه النصوص من جهة ثانية.

وقد جاء التعديل الدستوري لسنة 2020 ليحمل إضافات جوهرية من أجل التكريس الفعلي للرقابة على دستورية القوانين، على غرار توسيع الأحكام موضوع الدفع

بعدم الدستورية وامتدادها إلى الأحكام التنظيمية، وكذلك النص على رقابة دستورية الأوامر التي يصدرها رئيس الجمهورية في حالة شغور المجلس الشعبي الوطني أو خلال العطلة البرلمانية، وكذلك النص ولأول مرة في التجربة الدستورية الجزائرية على رقابة توافق القوانين والتنظيمات مع المعاهدات الدولية.

وتطبيقا لمبدأ سمو الدستور، أخضع المؤسس الدستوري التنظيمات إلى رقابة المحكمة الدستورية في أجل شهر من يوم نشرها. وبهذا، وبعد كل ما كانت تثيره من غموض وإشكال قانونيين بشأن إمكانية وسبل رقابة مدى دستوريتها أمام المجلس الدستوري، أصبحت هذه التنظيمات تخضع لثلاثة أنواع من الرقابة أمام المحكمة الدستورية: فهي تخضع لرقابة دستورية خلال شهر من تاريخ نشرها، كما تخضع كذلك إلى رقابة لاحقة تتعلق بتوافقها مع المعاهدات خلال شهر أيضا من نشرها، وأخيرا رقابة الدفع بعدم الدستورية كرقابة لاحقة في حالة انتهاك التنظيم لحق من الحقوق الأساسية أو الحريات العامة.

وبغية تعزيز مبادئ الديمقراطية وتكريس المشاركة الفعلية للمواطنين عن طريق منتخبيهم في ضمان سمو الدستور والعمل على احترامه، تم مراجعة النصاب الدستوري الذي تم اعتماده في التعديل الدستوري لعام 2016 في الإخطار البرلماني للمجلس الدستوري، وتقليصه بشكل معتبر إلى أربعين نائبا بالمجلس الشعبي الوطني عوض خمسين نائبا أو خمس وعشرين عضوا بمجلس الأمة عوض ثلاثين عضوا.

السيدات، السادة،

تشكل رقابة مدى دستورية الأحكام التشريعية أو التنظيمية عن طريق الدفع بعدم الدستورية آلية للمراجعة اللاحقة للمنظومة القانونية، عن طريق الإحالة من المحكمة العليا أو مجلس الدولة، إلى المحكمة الدستورية، لفحص المسائل المطروحة عليها، بتوجه أحد أطراف الدعوى للجهات القضائية المختصة، التي يمكن أن تفعّل عملية الرقابة، باعتبارها صاحبة اختصاص وتتمتع بالحد المطلوب من الكفاءة، التي تؤهلها للمساهمة في تكييف الأحكام التشريعية أو التنظيمية مع أحكام الدستور.

تعد آلية الدفع بعدم الدستورية أداة تحقيق تعاون وتكامل في عمل السلطات العامة في الدولة، انطلاقا من دور السلطتين التشريعية والتنفيذية في العمل التشريعي ومساهمتهما في تفعيل عملية الرقابة. وهذا التعاون يضفي مرونة على مبدأ الفصل بين السلطات، إذ لا يمكن اعتباره فصلا جامدا، بحكم وجود هذا العمل المشترك بينها في تفعيل عملية الرقابة وتقويم المنظومة القانونية، المسندة للسلطات الثلاث، بهدف تحقيق غاية مشتركة وهي حماية الحقوق والحريات وتحقيق الأمن القانوني.

لقد أصبحت دسترة الحقوق والحريات وتكريس مبدأ الفصل بين السلطات، من الملامح الأساسية للدساتير الحديثة. وعلى هذا الأساس، تُشكل حماية الحقوق والحريات الأساسية الهدف الجوهري للرقابة على دستورية القوانين. كما أن آلية الدفع بعدم الدستورية تُعد ضمانة إضافية لحماية الحقوق والحريات المكفولة للمواطنين، وقد تَرتب عن ممارسة هذا الحق دسترة فروع القانون المختلفة من خلال فصل القضاء الدستوري في مدى دستورية نص أو حكم معين والتصريح بدستوريته من عدمها.

السيدات، السادة،

في ختام أشغال ملتقانا هذا، خلص المشاركون إلى أن التعديل الدستوري للفاتح من نوفمبر من سنة 2020، جاء بإصلاحات عميقة في شتى المجالات من شأنها المساهمة في بناء جزائر جديدة تقوم على مبادئ الديمقراطية ودولة الحق والقانون، يكون فيها الشعب هو السيّد ومصدر كل سلطة.

وبالنظر إلى المكانة المرموقة التي تحظى بها المحكمة الدستورية في الهرم المؤسساتي الوطني، وانطلاقا من المركز القانوني الذي تتمتع به في ظل التعديل الدستوري لسنة 2020، يمكن الجزم بأنها تعتبر النواة الأساسية لدولة الحق والقانون، على غرار العديد من المحاكم الدستورية في الأنظمة المقارنة. فهي بسهرها على احترام الدستور، تكرس دولة القانون بمفهوم "الشرعية الدستورية"، وعند تصديها الصارم لكل اعتداء على الحقوق والحريات الفردية والجماعية، فإنها تكرس "دولة الحقوق والحريات".

وقد جاء هذا التقرير ليوجز ما تضمنه النقاش خلال يومين من الأشغال، تم فيهما عرض مداخلات قيمة من قبل السيدات والسادة المشاركين، أعقبها نقاش موضوعي وبناء ساهم في إثراء محاور ملتقانا هذا.

شكرا على حسن الإصغاء على أن نضرب لكم موعدا في ملتقيات قادمة إن شاء الله.

والسلام عليكم ورحمة الله تعالى وبركاته.

الكلمة الختامية لمعالي رئيس المجلس الدستوري السيد كمال فنيش، بمناسبة الملتقى الدولي حول "المحكمة الدستورية ودورها في بناء الجزائر الجديدة"

6 و7 أفريل 2021

ضيوفنا الكرام،

السّيدات والسّادة المشاركون،

ها قد وصلنا بعد يومين من الأشغال المكثّفة إلى ختام ملتقانا الدّولي حول موضوع المحكمة الدّستورية ودورها في بناء الجزائر الجديدة.

وأَوَّدُ بهذا الصّدد أن أُشِيدَ بالمستوى الرّفيع للعروض التي قدّمها المختصون الجزائريون والأجانب حول جميع محاور الملتقى وكذا بِثَرَاءِ النّقاشات التي تَخَلَلَت أطوار مختلف الجلسات.

السّيدات والسادة،

لقد أجمع المُشاركون على أهمية المكانة التي ستكون للمحكمة الدّستورية في الخارطة المؤسساتية لبلادنا وعلى الدور المحوري الذي ستضطلع به في الإسهام في بناء جزائر جديدة تقوم على مبادئ الدّيمقراطية ودولة الحق والقانون. كما كان ملتقانا مناسبة لِفَهْمٍ أحسن لتجارب أجنبية متميّزة في المجال الدّستوري خاصة فيما يتعلق بضبط المؤسسات والأجهزة الدّستورية.

السّيدات والسّادة،

إنّ النّقاشات الحيّة التي أجريناها طيلة يومين وتبادل الآراء والمعارف المثمر الذي استفدنا منه سويا على ضوء المداخلات التي تفضل بها مختصون في القانون مشهود لهم بواسع الاطلاع، مَكَنَّتَنَا من تَكوين تَصَوُّرٍ أفضل لموضوع المحكمة الدّستورية واختصاصاتها.

وبالفعل فإننا قُمْنَا، خلال الملتقى، بتحليل مُعَمَّقٍ ومنهجي لهاته المسألة من كلّ النّواحي في بُلْدَانِنَا. ولقد سمح لنا العرض التّمهيدي لموضوع الملتقى بمعالجة مسألة نطاق وطبيعة مراقبة القاضي الدّستوري حيث تم تقييم مناهج التفسير الدّستوري وسلطات القاضي الدّستوري ووظيفته الاستشارية. كما عَمَدْنَا إلى تحليل مفهوم قوة الشّيء المقضي به وضبط سير المؤسسات من قبل القاضي الدّستوري وتنفيذ قرارات القاضي الدّستوري من قبل السلطة السّياسية.

وبِغَضِّ النّظر عن اختلاف ممارساتنا وعن اِحْتِشَامِ أو جُرْأَةِ قراراتنا، فإننا أجمعنا على بعض النّقاط الهامة أُوجزها فيما يلي:

إن القاضي الدّستوري، شاء أو أَبَى، هو في قلب الشّأن العام لسبب بسيط هو أنّ القانون، أساسيا كان أو عضويا أو عاديا، هو المُحَصِّلَةُ المِعْيَارِيَة لموازين القوى السّياسية في المجتمع. ومن هذا المنطلق، فإنّ تأطير ممارسة السّلطة السّياسية يفرض نفسه كضرورة مُلِحَة.

وعلى هذا الأساس، أكّدنا على الصّفات الشّخصية التي يجب أن يَتَحَلَّى بها القاضي الدّستوري وعلى ضرورة أن يتمتع بأخلاق عالية وأَلَّا تَشُوبَ نَزَاهَتَهُ واستقامتَه أية شائبة.

وهناك نقطة أخرى يبدو أنّها كانت مَحَلَّ إجماع وهي عِلَّة وُجُود القاضي الدّستوري نفسه. حيث شهدنا جميعا بأنّه حامي الدّستور وأنه في نهاية المطاف، الحِصْنُ الأخير للدّيمقراطية ولدولة القانون ضد أيّ شكل من أشكال التَسَلُّط إِذْ يتعلّق الأمر بحماية المبادئ الأساسية المتمثلة في حرّية ومساواة المواطنين.

أيتها السّيدات، أيّها السّادة،

يمكنني القول، بكلّ تواضع، أننا قد حققنا بشكل كبير الأهداف التي سطّرناها لأنفسنا من خلال هذا الحدث وسنحمل معنا كل هذه الأفكار والتّحاليل التي ستكون مصدر إلهام وإثراء لتفكيرنا وممارستنا مستقبلا. كما سيتم إِفْرَادُ عَدَدٍ خاصّ من مجلة المجلس الدّستوري لنشر مختلف المداخلات التي تم تقديمها خلال الملتقى ولتغطية أشغاله كاملة.

وإذ أُجَدِّدُ جزيل شكري وخالص امتناني لجميع المشاركين والحضور، أُعلن رسميا عن اختتام أشغال هذا الملتقى.

تحيا الجزائر،

تحيا العدالة الدّستورية الجزائرية،

والمجد والخلود لشهدائنا الأبرار.

VII - نمـاذج من اجتهـادات الـمجلس الدستـوري

• الأحكام التشريعية المصرح بعدم مطابقتهـا للدستور والأسباب المؤسســة للمنطــوق.

الأحكام التشريعية المصرح بعدم مطابقتها للدستور والأسباب المؤسسة للمنطوق

نواصل في هذا العدد الخاص من مجلة المجلس الدستوري، نشر النصوص والأحكام التشريعية التي صرح المجلس الدستوري بعدم مطابقتها للدستور، أو مطابقتها الجزئية، أو مطابقتها شريطة مراعاة التحفظات التي أبداها، مع تحديد الأسباب والمبادئ الدستورية التي استند عليها المجلس.

يتناول هذا العدد ملخص رأيين صادرين عن المجلس الدستوري، الأول سنة 2011 يتعلق بمراقبة مطابقة القانون العضوي الذي يحدد كيفيات توسيع تمثيل المرأة في المجالس المنتخبة للدستور، أما الثاني سنة 2012، فيتعلق بمراقبة مطابقة القانون العضوي المتعلق بالأحزاب السياسية للدستور.

النص موضوع الاخطار	موضوع النص أو الحكم الغير مطابق للدستور، أو المطابق جزئيا، أو المطابق بتحفظ	أسباب المنطوق	المبادئ الدستورية المؤسسة للمنطوق
(رأي رقم 05/ر.م .د/11) القانون العضوي الذي يحدد كيفيات توسيع تمثيل المرأة في المجالس المنتخبة	جاء القانون العضوي، موضوع الاخطار، تحت عنوان " القانون العضوي الذي يحدد كيفيات توسيع تمثيل المرأة في المجالس المنتخبة "، دون الإشارة	أعاد المجلس الدستوري صياغة العنوان والمادة الأولى من القانون العضوي، موضوع الاخطار، حيث اعتبر أن المادة 31 مكرر من الدستور التي جاء هذا	

القانون العضوي الذي يحدد كيفيات توسيع تمثيل المرأة في المجالس المنتخبة **(رأي رقم 05/ر.م .د/11)**	إلى عبارة " الحظوظ ". كما تضمنت المادة الأولى من القانون العضوي، موضوع الاخطار، نفس العبارة.	القانون العضوي تطبيقا لها، تنص على أن الدولة تعمل على ترقية الحقوق السياسية للمرأة بتوسيع **حظوظ** تمثيلها في المجالس المنتخبة، وبأن أحكام القانون العضوي، موضوع الاخطار، تقيدت بروح المادة 31 مكرر المذكورة أعلاه، وأقرت نسبا متفاوتة تضمن حظوظ المرأة في المشاركة السياسية الفعلية، فإن عدم التقيد بحرف المادة المذكورة أعلاه يعد سهوا يتعين تداركه في العنوان وفي نص المادة الأولى من القانون العضوي، موضوع الاخطار.	
	أقر المشرع في الفقرتين 1 و2 من المادة 2 من القانون العضوي، موضوع الاخطار، وجوب تضمن كل قائمة ترشيحات حرة أو مقدمة من حزب أو	صرح المجلس الدستوري بمطابقة الفقرتين 1 و2 من المادة 2 والمادة 3 من القانون العضوي، موضوع الاخطار، للدستور شريطة مراعاة التحفظ الذي أثاره.	

القانون العضوي الذي يحدد كيفيات توسيع تمثيل المرأة في المجالس المنتخبة **(رأي رقم 05/ر.م .د/11)**	عدة أحزاب سياسية، عددا من النساء لا ينبغي أن يقل عن النسب المتفاوتة التي حددها بحسب عدد المقاعد المطلوب شغلها. كما أقر في المادة 3 من القانون العضوي، موضوع الاخطار، على أن يتم توزيع المقاعد حسب عدد الأصوات المحصل عليها، وأن تخصص النسب المحددة في المادة 2 وجوبا للمترشحات حسب ترتيب أسمائهن في القوائم الفائزة.	حيث اعتبر أن المؤسس الدستوري بتنصيصه على أن الدولة تعمل على ترقية الحقوق السياسية للمرأة بتوسيع حظوظ تمثيلها في المجالس المنتخبة، فإنه لا يهدف إلى مجرد تسجيل المرأة في القوائم الانتخابية، وهو ما لا يشكل في حد ذاته ضمانا كافيا لتمثيلها الفعلي في المجالس المنتخبة، وبالتالي، فإن إلزامية إدراج عدد من النساء ضمن القوائم الانتخابية للأحرار وتلك المقدمة من حزب أو عدة أحزاب سياسية، عدد لا يقل عن النسب التي حددها المشرع، لا تسمح بتوسيع حظوظ تمثيل المرأة في المجالس المنتخبة بالنظر إلى نمط الاقتراع الذي اعتمده هذا الأخير، إلا إذا كان ترتيبها في هذه القوائم ملائما وأن	

القانون العضوي الذي يحدد كيفيات توسيع تمثيل المرأة في المجالس المنتخبة **(رأي رقم 05/ر.م .د/11)**		كيفيات توزيع المقاعد لا يكتسيان طابعا تمييزيا إزاءها، وبالنتيجة، صرح المجلس الدستوري بمطابقة المادتين 2 و3 من القانون العضوي، موضوع الاخطار، للدستور، شريطة مراعاة هذا التحفظ.	
	تخص الفقرة 3 من المادة 2 من القانون العضوي، موضوع الاخطار، في حكمها بعض البلديات وتتفادى ذكر البلديات الأخرى.	صرح المجلس الدستوري بمطابقة هذه الفقرة للدستور شريطة مراعاة التحفظ الذي أبداه. واعتبر المجلس أنه تطبيقا للمادة 29 من الدستور، لا يمكن للقانون أن يحدث أي تمييز بين المواطنين بالنظر لمبدأ المساواة أمام القانون. فأحكام الفقرة 3 تفادت تحديد النسبة المخصصة للمرأة في قوائم المترشحين في البلديات التي ليست مقر دائرة أو يقل عدد سكانها عن 20.000	**مبدأ المساواة**

القانون العضوي الذي يحدد كيفيات توسيع تمثيل المرأة في المجالس المنتخبة **(رأي رقم 05/ر.م .د/11)**		نسمة. فإذا كان المشرع لم يقصد بذلك إقصاء المرأة من حق التمثيل في المجالس المنتخبة في هذه البلديات، وإنما تفاديا لرفض قوائم المترشحين إذا لم تتضمن عددا كافيا من النساء، بسبب القيود الاجتماعية والثقافية، ففي هذه الحالة، تعد أحكام هذه الفقرة مطابقة للدستور شريطة مراعاة هذا التحفظ.	
	نص المشرع في المادة 8 من القانون العضوي، موضوع الاخطار، على أن تقدم الحكومة أمام البرلمان تقريرا تقييميا حول مدى تطبيق هذا القانون العضوي، عقب كل انتخاب للمجالس الشعبية البلدية والولائية والبرلمان.	صرح المجلس الدستوري بعدم مطابقة هذه المادة للدستور، بحجة أن المشرع يكون قد أسس لنفسه آلية لرقابة العمل الحكومي عندما ألزم الحكومة بتقديم تقرير تقييمي أمام البرلمان حول مدى تطبيق القانون العضوي، موضوع الاخطار، المعروض على المجلس	

القانون العضوي الذي يحدد كيفيات توسيع تمثيل المرأة في المجالس المنتخبة **(رأي رقم 05/ر.م .د/11)**		الدستوري للدراسة، وذلك بعد كل انتخاب للمجالس الشعبية البلدية والولائية والبرلمان. فمبدأ الفصل بين السلطات يقتضي أن تحصر كل سلطة عملها في الحدود المحددة لها في الدستور، وخولت المادة 99 من الدستور البرلمان حق رقابة عمل الحكومة، كما حددت المواد 80 و84 و133 و134 من الدستور على سبيل الحصر، آليات ممارسة هذه رقابة. وبالتالي، فإنه بإقرار آلية للرقابة على عمل الحكومة خارج الآليات المنصوص عليها في المواد المذكورة أعلاه، يكون المشرع قد تعدى مجال اختصاصه.	**توزيع مجالات الاختصاص**

القانون العضوي المتعلق بالأحزاب السياسية **(رأي رقم 01/ر.م. د/12)**	نص المشرع في المادة 8 من القانون العضوي، موضوع الاخطار، على أنه لا يجوز طبقا لأحكام الدستور، تأسيس أي حزب سياسي على أساس ديني أو لغوي أو عرقي أو جنسي أو **فئوي** أو مهني أو جهوي. ولا يمكنه اللجوء إلى الدعاية الحزبية استنادا إلى العناصر المذكورة أعلاه.	صرح المجلس الدستوري بعدم مطابقة هذه المادة للدستور، معتبرا أنه بإضافة كلمة "فئوي" على ما تضمنته حصريا المادة 42 من الدستور من أسس لا يجوز إنشاء الحزب السياسي على أساسها، يكون المشرع قد أقر توسيع الأسس التي يمنع الاستناد إليها في تأسيس حزب سياسي، وبالتالي يكون قد تجاوز ما انصرفت إليه إرادة المؤسس الدستوري. ومن جهة أخرى، اعتبر المجلس الدستوري أن المشرع قد أدرج في المادة 8 من القانون العضوي، موضوع الاخطار، أحكاما من الدستور بنقله حرفيا لنص الفقرتين 3 و4 من المادة 42 من الدستور باستثناء كلمة "فئوي"،	

		وهو ما لا يشكل في حد ذاته تشريعا، بل مجرد نقل لأحكام يعود فيها الاختصاص لنص آخر يختلف عنه في إجراءات الإعداد والمصادقة والتعديل المقررة في الدستور، وبالنتيجة، يكون المشرع قد أخلّ بالمبدأ الدستوري القاضي بتوزيع الاختصاصات.	**توزيع مجالات الإختصاص**
القانون العضوي المتعلق بالأحزاب السياسية **(رأي رقم 01/ر.م. د/12)**	نصت المطة الأولى من المادة 18 من القانون العضوي، موضوع الاخطار، على شرط الجنسية الجزائرية **الأصلية** بالنسبة للأعضاء المؤسسين لحزب سياسي.	صرح المجلس الدستوري بمطابقة هذه المطة جزئيا للدستور، وأعاد صياغتها بحذف كلمة "**الأصلية**". حيث اعتبر المجلس أن المشرع باشتراطه الجنسية الجزائرية الأصلية في العضو المؤسس للحزب السياسي، يكون قد تناول موضوعا سبق للمجلس الدستوري أن فصل فيه وصرح بعدم مطابقة هذا الشرط للدستور في رأيه رقم 01	

القانون العضوي المتعلق بالأحزاب السياسية		ر.أ.ق عض/م.د المؤرخ في 6 مارس سنة 1997 والمتعلق بمراقبة مطابقة الأمر المتضمن القانون العضوي المتعلق بالأحزاب السياسية للدستور، وذكّر المجلس الدستوري بأن آرائه وقراراته نهائية وغير قابلة للطعن، وترتب آثارها طالما أن الأسباب التي استند إليها في منطوقها لا تزال قائمة، وما لم تتعرض تلك الأحكام الدستورية للتعديل.	
(رأي رقم 01/ر.م.د/12)	اشترط المشرع في المطة الأخيرة من المادة 20 من القانون العضوي، موضوع الاخطار، شهادة الإقامة للأعضاء المؤسسين، في ملف التصريح بتأسيس حزب سياسي والذي يودع لدى الوزارة المكلفة بالداخلية.	صرح المجلس الدستوري بمطابقة هذه المطة للدستور، شريطة مراعاة التحفظ الذي أثاره، حيث اعتبر أن اشتراط الإقامة على التراب الوطني للعضو المؤسس للحزب السياسي يتعارض مع مقتضيات المادة 44 من الدستور،	

القانون العضوي المتعلق بالأحزاب السياسية **(رأي رقم 01/ر.م.د/12)**		التي تؤكد حق كل مواطن يتمتع بحقوقه المدنية والسياسية أن يختار بحرية موطن إقامته. فالمؤسس الدستوري، باقتصاره على ذكر حرية اختيار موطن الإقامة دون ربطه بالإقليم، كان يهدف إلى تمكين المواطن من ممارسة إحدى الحريات الأساسية المكرسة في الدستور والمتمثلة في حرية اختيار موطن إقامته داخل أو خارج التراب الوطني. وبالنتيجة، إذا كانت نية المشرع باشتراطه تقديم العضو المؤسس للحزب السياسي شهادة الإقامة، لا يقصد بها اشتراط إقامة المعني على التراب الوطني، وإنما اشتراطها كوثيقة في الملف الإداري، ففي هذه الحالة، تعد المطة الأخيرة من المادة 20 من القانون العضوي،	**الحقوق والحريات المكرسة في الدستور**

		موضوع الاخطار، مطابقة للدستور شريطة مراعاة هذا التحفظ.	
القانون العضوي المتعلق بالأحزاب السياسية **(رأي رقم 01/ر.م.د/12)**	نص المشرع في المطة 4 من المادة 73 من القانون العضوي، موضوع الاخطار، على تجريد منتخبي الحزب الذي حُلّ قضائيا من عهدتهم الانتخابية.	صرح المجلس الدستوري بعدم مطابقة هذه المطة للدستور معللا ذلك بكون المشرع قد ربط بين حل الحزب وتجريد المنتخب من عهدته، في حين أن تجريد المنتخبين من عهدتهم في المجالس الوطنية أو المحلية لا يتم إلا حسب الشروط والإجراءات التي حددتها المادة 107 من الدستور والقانون العضوي المتعلق بنظام الانتخابات. واعتبر المجلس أن المادة 10 من الدستور أقرت بأنه لا حدود لتمثيل الشعب إلاّ ما نص عليه الدستور وقانون	

القانون العضوي المتعلق بالأحزاب السياسية **(رأي رقم 01/ر.م.د/12)**		الانتخابات، وبالنتيجة، فإن تجريد المنتخبين من عهدتهم الانتخابية لا علاقة له بانتمائهم الحزبي، مما يستوجب التصريح بعدم مطابقة هذه المطة للدستور.	

يتبع ...